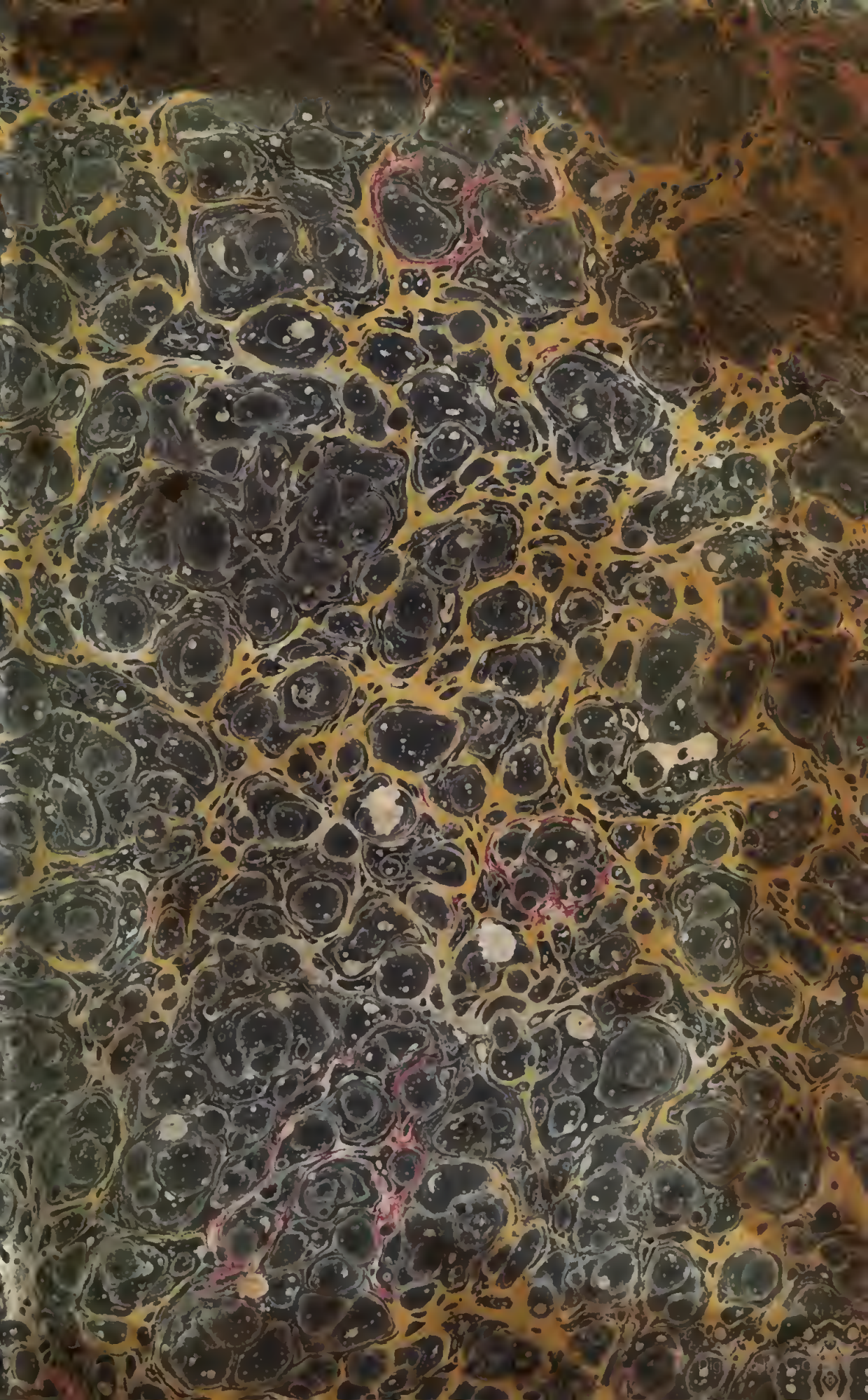
NAZIONALE
B. Prov.
I
1825
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
APOLI

BIBLIOTECA PROVINCIALE
33-B-29
Armadio
Palchetto
33 73 29
Num.° d' ordine



B P...
I-1825

TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE.

Digitized by Google

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,
IMPRIMEUR DU ROI, RUE JACOB, N° 24.

Digitized by Google

613113

TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE,

DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

PAR FRÉDÉRIC ANCILLON,
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BERLIN.

Per varios casus, per tot discrimina rerum,
Tendimus. VIRG.
Ponderibus librata suis. OVID.

NOUVELLE ÉDITION,
REVUE ET CORRIGÉE PAR L'AUTEUR.

TOME QUATRIÈME.

PARIS,
ANSELIN ET POCHARD (SUCCESSEURS DE MAGIMEL),
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1823.

Digitized by Google

RÉFLEXIONS

SUR

L'UTILITÉ DE L'HISTOIRE.

Depuis le bel éloge que Cicéron a fait de l'histoire, on a beaucoup parlé et beaucoup écrit pour et contre l'utilité de cette science. Ses détracteurs et ses partisans ont peut-être également exagéré leurs opinions, et, ce qui arrive toujours, ont également nui à la vérité.

A quoi l'histoire est-elle bonne? Elle satisfait une curiosité naturelle et innocente. Un homme qui achèterait un antique château, aimerait à découvrir dans ses archives l'histoire de ses premiers propriétaires. La connaissance des événements qui s'y sont passés l'attacherait aux lieux qui en ont été les témoins, et son imagination, nourrie de ces souvenirs intéressants,

répandrait un charme magique sur tous les objets inanimés. Usufruitiers de l'antique domaine de la terre, nous devons désirer de connaître quel fut le sort de ceux qui l'habitèrent et le cultivèrent avant nous, et qui nous l'ont légué avec les trésors de tout genre qu'ils y avaient amassés au prix de leurs travaux, de leurs malheurs et de leurs larmes. L'histoire des pensées, des sentiments, des vertus et des passions, des succès et des revers, en un mot des destinées de l'espèce humaine, forme, en quelque sorte, le *moi* du globe. Nous y sommes étrangers tant que nous ignorons les révolutions qu'il a éprouvées. C'est en nous associant par la mémoire aux actions et aux événements dont il a été le théâtre, que nous entrons dans la grande famille humaine. Si l'histoire enseigne beaucoup de choses qu'il n'y a pas de mérite à savoir, il y aurait peut-être quelque honte à les ignorer.

Indépendamment de ce genre d'utilité, l'histoire en a de plus sérieux et de plus sévères. On a dit qu'elle était l'école des mœurs. En effet,

elle peut développer la sensibilité morale, en allumant dans les cœurs un généreux enthousiasme pour l'honnête et le beau, et une sainte indignation contre les vices et les crimes qui ont ravagé et ensanglanté le monde. Il est vrai qu'elle montre souvent le dangereux spectacle des triomphes de l'injustice et des malheurs de la vertu. Les événements semblent quelquefois accuser l'intelligence qui gouverne le monde. La conscience seule l'absout toujours, mais les supplices de la conscience sont aussi secrets et aussi invisibles que ses récompenses. Cependant l'historien, s'il est digne de ses augustes fonctions, élèvera ses lecteurs au-dessus de toutes les considérations étrangères à la moralité, et saura leur faire préférer le sort de Socrate buvant la ciguë à celui des tyrans qui le condamnent à la mort.

On a dit encore que l'étude de l'histoire était une expérience anticipée. Les leçons de l'expérience sont ordinairement lentes, tardives et coûteuses; ici, nous nous instruisons, sans danger, aux dépens des générations qui nous ont

précédés. Leur histoire est une carte exacte de la société et du monde, sur laquelle sont marqués les bancs de sable, les écueils et les courants, un ancien journal de navigation dont les observations peuvent éclairer et diriger la nôtre. C'est surtout pour les princes et pour les hommes d'état que l'histoire a ce genre d'utilité; elle devrait être leur bréviaire. Les événements qu'elle retrace sont les monuments de l'existence des nations, les signes certains ou les causes actives de leur vigueur ou de leur décadence, les phases marquées et invariables de leur vie et de leur mort. Le passé seul peut expliquer le présent et éclairer l'avenir. L'état actuel du monde est un problème dont on trouve la solution dans les siècles qui l'ont précédé, et c'est d'eux qu'il faut emprunter des lumières pour prévoir, préparer et amener les siècles qui suivront le nôtre.

Enfin, (et cette utilité est peut-être la plus réelle et la plus étendue de toutes,) il est une maladie aussi dangereuse que commune, dont l'histoire seule peut être le préservatif et le re-

mède, c'est l'abus des principes généraux, la fureur de bâtir des théories aussi séduisantes que chimériques, la manie d'élever des systèmes de politique, d'éducation, de législation, auxquels on veut ramener, plier ou sacrifier tous les faits. Pour mettre dans tout son jour le service essentiel que l'histoire rend ici à la raison, qu'on me permette de présenter quelques réflexions sur la différence de la théorie et de la pratique.

D'où vient que tant de choses sont vraies dans la théorie et ne le sont pas dans la pratique? La théorie est l'ensemble systématique des règles et des principes d'une science ou d'un art quelconque. Elle ne fait par conséquent que combiner des notions ou des idées générales, tandis que, dans la réalité et dans la pratique, on ne rencontre que des individus. Ces notions ne peuvent être que les produits de la raison pure ou les résultats de l'expérience et des faits. Mettez qu'il y ait une raison pure qui puisse fournir à l'homme des principes indépendants de l'expérience et antérieurs à ses leçons; dans ce système, les notions ne seront que des for-

mes vides de toute espèce de contenu, si on les sépare des cas particuliers auxquels on les applique; elles ne signifieront donc rien, ne prouveront rien, et formeront des théories purement nominales. D'après ces principes, la théorie ne sera pas opposée à la pratique; mais elle n'apprendra rien, et ne sera qu'une table de matières.

Ne regarde-t-on les notions sur lesquelles la théorie repose, et avec lesquelles elle opère, que comme des faits généralisés ou des expériences ramenées à la plus grande unité possible? Dans cette supposition, la théorie ne sera plus vide de sens; elle répandra de la lumière sur les objets qu'elle traite; mais ce qui sera vrai dans la théorie, pourra encore être faux dans la pratique. En déduisant de l'expérience les principes de la théorie, on a saisi les ressemblances des individus, on a laissé de côté leurs différences, on a considéré quelques-unes des faces qui présentaient les objets, et l'on a fait abstraction des autres. Dès qu'on voulait s'élever à des principes, on ne pouvait et l'on ne devait

pas procéder autrement. Mais lorsqu'il s'agira d'appliquer ces principes à la réalité, on retrouvera dans les individus toutes les qualités et tous les caractères qu'on n'avait pu faire entrer en ligne de compte, en créant la théorie, et qui, par leur existence et par leurs actions, combattront les principes, et les feront paraître insuffisants.

Comment prévenir ces imperfections des théories? On peut en diminuer le nombre, on ne saurait les effacer entièrement. On peut rendre la théorie plus complète en imaginant plus de combinaisons, en observant plus d'individus, en asseyant ses principes sur une connaissance plus approfondie des qualités des êtres. Mais, dans la pratique, elle sera toujours incomplète et insuffisante; car ce qui constitue l'individualité ne saurait être épuisé, et se trouve directement opposé à toute espèce d'abstractions ou de principes généraux.

Plus les objets sur lesquels on assiéd des théories, sont simples, et composés d'un petit nombre d'éléments, et moins la vérité de la

théorie souffrira dans l'application, et plus la théorie paraîtra complète. De là vient que la différence qu'il y a entre la certitude des mathématiques pures et celle des mathématiques appliquées est réelle, mais petite. Au contraire, plus les objets sur lesquels on fait des théories sont compliqués, diffèrent les uns des autres, et présentent beaucoup d'éléments divers, et plus la théorie est insuffisante, plus on est obligé de la modifier dans l'application, plus elle a besoin d'être rectifiée, étendue ou restreinte par les faits.

Aussi, rien de plus trompeur, de plus imparfait, ni même de plus dangereux que toutes les théories générales de politique, de législation, de gouvernement. Il y a un petit nombre de principes avec lesquels, dans notre siècle, on a prétendu pouvoir tout atteindre, tout réglementer, tout décider. Mais ces principes sont sans cesse combattus et contredits par l'immense variété de la nature qui établit entre les peuples une foule de différences individuelles et locales, qu'on ne perd jamais de vue impunément.

L'art du législateur et du politique consiste à les saisir, à les consulter, à calculer leur action et à voir ce qu'elles lui permettent ou lui défendent d'entreprendre.

En faisant passer sous nos yeux tous les peuples anciens et modernes, l'histoire seule nous fait connaître toute l'étendue des circonstances physiques et morales qui modifient à l'indéfini les principes. L'histoire seule nous garantit ou nous corrige de cette fureur de généraliser les faits, qui suppose et entretient l'ignorance, favorise la paresse, développe et nourrit l'orgueil. Vouloir jeter tous les peuples dans les mêmes formes politiques, et prétendre qu'il n'y a qu'une seule constitution qui puisse et doive servir de règle et de modèle, c'est tourmenter la nature, et prouver qu'on ne la connaît pas; c'est essayer de soumettre l'immensité aux petites dimensions d'un esprit étroit; c'est vouloir faire subir aux peuples le supplice imaginé par Procuste. L'histoire prouve démonstrativement qu'il n'y a point d'institution civile, religieuse ou politique, qui n'ait ses avantages et

qui n'ait eu ses raisons; et qu'il n'existe point de théorie, excepté celle de la morale et du droit, dont on puisse dire : *Hors de celle-là point de salut.* L'immortel ouvrage de l'Esprit des lois est le plus beau commentaire de cette importante vérité. Histoire raisonnée de tous les gouvernements, il doit être à jamais, sous ce rapport, le manuel de tous les politiques et de tous les législateurs.

On a souvent préféré et l'on préfère encore, sous le rapport de l'utilité, l'histoire ancienne à l'histoire moderne. On juge la première plus utile que l'autre, parce qu'on la croit plus certaine et qu'on la trouve écrite et traitée d'une manière plus intéressante. N'y aurait-il pas des restrictions à mettre à ce jugement général? ou ne se mêlerait-il pas un peu de prévention à cette préférence exclusive? Rapprochons l'histoire moderne de l'histoire ancienne, sous le double point de vue de la certitude et de la

perfection, et nous verrons qu'on peut tirer autant de fruit de l'une que de l'autre.

Parmi les historiens de l'antiquité, s'élèvent des écrivains supérieurs qui donnent à l'histoire une dignité, une majesté, une force que le comble de l'art consiste à égaler; peut-être même que les formes dont ils ont su revêtir les faits, sont, à la lettre, inimitables, et tiennent à une foule de circonstances qu'il est impossible de reproduire. Chez eux, la vérité des récits gagne à la beauté du style, car la vérité et la beauté tiennent également à la simplicité des expressions, qui constitue le caractère distinctif des grands écrivains de l'antiquité. La certitude des faits qu'ils rapportent ne paraît pas pouvoir être révoquée en doute. Les historiens sont eux-mêmes hommes d'état et capitaines, législateurs et magistrats; ils racontent des faits dont ils ont été les témoins ou les auteurs; et après avoir fait des choses dignes de mémoire, ils les transmettent aux autres avec une noble liberté, ou bien, observateurs exacts, laborieux et patients, ils voyagent eux-mêmes dans les

contrées qu'ils veulent nous faire connaître; ils interrogent le sol, le climat, le peuple, ses lois, ses usages, et nous racontent ce qu'ils ont vu, avec une naïveté précieuse et une espèce de bonhomie qui les rend et plus croyables et plus intéressants. Qui ignore qu'Hérodote avait parcouru la Grèce, les îles de l'Archipel, l'Égypte, l'Asie-mineure, enfin tous les pays dont il nous parle avec tant de grace, de simplicité et d'abandon? Thucydide avait joué un rôle distingué dans cette guerre du Péloponèse, qui fait paraître sur la scène tant de personnages immortels, et dont il nous a tracé un tableau sévère et instructif, qui suffirait pour faire le procès aux formes démocratiques. Xénophon avait commandé les Grecs dans cette célèbre retraite dont le récit est devenu sous sa plume un excellent ouvrage de tactique, où César et Frédéric n'ont pas dédaigné de prendre des leçons. Polybe, l'ami de Scipion, avait servi avec distinction dans la troisième guerre punique, et son histoire est peut-être le modèle le plus achevé que l'antiquité nous ait laissé dans ce genre. Jules-César, Salluste,

Tacite et tant d'autres, n'ont-ils pas donné à leurs écrits le plus haut degré de certitude, et ne méritent-ils pas une entière confiance lorsqu'ils nous rapportent des faits que leur place, leur élévation, leur qualité d'hommes publics, les mettaient à même de connaître mieux que personne? N'ont-ils pas plus de titres à être crus que les historiens modernes qui, pour la plupart, éloignés des temps et des lieux dont ils nous parlent, ensevelis dans la poussière du cabinet, étrangers aux négociations et à la guerre, n'arrivent aux faits que par une longue succession de témoins intermédiaires, et passent leur vie à interroger des morts et à faire parler des manuscrits où ils trouvent tout ce qu'ils veulent bien y chercher.

C'est sans contredit un grand avantage que de transmettre à la postérité des événements qu'on n'a besoin de demander qu'à sa propre mémoire, ou bien à ceux qui furent voisins du temps où ils se sont passés. Les historiens anciens doivent en partie la fraîcheur de leur coloris, la vivacité de leur style, la vie de leurs tableaux, le mou-

vement dramatique qui règne dans leurs compositions, à cette seule circonstance. La plupart ne se sont pas vus dans la nécessité d'user leur temps et leurs forces à rassembler péniblement les matériaux de leurs édifices, ou à broyer eux-mêmes les couleurs de leurs tableaux; ils dessinaient et peignaient avec verve et avec chaleur, parce que leur feu ne s'était pas éteint, ni leur talent épuisé dans des recherches épineuses et de savantes discussions des faits. Les événements avaient parlé à leurs sens, et ils rendaient aux sens des autres l'impression qu'ils avaient reçue; plus jaloux de l'effet moral de leurs ouvrages que d'une exactitude minutieuse, l'exécution ou la forme les occupait beaucoup plus que la matière.

Mais cet avantage, quelque grand qu'il soit, ne saurait contre-balancer tous ceux dont jouissent les modernes, et qui, pour connaître la vérité des faits, leur donnent des moyens ignorés ou négligés du temps des anciens. Quand je parle des temps modernes, je ne parle que des trois derniers siècles; car les siècles qui se sont écou-

lés depuis la destruction de l'empire d'Occident jusqu'à la découverte de l'Amérique, et qu'on comprend sous le nom de moyen âge, offrent beaucoup d'obscurités et d'incertitudes. Des chroniqueurs arides, incomplets ou inexacts, des moines qui n'ont vu les événements qu'à travers les préjugés et les intérêts de leur ordre, des panégyristes hardis en impostures à raison de leur servilité, rendent l'histoire du moyen âge aussi douteuse que rebutante; et cependant, qu'elle pourrait être intéressante, puisque c'est là que se trouvent les causes des grands effets que nous admirons dans les siècles suivants! qu'il serait à souhaiter qu'elle fût plus certaine pour nous donner le mot de l'énigme que nous présentent une partie de nos institutions, de nos usages, de nos mœurs et de nos lois! Heureusement que les trois derniers siècles ont tâché d'expier ces fautes et de réparer ces omissions, ou d'en prévenir d'autres du même genre; et jamais chez les anciens on n'a mis autant de zèle et d'activité à conserver et à constater les faits que dans cette période; jamais on n'a eu plus de facilité ni de

secours pour donner à l'histoire le plus haut degré de certitude possible.

Et d'abord, les Grecs et les Romains méprisaient trop les autres peuples pour les observer et les étudier sérieusement. C'étaient, à leurs yeux, des barbares qui n'avaient rien qui méritât de fixer long-temps l'attention; et quoiqu'ils nous les aient présentés dans le jour le plus désavantageux, cependant le peu qu'ils nous en disent nous fait souvent regretter que ces prétendus barbares n'aient pas écrit, ou que leurs superbes et barbares vainqueurs aient fait disparaître leurs monuments. L'histoire ancienne serait probablement fort différente de ce qu'elle est, si nous avions les écrits de la partie adverse des Romains et des Grecs. Xerxès ne se donnerait pas le ridicule de faire fouetter la mer pour la punir; ses armées seraient moins nombreuses et ses armes plus meurtrières, si nous possédions quelque écrivain persan; et Carthage, république industrieuse et commerçante, répandant les lumières et les arts par ses florissantes colonies, asseyant sa puissance sur la base d'un travail productif et continuel,

nous ferait abhorrer les brigands disciplinés qui la détruisirent, si le tableau des guerres puniques avait été tracé par la plume d'un Tite-Live carthaginois. Depuis trois siècles, toutes les nations de l'Europe qui ont joué un rôle sur le théâtre des évènements, et pris part au mouvement général, ont publié leurs annales : nous pouvons rapprocher les témoignages, comparer les dépositions et faire jaillir la vérité du choc des opinions et des jugements opposés.

La plupart des écrivains anciens n'avaient qu'un but en écrivant l'histoire, celui de flatter l'orgueil national de leurs compatriotes, et d'élever un monument à la gloire de leur patrie. Tantôt ils partageaient de bonne foi l'enthousiasme de leurs concitoyens, et croyaient qu'en effet aucun peuple ne leur était comparable; tantôt ils voyaient dans cet enthousiasme le ressort des vertus publiques, ou du moins de mille actions éclatantes; ils pensaient qu'il était de leur devoir de l'allumer ou de l'entretenir dans tous les cœurs, et, en faveur du but, ils se permettaient et se pardonnaient, ou commettaient sans le

savoir, dans leurs récits, des fraudes pieuses qui ont un peu nui à la vérité. Aujourd'hui, depuis que les nations communiquent ensemble de toutes les manières, qu'elles s'observent, se comparent et se connaissent mieux l'une l'autre, l'orgueil national est devenu plus rare; peut-être les qualités précieuses qui tiennent à ce défaut sont-elles aussi devenues plus rares; mais du moins les préventions nationales empêchent-elles moins souvent de rapporter et de juger les actions des autres peuples avec impartialité. L'histoire n'est plus aujourd'hui une affaire nationale; elle est un objet scientifique, qu'on n'envisage que sous ses rapports fixes et généraux avec la vérité et l'espèce humaine tout entière. Ceux de nos historiens qui sont dignes de leurs nobles fonctions, voudraient qu'on ne soupçonnât pas même à quelle nation ils appartiennent. Dans la théorie, les Grecs et les Romains voulaient bien la même chose, mais dans la pratique, à quelques exceptions près, ils auraient été fâchés de ne pas trahir leur origine par la nature de leurs sentiments, et on ne peut

leur contester d'avoir à cet égard complètement réussi.

Enfin, et cette dernière considération suffirait seule pour prouver que l'histoire moderne a plus de certitude que l'histoire ancienne, graces à l'imprimerie qui fait circuler les erreurs et les vérités avec une rapidité prodigieuse, du nord au midi et du midi au nord, le moindre récit est soumis à l'examen de tout le monde, parce qu'il est exposé à la vue de tout le monde; on examine scrupuleusement les circonstances des évènements; chaque fait trouve des contradicteurs, mais les preuves, les objections et les réponses se publient et se répandent dans l'Europe civilisée; on peut entendre et juger les témoins de toutes les parties, et recueillir les dépositions à charge et à décharge. Chez les anciens, les ouvrages historiques, même les plus connus, ne l'étaient que d'un petit nombre de personnes; les copies étaient chères, et par conséquent rares; ensevelies dans les bibliothèques des gens riches, souvent elles ne parvenaient pas à la connaissance de ceux qui, ayant été

témoins des évènements, eussent été des juges compétents du récit; des mensonges et des erreurs qui auraient été combattues de bonne heure, si elles avaient été exposées au grand jour, s'accréditaient par le silence même des contemporains, qui les ignoraient complètement. Aujourd'hui la chose est plus difficile : sans doute l'imprimerie est aussi le véhicule des impostures, des fables, des bévues, des calomnies; mais elle fait circuler l'antidote avec le poison; elle établit pour les faits historiques une sorte de concurrence de témoignages et de jugements; or, dans tous les genres, c'est la concurrence qui amène la perfection du travail.

On ne saurait donc refuser aux modernes de s'être occupés de la vérité des faits plus que les anciens, et leurs soins et leurs efforts n'ont pas été inutiles; mérite faible aux yeux de ceux qui préfèrent l'agrément à l'instruction, la beauté à la vérité, et qui mettent par conséquent les grandes compositions historiques des anciens fort au-dessus de celles dont les temps modernes s'honorent. Sans souscrire à cet arrêt qui place

Machiavel et Guichardin, Robertson, Hume, Gibbon, à une distance immense d'Hérodote, de Thucydide, de Tite-Live et de Tacite, je remarque que l'art était de leur temps beaucoup moins difficile qu'il ne l'est aujourd'hui, et que l'intérêt qu'ils inspirent est dû en partie aux circonstances où ils se trouvaient, et non pas uniquement à la supériorité de leur génie. En effet, qu'admire-t-on principalement dans leurs ouvrages? est-ce l'unité qui y règne? on ne saurait leur disputer ce caractère. L'histoire de la Grèce et celle de Rome forment, dans leurs historiens, un tout achevé; ce sont de grands drames dont l'exposition est simple et lumineuse, où les personnages sont toujours en action, où la pièce marche sans s'arrêter ni languir, où le dénouement est bien amené et la catastrophe saisissante. Mais n'oublions pas que l'histoire ancienne ne présente jamais en scène qu'un seul peuple; inconnus ou méprisés, les autres ne paraissent pas, et sont plutôt indiqués que montrés au fond du tableau. Aujourd'hui que toutes les nations de l'Europe se touchent

par tous les points, que toutes avancent plus ou moins, agissent et réagissent les unes sur les autres, il faut faire marcher de front les évènements de leur histoire. Il y a plus de désordre apparent et plus de richesse dans les compositions historiques; on ne peut ni ne veut aujourd'hui isoler un peuple; la nature du sujet est plus compliquée; l'unité est plus difficile, mais elle n'en est que plus méritoire dans les historiens modernes.

Non-seulement plus de peuples sollicitent et partagent leur attention; chaque nation offre plus d'objets dignes de fixer les regards des historiens, et sur lesquels les lecteurs veulent être instruits. Cette différence tient à une autre plus essentielle entre les états anciens et les états modernes. Les républiques anciennes semblent avoir envisagé leur constitution politique et leurs institutions militaires comme le but de la société civile, et non comme le moyen d'assurer la liberté de tous les genres de travail, la paisible jouissance des fruits de l'activité et le développement de toutes les forces. Aussi l'histoire

de la Grèce et de Rome ne nous offre que le récit des discordes civiles relatives à la forme du gouvernement, et le tableau de guerres continuelles, plus souvent de conquête que de défense. Depuis la grande révolution que les découvertes de Vasco de Gama et de Colomb ont amenée en Europe, tout l'édifice social, dans les états modernes, repose sur le travail et sur la multiplication indéfinie des productions de tout genre. L'agriculture, les arts mécaniques, le commerce, sources du bien-être des individus et de la puissance nationale, sont devenus l'objet principal des gouvernements, des lois, de toutes les institutions, et doivent occuper une grande place dans l'histoire moderne, puisqu'elles occupent la première dans le monde policé. Chez les anciens, les arts mécaniques, exercés exclusivement par les esclaves, paraissaient au-dessous de la majesté de l'histoire. Chez nous, ils forment peut-être la partie la plus intéressante des fastes de la société. Chez les anciens, les femmes, condamnées à une clôture sévère, vivant entre elles dans le gynécée,

et communiquant peu avec les hommes, paraissent aussi peu dans l'histoire qu'elles paraissaient peu dans le monde. Le rapprochement des deux sexes, dans les cercles et dans les sociétés, a donné à la civilisation moderne des formes particulières; les hommes et les femmes ont modifié réciproquement, par le commerce journalier, leur langage, leurs opinions, leurs sentiments; le peintre des mœurs pourrait-il négliger ce côté caractéristique des nôtres? Chez les anciens, la religion ne consistait qu'en cérémonies irrévocablement déterminées par la loi; chez nous, elles se compose plus d'idées et de sentiments; elle a un caractère différent selon l'esprit et le caractère de chaque peuple; elle influe sur tout, dans les temps modernes, et tout a influé sur elle. Pendant long-temps, chez les Grecs et à Rome, il n'y a point eu de véritable administration de finances ni d'économie politique; les dépenses de l'état étaient peu considérables, puisqu'il n'y avait point d'armées permanentes, et que les magistrats et les officiers civils, peu nombreux et peu occupés, ser-

vaient l'état sans rétribution pécuniaire; les seules sources du revenu public étaient le butin fait sur l'ennemi et les tributs payés par les peuples conquis. Chez les modernes, au contraire, l'économie politique, qui s'occupe des moyens d'augmenter la richesse de l'état, en augmentant la richesse nationale, est devenue une véritable science, dont les rameaux s'étendent fort loin, dont les applications sont infinies, et dont les historiens doivent nous conserver les erreurs et les progrès. Est-il étonnant que, forcés de passer en revue tant d'objets divers, il aient plus de peine à mettre de l'unité dans leurs ouvrages, et surtout à la rendre sensible? En parlant de ces objets, pour la plupart abstraits et presque métaphysiques, ne sera-t-il pas difficile que la variété des tours, le mouvement du style, la fraîcheur du coloris, se reproduisent sous la plume des modernes, au même degré que sous celle des anciens?

Enfin, on ne peut nier que les hommes ne paraissent sur le théâtre du monde ancien plus que les choses, au lieu que chez nous, les cho-

ses occupent plus de place que les hommes. Et quels hommes que les grands personnages de l'antiquité! ajoutera-t-on. Quelle énergie de caractère et quelle sagesse! Quelle hauteur de pensées, quelle élévation de sentiments, relevées par une simplicité noble et majestueuse! On sait que, dans le monde physique, la distance et l'éloignement rapetissent les objets; dans le monde moral l'éloignement les agrandit et fait exagérer leurs proportions. Il faut tenir compte, dans le jugement que nous portons des anciens, de toutes les illusions d'optique qui tiennent aux distances et à la magie du style et à ce que les signes des langues mortes conservent toujours pour nous d'étranger. Cependant, on doit convenir que, même en se servant du compas de réduction, les formes antiques conservent encore une supériorité qui nous étonne et nous confond. Dans ce siècle, où la manie de chercher dans les lois politiques le principe unique de tous les biens et de tous les maux de l'espèce humaine est devenue une manie générale, et où l'on répond à tout par le seul mot de constitution,

on a attribué la grandeur des hommes d'état, des législateurs, des capitaines de l'antiquité, à l'influence du gouvernement républicain. Il serait peut-être plus simple et plus vrai d'en voir la raison dans l'état même de la civilisation. Ces personnages célèbres s'élèvent au-dessus de leurs contemporains, plus que ne le font peut-être les hommes célèbres des temps modernes au-dessus des leurs; c'est que, chez les anciens, la masse du peuple était beaucoup moins éclairée qu'elle ne l'est chez nous, et le génie brillait d'autant plus que les lumières étaient peu répandues. Aujourd'hui que l'imprimerie a multiplié les moyens d'instruction, le génie ne paraît pas laisser le reste de l'espèce humaine à une si grande distance. Un homme d'un mérite supérieur avait autrefois beaucoup plus d'ascendant sur les autres qu'il n'en aurait dans notre siècle. Les livres et la société n'avaient pas donné à tout le monde quelques idées et beaucoup de prétentions; on s'abandonnait avec confiance aux directions et au pouvoir des Lycurgue et des Solon, et, par une déférence entière,

on rendait hommage à leur mérite transcendant, qu'on admirait de bonne foi et qu'on n'avait pas honte de reconnaître. Si donc les hommes paraissent plus grands dans l'antiquité, ce n'est pas que les temps modernes ne puissent citer des noms qui soutiennent le parallèle avec eux; mais c'est que le défaut général de culture rendait leur prééminence plus sensible, et que les progrès de l'esprit humain, dans les trois derniers siècles, rendent la supériorité de tel ou tel individu plus douteuse et moins frappante. Si, dans l'antiquité, quelques hommes paraissent plus en scène, et semblent avoir une influence plus étendue, c'est que les autres, plus passifs qu'actifs, se faisaient gloire d'être dirigés et conduits par eux, et que, de nos jours, l'activité ou la vanité plus générales empêchent qu'un individu n'acquière ou ne conserve long-temps un ascendant dominateur.

TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE,
DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

SECONDE PARTIE.
1618 — 1715.

SUITE DE LA SECONDE PÉRIODE. 1640 — 1660.

CHAPITRE XVI.

Nouveaux troubles dans le Nord. Christine. Son abdication. Caractère et vastes projets de Charles X. Guerre de la Suède contre la Pologne. Politique et conduite de Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg. Guerre de la Suède contre le Danemarck. Mort de Charles X. Paix d'Oliva.

Deux ans après les troubles de la Fronde, pendant que la guerre entre l'Espagne et la France continuait toujours, de nouveaux orages

se formèrent dans le Nord, et amenèrent un traité de paix dont l'influence sur les destinées de cette partie de l'Europe a été décisive. L'ambition du roi de Suède fut la cause première de ces grands évènements. Si Christine n'avait pas abdiqué la couronne, ce prince ne serait jamais parvenu au trône, et le Nord n'eût pas été agité. Arrêtons-nous sur cet évènement. Le caractère de celle qui donna ce spectacle à l'Europe est assez extraordinaire pour mériter un moment d'attention.

Nous avons vu que la fille du grand Gustave
1632. lui avait succédé dans un âge fort tendre. On avait soigné son éducation, mais elle avait été trop savante, et l'idée que Christine devait régner avait tellement préoccupé son esprit et celui de ses instituteurs, qu'elle en perdit les graces et les qualités de son sexe, sans acquérir celles d'un grand roi. Sa mémoire était prodigieuse; elle apprenait tout avec la plus grande facilité, et n'oubliait rien. Elle savait plusieurs langues, et lisait Tacite et Thucydide dans l'original. Son imagination vive amenait sans cesse une foule d'idées; son esprit prompt et pénétrant lui inspirait des saillies heureuses, et rendait sa conversation brillante. Capable d'un travail suivi et d'une application soutenue, elle saisissait tou-

tes les affaires sans effort et les traitait avec succès; mais son caractère n'était pas à l'unisson de son esprit. Indépendante dans ses goûts, impétueuse dans ses résolutions, elle ne s'assujettissait jamais aux formes reçues. Son activité inquiète avait besoin de mouvement, encore plus que d'occupation; elle ne manquait pas de volonté, mais cette volonté n'était pas calme, réfléchie, dirigée par des principes uniformes et fixes; elle exécutait avec courage les combinaisons de son imagination, mais de nouvelles idées lui faisaient facilement abandonner les premières. Plus spirituelle que sensible, elle n'était guère susceptible d'un attachement vif et prononcé; elle eut des favoris sans avoir des amis ni même de véritables amants; ses relations les plus intimes étaient plutôt des besoins de l'esprit que des besoins du cœur. Magnanime et généreuse, elle parut dans plusieurs moments de sa vie vindicative et implacable. La vanité était sa passion dominante; elle chercha toute sa vie à fixer les regards, avec l'agitation d'une personne qui n'est pas sûre de les mériter ni de les obtenir, et manqua la gloire en s'abandonnant trop au désir de faire un grand effet. Elle voulut paraître étonnante, elle réussit; elle excita l'étonnement sans exciter l'admiration, et, faute de choisir son but et de saisir

fortement son objet, elle fut toujours plus singulière que grande. Sa figure portait l'empreinte de son caractère et de son esprit; son extérieur était sans beauté, comme son ame était sans harmonie; les graces lui étaient étrangères; mais sa physionomie, sa taille, son port annonçaient une femme extraordinaire, et son habillement bizarre était assorti à sa figure et au caractère de son esprit.

Elle hâta, comme nous l'avons vu, la conclu-
1648. sion de la paix de Westphalie, parce qu'elle voulait se livrer tout entière à son goût pour les lettres. Après avoir mis la dernière main à ce bel ouvrage qui assurait la tranquillité et l'indépendance des états de l'Europe, elle ne parut presque plus occupée que des sciences. Il serait injuste de lui refuser le goût de l'instruction et l'amour de la vérité; on ne peut pas non plus douter qu'elle ne voulût répandre les lumières en Suède, et y inspirer aux esprits une utile émulation. Mais on aurait tort d'attribuer tout ce qu'elle fit en faveur des savants à des motifs nobles et purs. Elle voulait un grand nom, une réputation étendue et brillante, et elle caressa ceux qui en sont les dispensateurs. Trop fière pour se borner à les gagner et à les corrompre par ses récompenses, elle voulut se les

attacher en partageant leurs travaux et leur culte; et, comme la plupart des gens de lettres ne connaissent pas de plus grand mérite que le leur, ni de plus grand intérêt que l'objet de leurs veilles, les savants accueillis et consultés par la reine, ne virent en elle que son savoir, et la louèrent de bonne foi.

Malheureusement pour elle et pour la Suède, l'époque où elle protégea les sciences et attira les gens de lettres dans le royaume, n'était pas encore l'époque brillante de la littérature. La philosophie, la poésie, l'éloquence, n'avaient pas encore atteint en France la perfection qu'elles y acquirent vingt ans plus tard, et c'était à la France principalement que Christine empruntait les hommes distingués qu'elle essayait de transplanter en Suède. C'était l'âge de l'érudition plutôt que celui des lumières et du bon goût; les langues mortes, les antiquités, l'intelligence des auteurs grecs et latins étaient les objets favoris de l'esprit humain. On rassemblait péniblement des matériaux; mais le temple du goût ne s'élevait pas encore, et les gens de lettres travaillaient, avec plus de désintéressement que de gloire, à préparer les triomphes de leurs successeurs. A la vérité, Malherbe avait déja donné dans la poésie un modèle de force et d'élé-

gance; Balzac avait créé la prose française en y introduisant le nombre et l'harmonie; Corneille avait enfanté le Cid; mais ces exemples étaient des exceptions à l'esprit dominant du siècle; la philologie était sur le trône de l'opinion.

Christine fut bientôt entourée d'érudits profonds à qui l'on ne saurait disputer le premier rang dans leur genre, mais qui n'avaient pas l'art de présenter la science sous des formes agréables, et qui la recommandaient peu à la cour par leur extérieur, leurs manières, leur langage. Bochart, Saumaise, Vossius, Meimbom, Naudé, étaient des hommes d'un savoir immense, mais qui n'avaient pas sacrifié aux graces, et dont la conversation, plus instructive qu'intéressante, devait souvent fatiguer Christine. Cette princesse avait trop d'esprit pour ne pas s'apercevoir des défauts de celui de ses doctes instituteurs, et le malin Bourdelot, que Saumaise lui-même avait recommandé, versait le ridicule à pleines mains sur lui et sur ses confrères. Cependant, au milieu de tous ces érudits, dont la plupart n'étaient que laborieux et patients, Christine eut à sa cour deux hommes de génie, Grotius et Descartes. Mais le premier, qui écrivit l'histoire de son pays dans les principes d'un vrai citoyen et avec l'énergique concision de Ta-

cite, et qui porta dans les ténèbres du droit des gens les lumières d'un esprit philosophique, passa la plus grande partie de sa vie hors de la Suède, occupé à la servir. Le second, dont l'esprit hardi et profond sappa par le doute l'édifice des connaissances humaines, qui se servit de sa raison pour renverser les anciens systèmes, et de son imagination pour construire le sien, mais qui traça la méthode avec laquelle on a combattu et réfuté ses erreurs, mourut peu de mois 1650.
après son arrivée à Stockholm.

Le goût de Christine pour les lettres et pour les savants l'entraînait à des libéralités et à des dépenses multipliées. Les pensions considérables qu'elle accordait aux gens de lettres, soit pour les en laisser jouir dans leur patrie, soit pour les attirer en Suède, les achats de manuscrits, d'antiques, de statues, de tableaux, qu'elle fit faire en Italie, par Nicolas Heinsius et par d'autres, le peu d'attention qu'elle donnait aux affaires de sa maison, mirent le désordre dans les finances, et toutes les classes de l'état gémissaient de ses prodigalités. On respectait en elle la fille du grand Gustave; on rendait justice aux qualités de son esprit, mais la nation n'était rien moins que satisfaite de son administration. Les soldats et les officiers regrettaient les hasards et les

avantâges de la vie des camps; ce règne pacifique ne convenait pas à leur humeur belliqueuse; le peuple même avait besoin de mouvement. Les vrais citoyens ne pouvaient admirer une reine qui s'entourait d'étrangers, les comblait de préférences et de distinctions flatteuses, et paraissait mépriser ses sujets. Christine aurait dû être fière de gouverner une nation brave, généreuse, qui s'était couverte de gloire et qui savait concilier l'amour de la liberté et l'amour de ses rois; mais bien loin qu'elle parût sensible à cet avantage, la place qu'elle occupait semblait être un fardeau pour elle. Les instances du peuple et du sénat, qui la conjuraient de choisir un époux et d'assurer la succession dans la maison de Wasa, augmentaient pour elle les ennuis du trône. Jalouse à l'excès de son indépendance, et craignant de se donner un maître dans la personne d'un époux, elle se refusait aux vœux de sa nation; mais afin de prévenir les troubles que sa mort pouvait occasioner, elle désigna pour son successeur Charles Gustave, prince palatin, son
1649. cousin, et elle fit ratifier son choix par les États du royaume. Charles, voulant prévenir les défiances de la reine et paraître étranger à toute intrigue, fixa son séjour dans l'île d'Oeland, et y vécut dans la retraite.

Déja une fois Christine, fatiguée des travaux et des soucis du trône, avait voulu abdiquer la 1651.
couronne; les conseils de Chanut, ambassadeur de France, qui s'intéressait véritablement à sa gloire, l'adresse de Pimentel envoyé d'Espagne, qui avait un grand ascendant sur son esprit, les sollicitations d'Oxenstierna et d'une partie du sénat, l'avaient emporté sur ses répugnances; cependant elle n'avait fait qu'ajourner son projet. Trois ans après, le dégoût des affaires reprit le dessus, et elle résolut d'exécuter son dessein. Charles Gustave était trop habile pour trahir sa joie secrète, et il parut faire tous ses efforts pour prévenir une démarche qui devait combler ses vœux. Le vieux Oxenstierna, plus sincère dans ses démonstrations, prédit à la reine, qu'elle se repentirait de cette mesure. Tous ceux qui souhaitaient la durée du repos de la Suède, pressèrent Christine de garder le sceptre. Elle tint ferme, et, persévérant dans son dessein, elle assembla les États, leur exposa sa résolution, résista à leurs instances, remit ses titres et son pouvoir à Charles Gustave, lui parla avec beaucoup de noblesse et de dignité de ses devoirs et des espérances des Suédois, et se réservant deux cent mille écus de revenu annuel, elle quitta le trône, ses sujets et sa patrie, non-seulement

avec des marques d'indifférence, mais avec des
1654. signes de joie.

Les savants et les gens de lettres blâmèrent en secret une résolution qui ôtait à Christine les moyens de leur être utile, mais ils l'approuvèrent en public, et, lui prodiguant les éloges, célébrèrent, en vers et en prose, ce qu'ils appelaient sa philosophie. Le peuple, qui admire toujours ce qui est rare, et qui, envieux du sort de ses maîtres, ne conçoit pas comment on peut renoncer à l'éclat du trône, ne vit dans cette abdication qu'un renoncement à soi-même vraiment sublime. Dans le fait, rien de plus éloigné de la vérité. Christine descendit du trône, parce qu'elle préférait ses plaisirs à ses devoirs et une vie indépendante au bien-être de ses sujets. Elle croyait trouver le bonheur en allant vivre sous un ciel plus doux, sur une terre plus riche et plus fertile, au milieu des artistes et des savants. La rigueur du climat de la Suède, l'âpreté de son sol, le peu de goût que les Suédois avaient pour les sciences et les lettres, ne lui offraient pas le genre d'agréments auxquels elle était le plus sensible. Son imagination avait besoin d'objets nouveaux, de scènes variées, de spectacles intéressants, et son inquiétude naturelle ne lui permettait pas de goûter les douceurs de la

tranquillité. Peu jalouse de s'attirer l'estime et les bénédictions de son peuple par des travaux sages, lents et pacifiques, et ne pouvant commander l'admiration par des actions et des entreprises extraordinaires, elle crut que son abdication éblouirait ses contemporains et la postérité, et qu'elle acquerrait par une seule démarche cette immortalité que d'autres princes n'ont due qu'à une longue suite d'actions éclatantes. On a prétendu que le mécontentement secret des Suédois, les craintes que lui donnaient l'ambition sourde de Charles Gustave et l'activité du parti de ce prince, l'avaient déterminée à cette mesure; qu'elle avait préféré de renoncer volontairement à une place qu'elle était menacée de se voir enlever, et paraître céder à la philosophie plutôt qu'à la nécessité. Il est possible que des inquiétudes de ce genre aient influé sur sa résolution; mais le danger n'était encore que possible, et sur un caractère tel que celui de Christine, des craintes vagues et éloignées ne pouvaient être décisives.

La même année de son abdication, Christine abjura à Bruxelles la religion luthérienne et embrassa la religion catholique. Cette abjuration n'eut d'autre motif que celui de jouir à Rome, où elle comptait se fixer, de plus de distinc-

tions et d'agréments. Les catholiques virent dans cet évènement un sujet de triomphe, les protestants d'indignation, les gens sages de mépris. Depuis cette époque, les inconséquences et les bizarreries que la vanité dicta à Christine n'appartiennent plus à ce tableau historique, puisqu'elles n'eurent aucune influence sur les relations politiques des états de l'Europe. Elle passa la plus grande partie de sa vie en Italie, se livrant entièrement à son goût pour les sciences et les lettres. Deux fois elle alla en France, où elle obtint plus d'éloges que d'estime, et qu'elle effraya et révolta, dans son second voyage, par le meurtre de Monaldeschi. Après la mort de Charles Gustave, elle retourna en Suède, et essaya vainement de remonter sur le trône.

1654. Lorsque Charles Gustave lui succéda, la Suède était sortie triomphante de la guerre de trente ans; elle avait acquis un grand ascendant en Europe et des possessions considérables en Allemagne; mais elle avait payé chèrement ces avantages. La population et les finances du royaume avaient également souffert; car les victoires, la gloire, les conquêtes, le crédit de la Suède lui avaient coûté beaucoup de sacrifices; il fallait une longue paix, une administration sage et ferme pour effacer les traces de la guerre. D'ail-

leurs, la Suède ne pouvait et ne devait pas espérer de conserver sur l'échelle des puissances une place qui n'était assortie ni à ses moyens ni à ses ressources, et qu'elle ne devait qu'au génie de Gustave Adolphe et à une espèce de coup de force. Elle n'était pas faite par sa population, par ses richesses, par sa situation même, pour être une puissance du premier ordre. Il fallait que, par un heureux mélange de force et d'habileté, elle se replaçât elle-même au rang qui lui convenait, ou que, par de nouvelles guerres et des conquêtes, elle se ménageât des ressources, et qu'elle acquît encore davantage pour conserver ce qu'elle avait acquis. Christine avait adopté et suivi, par caractère plus que par principes, le premier de ces systèmes; son abdication portant au trône Charles Gustave, fit triompher l'autre.

Ce prince était fils de Jean Casimir, duc de Deux-Ponts, et de la princesse Catherine, sœur de Gustave Adolphe. Suivant les lois de la Suède, sa naissance ne lui donnait point de droit à la couronne; mais les États de Suède, sur la recommandation de Christine, l'avaient nommé son successeur. Parvenu au trône, il dé- 1649.
veloppa bientôt cette ambition active et ardente qui faisait le fond de son caractère, et qu'il

avait dissimulée avec art dans sa retraite de l'île d'Oeland, tant que Christine avait régné. Son naturel, ses habitudes, ses principes le portaient à la guerre. Il avait fait ses premières armes en Allemagne, et il s'était formé à l'école de Torstenson. La réputation de Gustave Adolphe, et celle des autres généraux suédois qui l'avaient remplacé à la tête des armées, avaient inspiré à Charles Gustave une funeste émulation, et lui avaient persuadé que la gloire militaire était la première de toutes. Brave, actif, entreprenant, il aimait de préférence les projets vastes et difficiles, et, à la hardiesse d'imagination qui les conçoit, il joignait l'audace et la persévérance qui les exécutent. La justice, l'utilité même des entreprises cédaient à l'espérance du succès; l'éclat et la gloire légitimaient tout à ses yeux. Les victoires l'enivraient, et, dans cette ivresse, ses prétentions ne connaissaient point de bornes; les revers l'irritaient, et il pouvait s'oublier jusqu'à commettre des cruautés inutiles; fier, mais naturellement magnanime et généreux, dans ces moments, il ne se ressemblait plus à lui-même. Placé à la tête d'une nation belliqueuse, entouré d'officiers qui supportaient impatiemment le repos, il ne régna que pour faire la guerre, et parut sur l'horizon

du monde politique comme un météore sanglant.

A peine il fut monté sur le trône, qu'il cher- 1654.
cha l'occasion de faire la guerre, soit qu'il voulût satisfaire son goût et qu'il crût que pour ne pas tomber, la Suède devait s'élever encore, soit qu'il se persuadât que pour affermir son autorité naissante, il fallait occuper au-dehors l'activité de la noblesse. Le roi de Pologne lui fournit l'occasion ou le prétexte qu'il désirait.
Le faible Jean Casimir avait succédé à son frère 1648.
Ladislas sur le trône de cette république aristocratique, qui offrait toujours, pour son malheur, une noblesse toute puissante, un peuple serf, et un roi sans pouvoir. Casimir, fils de Sigismond III, avait plutôt des prétentions que des droits à la couronne de Suède. Il crut devoir les rappeler à l'avènement de Charles Gustave. Le roi de Suède, décidé à faire la guerre, ne savait pas encore s'il attaquerait le Danemarck ou la Pologne; cette circonstance le détermina, et il résolut de punir Casimir d'avoir parlé de titres qu'il n'avait pas les moyens de faire valoir. La trève de la Suède avec la Pologne n'était pas
encore expirée. On était convenu de suspendre 1636.
les hostilités pour vingt-six ans; elles recommencèrent. Charles Gustave pouvait se pro-

mettre les succès les plus brillants. La Pologne combattait depuis plusieurs années les Cosaques Saporogiens, et elle avait perdu une grande partie de ses forces en essayant de soumettre, par la violence, ce peuple indomptable, longtemps son tributaire et l'instrument de ses victoires. La république avait soulevé, par ses injustices, cette nation de soldats qui, ne respirant que la guerre, se battait, pour le maintien de ses priviléges, avec autant de fureur que de succès. Elle avait fait cause commune avec les Tartares, et sous la conduite d'un Polonais nommé Chielminicki, qu'elle avait nommé son hetmann, elle ravageait impunément les provinces de la Pologne, et triomphait même de ses armées. Dans le même temps, les Russes attaquaient les Polonais avec avantage, et le czar Alexis Michaïlowitsch leur enlevait Smolensk et Biélogorod. Jean Casimir, qui avait été prêtre et cardinal avant de devenir roi, n'avait aucune des qualités nécessaires pour exciter l'enthousiasme de son peuple, pour prévenir ou contenir les partis, pour défendre et sauver l'état. Les Polonais eux-mêmes, toujours désunis et divisés, ne paraissaient pas disposés à faire de grands sacrifices, et eussent-ils été animés de toute l'ardeur du patriotisme, leur organisation

militaire, imparfaite et même vicieuse, ne leur permettait pas de lutter avec succès contre une armée disciplinée, aguerrie, obéissante et en état de tenir long-temps la campagne.

Charles Gustave pouvait donc, en attaquant les Polonais, compter sur des victoires faciles, 1655.
et l'évènement justifia son attente. Witenberg, général suédois qui précédait son maître, pénétra sans résistance jusqu'aux bords de la Warta; le roi l'y joignit avec un autre corps d'armée; leurs troupes réunies montaient à trente mille hommes. Avec ces forces considérables, Charles marche en Pologne et les conquêtes se succèdent avec rapidité. Les Suédois rencontrent peu ou point de résistance. Une partie des Polonais se déclare pour Charles Gustave; Varsovie se soumet, Cracovie est investie. Jean Casimir abandonne son trône et ses états, et se sauve en Silésie. Dans l'espace d'une campagne presque toute la Pologne et la Lithuanie sont conquises.

L'électeur de Brandebourg ne pouvait voir avec indifférence les succès des Suédois. Le théâtre de la guerre s'approchait de plus en plus des frontières de ses états. Depuis la paix de Westphalie, Frédéric Guillaume n'était occupé qu'à faire oublier à ses sujets les maux que leur avait faits la guerre, et il allait être forcé d'in-

terrompre ses paisibles travaux. Ce prince avait
1640. succédé à son père George Guillaume, mais il n'avait hérité de lui que des ruines. La plupart de ses provinces étaient occupées par les Suédois et par les Impériaux. Le pays était ravagé et dépeuplé; on ne voyait que des masures fumantes et des mendiants sur les grands chemins. Frédéric Guillaume n'avait que vingt ans lorsqu'il parvint au trône; mais il avait été formé à l'école du malheur, car le comte de Schwartzenberg, favori de George Guillaume, avait semé la division entre le père et le fils. Envoyé en Hollande, les leçons et les exemples qu'il y avait reçus avaient fructifié dans sa belle ame. Dans l'âge de l'inexpérience et des passions, il avait montré autant de mesure que de force, et n'avait annoncé d'autre passion que celle du bien public. Sa puissance n'était pas proportionnée à son génie, qui était fait pour une sphère plus vaste, et qu'il n'a peut-être pas déployé dans toute son étendue; mais il eut assez de sagesse et de force pour adapter toujours ses plans à ses moyens; et dans une position où, avec un esprit aussi actif que le sien, il était si facile de s'abandonner à des projets chimériques, il fut toujours grand, sans être jamais gigantesque. Il était instruit, comme un prince

doit l'être, sans érudition, sans étalage et sans pédanterie. Brave et sachant faire la guerre, il sut toujours la commencer et la finir à propos, et connut une gloire plus belle que celle des armes. Versé dans toutes les parties de l'administration, et appelé par le malheur des circonstances à tout créer dans son pays, il développa, dans ce travail, un heureux mélange de prudence et de hardiesse; il dirigea la marche de la nature sans prétendre la forcer, et il assura la durée de son ouvrage, en n'accordant rien au hasard, et beaucoup au temps. Sa puissance était trop faible pour qu'il pût amener et maîtriser les évènements, mais il sut profiter des circonstances, et changer de moyens sans perdre jamais son but de vue; souple et persévérant, il prouva que l'énergie du caractère est une puissance qui peut en remplacer d'autres. Actif, infatigable, bon sans faiblesse, fier sans orgueil, ardent sans violence, religieux sans superstition et sans fanatisme, il joignait à toutes les vertus mâles et fortes qui commandent l'admiration, les qualités douces et aimables qui gagnent les cœurs, et son extérieur à la fois agréable et imposant, sa physionomie noble et majestueuse portaient l'empreinte de son ame et annonçaient la présence du génie.

Ce prince, supérieur à sa place, tandis que la plupart des princes ses contemporains étaient au-dessous de la leur, avait obtenu, par la paix de Westphalie, de nouvelles provinces. Il avait eu beaucoup de peine à s'en mettre en possession et à les faire évacuer par les Suédois. Depuis, il n'avait été occupé qu'à développer ses ressources et à multiplier ses forces, par une administration active et éclairée. Il avait appelé, dans le Brandebourg, des colons du pays de Brême, de la Hollande, de l'évêché de Liége et des Pays-Bas, et ces colons industrieux, diguant les rivières, saignant les marais, fertilisant les landes, perfectionnant l'éducation du bétail, fécondèrent et embellirent, par leurs travaux, la Vieille et la Nouvelle Marche. Partout, l'électeur dirigeait par ses lumières, encourageait par sa présence, et accordait des secours et des récompenses; et partout la culture faisait des progrès; les villes et les villages renaissaient de leurs cendres. Pour faciliter les communications et augmenter ses revenus, il avait établi les postes dans ses états. Les malheurs de son pays, sous le règne de son père, lui avaient prouvé que la force seule garantit la sûreté des nations, et qu'on ne respecte pas long-temps ceux qui ne savent pas se faire craindre; il avait créé un

corps d'armée permanent ; et les États du pays, 1653.
exerçant pour la dernière fois le droit de voter l'impôt, lui avaient accordé la somme de cinquante-trois mille écus pour couvrir ces nouvelles dépenses. Aussi jaloux d'éclairer que de défendre ses sujets, et de féconder les esprits que de féconder la terre, il avait doté l'université de Francfort sur l'Oder ; il avait transplanté à Berlin le grand collége fondé par Joachim Frédéric, et il venait de fonder une nouvelle uni- 1655.
versité à Duisbourg.

La guerre que l'ambition de Charles Gustave avait allumée en Pologne, et les succès des armes des Suédois, l'arrachèrent à ses occupations favorites. Frédéric Guillaume supportait impatiemment l'idée d'être vassal de la Pologne, et il désirait se délivrer de ce joug, qui lui paraissait déshonorant. En s'alliant avec Charles Gustave, qui souhaitait que l'électeur lui cédât les ports de Pillau et de Mémel pendant la guerre, il pouvait se flatter d'obtenir l'indépendance et la souveraineté de la Prusse. Mais Frédéric Guillaume connaissait l'ambition du roi de Suède ; il redoutait sa puissance, et le voisinage de la république de Pologne était moins dangereux que celui de la Suède. Si cette puissance troimphait, l'existence de l'électeur devenait

précaire, et le Nord tout entier était menacé de la servitude. D'ailleurs, Frédéric Guillaume devait, en sa qualité de vassal, des secours à la Pologne; la politique et le devoir semblaient également lui prescrire de ne pas favoriser les desseins et les conquêtes de Charles Gustave.

Mais les victoires des Suédois, la fuite de Casimir, les prétentions et les menaces de Charles Gustave, ne permettaient pas à l'électeur de consulter ses engagements et de faire entrer l'avenir dans ses plans. L'intérêt de sa conservation et de sa sûreté l'emporta sur toutes les autres considérations. Il fallait maintenir son existence avant que de songer aux moyens d'exister d'une manière avantageuse et indépendante, et l'électeur conclut, à Kœnigsberg, un traité avec
8 janv. la Suède; par lequel il contracta envers cette
1656. puissance les mêmes engagements qui l'avaient lié à la république de Pologne, et obtint d'elle les terres de l'évêché de Varmie; ce traité fut
15 juin. ensuite modifié par un autre, qui assurait à Frédéric Guillaume les palatinats de Posnanie, de Kalisch et de Siradie.

Cependant Jean Casimir, honteux d'avoir abandonné la Pologne avec tant de précipitation, et voyant qu'il lui restait encore des ressources, était rentré dans ses états, et bientôt

la plus grande partie de l'armée de la couronne se rallia autour de sa personne. La cour fait un accommodement avec les Cosaques; le czar de Russie offre des secours éventuels; les Tartares joignent leurs troupes à celles des Polonais, et leur armée, forte de quarante mille hommes, vient se camper auprès de Varsovie. L'armée suédoise était placée entre le Bog et la Vistule; l'électeur joignit Charles Gustave avec ses troupes; leurs forces, réunies ne montaient pas à plus de seize mille hommes; cependant ils prirent la résolution d'attaquer les Polonais. Ce fut inutilement que de Lombres et d'Avangour, envoyés de France, tâchèrent de rapprocher les deux partis et de négocier la paix. Jean Casimir, se croyant sûr de la victoire, ne voulait écouter aucune proposition, et parlait du roi de Suède, et surtout de l'électeur de Brandebourg, avec autant de mépris que d'imprudence.

La bataille de Varsovie s'engagea; elle commença le 18 juillet, et se renouvela trois jours de suite. Les deux premiers jours, il n'y eut que des combats partiels entre quelques corps des deux armées; le troisième, la bataille devint générale, et les Polonais, pressés de toute part, furent entièrement mis en déroute. En vain la reine, épouse de Jean Casimir, tâcha de les ar-

rêter. Elle s'était placée, avec la plus grande partie de sa cour, sur le pont qui traverse la Vistule, afin d'animer les Polonais par sa présence, et d'être témoin de leur victoire; elle le fut de leur défaite; ils laissèrent quatre mille morts sur le champ de bataille, et s'enfuirent dans le plus grand désordre. Les troupes brandebourgeoises eurent une grande part aux succès de cette journée. Cette première victoire jeta les fondements de leur gloire militaire, apprit à l'Europe que l'amitié de Frédéric Guillaume pouvait être précieuse, et découvrit le secret de son génie à la multitude, qui ne juge que par l'événement.

Mais la victoire de Varsovie fut plus funeste aux Suédois qu'aux Polonais; elle donna l'éveil aux autres puissances. Les états de l'Europe étaient trop éclairés sur leurs véritables intérêts pour voir avec indifférence l'anéantissement de la Pologne et la prépondérance menaçante de la Suède. Les principes de l'équilibre politique exigeaient qu'on se hâtât de conjurer l'orage, et de contenir la force par la force. La France, l'amie et l'alliée de la Suède, ne voyait, dans l'agrandissement de cette puissance, qu'un utile contre-poids à la maison d'Autriche, et favorisait encore ses vues ambitieuses. Mais l'Autriche, la

Hollande, le Danemarck, l'Angleterre devaient craindre la domination absolue de la Suède dans le nord de l'Europe. Plus cette puissance prenait d'accroissement, et plus elle acquérait d'influence en Allemagne; Ferdinand le sentit, il fit marcher des troupes, qui se joignirent aux débris de celles de Jean Casimir, et les opérations recommencèrent. La Hollande, qui n'avait point d'intérêt plus important que celui de son commerce, ne pouvait pas permettre que Charles Gustave s'emparât de toutes les côtes de la Baltique, comme il en avait le dessein. Il lui importait que Dantzig conservât son indépendance. Déja, avant la bataille de Varsovie, elle avait envoyé une flotte, sous la conduite de l'amiral Opdam, pour couvrir et défendre cette ville, et elle avait fait une alliance avec le Danemarck. Frédéric III, qui occupait le trône de Danemarck, voyait surtout avec effroi les progrès de la grandeur toujours croissante de la Suède. Ce prince, dépourvu de qualités brillantes, en avait d'estimables; son esprit était médiocre, mais son cœur était généreux; dénué de talents militaires, il était brave et capable de payer de sa personne. Au défaut de l'admiration, il savait inspirer à ses sujets de la confiance et de l'amour. Charles Gustave avait paru rechercher son amitié, parce qu'il fallait

qu'il fût sans inquiétude du côté du Danemarck, pour exécuter ses vastes projets. Mais la cour de Copenhague n'ignorait pas qu'avant d'entreprendre la guerre contre la Pologne, il avait eu l'idée d'attaquer le Danemarck; elle connaissait trop l'étendue de son ambition, pour ne pas savoir que la mesure de ses forces serait toujours celle de ses prétentions, et qu'il fallait tâcher d'affaiblir les premières pour prévenir les autres. D'ailleurs, la paix de Brömsebro avait coûté au Danemarck de trop grands sacrifices, pour qu'il ne désirât pas de se libérer d'engagements onéreux. La guerre fut donc résolue. C'était une guerre de prévoyance, dictée par les principes d'une saine politique. Ne voyait-on que le moment présent, elle était agressive; pensait-on à l'avenir, elle était ordonnée par la défense légitime de soi-même. En exagérant des torts légers, et en prêtant à la Suède des torts imaginaires, on tâchait de prouver, dans le manifeste du Danemarck, que Charles Gustave avait provoqué la guerre. Le manifeste de la Suède, faisant abstraction de l'avenir, tendait à montrer que le Danemarck n'avait aucun sujet de l'attaquer ni de la craindre. Ces deux points de vue étaient également faux.

L'essentiel pour le Danemarck était de profiter du moment, et d'empêcher Charles Gustave de

quitter la Pologne avec son armée. Le roi de Suède se trouvait dans une position critique; l'électeur de Brandebourg l'avait quitté avec ses troupes, après la bataille de Varsovie, sous prétexte d'aller couvrir les frontières de la Prusse contre les incursions des Polonais. Charles Gustave, voulant s'attacher ce prince, lui avait conféré, par le traité de Labiau, la souveraineté de la Prusse; mais Frédéric Guillaume ne se hâtait pas d'appuyer de toutes ses forces les succès des Suédois, car il craignait les triomphes de ses alliés presqu'autant que ceux de leur ennemi commun. Les troupes du roi de Suède, qui n'avaient jamais été nombreuses, affaiblies par leurs victoires mêmes, ne formaient plus qu'un corps de huit mille hommes. La Pologne avait été conquise, mais il était difficile de la conserver. Charles songeait à l'évacuer, et les Polonais, revenus de leur premier étourdissement, se préparaient à lui couper la retraite.

10 nov. 1656.

Le roi de Danemarck, instruit des dangers de la position de Charles Gustave, et devinant son dessein, se propose de l'empêcher; il fait sortir sa flotte; renforcé par onze vaisseaux hollandais, il veut aller jeter l'ancre devant Dantzig, où il présume que le roi de Suède ira s'embarquer. Mais Charles Gustave était fait pour bril-

ler dans les situations périlleuses et désespérées. Exécutant, avec autant d'audace que de bonheur, le plan le plus hardi, il traverse la Poméranie et le Mecklenbourg à marches forcées; et, avec une armée faible, mais animée par son courage, il se présente sur les frontières du Holstein, tandis que le roi de Danemarck le croit en Pologne. L'étonnement prépare ses triomphes; les Danois, surpris et abattus, ne font qu'une résistance équivoque; le Holstein est conquis avec la plus grande facilité. Wrangel chasse les Danois du pays de Brême, où ils ont fait une invasion. Le Jutland et le Schlesvig reconnaissent la loi du vainqueur; Friedrichsodde est
24 oct. prise d'assaut, et, dans l'espace de trois mois,
1657. Frédéric III a perdu ses plus riches provinces. Ses malheurs lui procurent des alliés; les États-Généraux lui envoient de l'argent; Frédéric Guillaume a conclu avec les Polonais le traité de Vehlau, qui lui assure les mêmes avantages que celui de Labiau, et promet du secours à Frédéric III. La Suède perd toutes ses conquêtes en Pologne; les villes qu'elle a conservées se rendent l'une après l'autre, et le czar menace les places de la Livonie. Charles Gustave sent qu'il n'y a que des entreprises promptes et hardies qui puissent forcer le Danemarck à con-

clure une paix avantageuse pour la Suède. La nature le favorise; un hiver rigoureux couvrant de glaces solides les deux Belts, fraie le chemin à ses troupes. L'armée suédoise passe le petit Belt, et partout où les Suédois se montrent, les Danois épouvantés se rendent ou fuient; déja la Fionie est conquise, les îles de Langeland et de Laland sont envahies avec la même facilité; et bientôt Charles Gustave arrive, avec toute son armée, à Wordingbourg, dans la Seelande. Déja Copenhague est menacée; rien n'y était préparé pour soutenir un siége. Le roi s'était enfermé dans ses murs, bien résolu de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il tente la voie des négociations; connaissant l'humeur altière de Gustave, il n'espérait que faiblement de réussir; mais dans ce temps le roi de Suède était encore modéré et éclairé sur ses véritables intérêts, et, craignant d'armer contre lui toutes les autres puissances, il ne se refuse pas à la paix; il se contente d'imposer au Danemarck les conditions les plus dures. La paix fut signée à Roschild, et Frédéric ne l'obtint qu'en cédant à la Suède la Scanie, la Hallande, le pays de Blekingen, les gouvernements de Bahus et de Drontheim, dans la Norwége, et en affranchissant les vaisseaux suédois des péages du Sund.

30 janv. 1658.

8 mars 1658.

Charles Gustave avait acquis de la gloire et de nouvelles provinces; la Suède redoutée dans le Nord, devait être au-dessus de toutes les craintes, comme elle était à l'abri de tous les dangers; le Danemarck affaibli ne pouvait être pour elle un sujet d'alarmes. Tout autre que Gustave, content de ces avantages brillants, aurait accordé à la fin à sa nation le repos dont elle avait besoin, et qu'elle avait mérité, et aurait expié, par une administration sage, des guerres dictées par l'ambition. Mais ses succès avaient étouffé dans son cœur toute espèce de modération; ses flatteurs lui persuadaient qu'il était fait pour régner seul sur le Nord. Le comte d'Uhlefeld, seigneur danois, qui avait donné à son souverain de justes sujets de mécontentement, s'était réfugié à la cour de Suède; ne consultant que sa haine personnelle contre Frédéric III, et sacrifiant son pays à sa vengeance, il excitait le roi de Suède à mettre fin pour toujours à la puissance du Danemarck. A peine Charles a-t-il conclu la paix de Roschild, qu'il se repent de n'avoir pas abusé de sa victoire; et la visite qu'il rend, à Friedrichsbourg, à l'infortuné Frédéric III, qui le reçoit avec une cordialité touchante, bien loin de lui faire abandonner ses projets ambitieux, le fortifie dans ses regrets, et

lui inspire de coupables espérances. Plus frappé de la médiocrité du génie du roi de Danemarck, que touché de la bonté de son cœur, il ne sent que la supériorité de son esprit sur celui de Frédéric, et ne doutant pas de ses succès, il prend le parti de recommencer la guerre. Après la signature de la paix de Roschild, les conférences entre les plénipotentiaires danois et suédois avaient continué, afin de régler quelques détails. La Suède forme de nouvelles prétentions; le Danemarck cède sur tous les points; tout à coup, lorsqu'on croit que Charles Gustave retourne en Suède avec ses troupes, il débarque à Corsoer, et annonce, sans déguisement, qu'il vient pour anéantir la puissance du Danemarck, projet aussi injuste qu'impolitique; aussi odieux qu'imprudent, qu'il s'ôtait lui-même les moyens d'exécuter en l'annonçant. Au lieu de marcher droit à Copenhague, Charles Gustave perd un temps précieux à assiéger Cronenbourg, qui ne se rend qu'après un siége de vingt-un jours. 8 août 1658. Frédéric III profite de cet intervalle précieux, pour mettre sa capitale en état de défense. Il parut véritablement grand dans ce moment décisif. Déterminé à s'ensevelir sous les débris de son trône, il emploie en même temps toutes les ressources de l'activité et du courage pour éloi-

gner cette catastrophe. Son exemple allume l'enthousiasme de ses sujets; les vertus du roi, le danger imminent de la patrie, l'orgueil du vainqueur, l'idée de combattre pour ses foyers, l'espérance des secours promis par les Hollandais, réunissent tous les habitants de Copenhague dans un même sentiment. Les bourgeois deviennent soldats; les étudiants prennent les armes; c'est en vain que Charles Gustave bloque la ville; elle se convertit en un camp; tous les esprits paraissent animés du même zèle; on s'impose les privations les plus rigoureuses; les sacrifices se multiplient; les femmes, les enfants se livrent aux travaux les plus pénibles, et s'exposent à tous les dangers. Le roi et la reine animent tout par leur présence et par leur exemple. Charles Gustave presse le siége, mais la résistance qu'il rencontre l'étonne et l'arrête. Elle donne le temps aux Hollandais d'armer, d'équiper et d'envoyer une flotte dans le Sund, pour faire lever le siége de Copenhague. Il importe à cette nation de négociants, qu'une seule puissance ne domine pas dans la Baltique. Elle pourrait leur en fermer les ports, et porter un coup terrible à leur commerce; c'est à la rivalité de la Suède et du Danemarck que tiennent les priviléges dont ils jouissent; ils veulent les conserver à tout prix.

Leur flotte rencontre dans le Sund les Suédois commandés par l'amiral Wrangel; la bataille s'engage; elle fut sanglante. Wrangel blessé ne peut plus diriger les mouvements de ses vaisseaux. 29 oct. 1658. L'escadre suédoise battue, est obligée de se retirer dans le port de Landscrona; mais la victoire ne produisit pas les effets qu'on en attendait; la flotte hollandaise ne parvint pas à faire lever le siége de Copenhague, parce que l'approche de l'hiver la força de quitter la Baltique.

L'année suivante, Charles Gustave, contre l'avis de ses généraux, essaie de livrer un assaut général à Copenhague; l'attaque est dirigée sur trois points; les Suédois font des prodiges de valeur, mais les habitants de Copenhague se défendent avec autant de valeur et plus de succès. Charles Gustave y perd l'élite de ses troupes, et il est obligé de rentrer dans ses lignes. Pendant ce temps, les Norvégiens lui enlèvent Bornholm et Drontheim, que la paix de Roschild lui a procurés; l'électeur Frédéric Guillaume, renforcé par un corps de troupes impériales, attaque, à la tête de trente mille hommes, les Suédois, et les chasse du Schlesvig et du Jutland. Une partie de cette armée passe même en Fionie, et, après avoir battu les Suédois à Nybourg, elle s'empare de l'île. 14 nov. 1659. L'Angleterre,

jalouse de l'ascendant que la Hollande prend dans la Baltique, y envoie une flotte, moins pour favoriser les projets de Charles Gustave, que pour empêcher la république des Provinces-Unies de dicter seule les conditions de la paix. Mais cette flotte anglaise n'entreprend rien en faveur des Suédois, parce que dans le même temps la Hollande envoie une flotte plus formidable sous les ordres du célèbre Ruyter.

Les revers multipliés que Charles Gustave avait éprouvés, l'avaient obligé à lever à la fin le siége de Copenhague, mais ils avaient plus irrité qu'humilié son orgueil. Malgré les efforts de l'Angleterre et de la France, la guerre se continuait, et menaçait de durer long-temps. Charles Gustave avait fait inutilement assiéger Fredrichshall, en Norwége; le chagrin abrégea
1660. ses jours, il mourut à Gothenbourg. Sa mort pacifia l'Europe et fut un bonheur pour son pays; il laissa plus de gloire que de regrets, et n'obtint de l'admiration qu'au prix de l'estime. Son fils, Charles XI, n'avait que cinq ans. Le conseil de régence voulait la paix; elle fut bientôt conclue.

C'était sur la base de la paix de Roschild que l'Angleterre, la France et la Hollande voulaient que reposât le nouveau traité; le Danemarck espérait de profiter de la mort de Charles Gus-

tave pour obtenir des conditions plus avantageuses, mais ses alliés n'appuyant pas ses prétentions, il fut obligé de les abandonner, et la paix fut conclue à Copenhague. La paix générale l'avait été à Oliva entre la Suède et ses autres ennemis. L'équilibre avait été rompu par les conquêtes de Charles Gustave sur la Pologne et le Danemarck; mais il fut rétabli par le concours de la Hollande, de la France et de l'Angleterre. La Suède conserva la Livonie; on rendit à la Pologne la Prusse occidentale, et les places que les Suédois occupaient encore; on confirma à l'électeur de Brandebourg la souveraineté de la Prusse qu'il avait acquise par la paix de Vehlau; il restitua aux Suédois les conquêtes qu'il avait faites sur eux en Poméranie. L'acquisition de la Livonie faisait pencher la balance du côté de la Suède; mais ce n'était plus une prépondérance décisive et menaçante. La France, médiatrice et garante du traité d'Oliva, ménagea les intérêts de la Suède, son ancienne alliée, sans lui sacrifier les autres états du Nord.

6 juin 1660.

CHAPITRE XVII.

La pacification du Nord est suivie d'un grand changement dans la constitution du Danemarck. Causes de cette révolution. Son principe. Sa marche. Son résultat.

La paix de Copenhague avait sauvé le Danemarck d'une dissolution totale, et avait assuré son existence politique. La révolution qui s'opéra dans sa constitution fut en grande partie amenée par les événements de la guerre. Ce phénomène politique a été pour le Danemarck un événement heureux, et forme un contraste frappant avec toutes les autres révolutions de ce genre.

Nous avons vu les efforts sanglants mais inutiles qu'on a faits en Angleterre pour substituer, d'une manière durable, la démocratie à la monarchie tempérée, et les Anglais, après avoir passé par les orages de la république, et essayé du despotisme d'un usurpateur, revenir à leur ancienne constitution, comme on rentre dans le port après la tempête. Nous avons vu la France s'armer contre son roi, pour chasser un ministre

qui lui paraissait indigne de sa place, s'agiter sans objet, se calmer sans avoir rien obtenu, et voler à la rencontre de l'homme qu'elle avait voulu éloigner à tout prix. En Angleterre et en France, l'autorité royale a été menacée et attaquée; les troubles y sont nés d'un amour peu éclairé pour la liberté, qu'on ne croyait pouvoir satisfaire que par l'affaiblissement ou la destruction du pouvoir du monarque. Nous allons voir une monarchie limitée convertie en monarchie absolue; ceux qui partageaient la souveraineté avec le prince, la lui conférer tout entière, et le peuple ne voir de garantie pour sa liberté que dans l'accroissement de l'autorité royale.

Jamais révolution ne fut plus douce et plus réfléchie dans sa marche, n'opéra un changement plus complet, et ne rencontra moins de résistance. Elle n'amena point d'effusion de sang; elle n'occasiona pas même un emprisonnement: à en juger par sa rapidité, on croirait qu'elle fut l'effet de l'enthousiasme ou de la violence, et cependant tout y porte l'empreinte du sang-froid, de la sagesse et de la maturité.

Jusqu'à cette époque, le Danemarck avait été une monarchie élective et limitée, telle que l'avaient été ou l'étaient encore la plupart des

états de l'Europe, tous nés du sein du gouvernement féodal. Les rois étaient choisis dans la même maison; le fils aîné succédait ordinairement au père, mais pour régner de droit il lui fallait le consentement du sénat. Ce corps, composé des grands officiers de l'état et des membres choisis par le roi, d'après des règles dont il ne pouvait s'écarter, était chargé de toute l'administration. Les États du royaume consistaient dans les trois ordres, du clergé, de la noblesse et des villes; car les paysans des domaines royaux, qui avaient autrefois formé le quatrième ordre, étaient presque tous tombés dans la pauvreté et dans la servitude, à l'exception de ceux de quelques districts du Jutland.

La noblesse avait toujours eu la plus grande influence dans toutes les affaires, et surtout dans l'assemblée des États. En prenant la constitution à la lettre, le pouvoir du roi semblait être presque nul; mais dans le fait, il était considérable pour peu que le roi eût d'adresse et d'habileté, et dès qu'il avait du mérite personnel, il dominait le sénat, la noblesse et les États.

Cependant le gouvernement du Danemarck était au fond aristocratique. La noblesse avait une prépondérance marquée sur les autres ordres; mais, pour son malheur, elle avait perdu

dans l'opinion publique. Elle tenait fortement à ses priviléges pécuniaires; elle refusait de contribuer, aux charges publiques, proportionnellement à ses richesses, dans un temps où le service militaire, qui avait été le principe de ses exemptions, n'était plus exclusivement son partage. Pendant la guerre entre le Danemarck et la Suède, les nobles avaient été avares de sacrifices, et s'étaient peu occupés de l'intérêt général. La soif de l'or l'emportait chez eux sur les principes, et avait affaibli ou étouffé l'honneur. Ils avaient affermé les domaines royaux fort au-dessous de leur valeur, et ils négligeaient même de payer le prix du bail, et abusaient de leur immunité d'accises. La valeur et le courage, qui avaient long-temps distingué les nobles, paraissaient éteints. Déja sous le règne de Chrétien IV, ils avaient servi sans ardeur et sans succès, et avaient plutôt éludé que rempli leurs obligations. En perdant l'éclat des qualités militaires, ils n'avaient pas acquis celui que donnent les connaissances, les lumières et la culture; la plupart ne songeaient qu'à gagner de l'argent, et leurs prérogatives paraissaient d'autant plus odieuses, qu'elles n'étaient pas justifiées par leur mérite. Des hommes tels que le comte Uhlefeld et Sehestedt, qui joignaient aux

dons de la nature tous ceux de l'éducation et du travail, étaient de véritables phénomènes. Dans tous les pays, leur esprit naturel, leur activité, la connaissance qu'ils avaient du monde et des affaires, les eussent tirés du pair; en Danemarck, ils laissaient le reste de leur ordre à une prodigieuse distance; mais la conduite d'Uhlefeld et le rôle qu'il avait joué dans la dernière guerre faisaient oublier ses talents, et n'étaient pas propres à réconcilier la nation avec les nobles. Uhlefeld et Sehestedt, son ennemi, n'avaient point d'esprit public; ils ne travaillaient que pour eux-mêmes, et n'aimaient leur patrie qu'autant qu'elle offrait un théâtre à leur ambition, et qu'ils pouvaient espérer d'y régner.

Ainsi, la noblesse avait perdu de sa considération, parce qu'elle avait perdu de son mérite, et, d'un autre côté, l'ordre des bourgeois et celui du clergé avaient acquis plus d'ascendant et plus de confiance en eux-mêmes. Pendant le siége de Copenhague, Frédéric III, pour récompenser le zèle courageux des habitants de la ville, leur avait accordé des priviléges considérables. Mais, loin de les satisfaire, ces concessions et le sentiment des services qu'ils avaient rendus à l'état, leur faisaient supporter avec plus d'impatience les avantages exclusifs dont

jouissait encore la noblesse. Le clergé qui, depuis la réformation, avait été appauvri, était presque composé en entier de bourgeois; la noblesse qui ne trouvait plus les places ecclésiastiques assez lucratives, les avait entièrement abandonnées aux classes inférieures, et, depuis ce temps, l'ordre du clergé faisait toujours cause commune avec celui des villes.

Tels étaient l'état du Danemarck et la disposition générale des esprits, à la paix de Copenhague. Les nobles étaient puissants, mais, aux yeux du public, leur mérite n'était pas assez grand pour légitimer leur pouvoir; le peuple était mécontent de ce que des individus sans naissance ne pouvaient parvenir à aucune place importante, et une fermentation sourde régnait dans tous les esprits.

Après la paix de Copenhague, le pays se trouvait dans l'état le plus déplorable; les campagnes étaient ravagées; le commerce languissait; les revenus du royaume étaient épuisés; on ne savait comment faire face aux dépenses publiques; l'armée demandait le prêt, et on ne pouvait ni la congédier ni la fixer sous les drapeaux sans la satisfaire. Le roi sentit la nécessité de convoquer les États du royaume; seuls ils pouvaient guérir les maux publics. Il fallait

changer l'organisation de la force armée, et multiplier les ressources pécuniaires de l'état, ou bien le Danemarck était menacé de devenir tôt ou tard une province de la Suède. Le sénat voulut qu'on choisît la ville d'Odensée pour le lieu de la convocation des États; il semblait qu'il pressentît et soupçonnât les dispositions des habitants de Copenhague; mais les raisons qui faisaient incliner le sénat pour Odensée, furent précisément celles qui déterminèrent Frédéric III pour Copenhague.

Ce prince réfléchi, sage, naturellement flegmatique, n'était ni propre ni porté aux actions d'éclat. Le devoir avait sur lui plus d'empire que l'ambition; son âge, ses principes, le respect même qu'il avait pour son serment, ne lui permettaient pas de s'occuper d'une révolution; mais il voulait et attendait des réformes; il espérait qu'elles se feraient sans secousse et sans violence, et il paraît que, pour diminuer la résistance que les plans proposés par les États pourraient rencontrer dans le sénat, Frédéric III ne s'empressa pas de remplacer les membres décédés. Lors de l'ouverture des États, sept places se trouvaient vacantes.

La reine son épouse avait toute sa confiance, et cette princesse la méritait. Sophie Amélie

joignait aux graces de la figure les charmes d'un esprit pénétrant, juste, étendu et d'une imagination vive. On l'accusait de fierté, mais elle avait la dignité qui convenait à son élévation, et quand elle descendait de son rang, son amabilité avait d'autant plus de prix qu'elle ne la prodiguait pas. Ses ennemis mêmes ne pouvaient lui refuser de la fermeté et du caractère. Elle présidait elle-même à l'éducation de ses enfants, et leurs progrès récompensaient ses soins. Pendant le siége de Copenhague, elle avait montré le courage d'une héroïne, et partageant les dangers et les fatigues des soldats pour les animer par sa présence et par ses discours, elle restait des journées entières exposée au feu des assiégeants. Elle désirait des changements dans le gouvernement; trop éclairée pour ne pas sentir qu'il fallait des remèdes et non des palliatifs, elle comptait que l'assemblée des États établirait un meilleur ordre de choses. L'autorité royale ne pouvait que gagner à ces réformes. Souvent elle en parlait avec le roi; mais la cour n'avait point formé de plan, et l'évènement fut au-dessus de ses espérances et même au-dessus de ses idées.

Il y avait un homme que le roi et la reine consultaient secrètement dans toutes les affaires, et cet homme n'occupait aucun poste important et

n'était distingué par aucune décoration; c'était un simple secrétaire de la chambre, nommé Christophe Gabel. Par son activité et par son zèle, il avait sauvé le Danemarck en se rendant
1658. à la Haye et en pressant le secours des Hollandais. Intelligent, infatigable, modéré dans ses idées, modeste dans ses désirs, plus jaloux de servir sa patrie que de faire sa fortune, la cour le regardait comme un serviteur fidèle, qui inspirait d'autant plus de confiance qu'il ne la sollicitait et ne la commandait pas par ses titres, et son crédit était d'autant plus assuré qu'il était secret, et que les grands l'ignoraient, ou le croyaient peu redoutable.

2 sept. 1660. Les États assemblés, après que les pouvoirs eurent été vérifiés, le roi déclara, devant tous les États réunis, qu'il les avait convoqués pour remédier aux désordres des finances et pour ouvrir de nouvelles sources de revenus, et il chargea trois membres du sénat, Rosenkranz, Otton Krag et Pierre Reetz, de présenter aux États les dispositions de détail relatives à cet objet.

Les ordres se séparèrent; chacun s'assembla à part pour recevoir, examiner les propositions du sénat. Elles se réduisirent à demander qu'on établît un impôt général sur les consommations. C'était donner le signal de la division; la bour-

geoisie ne voulait pas être chargée seule du fardeau des dépenses publiques; la noblesse alléguait ses priviléges, qui l'exemptaient de payer toute taxe de ce genre. La bourgeoisie mit en avant que, si l'on ôtait aux nobles les domaines royaux qu'ils avaient affermés pour une bagatelle, leur produit suffirait à couvrir les besoins de l'état; la noblesse vit dans cette déclaration une attaque formelle contre son existence et contre ses propriétés.

On avait demandé au sénat de développer son plan avec plus d'étendue, il le fit; la noblesse consentit à payer l'impôt pour tout ce qu'elle consommerait dans les villes; mais elle réclama ses franchises accoutumées pour tout le temps qu'elle passerait dans ses terres. C'était ne rien accorder, car la plupart des nobles vivaient toujours à la campagne; et ceux même qui séjournaient quelquefois dans les villes, ne le faisaient que rarement. La bourgeoisie et le clergé annoncèrent qu'ils étaient prêts à consentir au nouvel impôt, du moment où la noblesse s'engagerait à payer proportionnellement. Cette première altercation ne fut pas sans aigreur, et quelques propos insultants, lâchés par les sénateurs contre les deux ordres inférieurs, achevèrent d'indisposer les esprits.

A la tête du clergé se trouvait l'évêque de Sélande, nommé Svane. Cet ecclésiastique avait été professeur à l'université de Copenhague, avant d'arriver au poste honorable qu'il occupait; il possédait au plus haut degré l'art de diriger les délibérations d'une assemblée nombreuse; son éloquence persuasive et douce calmait les passions et maîtrisait les sentiments; une humeur gaie, une imagination riante, un extérieur agréable et imposant lui gagnaient tous les cœurs. Sous des formes douces il cachait de la tenue, de la persévérance, de la fermeté, et il employait l'ascendant que lui donnait la religion, pour fortifier son ascendant politique. Nansen, premier bourgmestre de Copenhague et président de l'ordre de la bourgeoisie, partageait les affections et les principes de Svane, et ces deux hommes furent les véritables auteurs de la révolution. Nansen était plus prononcé dans ses opinions et plus hardi dans ses mesures que Svane; mais cependant, dirigé par une raison supérieure et par l'amour du bien public, il ne se laissait jamais entraîner par les évènements, ni subjuguer par la passion; toujours calme, réfléchi, modéré, il était d'autant plus maître des autres qu'il l'était de lui-même.

Nansen et Svane voyant la résistance que la

noblesse opposait aux demandes justes et raisonnables de leurs ordres, se rappelant la conduite qu'elle avait tenue dans la dernière guerre et tous les griefs que la nation avait contre elle, résolurent de frapper un coup décisif, et de mettre fin à cette aristocratie qui dominait le peuple et le roi, entravait l'activité de l'un et le pouvoir de l'autre, et gouvernait l'état comme on administre une ferme à son profit. Ils ne voulaient pas que la noblesse perdît tous ses priviléges, mais ceux qui leur paraissaient incompatibles avec la prospérité générale; non qu'elle fût opprimée, mais qu'elle cessât d'être oppressive; non qu'elle fût dépouillée de tous ses avantages, mais qu'elle ne les possédât pas exclusivement: bien moins encore voulaient-ils donner aux classes inférieures cette autorité qu'ils se proposaient d'enlever à la noblesse; ils désiraient d'assurer à tous les ordres la liberté civile et une sûreté égale, et ils étaient trop éclairés pour croire que le vrai moyen fût d'établir des formes démocratiques. La source principale de tous les maux de l'état était la faiblesse de l'autorité royale; le roi n'était pas assez puissant pour faire le bien et pour protéger également tous les ordres de citoyens. Les nobles l'avaient presque réduit à être un roi titulaire; tout le pouvoir était entre

les mains d'un sénat dont les membres avaient des intérêts opposés à l'intérêt général; les formes électives, et l'usage de faire signer au roi une capitulation qui lui liait les mains, avaient presque anéanti l'autorité royale; c'étaient ces formes et cet usage qu'il fallait abolir. Nansen et Svane formèrent le projet de déclarer la monarchie héréditaire dans le Danemarck et de débarrasser l'autorité royale des entraves qui l'empêchaient d'agir.

L'exécution de ce projet pouvait paraître au premier coup d'œil très-difficile, et cependant elle ne l'était pas. Les qualités personnelles de Frédéric la favorisaient singulièrement. Quand Nansen et Svane lui firent communiquer leur plan, par l'entremise de Gabel, il ne put que l'approuver. Son intérêt propre et celui de l'état se réunissaient pour le lui faire adopter. Mais il l'adopta avec cette indifférence qui faisait le fond de son caractère. Comme on ne le connaissait ni ambitieux ni entreprenant, la noblesse ne se défia point de lui dans les premiers temps de l'assemblée des États. Le plan, ignoré des nobles, put mûrir en silence, sans qu'ils prissent aucune mesure pour l'empêcher; lorsqu'il fut conduit à sa maturité, les vertus et la probité de Frédéric III inspirant une confiance générale, assu-

rèrent son développement et ses succès, et lui donnèrent plus d'étendue qu'il n'en avait eu d'abord.

D'ailleurs, quand le mérite personnel de Frédéric n'aurait pas rassuré sur l'usage qu'il pouvait faire d'une plus grande autorité, des considérations de ce genre n'étaient pas de nature à frapper les esprits; des dangers éloignés et inconnus ne pouvaient contre-balancer la haine qu'on portait à l'aristocratie, le souvenir de ses torts, le sentiment de sa mauvaise administration; le procès de la noblesse était instruit et jugé dans l'opinion; l'essentiel paraissait être de lui enlever son influence politique, et l'on était persuadé que tout autre ordre de choses valait mieux que l'ordre actuel.

Nansen et Svane, sûrs du consentement du roi, communiquent leurs idées aux membres de leurs ordres les plus distingués par leurs lumières et les plus utiles par leur crédit. Les premières conférences de ce comité furent secrètes. 2 sept. 1660.
Quand les matières y eurent été préparées, et qu'on se fût assuré que le clergé ne désavouerait pas les opérations de ceux qu'il avait députés aux États, Nansen et Svane résolurent de proposer chacun à leur ordre un acte qui substituât l'hérédité de la monarchie aux formes élec-

tives. Comme l'ordre des ecclésiastiques avait beaucoup d'influence sur celui des bourgeois, Nansen attendit que Svane eût réussi. Ce prélat entraîna par son éloquence ceux qui n'étaient pas encore gagnés à son opinion; tous signèrent; et se rendant aussitôt dans la salle de l'ordre des bourgeois, ils donnèrent par leur présence une force irrésistible au discours de Nansen. Les députés des villes s'empressèrent à mettre leur signature sous cet acte, qui leur paraissait le garant de la prospérité du Danemarck et le gage de son indépendance. Les hommes passionnés triomphaient de l'abaissement de la noblesse; les hommes timides se laissèrent aller au mouvement général; personne ne pensait qu'il était possible, en opposant forces à forces, et en partageant le pouvoir selon les vrais principes, de concilier l'ordre et la liberté.

8 oct. L'acte dressé et signé, les deux ordres, traversant les rues de Copenhague dans une procession solennelle, allèrent le présenter au roi et au grand-maître de l'empire, Gersdorf, président du sénat et de l'ordre de la noblesse. Frédéric le reçut avec une joie modeste et tranquille, la noblesse avec un étonnement mêlé de fureur. Dans le premier moment, elle annonça une résistance sérieuse, et Otton Krag menaça

même avec violence le bourgmestre Nansen, qui lui répondit avec autant de présence d'esprit que de dignité; mais après trois jours de fluctuation et d'incertitudes, la noblesse se détermina à consentir à la grande innovation et à signer l'acte d'hérédité. Elle n'avait aucun moyen de résistance, et son opiniâtreté aurait pu lui devenir funeste; elle sentit le danger de sa position, et elle céda, quoiqu'à regret, à la force des circonstances. Les troupes qui se trouvaient à Copenhague étaient attachées au roi, et toutes les gardes avaient été doublées dès le 8 octobre. Tarresen, capitaine-général de la ville, député de Copenhague aux États, avait fait armer les compagnies qui, aguerries par les travaux du siége, paraissaient disposées à seconder de toutes leurs forces la révolution. La plupart des nobles auraient voulu pouvoir se retirer dans leurs terres, afin d'amener la dissolution des États et de se ménager des moyens de résistance; mais le roi et le magistrat de Copenhague avaient donné à temps l'ordre de fermer les portes; leurs tentatives furent inutiles.

La noblesse, forcée de se soumettre, n'avait consenti par son arrêté qu'à l'hérédité du trône 11 oct.
en ligne directe pour les mâles; mais Frédéric III ayant déclaré, dans l'audience générale qu'il ac-

corda aux trois ordres, qu'il répugnait à ces con-
13 oct. ditions, ils lui présentèrent un acte, par lequel les formes électives étaient abolies, et l'hérédité devait même s'étendre aux femmes.

Rien n'était fait encore, et tout paraissait achevé. Une monarchie héréditaire n'est pas nécessairement une monarchie absolue. Il s'agissait de déterminer quels seraient, sous cette nouvelle forme, les droits des ordres, des États et du roi; les débats devaient s'engager, et ils menaçaient d'être interminables, lorsque Svane proposa de s'en remettre entièrement au roi, et de lui conférer la dictature. La confiance que les différents ordres avaient dans le caractère de Frédéric III, et la défiance et la crainte qu'ils avaient les uns des autres, étaient telles, que cette proposition fut adoptée d'un consentement unanime. Frédéric III fut donc proclamé monarque souverain. La capitulation qu'il avait signée en montant sur le trône, fut formellement annulée. Le 18 octobre 1660, les États lui prêtèrent hommage solennel, en sa qualité de roi héréditaire et absolu. L'empressement fut général, la joie universelle. Toute la nation applaudit à ses députés, et vit dans la révolution l'ère de l'âge d'or du Danemarck. La loi royale publiée devint la base du droit politique qui

gouverne encore aujourd'hui ce royaume sous le rapport de la politique extérieure. Cette constitution a soustrait le Danemarck aux intrigues des puissances voisines. L'influence des étrangers diminua du moment où l'élément aristocratique disparut.

CHAPITRE XVIII.

Fin de la guerre de l'Espagne avec la France. Paix des Pyrénées. La France au premier rang. Sa puissance relative. Progrès de sa puissance absolue. État de l'Europe et de la France.

Le midi de l'Europe fut pacifié presque en même temps que le nord. La guerre entre la France et l'Espagne avait survécu à la paix de Westphalie; mais, faute de moyens, elle se fit des deux côtés assez mollement. Il y eut des actions d'éclat, mais point d'opérations décisives, ni de vastes plans de campagne. Le théâtre de la guerre fut presque toujours en Flandre. On assiégait des villes, on livrait des batailles pour faire lever les siéges; on prenait et l'on reprenait les villes; le tableau de ces guerres ne présente ni ensemble ni unité.

Le seul spectacle digne d'attention qu'elle offre, c'est Condé combattant contre Turenne. Le prince avait quitté la France pour porter les armes contre sa patrie; les Espagnols l'avaient accueilli

avec distinction, et lui avaient confié le commandement de leurs troupes dans les Pays-Bas; mais le grand Condé était l'objet de la jalousie secrète des généraux espagnols, et souffrait de leur haine ou de leur incapacité. Il ne devait être victorieux qu'en combattant pour son pays; mais il acquit de la gloire, même par ses défaites. Turenne avait forcé ses lignes à Arras, et lui 1654.
avait fait lever le siége de cette place; mais Condé avait couvert la retraite de l'armée avec autant d'art que de succès, et Philippe IV lui écrivit après cette action : « Je sais que tout était perdu, et que vous avez tout sauvé. » Deux ans après, Condé et don Juan d'Autriche avaient attaqué et enlevé les quartiers de Turenne, qui assiégeait Valenciennes; mais le maréchal avait sauvé les restes de son armée par des dispositions admirables, et même il avait remporté une victoire complète sur Condé et don Juan d'Autriche, près des Dunes. Cette victoire fut due aux fautes du général espagnol autant qu'à l'habileté de Turenne; Condé avait prévu le résultat, sans avoir assez de crédit pour le prévenir.

Cette bataille décisive donna Dunkerque aux Anglais. L'alliance que Cromwell avait faite avec la France devint funeste à l'Espagne; ses flottes furent battues, ses galions pris, son commerce

ruiné, la Jamaïque conquise, le Mexique menacé. Ces pertes multipliées, qui épuisaient l'Espagne déja affaiblie, lui firent désirer la paix; Mazarin la voulait également.

Les conférences s'ouvrirent dans l'île des Faisans, formée par la rivière de la Bidassoa, au sein des Pyrénées. Don Louis de Haro, neveu du comte-duc Olivarès, et qui lui avait succédé dans le ministère, y négocia lui-même avec le cardinal. C'était la lutte de la roideur avec la souplesse, de la fierté avec la douceur, de la franchise avec l'art, d'un esprit médiocre et peu instruit avec un esprit supérieur et profondément versé dans la politique. On perdit du temps à disputer sur la préséance et sur l'étiquette; à la fin le travail commença; au bout de vingt-quatre conférences il fut achevé. Don Louis de Haro était indécis, faute de lumières et de principes fixes; Mazarin savait ce qu'il voulait; il le demanda; il insista et parvint à son but. La paix fut conclue; elle est connue sous le nom de paix des Pyrénées.

7 nov. 1659.

La France ne garda du côté des Pyrénées que Perpignan, le Roussillon et le Conflans; elle acquit, du côté des Pays-Bas, la plus grande partie de l'Artois; on rendit beaucoup de places de part et d'autre.

Le rétablissement du prince de Condé dans ses dignités et dans ses biens fut accordé par la France. Cet article éprouva de grandes difficultés. Le cardinal avait une animosité secrète contre le prince, qui avait eu de grands torts envers sa patrie, et de plus grands envers Mazarin; mais le ministère espagnol épousa ses intérêts avec beaucoup de chaleur, et se montra à son égard ferme et loyal. Comme Haro menaça le cardinal de former à Condé un établissement indépendant dans les Pays-Bas, aux dépens de la France et sur ses frontières, Mazarin céda. Le prince reçut de l'Espagne un million d'écus d'or; il retourna dans sa patrie; la nation et le roi oublièrent ses erreurs; lui-même ne les oublia jamais. Sa gloire passée effaçait aux yeux du public les taches de sa vie; les services qu'il avait rendus à la France, et ceux qu'il lui rendit encore, expièrent ce qu'il avait fait pour ses ennemis.

Le duc de Lorraine, Charles, avait été dépouillé, et il était prisonnier. On convint de sa liberté et de son rétablissement; mais ce prince, plus soldat que capitaine et souverain, était d'un caractère inquiet et turbulent; à ses défauts personnels il joignait le malheur d'avoir des états qui par leur position convenaient à un voisin puissant. Sa vie fut toujours agitée; on faisait

sans cesse avec lui de nouveaux traités, et on les rompait avec une facilité égale. Cet état de choses a duré jusqu'à l'époque où la Lorraine a été incorporée à la France.

L'article le plus important du traité des Pyrénées fut le mariage de Louis XIV avec Marie Thérèse, infante d'Espagne, fille de Philippe IV. L'Espagne aurait voulu la donner à l'archiduc Léopold, mais l'habileté du cardinal triompha de ses répugnances. Il désirait qu'elle reçût pour dot la Franche-Comté et les Pays-Bas, sujet éternel de guerres sanglantes; mais elle n'obtint que cinq cent mille écus d'or. La princesse fut obligée de renoncer formellement à la succession d'Espagne. L'intérêt de la France, celui de l'Espagne, l'équilibre de l'Europe semblaient l'exiger également. Cette renonciation n'était qu'une vaine formalité si la France était trop faible pour former des prétentions, et non moins vaine si elle avait les moyens d'en faire et de les soutenir. Le cardinal le sentait, et sans prévoir des événements qui n'étaient pas du ressort de la prévoyance humaine, il fut plus frappé des droits que le mariage paraissait donner à la France, que de ceux que la renonciation paraissait lui enlever.

La paix des Pyrénées mit le comble à la ré-

putation de Mazarin comme négociateur. Elle fut critiquée avec amertume par ses ennemis, qui croyaient ou feignaient de croire qu'on pouvait exiger ou obtenir beaucoup plus de l'Espagne; mais l'opinion publique ne partagea pas leur animosité; on jugea cette paix glorieuse pour la France, et d'autant plus solide qu'elle était dictée par la modération. La France, triomphant de l'Autriche et de l'Espagne, prit la première place sur l'échelle des puissances; la voix générale la lui attribuait. L'Autriche affaiblie par la guerre de trente ans et humiliée par la paix de Westphalie, l'Espagne épuisée par les efforts qu'elle avait faits pour tout conserver, et par tout ce qu'elle avait perdu, ne pouvaient plus lutter avec elle à forces égales. La paix de Münster et celle des Pyrénées, toutes deux l'ouvrage de Mazarin, achevèrent ce que les armes de Turenne et de Condé avaient préparé. La puissance relative et la puissance absolue de la France lui assurant également la prépondérance politique, amenèrent le rôle brillant qu'elle joua en Europe sous Louis XIV, et expliquent ses vastes entreprises, ses exploits, ses succès et ses revers. Nous verrons la hauteur de ses prétentions, l'abus qu'elle fit de ses forces, les dangers dont elle menaça l'Europe, ceux qu'elle courut

elle-même, sa grandeur et sa décadence. Pour bien juger de sa puissance relative, à l'époque de la paix des Pyrénées, jetons un coup-d'œil rapide sur les autres états.

L'Espagne continuait à marcher à grands pas
1598. vers sa ruine. Depuis la paix de Vervins, elle avait perdu de plus en plus de sa force réelle, et elle était tombée du rang qu'elle avait dans l'opinion. Des rois trop faibles pour concevoir eux-mêmes de vastes plans, et trop orgueilleux pour renoncer aux idées de domination que Philippe II leur avait transmises; des ministres qui avaient toute la confiance de leur maître et qui en abusaient, beaucoup plus occupés de la politique extérieure que de l'administration, aimant mieux troubler les autres pays que d'assurer la prospérité du leur, despotes dans l'intérieur et faibles au dehors, n'avaient rien fait pour augmenter en Espagne la richesse nationale et avaient tout fait pour appauvrir ce pays. Il fallait un corps aussi robuste que le sien pour résister à ce défaut de régime et survivre à ces excès. Philippe IV régnait encore. Ce prince, qui voulait le bien et qui le voyait, ne savait pas le faire. Les suites funestes de l'administration du comte-duc Olivarès l'avaient un moment tiré de sa léthargie, mais il y était bientôt retombé; tout son temps

était partagé entre les plaisirs et l'ennui; il ne savait pas en donner aux affaires. Anne d'Autriche sa femme, fille de Ferdinand II, le gouvernait entièrement, et ne régnait en Espagne que pour servir l'Autriche; elle-même était gouvernée par le père Nitard, jésuite actif et intrigant. L'objet de leur jalousie commune était don Juan d'Autriche, fils naturel du roi, qui connaissait les maux de l'état, n'en ignorait pas les remèdes et n'était pas incapable de les administrer, quoiqu'il s'exagérât à lui-même la mesure de ses talents, et qu'il eût plus d'ambition que de moyens. Sa naissance, son mérite et son crédit sur l'esprit de son père étaient autant de titres à la haine d'Anne d'Autriche, et elle ne se lassait pas de lui en donner des preuves. Au milieu de ces intrigues de cour, qui n'avaient d'autre but que d'éloigner ceux qui étaient en état de faire le bien, tout languissait; l'or et l'argent de l'Amérique ne servaient qu'à faire illusion à la nation et au roi sur la richesse apparente et la misère réelle de l'Espagne. Le gouvernement sans activité n'améliorait rien et entravait l'activité des particuliers. La Catalogne, qui avait pris les armes pour venger l'infraction de ses priviléges, et qui s'était même entièrement donnée à la France, après avoir voulu un moment se

constituer en république, avait été soumise par le courage et la sagesse de don Juan. La guerre avec le Portugal continuait toujours; on ne pouvait pas le recouvrer, et l'on ne voulait pas y renoncer.

Nous avons vu les détails de la révolution qui avait placé Jean IV, de la maison de Bragance, sur le trône de Portugal. L'Espagne avait paru oublier ce royaume pendant les premières années qui suivirent ce grand événement; mais elle n'avait jamais reconnu l'indépendance du Portugal, et bientôt elle en avait appelé aux armes de la décision de ce procès; mais la guerre s'était faite sans vivacité, et Jean IV avait plus employé l'or que le fer pour défendre et pour conserver sa couronne. A la mort de ce prince, honnête et bon, mais sans caractère et sans énergie, et qui avait été porté au trône plutôt qu'il n'y était monté, son fils lui avait succédé sous le nom
1556 d'Alphonse VI. Malade de corps et d'esprit,
à
1667. objet de mépris par son incapacité et par ses vices, Alphonse ne méritait pas de tenir le sceptre. Ce n'était qu'avec peine que son père avait obtenu de l'assemblée des États de le reconnaître; ils lui préféraient avec raison l'infant don Pédre. Les malheurs et les fautes d'Alphonse ne furent pas l'ouvrage des jésuites, qu'on a

accusés de s'être cruellement vengés de la haine secrète que ce prince leur portait, mais les jésuites profitèrent de ses fautes, et ses fautes amenèrent ses malheurs. La reine sa mère, qui joignait à un caractère élevé un esprit supérieur, sentait la nécessité de le tenir sous tutelle; mais ceux qui l'entouraient, les ministres et les complaisants de ses honteux plaisirs, voulaient qu'il régnât, afin de régner sous son nom. Dans cette tourbe d'hommes sans vertus et sans talents, le comte de Castelmelhor était le seul qui eût de l'esprit et des moyens. Après la paix des Pyrénées, l'Espagne libre du côté de la France, parut vouloir sérieusement remettre le Portugal sous le joug. La France s'était engagée à n'accorder aucun secours aux Portugais, mais elle tint mal sa promesse, et la haine nationale qui animait les Portugais, secondée par le génie de Schomberg et par les fautes des généraux ennemis, ne pouvait que triompher des efforts des Espagnols. Le Portugal était l'allié naturel de la France, puisque l'Espagne était l'ennemie naturelle de l'une et de l'autre. Les rapports de commerce rendaient cette alliance doublement utile à la France, et la Hollande et l'Angleterre lui enviaient ce précieux avantage.

Ces deux puissances étaient à cette époque les

premières puissances maritimes de l'Europe. Leurs vaisseaux couvraient les mers, leur commerce étendait ses rameaux dans tous les climats, et liait toutes les parties du monde connu. L'Angleterre devait les progrès de sa richesse nationale au génie de Cromwell, à l'activité et à l'énergie que les guerres civiles avaient développées, et qui s'étaient portées avec succès sur des objets plus paisibles. Charles II, replacé sur le trône de ses pères par le vœu national, aurait dû profiter des sages lois et des travaux par lesquels l'usurpateur avait tâché de faire oublier ses crimes; l'impulsion était donnée; Charles n'avait qu'à suivre et entretenir ce mouvement, pour que la richesse nationale de l'Angleterre fît des progrès rapides, et que ses forces toujours croissantes inspirassent d'utiles craintes à la France. Mais le caractère personnel de Charles pouvait rassurer ceux qui craignaient la puissance de l'Angleterre. Au lieu de se former à l'école du malheur, il y avait pris l'habitude de l'insouciance, le goût de la paresse, une indifférence profonde pour les principes religieux et politiques. Mazarin l'avait traité dans son exil sans générosité et même sans pitié; mais, malgré les injures qu'il avait reçues du ministère français, et au mépris du système politique qui convenait

à l'Angleterre, il inclinait pour la France; catholique dans l'ame, il était étranger à la religion qu'il professait; enclin au despotisme, il supportait impatiemment les entraves que la constitution mettait à son autorité; passionné pour les plaisirs et pour l'argent, il était capable de vendre l'Angleterre à prix d'or, et de la sacrifier aux vues intéressées des autres états, et à sa propre cupidité. Avec de l'esprit, de l'instruction, des moyens de plus d'un genre, sa coupable légèreté et sa profonde insouciance le rendaient peu dangereux et peu estimable. La nation anglaise tâchait d'oublier dans le repos les agitations dont elle avait été la victime; contente d'être de nouveau soumise à un régime fixe, elle n'était occupée qu'à étendre son commerce; trop éclairée pour ne pas s'apercevoir des défauts du roi, elle regrettait de ne l'avoir pas attaché à ses devoirs par une capitulation formelle; mais elle lui tenait compte de ce qu'il avait borné ses vengeances, et de l'ordre que le chancelier Hyde Clarendon avait mis dans les finances. La Hollande était l'objet principal de son attention et de sa jalousie.

Cette république avait établi, sur la base d'un grand travail, une puissance politique qu'elle ne faisait servir qu'à assurer et à étendre son com-

merce. Elle avait réparé, avec autant de promptitude que de succès, le mal que lui avaient fait l'ambition de Cromwell et le génie de Blake; elle venait de sauver le Danemarck de sa destruction totale, et de dicter aux états du Nord les conditions de la paix. L'activité régnait sur ses chantiers; ses magasins étaient bien fournis, ses arsenaux remplis de tous les genres de munitions, ses villes couvertes d'une population prodigieuse; elle défendait son sol contre la mer, et le fertilisait avec les richesses du monde entier. Ses négociants étaient les pourvoyeurs de tous les peuples de l'Europe, ils profitaient de leur inaction et des fautes des autres gouvernements, pour faire sur eux des gains immenses. Les Provinces-Unies n'avaient point nommé d'autre stadthouder après la mort de Guillaume II qui avait été enlevé à la fleur de son âge, et qui avait emporté au tombeau la honte d'avoir formé des projets contraires à la liberté de son pays, et le regret d'avoir échoué dans l'exécution. Le fils de Guillaume II était un enfant. L'implacable Cromwell avait même exigé qu'il ne succédât jamais à son père, et une des conditions de sa paix avec la Hollande, avait été un acte formel d'exclusion contre la maison d'Orange. Cet acte avait été aboli depuis la mort du protecteur,

mais le stadthoudérat n'avait pas été rétabli. Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande, était l'ame des conseils des États-Généraux; citoyen zélé pour la gloire de son pays, et éclairé sur les vrais intérêts de la Hollande, sa politique profonde, active, prévoyante, s'étendait à tout, et embrassait les rapports de tous les états de l'Europe avec sa patrie. Il croyait de bonne foi le stadthoudérat inutile, et même contraire à la liberté des Provinces-Unies, et son ambition personnelle gagnait à ces principes sans les lui avoir inspirés. La constitution des Provinces-Unies était vicieuse; elle multipliait les pouvoirs, et les isolait les uns des autres, au lieu de les simplifier et de les unir sans les confondre, et partageait l'action des forces politiques sans les faire servir de contre-poids l'une à l'autre. Mais de Witt ne pouvait ni ne voulait réformer ces défauts; d'ailleurs, l'ordre, la simplicité, le goût du travail, la modération, toutes les vertus qui tiennent à l'esprit mercantile d'une nation, jointes au caractère flegmatique des Bataves, corrigeaient les vices de leur constitution, et ressemblaient assez aux mœurs républicaines pour en tenir lieu. Jean de Witt observait l'Angleterre et se défiait de la France. Il n'ignorait pas la haine secrète que Charles II portait

aux Hollandais, qui l'avaient sacrifié à la jalousie et aux inquiétudes de Cromwell. L'essor que le commerce et la puissance de l'Angleterre avaient pris sous le protectorat, rendait l'inimitié du roi dangereuse pour la république. Long-temps la France avait été la protectrice et l'alliée des Hollandais; mais ce peuple éclairé, prévoyant craignait le développement des forces de la France, l'usage et l'abus qu'elle pourrait en faire; la paix glorieuse qu'elle venait de conclure avec l'Espagne, et le rôle brillant qu'elle avait joué aux négociations d'Oliva, prouvaient sa prépondérance dans le Midi et son influence sur le Nord. Les Provinces-Unies sentaient que redoutables sur mer, elles ne pourraient tenir tête à la France sur le continent. A la vérité, les inquiétudes qu'elle leur donnait n'étaient pas de nature à leur dicter des projets hostiles; mais voisins de l'Allemagne et des Pays-Bas, ils pouvaient être facilement entraînés dans les démêlés de la France avec les deux branches de la maison d'Autriche.

L'Allemagne, désolée et dépeuplée par une guerre de trente années, s'occupait à réparer ses pertes, tâchait de fermer ses blessures, et ne demandait que le repos. Les ravages des armes y avaient tellement desséché toutes les sources

de richesse et détruit les fruits du travail, qu'ils avaient même ôté les moyens de le reproduire. Quelque libérale que fût la nature dans cette belle partie de l'Europe, et quelque patients et laborieux que fussent ses habitants, il fallait un long intervalle de tranquillité pour que l'Allemagne pût donner des craintes à la France, ou s'opposer à elle avec succès. D'ailleurs, sa constitution, peu faite pour l'action, rendait l'empire pacifique, et depuis la paix de Westphalie, les princes germaniques regardaient la France comme leur alliée naturelle; cette puissance pouvait même au besoin y chercher et y trouver des amis. Léopold I avait succédé à son père Ferdinand III; il avait été sur le point de manquer 1657.
la couronne impériale, et il ne l'avait obtenue qu'en signant une capitulation onéreuse, dont la France avait dicté la plupart des conditions. Ce prince avait des qualités estimables dans un particulier, mais il était dépourvu de celles qui font les souverains; instruit, honnête, bon, sincèrement religieux, il n'avait pas l'esprit assez étendu pour voir par lui-même, ni assez de volonté pour agir seul; faible, pusillanime, asservi aux préjugés de l'étiquette et du rang, il était fait pour être gouverné, et il le fut toute sa vie. Ceux qui connaissaient le caractère de ce prince,

sentaient qu'il faudrait que la France le provoquât et le contraignît, en quelque sorte, à des mesures vigoureuses, pour qu'il pût obtenir de lui-même de sortir de son inaction.

La république helvétique reposait tranquillement sur ses vertus et ses souvenirs, défendue par ses rochers et par la rivalité de la France et de l'Autriche; elle était accoutumée à servir la première de ces puissances, et à se défier de l'autre; les braves montagnards des Alpes combattaient pour la France, et s'associaient à ses triomphes. Une partie des états qui formaient cette fédération, plus respectable par ses maximes qu'imposante par ses forces, s'enrichissait en silence; les manufactures et le commerce y prospéraient; l'autre partie était heureuse au sein de la pauvreté.

L'Italie, de tout temps le théâtre des guerres sanglantes que se faisaient ses voisins, n'était plus asservie au despotisme espagnol. Depuis Richelieu, la France y avait augmenté son influence, et l'Italie trouvait une ombre de liberté dans la jalousie de ces deux puissances, qui la menaçaient et la caressaient tour à tour. A la vérité, l'Espagne possédait le Milanez; mais les républiques et les petits princes de la Haute-Italie cherchaient de la protection auprès de la France,

et tenaient fortement à elle. Venise combattait les Turcs, avec plus de constance que de succès. Les ducs de Piémont convoitaient Gènes. Gènes devait son opulence au commerce et à la constitution que lui avait donnée André Doria. Cosme II régnait à Florence, et héritier de la noble passion de sa famille pour les lettres, développait les germes heureux que l'immortel Galilée avait déposés dans ce sol classique. Les ducs de Mantoue, de Modène, de Parme et de Plaisance s'attachaient à la France. Le pape observait les progrès des lumières, commençait à régler ses prétentions et ses démarches sur l'opinion des princes et des peuples, et ménageait la France, qui pouvait, d'un moment à l'autre, s'emparer d'Avignon. L'Espagne, maîtresse des deux Siciles, dominait dans le Midi; mais un pêcheur, Thomas Aniello, avait été sur le point de lui faire perdre Naples. Ce peuple, souvent opprimé, ne pouvait pas voir l'ordre public dans la tyrannie dont il était l'objet, et ne savait placer la liberté que dans la licence : après s'être agité pendant plusieurs années dans les troubles civils, las de ses propres excès, il avait repris le joug de l'obéissance; mais s'il avait eu d'autres chefs qu'Aniello, Agnèse et Henri de Guise, ces belles provinces auraient été perdues pour l'Espagne.

Les Turcs, alliés naturels des Français, avaient perdu de leur puissance réelle; mais ils avaient encore une grande puissance d'opinion, fruit d'un long enchaînement de victoires. Cet empire, fondé par les armes, organisé pour la guerre, et qui avait dû son élévation aux qualités guerrières de ses souverains, n'avait pas de plus grands ennemis que ses propres maîtres, et ne pouvait que dépérir dans le repos. Cependant, quoique la Porte fût devenue moins redoutable, elle était encore redoutée. Ibrahim
1648. avait été étranglé par ordre du mufti: Mahomet IV, son successeur, avait eu le bonheur de rencontrer, dans Kiuperli, un visir instruit, brave et actif; ce fut lui qui termina la guerre de Candie, qui avait duré vingt-quatre ans.

Dans le Nord, la France conservait ses anciennes relations avec la Suède. Après la mort de Charles Gustave, les Suédois, appauvris mais riches de gloire, étaient rentrés dans leurs foyers. Charles XI, âgé de cinq ans, régnait sous la régence de sa mère, Hedvige Eléonore, et des cinq grands officiers de la couronne; cette minorité assurait le repos du Nord et les progrès de l'aristocratie dans le royaume. La Pologne était étonnée d'avoir perdu, par la paix d'Oliva, des provinces considérables, et d'avoir

perdu plus encore dans l'esprit des peuples : comme elle ne corrigeait pas les vices de sa constitution, il était facile de prévoir qu'elle était menacée de plus grandes pertes encore; Jean Casimir, déja las du trône, était sur le point de l'échanger contre une cellule. Le Danemarck s'apercevait qu'il avait sacrifié sa liberté politique à la haine de la noblesse, et beaucoup de bons citoyens regrettaient qu'on n'eût pas su concilier les droits de la nation avec l'autorité royale, en opposant d'utiles barrières à tous les genres de tyrannie; mais la masse du peuple applaudissait à la révolution, et ne songeait qu'à profiter du calme pour effacer les traces de la guerre.

Ainsi, par les pertes qu'ils avaient faites, par les vices de leur administration, ou par les défauts personnels de leurs souverains, la plupart des états de l'Europe étaient faibles et impuissants. La France était déja comparativement plus forte et plus puissante qu'eux, et les germes de richesse et de culture qu'elle contenait dans son sein, allaient augmenter sa force absolue.

La position militaire de la France ne laissait presque rien à désirer. L'acquisition de l'Alsace du côté de l'Allemagne, de l'Artois du côté de

la Flandre, du Roussillon du côté de l'Espagne, rendait ses frontières plus faciles à défendre et plus difficiles à attaquer. Le génie de Vauban n'avait pas encore créé cette barrière d'airain qui les couvrit dans la suite; mais, par sa position géographique, la France pouvait déja porter ses forces, avec une égale rapidité, de la circonférence au centre, et du centre à la circonférence. Ses provinces n'étaient ni disséminées, ni séparées par des territoires étrangers; elles formaient un tout presque homogène; aucune des autres puissances ne la menaçait; leur intérêt ou leur faiblesse lui garantissait leur tranquillité.

Sous le ministère de Mazarin, l'autorité royale avait pris des accroissements considérables; plus respectée au dehors, elle trouvait plus de soumission dans l'intérieur, et n'avait plus de factions à combattre. Les mauvais succès des derniers troubles et le triomphe du ministre, après quatre ans de résistance et de guerres, avaient disposé les esprits à l'obéissance. Les grands avaient senti qu'ils ne pouvaient plus espérer de réussir en luttant contre leur souverain, puisque Condé lui-même y avait échoué. La peine que l'Espagne avait eue à obtenir sa grace leur servait de leçon. D'ailleurs, les at-

traits de la capitale et les plaisirs de la cour les fixant à Paris, et les éloignant de leurs terres et de leurs vassaux, les rendaient moins à craindre. Les parlements conservaient toujours leurs prétentions surannées et des moyens de résistance dangereux; mais l'issue de la guerre de la Fronde les avait décrédités dans l'opinion, et en leur donnant une espèce de ridicule, elle les avait condamnés pour long-temps au silence. Le peuple avait payé les troubles, sans y gagner le moindre avantage réel; il avait toujours aimé le jeune roi, même au milieu des guerres civiles, et il augurait bien de son règne. Les États-Généraux étaient déja tombés en désuétude, et même, dans le public, on les regardait plutôt comme un obstacle au bien, que comme un moyen d'empêcher le mal; on trouvait plus commode de les oublier, que de les conserver, comme on aurait dû le faire, en apportant aux anciennes formes d'utiles modifications; et en effet, il était plus aisé de rendre la monarchie absolue que de la limiter avec sagesse; mais l'un était dangereux et devait un jour devenir funeste, et l'autre était difficile. Le peuple voulait du repos, afin de pouvoir se livrer au travail et en recueillir les fruits; les grands aimaient mieux partager l'autorité que la combattre. La volonté

du gouvernement rencontrait moins d'opposition en France que dans la plupart des états de l'Europe. La monarchie, originairement tempérée, perdait de plus en plus son caractère primitif. Tous les ressorts de l'autorité, concentrés dans la main du prince, lui permettant de disposer à son gré de toutes les forces du royaume, pouvaient devenir des principes de bien-être ou des principes de despotisme, et devaient donner à la France et à l'Europe des espérances et des craintes également vives.

Mazarin, habile politique et mauvais administrateur, n'avait rien fait pour augmenter la richesse nationale. Mais dans un pays tel que la France, la nature libérale répare ou corrige les erreurs et les négligences de l'administration, quand elles ne sont pas portées à l'extrême. Un peuple actif et ingénieux n'a besoin, pour produire dans tous les genres, que de se mouvoir librement dans le champ du travail et de l'industrie. Malgré la guerre avec l'Espagne et les troubles qui avaient agité l'intérieur du royaume, la France ne se trouvait pas dans un état d'épuisement. La population avait diminué; des capitaux avaient été détournés de l'industrie; mais comme la guerre s'était faite mollement, ces pertes n'avaient pas été aussi considérables

qu'elles auraient pu l'être; elles n'avaient pas empêché que dans les provinces éloignées du théâtre des opérations militaires, l'agriculture, les arts, le commerce ne fissent des progrès rapides. A l'époque de la paix des Pyrénées, il y avait plus d'activité et de mouvement en France, qu'il n'y en avait eu dans les dernières années du ministère de Richelieu. La division du travail, qui est à la fois l'effet et la cause du perfectionnement de l'industrie, et qui forme un véritable thermomètre de la richesse nationale, avait été poussée à un haut degré. On en a la preuve dans les lettres de création de nouvelles maîtrises qui datent de cette époque. La prospérité de la Hollande et de l'Angleterre, dont les causes étaient sensibles et palpables, devint pour les Français un objet d'émulation et un exemple instructif; il ne fallait plus qu'une forte impulsion et le loisir de la paix pour les faire rivaliser avec leurs maîtres.

La nation s'enrichissait, mais l'état était pauvre et endetté. Si l'on avait eu l'art d'asseoir et de répartir convenablement les impôts, on aurait pu augmenter les revenus de l'état sans charger le peuple; mais cet art était encore dans son enfance. Le peuple souffrait des vexations des traitants, et la plus grande partie des impôts

restait dans les mains infidèles de ceux qui étaient chargés de les percevoir et de les verser dans les caisses du roi. Mazarin, avide d'argent et possédé de la manie d'accumuler, fermait les yeux sur les dilapidations des autres, afin qu'on facilitât ou qu'on oubliât les siennes. La plupart des officiers-généraux, des gouverneurs et des commandants de provinces se payaient eux-mêmes, et on leur abandonnait une partie des revenus du roi.

Les dépenses publiques n'étaient pas considérables; la marine militaire n'existait presque pas; l'armée était peu nombreuse, surtout en temps de paix; elle ne montait pas au-delà de quarante mille hommes. On n'entreprenait aucun ouvrage grand et utile qui exigeât de fortes avances; la cour, le cardinal, ses créatures absorbaient la plus grande partie des revenus.

Les mœurs et la manière de vivre avaient subi une véritable révolution. La noblesse avait perdu de sa fierté, de ses prétentions, de son ignorance; mais elle avait aussi perdu de cette loyauté, de cette franchise, de ce désintéressement qui la caractérisaient encore dans le seizième siècle; elle était encore brave, mais sa bravoure et ses exploits n'avaient plus cet éclat éblouissant et cette teinte romanesque qui la distinguaient au-

trefois; l'esprit chevaleresque avait disparu; l'honneur de servir le roi et d'obtenir les récompenses de la cour avait remplacé l'amour de la gloire, ou plutôt l'amour de la gloire avait changé d'objet. La religion commençait à devenir plutôt un usage qu'un sentiment, une habitude plutôt qu'une affection de l'ame. Les femmes inspiraient encore de véritables passions; la galanterie n'avait pas dégénéré en puérilité ou en licence; elle avait quelque chose de noble et de romanesque, de doux et de fier, et ceux mêmes dont les mœurs étaient corrompues, respectaient encore la décence. Répandues dans le monde et ne vivant plus retirées dans les châteaux, les femmes avaient donné à la société plus d'agréments, à la conversation plus de légèreté et de graces, à la langue plus de délicatesse et de vivacité; mais elles avaient naturalisé l'intrigue à la cour et dans les affaires d'état; lors de la guerre de la Fronde, on les a vues à la tête des factions, enlever ou donner des partisans à la cour, amener ou éloigner les négociations. Depuis la fin des troubles, leur activité était moins éclatante; mais en secret elles se mêlaient de toutes les affaires, et les dirigeaient par elles-mêmes ou par leurs amants. La richesse et la culture n'avaient pas encore fait disparaître les

barrières qui s'élevaient entre la noblesse et les autres classes de l'état; la distinction des rangs était très-marquée; celle des manières, du ton, des connaissances l'était encore plus. Le peuple avait de la gaieté et des mœurs simples, des habitudes laborieuses et le goût du plaisir, du penchant à l'enthousiasme et à la raillerie; il était facile d'exciter son admiration, mais elle ne mettait pas à l'abri de ses plaisanteries ni de ses critiques; il obéissait, mais il se moquait de sa propre obéissance, et se consolait de la perte de la liberté politique par l'indépendance des jugements et la liberté des propos. Mais la censure tombait plutôt sur les personnes que sur les choses, sur les détails de la vie privée des hommes en place que sur l'administration. On écrivait peu sur des matières politiques; on lisait encore moins. On avait plus de sentiments que d'idées et de principes, et l'opinion publique était bien éloignée de s'ériger en contrôleur général des édits, des lois et de tous les actes du gouvernement.

Cependant les lumières avaient fait des progrès; le goût des lettres avait pris naissance; les sciences avaient été cultivées par des mains habiles. Richelieu, qui avait lui-même la maladie d'être auteur, et qui attachait peut-être plus de

prix à ses mauvaises tragédies qu'à ses opérations politiques, avait du moins le bon esprit de protéger les littérateurs et les savants. Ceux qui l'ont accusé d'avoir voulu s'emparer du ressort de l'opinion, en accordant des distinctions et des faveurs aux gens de lettres, ont calomnié ses intentions, et ont fait trop d'honneur à la prévoyance de son génie. La vanité, bien plus que la crainte ou la politique, lui dicta ces hommages intéressés. Il créa l'académie française, qui devait épurer, enrichir et fixer la langue; il fonda le Jardin des plantes; il recherchait la société des gens de lettres, et, par ses bienfaits, il leur assurait un loisir honorable et studieux.

Mazarin fit peu de chose pour eux; mais il ne leur fit pas de mal, et le mouvement imprimé par Richelieu se propagea et passa même dans les pays voisins. La littérature française avait ressenti l'influence du goût espagnol; Anne d'Autriche avait introduit à la cour, avec sa langue, les mœurs, et même les pièces de théâtre de sa nation. Le génie original et indépendant de Corneille avait lui-même rendu hommage à la poésie dramatique des Espagnols; ses premiers ouvrages furent en grande partie empruntés d'eux; mais dans le Cid, qui excita la jalousie du cardinal de Richelieu et l'admiration de l'Europe,

il avait prouvé qu'il savait surpasser les Espagnols en les imitant; et dans les tragédies qu'il avait composées après ce premier chef-d'œuvre de la scène française, il avait atteint le sublime de la pensée, comme Racine atteignit dans la suite le sublime du sentiment, et il avait donné de la noblesse, de l'élévation, de la force à la langue à laquelle son heureux rival devait plus tard donner de la grace.

Pendant que Corneille rendait à la langue et à la littérature françaises le même service que Milton son contemporain rendait à celles de son pays, le sombre et profond Pascal créait la prose française; et, après avoir deviné Euclide, et déterminé, par des expériences ingénieuses, la pesanteur de l'air, il attaquait les Jésuites avec les armes d'une logique victorieuse et d'une fine ironie, dans ses célèbres Lettres provinciales, dont le style n'a pas vieilli, et dont les expressions conservent encore toute la fraîcheur de la jeunesse. Dans ses Pensées, il sondait l'abîme de l'ignorance humaine, mettait en saillie, avec une égale force, la grandeur et la petitesse de l'homme, répandait ses richesses avec la négligence, le désordre, l'abandon du génie, et créait une foule d'expressions hardies, que la hardiesse de ses conceptions lui donnait le besoin et le droit

de créer. Peu avant lui, un génie plus méthodique, plus vaste et plus fécond en erreurs et en découvertes, avait opéré une révolution dans la science de la nature et dans celle de l'homme. Descartes, le digne représentant de la philosophie française à cette époque, avait jeté une grande et durable lumière sur les connaissances humaines; mais, semblable à tous les conquérants, il avait été plus habile à renverser qu'à construire, et son propre système devait tomber sous les armes dont il avait enseigné l'usage, et dont il s'était servi pour détruire la scolastique. Gassendi prodiguait les ressources de son esprit et de son érudition à ressusciter les atomes d'Épicure et à les concilier avec la foi chrétienne, pendant que la Motte le Vayer rassemblait péniblement toutes les opinions contradictoires de l'esprit humain pour servir de fondement au scepticisme, et que Hobbes en Angleterre, conduit à ses idées par les scènes sanglantes dont il avait été témoin, établissait le droit sur la force, au lieu de fonder le légitime emploi de la force sur le droit. Il suffit des noms de Corneille, de Pascal, de Descartes pour assurer l'honneur du siècle de Louis XIII et de la régence d'Anne d'Autriche; ils prouvent que Louis XIV a trouvé un sol fécond, bien préparé,

et qui avait déja porté de belles moissons; son règne a trop de gloire pour avoir besoin de dépouiller les autres, et il est assez riche pour être juste sans danger.

Tel était l'état de la France, lorsque Mazarin, qui comptait jouir encore long-temps de son crédit et de ses richesses, termina sa carrière
1661. fortunée. Il mourut d'une hydropisie de poitrine, âgé de cinquante-neuf ans, méprisé, haï ou craint des Français; il ne pouvait pas être regretté. Le roi seul parut touché, et donna même des larmes à sa mort. Il laissa une fortune immense, acquise aux dépens de l'état et du peuple. Avant d'expirer, il en avait fait la donation au roi, qui ne l'avait pas acceptée; son neveu et ses nièces héritèrent du fruit de ses rapines. Plutôt habile que grand, il eut plus de bonheur que de mérite, mais assez de mérite pour expliquer son bonheur.

Digitized by Google

TROISIÈME PÉRIODE. 1660 — 1679.

CHAPITRE XIX.

Louis XIV règne par lui-même. Caractère de ce prince. La richesse nationale de la France fait des progrès rapides. Ministère de Colbert. Ses principes. Sa marche. Heureux effets de son administration. Influence de la puissance réelle de la France sur son influence politique. Son attitude à l'égard des autres états.

A qui voulez-vous, sire, que nous nous adressions? demandèrent à Louis XIV les secrétaires d'état, après la mort de Mazarin. A moi : répondit-il avec dignité. Cette réponse était noble et fière; sa résolution était prononcée. Ceux qui le connaissaient et l'avaient observé avec soin, ne croyaient pas qu'il pût et voulût la tenir; ils se trompèrent; Louis, pendant la première moitié de son règne, travailla huit heures par jour.

Louis XIV était né avec les plus heureuses dispositions, mais son éducation avait été négli-

gée. La reine sa mère et le cardinal craignaient de l'éclairer et de l'instruire. On se forme pour les états les moins importants et les plus faciles; Louis n'avait été préparé ni formé aux augustes fonctions qu'il devait remplir. Son ignorance le fit gémir toute sa vie; mais elle ne lui parut pas incurable, et il ne négligea aucun moyen de la dissiper. Agé de vingt ans, à la mort de Mazarin, il captivait tous les regards par les charmes de sa figure et de ses traits; c'était le plus bel homme de son royaume. A une physionomie noble et expressive, il joignait des formes imposantes et majestueuses. Ces dons de la nature lui furent peut-être funestes, et s'il représenta trop pendant son règne, c'est qu'il savait qu'il représentait bien. Il avait passé son enfance et la plus grande partie de sa jeunesse auprès de sa mère et des femmes qui composaient sa cour. Son cœur, naturellement sensible, l'était devenu encore plus aux charmes de l'amour. On lui avait appris à y voir non une faiblesse dangereuse dans un souverain, mais la première des vertus; la teinte romanesque qui formait l'esprit du siècle avait passé dans son ame, et il porta long-temps de la dignité dans l'amour, de la délicatesse dans ses attachements et de la décence dans ses plaisirs. Son jugement était sain,

son esprit juste. Peu d'hommes ont eu plus que lui le sentiment des convenances, et aucun souverain n'a possédé à un plus haut degré le talent de récompenser ou de punir par des mots heureux, qui joignaient le mérite de la finesse à celui de l'à-propos. Il avait de l'élévation dans l'esprit et dans le cœur; il aimait le beau; il tendait au grand; mais il eut de fausses idées de la grandeur, et il prit quelquefois l'éclat pour la gloire. Avec des qualités précieuses, il portait dans le cœur le germe de beaucoup de défauts. Sa fierté naturelle pouvait facilement dégénérer en orgueil, sa dignité en vaine représentation, son goût pour la magnificence en prodigalités stériles, sa fermeté en despotisme; ces défauts pouvaient se développer avec d'autant plus de rapidité, qu'ils étaient à l'unisson des idées, des besoins et des défauts de sa nation; et qu'au commencement de son règne toutes ses actions excitèrent un enthousiasme universel. Mais, quelque difficile qu'il soit de bien saisir les traits de Louis au milieu de l'éclat éblouissant que jettent sur lui ceux qui entouraient son trône, on peut dire avec vérité qu'il avait un excellent esprit et un goût délicat, un tact exquis, une ame généreuse, un caractère noble et sûr. S'il n'a pas été un homme de génie, il a bien moins

Digitized by Google

encore été un homme ordinaire. Si c'est la marche de la nature et le pouvoir des circonstances qui ont amené le développement prodigieux des Français sous son règne, si leur grandeur n'a pas été uniquement son ouvrage, on lui doit la justice d'avouer qu'il a paru au niveau de sa nation, et qu'il était digne de la représenter, dans l'époque la plus brillante de son histoire. Si ce n'est pas lui qui a produit les beaux fruits de son siècle, il a du moins su les admirer, les cultiver, les multiplier; et ce mérite est assez rare pour obtenir de justes hommages.

Entre tous les hommes de génie que la nature, prodigue pour lui seul, répandit avec profusion autour de son trône, Colbert fut le premier qu'il employa et qu'il appela auprès de sa personne, et ce fut lui qui, dans le silence de son cabinet, prépara cette richesse nationale qui devait être l'étonnement et l'effroi des autres peuples. Mazarin mourant avait dit à Louis XIV : Sire, je vous dois tout, mais je crois m'acquitter en vous recommandant Colbert. Cet éloge paraît exagéré, et il était vrai.

Colbert, sorti d'une famille de négociants, négociant lui-même, avait toutes les qualités que suppose cet état, qualités essentielles à un administrateur; il avait de plus des vues étendues,

de vastes connaissances, une volonté forte, une application infatigable, et cette sensibilité énergique, capable d'embrasser dans ses mouvements un grand empire. Son esprit était également propre à saisir les détails et l'ensemble. Il avait travaillé avec succès dans des affaires d'un genre subalterne; mais son attention s'était en même temps portée sur des objets d'une importance majeure et d'un plus grand intérêt; il connaissait à fond les besoins et les ressources de la France, les maladies de l'administration et leurs remèdes. Éloigné de l'esprit systématique, il avait cependant des principes fixes sur les moyens de multiplier la richesse de la nation et celle de l'état; avec de la fermeté dans le caractère, il ne manquait pas de souplesse, et savait se prêter à des goûts et à des idées qui n'étaient pas les siennes, pour acquérir ou pour conserver le pouvoir de faire le bien. Instruit, sans être savant, il protégeait les lettres, sans les cultiver; son extérieur rude convenait à sa place, car il n'invitait pas à lui faire des demandes. On lui a reproché de la dureté; mais il est difficile de ne pas encourir ce reproche, quand on est avare de l'argent du peuple, et qu'on en refuse à des courtisans avides. On l'a accusé d'avoir eu trop de complaisance pour les goûts fastueux de Louis XIV,

mais il ne pouvait qu'à ce prix s'assurer le crédit et le pouvoir nécessaires pour faire des choses utiles; d'avoir réuni trop de places, mais il les lui fallait pour agrandir la sphère de son activité; d'avoir été avide d'argent, mais il a laissé une fortune proportionnée aux moyens légitimes qu'il a eus de s'enrichir. On ne saurait lui contester
1661 la gloire d'avoir produit rapidement une ré-
à
1683. volution bienfaisante dans l'intérieur de la France.

Mazarin a le mérite d'avoir deviné toute l'étendue de sa capacité; Louis XIV, celui de l'avoir employé. Sans un ministre tel que Colbert, Louis n'aurait probablement ni conçu ni exécuté les grandes entreprises qui marquèrent les premières années de son règne; mais Colbert fut heureux de trouver dans Louis XIV assez de lumières pour comprendre ses plans, assez d'enthousiasme pour les saisir avec chaleur, et une volonté assez forte pour les faire triompher de tous les obstacles.

Un des premiers événements du nouveau règne fut l'arrestation et le jugement de Fouquet. Mazarin, qui avait recommandé Colbert, avait donné en mourant de funestes impressions au roi contre le surintendant des finances. Avec de l'esprit et des connaissances, Fouquet était avide et fastueux, prodigue du bien de l'état comme

du sien; mais il était capable d'amitié et digne d'avoir des amis; il avait trouvé les finances dans le désordre, et sous son administration elles 1652.
étaient devenues un véritable chaos. Il avait fait passer des sommes immenses à Mazarin; lui-même avait étalé un luxe plus que royal; sa terre de Vaux lui avait coûté plus de dix-huit millions, et pour se ménager une retraite, il avait acheté Belle-île, de la maison de Retz, et l'avait fait fortifier. Louis XIV avait résolu de le perdre, mais il dissimula. Colbert contribua à sa perte par ses conseils, et par les erreurs qu'il découvrit dans les états de recette et de dépense que Fouquet avait présentés au roi, et il est difficile de décider si, dans cette occasion, l'ambition prit la livrée du patriotisme, ou si le patriotisme eut de faux airs d'ambition. Une fête superbe que Fouquet donna dans son château de Vaux, à Louis et à toute sa cour, acheva d'irriter le monarque, et la magnificence du surintendant révéla toute l'étendue de ses richesses. Il fut arrêté à Nantes, où il avait accompagné le roi pour diriger les opérations de l'assemblée des États de Bretagne. On lui fit son procès; tous les amis de sa fortune l'abandonnèrent; Pélisson seul lui resta fidèle. Les mémoires qu'il écrivit en sa faveur, avec toute la chaleur du sentiment, eus-

sent peut-être sauvé Fouquet, si la haine de ses ennemis n'avait pas été plus puissante que l'éloquence de son ami. Ses richesses étaient trop grandes pour paraître légitimes. On voulait qu'il fût puni de mort; mais le président d'Ormesson montra, dans cette occasion, le courage de la vertu, et Fouquet conserva la vie. On le condamna à un exil perpétuel; comme il était instruit de tous les secrets de l'état, le roi commua cette
1680. peine, et Fouquet fut enfermé, jusqu'à sa mort, dans la citadelle de Pignerol.

Une circonstance qui influa beaucoup sur le malheur de Fouquet, fut son amour pour mademoiselle de la Vallière. On prétend qu'il lui avait offert son cœur et vingt mille pistoles; c'était blesser Louis dans l'endroit le plus sensible. Louis avait aimé Olympe Mancini, la nièce du cardinal; un moment il avait voulu l'épouser et n'y avait renoncé que par un généreux effort sur lui-même. Sa passion pour mademoiselle la Vallière l'avait consolé de ce sacrifice. Cette femme, plus touchante que belle, et plus sensible que spirituelle, combattit long-temps avant de céder à la passion du roi, conserva des remords au sein de l'amour heureux, fut toujours humiliée de son élévation, honteuse de l'éclat de sa fortune, et expia sa faiblesse par un re-

pentir sublime. Dans le secret de ses pensées, elle adorait Louis avant qu'il s'attachât à elle; elle aimait l'homme et oubliait le roi. Louis méritait d'être aimé pour lui-même; il répondait aux sentiments de la Vallière par toute la vivacité des siens, et sa passion était aussi délicate dans ses expressions que noble et généreuse dans ses procédés.

Cependant elle remplissait son cœur sans l'absorber entièrement, et ne lui faisait pas négliger les affaires. Immédiatement après l'arrestation de Fouquet, Colbert fut nommé contrôleur-général des finances, et, appuyé de l'autorité du roi, il commença ces travaux qui devaient élever la France au plus haut degré de puissance et de richesse. Il fallait d'abord rétablir l'ordre dans la perception et dans la comptabilité; Colbert, pour l'assurer, revint aux maximes de Sully. La plupart des officiers publics se payaient eux-mêmes, et on leur abandonnait une partie des revenus de l'état; cette faculté leur fut enlevée, ou plutôt on mit fin à cette usurpation. Les gouverneurs et les commandants furent assignés sur le trésor royal; on dressa des tableaux exacts et sévères des recettes et des dépenses; les traitants, qui s'étaient enrichis en faisant des avances à l'état, furent obligés à des restitutions;

plus productives que justes; on avait contracté des engagements onéreux, les rentes éprouvèrent des réductions considérables. Ces deux opérations, dont l'une paraissait être un abus de la force, et dont l'autre était une banqueroute partielle, excitèrent contre Colbert des clameurs fondées; mais il remit au peuple quatre millions de tailles, et les bénédictions étouffèrent les plaintes.

C'est en multipliant les ressources et les moyens du peuple, que Colbert voulait augmenter les revenus de l'état. Plus la production dépasse les besoins, surtout ceux de nécessité première, et plus on peut appliquer des sommes considérables à des objets d'utilité générale, sans que les particuliers s'en ressentent; plus le travail s'accroît, et plus le capital d'une nation augmente; plus il augmente, et plus elle peut entreprendre : alors les impôts portent sur le superflu et non sur le nécessaire.

Les trois grands moyens de travail, et par conséquent de richesse, sont, l'agriculture, l'industrie et le commerce; l'agriculture qui produit la matière première, l'industrie qui l'élabore, le commerce qui la fait circuler, et ajoute à sa valeur par cette circulation même. Pour faire fleurir ces branches de la richesse nationale,

peut-être que l'action du gouvernement aurait dû être purement négative, et que déja la plus grande liberté possible suffisait pour amener la plus haute perfection. Colbert ne crut pas qu'il fallût se contenter de protéger le travail et d'éloigner de lui toute espèce d'entraves; il pensa qu'il était nécessaire d'exciter, d'éclairer, de diriger l'activité des forces, et que l'action du gouvernement devait être douce et lente, mais continuelle et positive. On peut lui reprocher d'avoir trop multiplié les réglements; plus d'une fois il a prescrit ou défendu des mesures que la force des choses et l'intérêt des classes laborieuses eussent amenées ou empêchées sans l'intervention du gouvernement; mais s'il a fait quelquefois des lois inutiles, il en a fait peu de contraires aux progrès de l'industrie et du commerce.

Afin de favoriser les progrès de l'agriculture, il faut offrir au fermier et au laboureur des moyens faciles et sûrs de vendre l'excédent de leurs productions. On a reproché à Colbert d'avoir été infidèle à ce grand principe, en défendant ou en entravant la libre exportation des grains. Cette question importante d'économie politique, qui n'admet pas de solution générale, et qui, selon les temps et les lieux, doit être résolue d'une manière différente, offre, dans ses

difficultés mêmes, l'excuse de Colbert. S'il gêna quelquefois la circulation des blés, d'un autre côté il la facilita, et offrit aux propriétaires de nouveaux débouchés, en créant les grandes routes, et en construisant des chaussées par tout le royaume. On doit déplorer que, pour assurer cette partie du service public, il ait introduit les corvées, mode vicieux, parce qu'il est arbitraire, et qu'il ne fait pas reposer la répartition du travail sur des bases fixes et sur des principes équitables. Il corrigea cette erreur en diminuant l'impôt foncier, et en lui substituant des impôts indirects qui pèsent moins sur le propriétaire, se mettent d'eux-mêmes de niveau avec la fortune et les jouissances de chaque individu, et qu'on supporte avec plus de facilité, parce qu'on les paie insensiblement. D'ailleurs, en excitant l'industrie, en multipliant le nombre des consommateurs et celui des demandes, Colbert répandit plus d'activité dans les campagnes, et les mêmes besoins qui faisaient aller les métiers mirent plus de charrues en mouvement.

On ne peut nier que l'industrie, les arts, les manufactures ne fussent l'objet principal de l'attention et des soins de Colbert. Les Français étaient tributaires de l'Angleterre et de la Hollande; il voulut les affranchir de cette espèce

de servitude et il y réussit. Une nation ne peut pas et ne doit pas même vouloir produire tous les objets relatifs à ses besoins et à ses plaisirs; il en est que son climat et son sol lui refusent ou ne lui accordent que rares, chers et d'une qualité médiocre, et qu'il est plus avantageux pour elle d'emprunter des autres peuples; d'ailleurs, si elle veut vendre, elle doit aussi acheter. Mais la France, ignorant ses ressources, s'appauvrissait, en enrichissant ses voisins; elle achetait ses draps en Angleterre et en Hollande. Colbert encouragea, protégea, récompensa les manufactures de ce genre, et bientôt quarante-deux mille métiers en activité suffirent non-seulement aux besoins de la nation, mais satisfirent encore à ceux des autres peuples. L'esprit et le goût des Français leur donnent une singulière aptitude à tous les travaux des manufactures; s'ils n'ont pas la patience qui finit l'ouvrage et qui le rend achevé, ils ont l'imagination qui invente des procédés ingénieux et surtout des formes nouvelles; la fécondité de leur génie est seule à l'unisson de l'insatiable inconstance de la mode. Colbert sut mettre à profit ces heureuses dispositions de l'esprit national; chaque année de son ministère vit naître de nouvelles manufactures, et les ouvrages qui sortaient des ateliers éton-

naient par la richesse des dessins, par la variété et l'élégance des formes. Les draps d'Abbeville devinrent célèbres; les étoffes de soie acquirent un haut degré de perfection et de beauté; la culture du mûrier et du ver à soie fut encouragée, et la France produisit elle-même une grande partie de la matière première qui, sous la main d'artistes habiles, se convertissait en tissus aussi remarquables par leur force et leur finesse que par la vivacité des couleurs. La valeur des fabrications de ce genre monta bientôt à plus de cinquante millions. Venise avait fourni jusqu'alors à la France les glaces de miroirs; bientôt, dans la manufacture royale, fondée ou relevée et agrandie par Colbert, on fabriqua des glaces plus grandes, moins chères et presque aussi belles. On fit à Paris du point et des dentelles qui le disputaient à celles du Brabant. On acheta des Anglais, moins éclairés ou moins jaloux de leurs découvertes qu'ils ne l'ont été depuis, le secret des métiers à bas. Le nombre des tisserands augmenta, et la toile fut d'une meilleure qualité. Dans l'atelier des Gobelins, qui était un beau luxe, la navette docile reproduisit sur des tapis et des tentures magnifiques les tableaux des plus grands maîtres. L'étranger admira ces chefs-d'œuvre; la France elle-même fut étonnée

de ses progrès ; le génie de Colbert vivifiait tous les talents. Ses principaux moyens étaient les avances qu'il accordait à ceux qui voulaient entreprendre, les primes qu'il donnait à ceux qui avaient entrepris avec succès, les droits d'importation qu'il établissait sur les marchandises étrangères, afin d'ouvrir un marché sûr au travail, et l'abolition des droits qu'on avait mis sur l'exportation des productions indigènes. Des philosophes, plus fidèles à leur théorie que versés dans la pratique de l'administration, ont contesté la sagesse de ces moyens ; on ne put contester les heureux effets qu'ils produisirent.

Ce système des manufactures, qui repose en partie sur les prohibitions, paraît devoir entraver le commerce, qui suppose la libre circulation de toutes les marchandises ; mais Colbert ne négligea pas le commerce. A l'exemple des compagnies anglaises et hollandaises, on vit naître en France la compagnie des Indes orientales et celle des Indes occidentales. On croyait alors que le seul moyen de faire avec profit et succès un commerce qui exige de grandes avances et qui expose à de grands risques, était de le confier à des associations de marchands. Le roi lui-même fit les premiers fonds ; les grands corps de l'état l'imitèrent, et bientôt le nombre des ac-

tionnaires se multiplia. On envoya une colonie dans l'île de Cayenne; on forma des établissements à Madagascar; la marine marchande devint une pépinière de matelots et une excellente école pour les marins. Afin de vivifier le commerce intérieur, Colbert reprit le projet déja formé sous Henri IV de lier la Méditerranée avec l'Océan, et le superbe canal du Languedoc fut construit par ses ordres; il a soixante lieues de France de longueur; cent quatre écluses arrêtent l'eau dans un superbe bassin, entre Agde et Toulouse. La construction en fut confiée à Riquet, alors fermier-général de Languedoc, qui en avait conçu le plan, et qui le fit exécuter sur les dessins et les calculs du mathématicien Andréossi; ce canal coûta treize millions; Riquet en obtint les revenus pour lui et pour ses descendants.

Dans l'espace de quelques années, la France recueillit les heureux fruits de son activité et de celle du grand homme qui dirigeait ses travaux; l'opulence devint générale; l'agriculture, l'industrie et le commerce exercèrent l'un sur l'autre une influence bienfaisante, et se prêtèrent des secours mutuels. Colbert soulagea le peuple et enrichit le trésor; le peuple paya moins, ou paya sans peine, parce que les impôts, atteignant tous les genres de propriété et portant sur les con-

sommations plus que sur la terre, furent mieux répartis; et les revenus du roi montèrent à cent dix-sept millions de livres, qui valaient alors plus du double de ce que la même somme vaudrait aujourd'hui.

Dès que l'état fut riche, toutes les parties de l'administration y gagnèrent. L'armée fut augmentée; les habits uniformes furent introduits; le prêt se fit régulièrement, et les désordres du soldat, ne trouvant plus d'excuse dans la nécessité, furent réprimés avec soin; la discipline devint sévère; les duels furent défendus. On créa des inspecteurs-généraux pour surveiller les troupes et pour faire des rapports annuels de leur état; celles de la maison du roi furent renforcées par des corps de nouvelle création et devinrent l'élite de l'armée. La marine sortit du néant. On ignorait en France les vrais principes de la construction des vaisseaux; les relations d'amitié qu'on entretenait avec la Hollande permirent au gouvernement d'attirer des constructeurs habiles dans le pays, ou d'envoyer des ouvriers se former à leur école. La France eut bientôt soixante bâtiments de guerre, et les soins de Colbert créèrent le port de Cette, dans le Bas-Languedoc, et celui de Rochefort, à l'embouchure de la Charente.

La police qui prévient les crimes, la justice qui les punit, l'autorité royale qui surveille l'une et l'autre, prirent une marche plus ferme, plus sage, plus régulière. Paris s'embellit, et le lieutenant de police que Colbert y établit fit connaître à cette ville immense la clarté, la propreté, la sûreté qui lui avaient manqué jusque-là. Les lois criminelles furent recueillies, revues et adoucies; le pouvoir royal fut débarrassé de toutes les entraves qui le gênaient dans son action, sans prévenir ses abus et sans lui servir de contre-poids. Les gouvernements des provinces donnèrent plus d'argent que d'autorité, et devinrent des places plus lucratives qu'importantes; ceux qui les obtenaient, vivant presque toujours à la cour, ne pouvaient pas devenir dangereux. Les grandes charges qui donnaient trop de pouvoir, furent abolies; à la mort du duc d'Épernon, qui était colonel-général de l'infanterie, on ne lui donna point de successeur. Le roi créa quatorze nouveaux pairs, afin de diminuer la considération personnelle attachée à ces places, et de contre-balancer dans le parlement le crédit des magistrats. Le parlement lui-même fut condamné au silence; on craignait ses remontrances; Louis se rappelait encore la guerre de la Fronde; il fut enjoint aux cours souveraines de ne faire

des remontrances que huit jours après avoir enregistré les édits. Ainsi, l'autorité royale atteignait le plus haut degré de force, et prévenait ou réprimait toute espèce d'opposition. La jeunesse du roi, sa fermeté, le bel usage qu'il faisait de son pouvoir, la considération dont il jouissait, inspiraient une confiance générale et effaçaient tout ce que les progrès excessifs du pouvoir royal pouvaient avoir d'alarmant pour les esprits réfléchis. On ne voyait que les heureux effets de cet ordre de choses; on ne pensait pas aux abus possibles ou même probables qui pouvaient en résulter. Le peuple ne s'occupe que du présent; il n'y a point d'avenir pour lui. Colbert favorisait les accroissements de l'autorité du prince; il y trouvait le ressort de ses succès et le levier de ses entreprises; la vigueur, la force, l'unité du gouvernement imposaient à tous les ennemis de la France, et la faisaient respecter au-dehors.

Colbert relevait l'éclat du trône et la gloire de son pays par des institutions utiles. La liaison étroite des sciences avec les arts, des beaux-arts avec les arts mécaniques, n'avait pas échappé à son génie pénétrant; il avait senti la nécessité de perfectionner la théorie des mathématiques, de l'astronomie, de la physique; afin de multi-

plier les applications des principes, il créa l'Aca-
1664. démie des Sciences. Dès sa naissance elle entra dans le champ des observations et des expériences, qui seules peuvent conduire à des découvertes utiles. Dans ses mémoires, la philosophie de la nature s'énonça avec autant de précision que de clarté. Colbert avait reconnu que les progrès des arts mécaniques supposent ceux du bon goût, et que le goût demande des modèles et des points de comparaison; il savait que l'homme travaille pour jouir, et qu'une nation riche et développée veut des plaisirs délicats. L'Académie de Peinture et de Sculpture, celle d'Architecture et de Musique, prirent naissance et offrirent des récompenses flatteuses aux maîtres de l'art, des encouragemens aux élèves, des leçons et des exemples à tous les citoyens; le beau eut son temple, son culte, ses prêtres, comme la vérité avait les siens. L'administration de Colbert était sage; il ne pouvait pas craindre les lumières. Bien loin de redouter les gens de lettres, il les accueillit et leur offrit des ressources qui les mirent à l'abri du besoin; non-seulement il protégea et secourut les savans indigènes; ses bienfaits allèrent même chercher ceux des pays étrangers, et souvent les faveurs qu'il répandait sur eux, apprenaient leur

existence à leur propre patrie. Bientôt le goût du vrai, l'amour du beau, le besoin des jouissances de l'esprit devinrent des traits distinctifs du caractère national; les autres peuples regardèrent la France comme la terre natale du génie et des talens; les Français se crurent destinés à surpasser toutes les autres nations, et cette pensée devint pour eux un principe de grandeur réelle.

Louis XIV aimait la magnificence; Colbert aimait mieux les dépenses utiles, mais il fallait qu'il acquît le droit et le moyen d'en faire, en cédant au goût du roi pour la pompe et la représentation. D'ailleurs, lui-même jugeait l'éclat du trône nécessaire, afin d'ajouter à la puissance réelle de la France celle de l'opinion. La façade du Louvre s'éleva sur les dessins de Charles Perrault; le château de Saint-Germain fut agrandi; les bâtiments, les parcs, les jardins de Marly et de Versailles vinrent étonner les regards; Mansard, Perrault et Le Vau dessinaient et construisaient ces palais; le pinceau de Le Brun et de Mignard les décorait et les couvrait d'ouvrages immortels; le ciseau de Girardon et du Puget embellissait les jardins; tous les talents accouraient à la voix de Colbert; tous les arts s'empressaient à servir Louis.

Ainsi la France asséyait sa puissance sur la base d'un travail productif; elle était assez riche pour payer sans effort toutes les parties du service public; ses moyens, ses ressources, son état militaire la mettaient à l'abri de toute crainte. Elle avait le nécessaire; elle avait encore le superflu; l'activité de toutes les forces avait amené l'opulence; l'opulence avait enfanté de nouveaux besoins, et ces besoins avaient développé l'esprit, le talent et le génie. Il avait suffi de six années de paix pour élever la France à ce degré de puissance réelle, et elle avait acquis une grande force d'opinion par le ton ferme, le langage élevé et les démarches vigoureuses du gouvernement dans ses relations avec les autres états. Partout il s'était montré attentif aux événements, et habile à en profiter; il avait annoncé sa force par sa fermeté, et n'avait pas permis qu'on se méprît sur ses ressources et sur la mesure de sa patience.

Le baron de Batteville, ambassadeur d'Espagne, avait insulté, à Londres, le comte d'Estrades, ambassadeur de France; le roi menaça, et l'Espagne effrayée reconnut formellement la préséance de la France. Le duc de Créqui avait
1662. été insulté à Rome par les Corses de la garde du pape; Louis ordonna au nonce de sortir de

Paris, se saisit du comtat d'Avignon, et se prépara à faire marcher une armée en Italie; Alexandre VII s'humilia, et une pyramide s'éleva à Rome, qui éternisait l'injure et la satisfaction éclatante qu'elle avait amenée. La France acheta, pour la somme de cinq millions, Dunkerque et Mardyk, de Charles II, qui fut assez lâche pour vendre les intérêts de son pays, et pour abandonner des conquêtes odieuses à la France, mais qui étaient d'une haute importance pour le commerce de l'Angleterre. Les Français s'emparèrent de Marsal, que le duc de Lorraine leur 1663.
avait cédé. La Hollande fut secourue dans la guerre qu'elle faisait à l'Angleterre. La bravoure nationale soutenait sa brillante réputation, en combattant volontairement dans la guerre de Léopold contre les Turcs. Schomberg, à la tête des Portugais et d'un grand nombre de Français, attachés à sa personne et à sa fortune, affermissait la couronne du Portugal dans la maison de Bragance, par les victoires d'Almerial, 1663.
et de Montes Claros. 1665.

Digitized by Google

CHAPITRE XX.

La France abuse de sa puissance. Louis XIV prend part à la guerre de l'Angleterre et de la Hollande. Louvois. Première guerre injuste. Droit de dévolution. Conquête rapide des Pays-Bas et de la Franche-Comté. Triple alliance. Paix d'Aix-la-Chapelle. Louis XIV médite et prépare la guerre contre la Hollande pour se venger de cette paix forcée.

La France était redoutée au-dehors, heureuse au-dedans. L'autorité royale dominait toutes les classes de l'état; mais encore étrangère aux abus, elle n'annonçait sa force que par des bienfaits. Les lois assuraient l'ordre public et la liberté civile; la sûreté générale avait amené l'activité générale; toutes les forces et tous les talents travaillaient de concert à couvrir la France de richesses, et à y multiplier tous les genres de plaisirs; les particuliers étaient à leur aise et l'état au-dessus de ses besoins; les finances, l'armée, la marine, les arts utiles et les arts agréables, les villes et les campagnes éprouvaient les effets

de la protection du gouvernement; sous l'influence continuelle du génie de Colbert, tout se développait avec succès, et, suivant une marche progressive, s'avançait majestueusement vers un plus haut degré de perfection. Les autres puissances de l'Europe étaient ou des ennemis secrets et impuissants, ou des amis de la France; et, à la tête des affaires et des armées, dans tous les genres, une foule d'esprits supérieurs s'empressant autour du trône de Louis XIV, lui garantissaient sa supériorité sur tous les autres états, et donnaient à ce trône autant d'éclat que de solidité.

Louis paraissait ne vouloir que la vraie grandeur et marcher à la véritable gloire, lorsque tout à coup l'ambition et l'orgueil l'arrachèrent au plus beau rôle que jamais prince ait joué dans le monde. Colbert se vit arrêté dans l'exécution de ses vastes plans; contraint d'ajourner le bonheur de la France, il vit avec une juste douleur détruire son ouvrage. La puissance nationale, qui ne devait être qu'un moyen de défense, inspira à Louis XIV des projets agressifs, la France ne parut avoir créé chez elle la richesse que pour détruire la prospérité des autres états, et menacer leur existence. Louis, sans raison, et même sans prétexte spécieux,

Digitized by Google

voulait la guerre; ses courtisans lui persuadaient que ses prétentions étaient des droits, et lui montraient dans ses forces de véritables titres. Ses flatteurs l'enivraient de ses succès futurs; Louvois, ministre de la guerre, voulait plus de crédit, plus de pouvoir, une plus grande sphère d'activité; la guerre seule pouvait lui faire obtenir ce qu'il désirait, elle lui était nécessaire; il fit croire qu'elle l'était au bien de l'état, et cette première erreur du roi, ce premier crime de son favori furent les premiers chaînons d'une longue suite d'erreurs, de malheurs et de crimes.

Depuis la mort de Mazarin, la France avait été assez sage pour ne former aucune entreprise d'éclat. La paix continentale, que l'Europe devait aux traités de Münster, des Pyrénées et d'Oliva, n'avait pas été troublée par la guerre. La France, liée au parti dominant dans les Provinces-Unies, voyant dans l'Angleterre son ennemie naturelle, avait promis et donné des secours à la première de ces puissances; mais charmée de les voir s'affaiblir réciproquement, elle n'avait pas pris une part fort active à cette guerre. La jalousie et la rivalité de commerce n'avaient pas été la véritable cause de la rupture de l'Angleterre et de la Hollande; elle avait été amenée par l'animosité secrète de Charles II

contre les Provinces-Unies, qui l'avaient sacrifié à Cromwel, dans le temps de ses malheurs, et ne lui avaient pas rendu les honneurs dûs à son rang, lorsqu'il passa par la Hollande pour aller reprendre le sceptre de ses pères. Charles, brûlant de venger ses injures, et ne consultant que sa passion, avait commencé les hostilités sans déclaration préalable, et les Anglais s'étaient emparés, en pleine paix, d'une flotte marchande 1664.
qui faisait voile de Bordeaux. La nation anglaise désapprouva cette guerre; les Provinces-Unies la firent malgré elles; elle fut courte, mais animée et sanglante. Au commencement le succès s'était déclaré pour le parti le moins juste; le duc d'Yorck et le prince Robert avaient battu la flotte hol- 1665.
landaise, et l'amiral Opdam avait même perdu la vie dans le combat. La flotte française, encore naissante et faible, était sous les ordres du duc de Beaufort, mais elle ne fit aucune diversion utile aux Hollandais. Dans la célèbre bataille que les flottes anglaise et hollandaise se livrèrent, et qui dura quatre jours, et dans celle qui se donna le 4 août, la flotte française n'avait point 1666.
paru; c'était Ruyter et le jeune Tromp qui avaient lutté de génie et de bravoure avec le duc d'Albemarle et le prince Robert; et quoique les forces fussent à peu près égales, et qu'elles montassent

de chaque côté à plus de cent vaisseaux, la Hollande avait humilié le pavillon anglais. Bientôt le défaut d'argent contraignit Charles de négocier. La peste qui ravagea Londres, et l'incendie qui en consuma, l'année suivante, la plus grande partie, augmenta le mécontentement de la nation. L'expédition hardie de Ruyter, qui porta l'effroi dans Londres en remontant la Tamise, et qui brûla des vaisseaux à Chatam, hâta les
1667. négociations. La paix se conclut à Breda. Des deux côtés on rendit tout ce qu'on avait pris; mais la Hollande, qui protestait toujours contre l'acte de navigation, obtint une modification avantageuse de cette loi; il fut décidé qu'elle pourrait importer en Angleterre, sur ses vaisseaux, toutes les marchandises qui descendraient le Rhin; concession de la plus haute importance, qui rendait les Provinces-Unies maîtresses d'une grande partie du commerce de l'Allemagne. La nation anglaise fut indignée de voir qu'une guerre injuste fût terminée par une paix déshonorante. L'acquisition de la nouvelle Belgique dans l'Amérique septentrionale était un faible dédommagement de ces pertes. A la vérité, la France céda à l'Angleterre les îles d'Antigua, de Montserrat, et sa part de l'île de Saint-Christophe; mais elle obtint en retour l'Acadie, pos-

session bien plus précieuse, et dont elle ignorait encore le prix.

Ce fut précisément à l'époque où les conférences de Breda faisaient espérer la paix à l'Europe, que Louis XIV annonça ses projets ambitieux; Louvois forma le plan de la guerre et en prépara les moyens. Fils du secrétaire d'état le Tellier, Louvois était entré au ministère à l'âge où d'autres se préparent péniblement à des places subalternes. Son esprit actif et vaste annonçait une maturité précoce; son ambition était plus vaste et plus active encore. Laborieux, infatigable, mais inquiet et turbulent; ferme, mais fier, superbe, impérieux; entreprenant et fécond en ressources, mais audacieux et indifférent sur la moralité des moyens, il avait tous les vices et tous les défauts qui peuvent naître de l'excès de certaines qualités en elles-mêmes précieuses. Sévère et vigilant, il était admirable pour faire régner la discipline dans l'armée, pour la mettre en mouvement et lui fournir les moyens d'opérer. Mais il n'était pas général, et il prétendait l'être; inflexible dans ses résolutions, implacable dans ses haines, jaloux de son crédit, envieux du mérite des autres, il ne connaissait d'autre bien que le pouvoir, d'autre intérêt que celui de sa place, d'autre

règle que la faveur de son maître. Les guerres que Louis XIV entreprit furent son ouvrage; les succès et les revers que ses armes éprouvèrent le furent également. Il avait gagné un grand ascendant sur l'esprit du roi, en lui persuadant qu'il n'était que son élève. En adoptant les idées de son ministre, Louis croyait suivre les siennes; il était d'autant plus flatté de la docilité et de l'obéissance de Louvois, que d'ailleurs cet esprit indomptable ne cédait à personne.

Ce fut lui qui détermina Louis XIV à réclamer
17 sept. 1665. l'héritage des Pays-Bas. Philippe IV, en mourant, avait laissé pour successeur un fils encore enfant, Charles II, faible de corps et d'esprit, et qui n'annonçait pas plus de vigueur ni d'activité que son père. La reine avait été nommée régente, et elle s'abandonnait entièrement aux conseils de son confesseur, le père Nitard, au lieu de suivre ceux de Don Juan d'Autriche. L'Espagne, épuisée par ses longues guerres, appauvrie par ses richesses mêmes, et désorganisée par sa mauvaise administration, invitait à l'attaquer. Louis XIV demanda les Pays-Bas, prétendant que le droit de dévolution établi dans ces provinces, et qui assurait aux enfants d'un premier lit la propriété de tous les biens de leurs parents, à l'exclusion

des enfants du second lit, lui donnait des titres fondés à cette partie de la succession de Philippe IV. Marie-Thérèse était sœur de Charles II, de premier lit. L'Espagne opposa aux faibles raisons développées dans le manifeste de la France, des raisons fortes et victorieuses. Louis avait renoncé à toute la succession du roi d'Espagne sans exception quelconque, et la loi de dévolution était une loi civile, relative aux héritages des particuliers, et non une loi politique applicable aux successions des empires; mais l'Espagne n'opposa aucune résistance à ses armes, et Louis XIV entra dans la Flandre avec trois corps, commandés par Turenne, d'Aumont et Créqui; lui-même était à la tête du premier. Cette campagne ressembla plus à une promenade militaire qu'à une expédition sérieuse. Les villes ouvrirent leurs portes après la première sommation ou après quelques jours de siége. Charleroi, St. Vinox, Furnes, Tournai, Denain, Courtrai, Oudenarde, Alost furent pris avec la plus grande rapidité; les Espagnols, se reposant sur la foi des traités, avaient très-peu de troupes dans les Pays-Bas. Turenne, vainqueur sur tous les points, avait poussé jusqu'à Bruxelles; les Pays-Bas étaient conquis.

L'année suivante, Louvois jaloux de la gloire

de Turenne, voulut lui opposer le prince de Condé, et triomphant de la répugnance de Louis à employer ce prince, il le chargea de s'emparer de la Franche-Comté. Condé, s'arrachant aux douceurs et au repos de Chantilly, parut à la tête d'une armée, et n'eut besoin que de se montrer pour enlever aux Espagnols cette fertile province. Le peuple qui l'habitait, éloigné du centre de la monarchie espagnole, devait à cet éloignement un certain degré de liberté et de bien-être, et ne souffrait pas autant que d'autres, des vices de l'administration. Il n'y avait aucun préparatif de défense dans la province; la surprise et l'étonnement glacèrent tous les esprits; la Franche-Comté fut soumise dans l'espace de deux mois; Besançon fut pris au bout de deux jours. Ces conquêtes, faites au milieu de l'hiver, en annonçaient de plus grandes pour la campagne qui allait s'ouvrir, et rien ne paraissait pouvoir empêcher l'exécution des projets de Louis XIV.

Mais l'abus qu'il faisait de sa force avait donné l'éveil aux puissances maritimes; la Hollande et l'Angleterre, oubliant leurs rivalités et leurs querelles, sentirent qu'il fallait faire cause commune contre un danger commun. La république des Provinces-Unies avait combattu quatre-vingts ans

contre l'Espagne, et la France l'avait secourue dans cette lutte généreuse; mais l'Espagne n'était plus à craindre, et la France, maîtresse des Pays-Bas, devenait l'ennemie naturelle de la Hollande, et une ennemie redoutable. L'Angleterre partageait ses inquiétudes et ses craintes; elle envoya à la Haye le chevalier Guillaume Temple, homme de lettres par caractère et par goût, homme d'état par principes et par devoir, portant dans la politique un coup d'œil sûr et étendu, et cette loyauté, cette franchise, cette fermeté, dignes du ministre d'une grande puissance. Appelé à traiter les affaires avec de Witt, ces deux grandes ames étaient faites pour s'apprécier et s'entendre. L'alliance que Temple proposa aux Provinces-Unies était fondée sur l'identité de leurs intérêts et de ceux de l'Angleterre; elle fut bientôt conclue; son but était d'arrêter les progrès des armes françaises et de conserver les Pays-Bas à l'Espagne. La Suède y accéda. Cette triple alliance, assise sur les vrais principes du système de l'équilibre, eut l'effet désiré. Les trois puissances proposèrent à l'Espagne de laisser à la France la Franche-Comté, ou une partie des conquêtes qu'elle avait faites en Flandre; l'Espagne préféra ce dernier parti. La France craignait l'ascendant des puissances maritimes; ou

plutôt Louis XIV, qui croyait avoir obtenu assez de gloire pour le moment, voulait revoir Madame de Montespan, et aller jouir à Paris des applaudissements du peuple. Les négociations s'ouvrirent à Aix-la-Chapelle entre d'Estrades pour la France, Dohna pour la Suède, Temple et de Witt. La paix fut signée. La France rendit la Franche-Comté; mais elle conserva Charleroi, Binch, Ath, Douai, le fort de Scarpe, Lille, Oudenarde, Armentières, Courtrai, Bergues, Furnes. Ces places avaient été prises facilement; les ouvrages que le génie de Vauban y éleva empêchèrent qu'elles ne pussent être reprises avec la même facilité.

La France jouissait de nouveau de la paix; elle était sortie de cette guerre injuste, triomphante et agrandie; le gouvernement pouvait reprendre les travaux paisibles que Colbert n'avait interrompus qu'à regret. Mais l'orgueil de Louis XIV et de son ministre n'avait cédé à la Hollande qu'en frémissant, et ne pouvait dévorer ce qu'ils appelaient un affront. La paix ne fut employée qu'à préparer une nouvelle guerre, et bientôt la France annonça hautement le dessein de punir la Hollande de son insolence, et de détruire cette république de marchands, qui osait prescrire des lois aux souverains.

Pour réussir, il importait à la France de détacher l'Angleterre de la Hollande, et de s'en faire une alliée. On ne pouvait presque pas l'espérer, tant l'identité des intérêts de la république des Provinces-Unies et de l'Angleterre était grande, sensible et frappante; mais Charles II n'avait pas de principes, et il avait un intérêt distinct de celui de sa nation; il était facile de le gagner. Ce prince était alors livré aux conseils de cinq hommes qui lui persuadaient qu'il avait tout à craindre pour l'autorité royale, s'il ne la rendait pas plus indépendante, et qu'il ne pouvait la rendre indépendante, qu'en se liant étroitement avec la France. Cliffort, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale étaient les noms de ces cinq conseillers; le peuple les appelait la Cabale. Les uns dominaient Charles par la supériorité de leur esprit; les mœurs des autres les lui faisaient aimer, et tous sacrifiaient la nation à ce qu'ils croyaient faussement être l'intérêt du prince. Déja ces favoris avaient préparé le cœur de Charles aux propositions que la France hasarda de lui faire. Il recevait peu du parlement, et il avait beaucoup de besoins; Louis XIV lui promit des subsides considérables. Henriette d'Angleterre sa sœur, duchesse d'Orléans, qui réunissait tous les charmes d'un es-

prit vif, insinuant, adroit, à ceux de la figure, s'avança vers les côtes d'Angleterre, sous prétexte d'accompagner le roi qui allait visiter les ouvrages de Dunkerque; elle passa secrètement en Angleterre, et elle plaida avec chaleur et avec succès la cause de la France. Mademoiselle de Keroual, qui était à sa suite, acheva l'ouvrage de la duchesse; sa beauté captiva Charles. Ce prince faible, qu'on attaquait par tous les moyens imaginables, et dont on flattait toutes les passions, oublia ses devoirs et les intérêts de son peuple; il contracta une alliance secrète avec la France. La mort subite de la duchesse d'Orléans, qu'on soupçonna d'avoir été empoisonnée par le chevalier de Lorraine, l'ébranla un moment, mais il persévéra dans sa funeste résolution. Le parlement lui avait accordé peu auparavant cinq millions de livres sterling, pour organiser des moyens de défense proportionnés aux moyens d'attaque que la France préparait, et cet argent fut employé à créer des forces qui devaient seconder les vues hostiles de cette puissance contre l'allié naturel de l'Angleterre.

Louis XIV, sûr de l'Angleterre, le fut bientôt de la Suède, de tout temps l'amie de la France, et qui revint facilement à ses anciennes maximes, qu'elle n'avait abandonnées que par la crainte

que lui avaient inspirée les menaces de l'Angleterre et de la Hollande réunies. La triple alliance dissoute, la Hollande était abandonnée à elle-même. De Witt avait donné tous ses soins à la marine; la flotte nombreuse, parfaitement équipée, commandée par le célèbre Ruyter, défendait les côtes; mais, depuis la paix avec l'Espagne, les troupes de terre avaient été considérablement diminuées; la discipline s'était relâchée; les officiers qui avaient fait la guerre avaient été remplacés par de jeunes gens sans expérience; les places fortes n'étaient ni approvisionnées ni en état de défense. Les deux partis qui avaient existé de tout temps dans la république se prononçaient plus fortement. Les partisans de la maison d'Orange et le parti des de Witt aimaient également la patrie, et voulaient sa prospérité; mais l'esprit de parti les égarait et les divisait sur le choix des moyens.

CHAPITRE XXI.

Seconde guerre de Louis XIV. Conquête rapide de la Hollande. Mort tragique des de Witt. Le prince d'Orange est élevé au stathoudérat. La Hollande est sauvée. Coalition contre la France. Succès des armes françaises. Mort de Turenne. Retraite de Condé. Paix de Nimègue. L'électeur de Brandebourg est abandonné par ses alliés. Ses exploits. Paix de Saint-Germain.

Telle était la situation de la Hollande, lorsque la France et l'Angleterre lui déclarèrent la guerre en même temps. Elle n'avait d'autre allié que l'Espagne, et ce royaume était trop faible pour faire une diversion utile. Louis XIV avait porté son armée jusqu'à cent quatre-vingt mille hommes; ses troupes bien équipées, soumises à une discipline sévère, rompues dans l'exercice des armes, avaient en elles-mêmes et dans leurs chefs cette confiance qui est le présage et le garant des succès. Colbert assurait le prêt, Louvois la subsistance de l'armée; l'un gémissait d'employer les ressources de la France à

7 avril 1672.

créer des moyens de destruction; l'autre se félicitait d'avoir fait naître l'occasion de déployer ses talents et d'accroître son autorité. Condé, Turenne et Luxembourg, le parent, l'élève, l'émule de Condé, commandaient les troupes; Vauban dirigeait les siéges; Louis animait tout par sa présence, encourageait et récompensait par ses regards.

La France avait mis dans ses intérêts l'électeur de Cologne, et van Galen, évêque de Munster, prêtre guerrier, esprit ambitieux et inquiet, afin de pénétrer en Hollande du côté où elle s'attendait le moins à être attaquée. Les armées, laissant en arrière Maëstricht, qui était bien fortifié et qui avait une garnison de dix mille hommes, s'emparèrent de toutes les places du duché de Clèves où les Hollandais avaient garnison. Leur dessein était de passer le Rhin et l'Yssel, et de pénétrer dans le sein de la république des Provinces-Unies. Louis XIV passa le Rhin près de Tolhuis, pas loin du fort de Schenck; les eaux étaient fort basses, le fleuve guéable; il n'y avait que deux régiments sur la rive opposée, et cet exploit, embelli et dénaturé par les flatteurs et les poètes, fut plus important par ses suites que difficile et glorieux. 12 juin 1672.

Après le passage du Rhin, les villes se rendi-

rent avec une rapidité prodigieuse; les troupes étaient découragées et peu nombreuses, les commandants des places intimidés et gagnés; les bourgeois, d'autant moins disposés aux sacrifices qu'ils étaient plus riches, craignaient de tout perdre en résistant aux armes françaises. Les provinces de Gueldre, d'Utrecht, d'Overyssel et une partie de la Hollande furent soumises au bout de quelques semaines. Les Français pénétrèrent jusqu'à Muyden, à quatre lieues d'Amsterdam. L'abattement des esprits était général; on parlait de se retirer à Batavia, et d'y transporter la république. On fit le recensement des vaisseaux qui étaient dans les ports, et il se trouva qu'ils pouvaient servir à transporter dans les Indes jusqu'à deux cent mille personnes. La Hollande paraissait perdue.

Jean de Witt, qui avait gouverné l'état avec autant d'habileté que de bonheur, pendant vingt ans, devint alors l'objet des murmures et des plaintes générales; on lui reprochait de n'avoir pas su prévoir ni prévenir ces malheurs. Le parti du stathouder les attribuait à l'abolition du stathoudérat, et ne voyait de remède que dans son rétablissement. Le peuple, également prompt à désespérer et à espérer des événements, partageait cette opinion. Jean de Witt essaya d'obtenir

la paix de Louis XIV; les députés qu'il envoya offrirent toutes les villes de la Généralité et dix millions pour les frais de la guerre; mais le superbe Louvois, qui ne voulait pas la paix, inspirait son orgueil à son maître. On fit aux Hollandais des propositions si dures et si ignominieuses qu'il était impossible de les accepter. La fureur du peuple augmenta contre Jean de Witt et contre son frère, Corneille de Witt, bourgmestre de Dordrecht, et l'on demanda à grands cris un stathouder. La petite ville de Veer donna le signal, et son exemple fut suivi par toutes les villes de la Hollande et de la Zélande; l'édit perpétuel fut aboli, et Guillaume fut proclamé stathouder.

Guillaume avait vingt-deux ans. Dans un corps faible il cachait une ame forte et un esprit supérieur, et recélait une ambition ardente sous un extérieur froid et calme, réfléchi et taciturne. Il était aussi difficile de deviner le secret de sa pensée que de se dérober à son œil pénétrant. Dans le silence de son cœur, sans autre confident que lui-même, il couvait long-temps ses projets, les méditait profondément, soumettait tout au calcul, et ne donnait rien à l'imagination, encore moins au sentiment; ferme et persévérant, autant il était prompt à concevoir des en-

treprises hardies et vastes, autant il mettait de tenue à les suivre, et il a toujours achevé tout ce qu'il a commencé; étranger aux plaisirs et aux affections, il l'était même à toutes les passions, hors une seule. Peu d'hommes ont eu plus de vivacité et de feu avec plus de flegme apparent, plus de gloire avec moins d'éclat, plus de profondeur dans la pensée avec plus de rapidité et d'énergie dans l'exécution. De Witt avait lui-même soigné son éducation politique et l'avait initié dans les affaires. Ce grand homme voulait que ses rares talents fussent utiles à sa patrie, sans pouvoir devenir dangereux à la liberté. Son frère et lui furent les victimes de l'enthousiasme de la nation pour Guillaume : tous leurs services furent oubliés; ils périrent massacrés par la populace; exemple mémorable de l'ingratitude et de l'inconstance du peuple qui, passant d'un extrême à l'autre, brise avec une impatience cruelle ce qu'il avait adoré, pour adorer ce qu'il brisera tôt ou tard. Tous deux montrèrent dans le malheur l'intrépidité de la vertu, et moururent comme ils avaient vécu, avec calme et avec grandeur. On a imputé leur mort à Guillaume, parce qu'il en a profité et qu'il s'est élevé sur leur ruine. Il faut croire, pour l'honneur de l'humanité, qu'il n'y fut pas insensible, et qu'il

ne vit pas avec indifférence le sang le plus illustre, le plus pur, marquer la route qui le conduisit au terme de ses vœux.

Guillaume était stathouder; les malheurs de son pays avaient amené son élévation; mais la Hollande était toujours également menacée. En vain Ruyter défendait les côtes. La bataille qu'il livra aux escadres française et anglaise, réunies sous les ordres du duc d'Yorck et du comte d'Estrées, avait couvert de gloire les Hollandais et leur amiral, quoiqu'elle ne fût pas décisive. Mais l'armée de Louis se trouvait au centre de la république, et menaçait toujours Amsterdam; Guillaume se multipliait; il négociait pour susciter de nouveaux ennemis à Louis XIV; il levait des troupes; il les aguerrissait par son exemple, et leur inspirait le courage de mourir plutôt que de souscrire à des conditions honteuses; cependant, sans les fautes des Français, son talent et son énergie n'eussent pas suffi pour conjurer l'orage. Condé voulait qu'on démantelât les places fortes, afin de ne pas affaiblir l'armée par des garnisons; Louvois s'y opposa. Il voulait qu'on profitât de la consternation d'Amsterdam pour s'en emparer avec un corps nombreux de cavalerie; l'avis du ministre fut encore différent, et cet avis triompha. Si les conseils de Condé eus-

7 juin 1672.

sent été suivis, la Hollande succombait. Le système qu'on adopta, ralentissant les opérations, les Hollandais revinrent de leur étonnement; les écluses furent ouvertes, et l'inondation arrêta les progrès des armes françaises; l'hiver fut doux, et Luxembourg, qui espérait d'achever la conquête du pays en conduisant son armée sur des ponts de glace, fut obligé de renoncer à ses espérances. Louis XIV lui-même paralysa son armée en la quittant; empressé d'aller jouir de son triomphe à Paris, il empêcha qu'il ne fût complet; la Hollande fut sauvée.

Elle n'avait eu qu'un seul allié au milieu de ses malheurs, et elle le perdit. Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, qui tenait à la Hollande par ses souvenirs, à la maison d'Orange par le sang, craignait pour ses états de Westphalie; et ses idées au-dessus de ses moyens, embrassant un vaste horizon, lui montraient les dangers de l'équilibre politique de l'Europe. Ce prince avait armé en faveur des Hollandais; il avait déterminé l'empereur à joindre un corps de troupes aux siennes, pour faire sur le Rhin une diversion utile à la république des Provinces-Unies. Mais Bournonville, qui commandait les troupes impériales, avait mal secondé son ardeur; lié par des ordres secrets de la cour de

Vienne, il avait entravé l'activité de l'électeur. Bientôt Frédéric-Guillaume, à qui les Hollandais payaient mal les subsides qu'ils lui avaient promis, découragé par la mollesse des autres puissances, avait conclu le traité de Vossem avec Louis XIV, en se réservant le droit de le combattre, si lui-même attaquait et combattait l'Empire. 1673.

Pendant que la Hollande perdait cet allié, le génie et la politique de Guillaume formaient contre la France une coalition formidable. Instruit à fond des intérêts de tous les états, des maximes de leurs cabinets, du caractère de ceux qui dirigeaient leurs affaires, il avait l'art de saisir les rapports de tous les intérêts, de les enchaîner à l'intérêt général de l'équilibre de l'Europe, de parler à chacun sa langue, de décider les esprits indécis, de donner de l'ardeur aux esprits froids, du calme et de la modération aux esprits ardents. L'abus que Louis avait fait de sa puissance avait révélé aux autres états l'étendue de cette puissance et les dangers dont elle menaçait l'existence des autres nations. On ne pouvait les prévenir que par la résistance; le salut était dans l'union; la division entraînait la ruine successive de tous les états; c'est cette grande idée que Guillaume presse, développe;

présente sous toutes ses faces, et elle devient le lien d'une coalition formidable, dans laquelle entrent successivement l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Lorraine, l'électeur de Brandebourg, le roi de Danemarck, l'Empire lui-même.

La France perdait son unique allié, pendant que la Hollande en acquérait un grand nombre. Charles II, n'ayant pu obtenir des subsides de son parlement, fut forcé de faire la paix. La voix publique lui fit la loi; le parlement énonça hautement son vœu, en refusant des subsides pour la continuation de la guerre. Il était l'organe de l'opinion générale; la volonté corrompue du roi fut obligée de céder à la volonté saine et éclairée de la nation. Elle ne voyait, avec raison, dans la ruine de la Hollande, que l'élévation de son ennemie naturelle et son propre affaiblissement. Les principes qui avaient dicté la triple alliance étaient seuls conformes aux vrais intérêts de l'Angleterre, et traçaient au cabinet de Londres la route qu'il devait suivre. Non-seulement il ne fallait pas combattre contre la Hollande, il aurait fallu s'unir étroitement avec elle, pour s'opposer avec succès à l'ambition de la France. Le parlement et la nation le désiraient, et auraient porté volontiers le fardeau d'une nouvelle guerre, si elle avait été dirigée contre Louis. Mais cette

mesure était tout-à-fait contraire aux vues secrètes de Charles et de ses ministres. Ne pouvant plus servir directement la cause de la France, ils voulaient lui être utiles par leur neutralité. L'amitié de cette puissance leur paraissait absolument nécessaire à l'exécution de leurs desseins. Partisans de l'autorité absolue, ils travaillaient au renversement de la constitution et des lois qui entravaient l'autorité du roi et leur propre pouvoir. L'établissement de la religion catholique dans le royaume était à leurs yeux le moyen le plus sûr d'arriver à leur but. Pour cet effet, il fallait également affaiblir la Hollande protestante, et se ménager l'appui de la France catholique. Ces vues secrètes de Charles et de ses ministres expliquent les grandes erreurs politiques de son règne et la révolution qui les suivit.

Malgré la retraite de l'Angleterre et sa paix particulière avec les Provinces-Unies, la France fit tête à l'orage qui la menaçait. La coalition formée contre elle paraissait formidable. A l'empereur, à l'Espagne et à la Hollande, s'étaient encore joints les ducs de Brunswick, l'évêque d'Osnabruck et Chrétien V, roi de Danemarck. L'empire lui-même armait pour venger l'invasion du Palatinat; et l'électeur de Brandebourg, libre

des engagements qu'il avait contractés à Vossem, se mit en campagne avec une armée de seize mille hommes, que ses talents et son activité rendaient redoutable. La guerre allait devenir générale; mais Louis XIV ne fut pas intimidé. La faiblesse d'une partie des coalisés, la mauvaise volonté des autres, le défaut de concert, d'énergie et d'union, inséparable des ligues nombreuses, étaient propres à le rassurer, quand il n'aurait pas eu pour lui son courage personnel, toutes les forces de la France, et le génie de Turenne et de Condé.

Les Français avaient évacué toutes les places des Provinces-Unies, à l'exception de Grave et
1674. de Maestricht. C'était afin d'agir avec plus de vigueur sur d'autres points, et de pousser plus vivement la guerre offensive. La Franche-Comté fut conquise une seconde fois avec la plus grande facilité; six semaines suffirent pour achever cette importante entreprise. Gray et Vesoul se rendirent au duc de Navailles; Besançon, la capitale de la province, ouvrit ses portes au bout de huit jours; Vauban conduisait ce siége sous les yeux du roi; Dole et Salins suivirent l'exemple de Besançon.

Condé, qui avait conquis la Franche-Comté dans la guerre précédente, commandait alors

l'armée opposée au prince d'Orange. Guillaume fut presque toujours malheureux à la guerre dans les actions décisives; mais il avait l'art d'enlever à ses ennemis les avantages de leurs victoires, et de prévenir ou de corriger les suites de ses défaites. Il brûlait de se mesurer avec Condé, et de lui livrer bataille; Condé, toujours ardent et porté aux grandes mesures, n'était pas fait pour se tenir sur la défensive. Les deux armées étaient fort inégales en nombre; celle du prince d'Orange, composée de Hollandais, d'Impériaux et d'Espagnols, comptait vingt mille hommes de plus que l'armée française. Cependant Condé attaqua le premier; il sortit de ses retranchements et tomba sur l'arrière-garde des alliés. 11 août 1674. Après avoir campé près de Senef, ils s'étaient mis en marche pour prendre une position qui menaçât Charleroi. Condé fit un grand carnage des Espagnols, mais voulant poursuivre sa victoire, il rencontra plus de résistance dans le corps des Hollandais; la bataille devint générale et fut sanglante; la nuit même ne sépara pas les combattants; on se battit encore avec acharnement pendant deux heures, à la clarté de la lune. La perte fut considérable des deux côtés; au rapport des curés du voisinage, près de vingt-sept mille hommes restèrent sur le champ de bataille. Les

deux partis s'attribuèrent la victoire, et l'on chanta le *Te deum* dans les deux camps. Le sang coula en pure perte, et ce terrible carnage n'amena aucun événement décisif. Le prince d'Orange prétendit qu'il aurait remporté une victoire complète, sans la trahison du comte de Souches qui commandait les troupes impériales; en effet, la conduite de ce général prêtait matière aux reproches et au soupçon. La campagne se termina de ce côté par la levée du siége d'Oudenarde et la prise de Grave, que le marquis de Chamilli rendit, après avoir fait une longue et belle résistance.

C'étaient aussi les Impériaux qui par leur inaction et par leurs fautes assuraient les triomphes des Français en Allemagne. L'alliance secrète de l'électeur palatin avec l'empereur, découverte par les espions de la France, avait paru à celle-ci un motif suffisant pour faire une invasion en Allemagne, et ces hostilités avaient déterminé l'empire à se déclarer contre Louis XIV. Le duc de Lorraine, dépouillé de ses états, guerrier par goût, par besoin et par l'instinct du talent, avait un commandement dans l'armée impériale; réunissant ses troupes avec celles du comte de Caprara, ils se proposaient d'opérer leur jonction à Heidelberg avec le duc de Bournonville qui

était parti d'Egra à la tête d'un corps considérable, et leur plan était d'entrer en forces en Alsace. Turenne n'avait que dix mille hommes pour empêcher l'exécution de ce dessein. Mais il opposa la rapidité à la lenteur, le calcul à l'imprévoyance, la hardiesse à la timidité, et il réussit. Il se hâte de passer le Rhin et d'attaquer le duc de Lorraine et Caprara, avant que Bournonville soit arrivé. Il les joint près de Sinzheim, et malgré la bravoure et les efforts du duc de Lorraine, il remporte sur lui une victoire complète. Affaibli par sa victoire même, il repasse un moment le Rhin, mais bientôt il reparaît sur la rive droite du fleuve, et refoule au-delà du Rhin et du Necker les ennemis qu'il a déja vaincus, et Bournonville qui s'est joint à eux. Puis, se repliant sur le palatinat, il souille ses lauriers par des ravages qui ne sont pas commandés par la nécessité, et ne peuvent être excusés par les circonstances. S'il n'ordonne pas ces barbaries, il les permet; il les laisse s'exercer sous ses yeux et sous ceux du souverain de ces belles et malheureuses contrées. On admire toujours dans Turenne le grand capitaine; on regrette de ne pouvoir admirer en lui le guerrier humain et compatissant. Sept villes et plus de dix-neuf villages furent incendiés gratuitement par une

16 juin 1674.

Digitized by Google

soldatesque indisciplinée, qui, dans cet oubli total des lois de la guerre, ne voyait qu'une nouvelle preuve de la condescendance paternelle de son chef pour ses désirs et ses besoins.

Ces excès révoltants excitaient les alliés à les punir et à les venger. Le duc de Lorraine et Bournonville dirigent leur marche vers l'Alsace. Turenne les suit, et tâchant d'expier ses cruautés par de nouveaux exploits, il les atteint près d'Ensheim, et après un combat qui se prolonge jusque dans la nuit, la victoire se déclare encore pour lui. Cependant il ne peut empêcher que l'électeur de Brandebourg, à la tête de seize mille hommes, ne renforce l'armée battue. La jonction faite, les alliés entrent en Alsace. Trop faible pour couvrir et sauver cette province, Turenne se retire dans la Lorraine, et contre l'avis de l'électeur de Brandebourg, on ne l'attaque pas dans sa marche. La saison était avancée; les alliés se répandent en Alsace, y dispersent leurs troupes, et se proposent d'y prendre des quartiers d'hiver. Mais la possession de l'Alsace est toujours incertaine et précaire, tant qu'on n'est pas maître des Vosges, qui séparent cette province de la Lorraine. Turenne le sait, et profite de la sécurité et de l'imprévoyance de Bournonville. Frédéric-Guillaume avertit le général

4 oct. 1674.

autrichien du danger de sa position, et le presse de rassembler ses troupes; Bournonville s'y refuse. Turenne justifiant les craintes et les conseils de l'électeur, brave les frimas, descend des montagnes, fond sur les quartiers dispersés de Bournonville, et le bat près de Mühlhausen dans le Sundgau; les débris de l'armée battue rejoignent l'armée de l'électeur près de Colmar. Turenne, sans leur laisser le temps de respirer, les suit, attaque les forces réunies des alliés à Türckheim, remporte encore sur eux des avantages décisifs, et les oblige de repasser le Rhin. L'Alsace est recouvrée, et toute la campagne des alliés est perdue. Ces opérations hardies, savantes et heureuses, couvrirent de gloire le maréchal de Turenne. Ses succès furent en grande partie l'ouvrage des ennemis, et l'effet naturel de leurs divisions et de leurs fausses mesures. Si l'électeur de Brandebourg avait été seul chargé du commandement des alliés, le héros français eût rencontré des obstacles plus dignes de lui, et peut-être son triomphe eût-il été douteux; mais le génie de Frédéric-Guillaume était arrêté dans son action, par la jalousie ou par l'incapacité des généraux de l'empereur, qui eux-mêmes étaient entravés et liés par des ordres supérieurs. Le conseil de guerre voulait, du sein de Vienne, diriger les mou-

29 déc. 1674.

5 janv. 1675.

vements des armées. A la vérité, les généraux français avaient aussi souvent à lutter contre l'obstination et le despotisme de Louvois, qui prétendait les asservir à ses idées; et, dans cette campagne même, Turenne avait triomphé malgré le ministre, qui voulait abandonner l'Alsace aux ennemis. Mais le génie de Turenne lui donnait les moyens de secouer cette dépendance; sa grande réputation lui permettait de le hasarder. D'ailleurs, ses victoires légitimaient sa désobéissance, et Louis XIV avait l'esprit trop juste pour sacrifier l'intérêt de son service aux prétentions de son favori, et au maintien d'une subordination servile.

Après ces exploits multipliés, Turenne aurait volontiers joui de sa gloire dans la retraite; mais Louis XIV, qui avait besoin de ses services, ne lui permit pas le repos. Ce héros ne devait cesser de commander qu'en cessant de vivre. Il fut chargé de conduire l'armée qui devait couvrir la France du côté du Rhin; l'Autriche lui opposa un de ses plus habiles généraux, Montécuculi. Comme Turenne, ce rival digne de lui était profond dans ses combinaisons, mesuré dans ses démarches, actif et hardi dans le moment de l'exécution. L'Europe avait les yeux fixés sur cette lutte qui allait décider si Turenne

avait un égal, ou s'il était hors de pair. Au jugement du chevalier Folard, cette dernière campagne du maréchal fut son chef-d'œuvre. Pendant deux mois, il avait employé toutes les ressources de l'art militaire, épuisé tous les secrets des positions, des marches et des contre-marches, pour empêcher Montécuculi de l'attaquer avec avantage, et pour trouver lui-même le moment d'attaquer son adversaire. A la fin il croyait l'avoir trouvé, et il avait résolu de livrer bataille. Plein du grand dessein qu'il méditait, il était allé faire une reconnaissance du côté de Salsbach. Un boulet de canon l'atteignit, et l'étendit sur le lit d'honneur. Une telle mort, dans un moment pareil, après une vie aussi pleine de belles actions, était le dernier trait de la fortune brillante du maréchal. Il mourut tout entier au sein de la gloire, avec le sentiment de ses forces, laissant d'autant plus de regrets, qu'à l'instant de sa mort il était l'objet de grandes espérances. On sait le mot sublime du lieutenant-général de Saint-Hilaire, à son fils; la France entière répéta après lui, en voyant le cadavre de Turenne: Voilà celui qu'il faut pleurer. Sa mort fut une calamité publique; le peuple se croyait orphelin; les laboureurs négligeaient d'ensemencer leurs terres, n'espérant plus pouvoir recueillir en sûreté.

27 juill. 1675.

Turenne fut enterré à Saint-Denis; le tombeau des rois eut l'honneur de recevoir ses dépouilles; Fléchier fit son oraison funèbre.

Turenne avait emporté son secret; le plan de la bataille avait péri avec lui; le lieutenant-général de Lorges disposa la retraite, et l'armée fut conservée. On craignait pour l'Alsace; Condé accourut des Pays-Bas, où il commandait, pour sauver les provinces menacées par la mort de Turenne. Son nom releva le courage des troupes françaises, et arrêta l'ardeur des ennemis. Mais, tourmenté des douleurs de la goutte, lui-même fut obligé de quitter l'armée à la fin de la campagne, et ne reparut plus dans les camps. La France fut privée, à peu près dans le même temps, des services de ses deux plus habiles capitaines. Condé alla s'ensevelir dans la délicieuse retraite de Chantilly, n'en sortit plus que rarement, et tâcha d'oublier, dans le commerce paisible des lettres, le tumulte des armes. Mais il se survécut à lui-même, et dans les dernières années de sa vie ce n'était plus que l'ombre du grand Condé. L'année de la mort de Turenne et de la retraite de Condé fut aussi celle de la retraite de Montécuculi. Cet habile capitaine quitta la carrière militaire qu'il avait fournie avec tant de gloire, du moment où il ne put plus espérer

d'y rencontrer ses illustres rivaux, et il renonça au jeu sanglant de la guerre, parce qu'il croyait ne plus y trouver d'ennemis dignes de lui.

Cependant la France avait encore des hommes qui méritaient de se mesurer avec Montécuculi, et qui, formés à l'école de Turenne et de Condé, pouvaient adoucir les justes regrets de la nation, et devaient la consoler un jour de ses pertes. Luxembourg, fils de cet infortuné Bouteville qui avait péri sur l'échafaud, sous le règne précédent, pour s'être battu en duel, et proche parent du grand Condé, le reproduisait en quelque sorte par le caractère de son génie. Disgracié par la nature pour l'extérieur, elle l'en avait dédommagé par le feu et l'éclat du talent, et sa figure plaisait malgré sa difformité; l'ame lui tenait lieu de beauté et de graces. Ses mœurs étaient dépravées, mais ses manières étaient aimables. Adoré de l'armée, hardi et entreprenant, comme le héros de Rocroi, il avait, comme lui, dans les instants décisifs, cette promptitude et cette présence d'esprit qui ressemblaient à l'inspiration, et qui lui dictaient, dans chaque moment donné, les combinaisons les plus heureuses. Catinat était plus sage, plus réfléchi, plus profond que lui. Le soldat l'appelait, avec raison, *le père de la Pensée*. Citoyen à la cour, philosophe dans les

camps, guerrier humain, homme généreux et sensible, servant sa patrie par amour pour elle, bien plus que par amour pour la gloire, indifférent aux récompenses, content de les mériter, il se faisait pardonner ses succès en les oubliant lui-même, désarmait ou confondait ses ennemis par sa modestie, frappait et touchait à la fois, par une rare simplicité, le sceau de la véritable grandeur. Schomberg, qui avait affermi la couronne de Portugal dans la maison de Bragance, employait encore ses talents et sa valeur à défendre la France, qui se préparait à le repousser de son sein. Vauban avait créé la science du génie et l'art de fortifier les places. Il prenait celles de l'ennemi avec facilité, et par de savants travaux il les rendait imprenables. La France jouissait seule des secrets de son art; les autres états les ignoraient, et ne savaient pas le combattre avec ses propres armes. Ce fut principalement à son génie que la France dut sa constante supériorité dans cette guerre.

Les soins de Colbert pour relever la marine française n'avaient pas été infructueux, et la flotte partagea l'honneur des armées de terre; la mer Méditerranée fut le théâtre de ses exploits. La Sicile, lasse de l'avidité des vice-rois espagnols et des vexations d'un gouvernement qui ne s'oc-

cupait d'elle que pour la dépouiller, avait secoué le joug de l'obéissance. La France, dont elle avait imploré le secours, favorisait son insurrection; Messine et Agoste avaient reçu dans leurs murs des troupes françaises; l'Espagne avait inutilement détaché des forces de la Catalogne pour recouvrer cette possession importante. Mais les Français nuisaient à leur propre cause; leurs excès, leur ton, leurs manières insultantes indisposaient contre eux les Siciliens. Ce mécontentement des habitants de l'île fit espérer à la Hollande de l'enlever à la France. La république était trop éclairée sur les intérêts de son commerce, pour ne pas craindre que les Français, s'emparant de toute la Sicile, et conservant cette précieuse conquête, ne devinssent tout-puissants dans la Méditerranée; elle résolut de la lui ravir, et Ruyter reçut ordre de mettre à la voile pour entreprendre cette expédition. Cet habile amiral, qui avait fait triompher si souvent le pavillon hollandais sur toutes les mers, craignit et pressentit des revers, en voyant la flotte peu nombreuse et assez mal équipée dont on lui donnait le commandement. Depuis la mort des de Witt, la même activité ne régnait plus dans les chantiers de la république; la guerre de terre absorbait l'attention de Guillaume et les revenus de

l'état. Cependant Ruyter, toujours prêt à servir son pays, et comptant sur les ressources de son génie et de son art, était parti pour les côtes de la Sicile. La flotte française était sortie des ports de la Provence; Du Quesne la commandait. Né loin des honneurs, il avait maîtrisé la fortune à force de mérite, et ne devait son élévation qu'à ses services et à la protection éclairée de Colbert. Comme simple corsaire, il s'était montré marin hardi, habile et heureux; plus tard, chargé d'expéditions importantes, il avait toujours paru supérieur à sa place. A la fin, il fut appelé à se mesurer avec le plus grand homme de mer de son siècle, et se trouva l'égal de Ruyter. Les deux flottes se rencontrèrent pour la première fois
8 janv. 1676. entre les îles de Stromboli et de Salini. Le combat dura jusqu'à la nuit, et la victoire fut indécise; mais Du Quesne jeta du secours dans Messine. Le terme de la commission de Ruyter étant expiré, il comptait quitter la Méditerranée, lorsqu'il reçut l'ordre d'y rester et d'y continuer ses opérations. La flotte espagnole le joignit; elle était faible et mal conduite; l'amiral hollandais résolut de tenter quelque entreprise d'éclat sur Messine; la vigilance des Français l'en empêcha, et les deux flottes en vinrent à une seconde ba-
22 avril 1676. taille à la vue du mont Etna. Pendant que Ruyter

dirigeait, avec son sang-froid ordinaire, les mouvements de ses vaisseaux, et préparait le succès de la journée, il tomba mortellement blessé d'un coup de canon. Cependant sa pensée présidait encore aux opérations de sa flotte; le combat fut long et opiniâtre; les deux partis s'attribuèrent la victoire; mais la mort de Ruyter, qui expira peu de jours après la bataille, valait plus pour la France que la victoire la plus décisive. Cette mort était pour la Hollande un malheur irréparable; elle porta la désolation dans l'ame de ses concitoyens, et obtint des regrets de tous ceux qui s'intéressent aux destinées du génie et de la vertu. Du Quesne s'honora lui-même en le pleurant. La victoire que l'amiral français remporta bientôt après sur les flottes combinées fut un hommage rendu à la mémoire de Ruyter, car elle fit sentir toute l'étendue de la perte que les alliés venaient de faire. Cette bataille se donna dans le voisinage de Palerme. Messine resta aux Français; le maréchal de Vivonne qui y commandait remporta des triomphes faciles. Enfant de la faveur, ce frère de la Montespan était peu fait pour de grandes entreprises; la conquête des Français ne fut que partielle; une partie considérable de l'île demeura aux Espagnols. Avec un général plus actif et plus habile, les Français

auraient pu s'emparer de la Sicile tout entière et la conserver. Ce moment fut la plus belle époque de la marine française; elle avait fait des progrès si rapides, qu'elle parut supérieure à celle des Provinces-Unies; cette période fut brillante, mais courte.

Cependant la guerre de terre continuait avec la même vivacité. Louis XIV avait mis quatre armées en campagne; lui-même commandait en
1676. Flandre. Condé et Bouchain furent pris. Le prince d'Orange s'était avancé pour faire lever le siége de cette dernière place; on s'attendait à une bataille; le roi, sur l'avis de Louvois et de Schomberg, ne voulut pas la livrer, malgré lui, selon les uns, volontairement selon d'autres, et par crainte de l'issue de la journée. Le prince d'Orange assiégea en personne Maestricht; mais un officier catalan, nommé Calvo, qui était chargé de la défendre, lui opposa une résistance opiniâtre. « Je n'entends rien, disait-il à ses ingé-« nieurs, à la défense d'une place; mais ce que je « sais bien, c'est que je ne veux pas me rendre : » et il tint parole.

Pendant qu'on poussait la guerre avec la plus grande vivacité, on songeait aux moyens de la terminer. Dès la seconde année, les parties belligérantes avaient entamé des négociations à Co-

logne; mais à cette époque, aucune puissance, et la France moins que toutes les autres, ne voulait la paix sérieusement. Chacun mettait son art à multiplier les obstacles et les incidents, et l'empereur ayant fait arrêter et conduire prisonnier à Bonn le cardinal Furstenberg, qui, par ses intrigues, pouvait être regardé comme l'auteur de la guerre, la France avait saisi avidement cette raison ou ce prétexte pour rompre les conférences. Lorsque le parlement d'Angleterre eut fait la loi à Charles II, et que ce prince eut été forcé de conclure la paix avec les Provinces-Unies, ne pouvant plus servir la France par les armes, il lui offrit sa médiation, et elle fut acceptée. On choisit Nimègue pour le lieu du congrès. Les ambassadeurs d'Angleterre s'y rendirent les premiers; c'étaient lord Berkley, les chevaliers Guillaume Temple et Lionel Jenkins. Temple, par principe, jaloux de la France et ami de la Hollande, craignant également l'élévation excessive de l'une et l'abaissement de l'autre, avait une politique éclairée, franche, loyale, digne du ministre d'une grande puissance. Citoyen zélé pour les intérêts et la gloire de son pays, il ne voulait pas cependant lui sacrifier l'existence des autres états, et il ne confondait jamais la prudence avec la ruse, ni l'adresse

avec l'artifice. S'il n'avait pas le premier rang dans l'ambassade, il y avait la plus grande influence par son mérite et par la confiance générale dont il était l'objet. Les envoyés des autres puissances ne se hâtèrent pas d'arriver; la formation du congrès rencontrait même beaucoup d'obstacles. Indépendamment des difficultés, des embarras, des lenteurs inséparables de toute assemblée de ce genre, et qui tiennent presque toujours à de vaines formalités, la mauvaise volonté et les vues secrètes de la plupart des puissances belligérantes multiplièrent les délais et entraînèrent une perte de temps considérable. Chaque état avait ses intérêts particuliers, et c'était le petit nombre qui désirait la paix. La France inclinait à négocier; ses victoires lui donnaient de la prépondérance, et elle espérait de conserver à la paix ses avantages; d'ailleurs, des dépenses excessives avaient mis le désordre dans les finances, et le peuple gémissait sous le poids des impôts. La Hollande, qui payait des subsides à ses alliés, et qui portait presque seule les frais de la guerre, souhaitait de la terminer; le commerce languissait, et un peuple commerçant ne connaît pas de plus grand intérêt; le prince d'Orange qui devait son pouvoir aux dangers de la république, répugnait aux mesures

conciliatoires; il voulait du moins une paix glorieuse, qui donnât des sûretés suffisantes aux Provinces-Unies et à l'Europe tout entière contre l'ambition menaçante de la France; et, au défaut de sa haine personnelle contre Louis XIV, et de sa propre ambition, sa politique ferme et vaste l'eût éloigné de toute conclusion précipitée. Mais il y avait un parti dans les Provinces-Unies qui redoutait les progrès de l'autorité du stathouder pour la liberté publique, et plus Guillaume se montrait contraire à la paix, plus ce parti la pressait par ses vœux et par ses intrigues. Les autres puissances ne se souciaient pas du tout de mettre fin à la guerre qui désolait l'Europe. Chacune d'elles se flattait, en la prolongeant, de conserver ce qu'elle avait conquis, ou de recouvrer ce qu'elle avait perdu. L'empereur aurait voulu ramener les choses où elles étaient à la paix de Munster; l'Espagne prendre pour base le traité des Pyrénées; le Danemarck, regagner tout ce qu'il avait cédé à la Suède par celui de Copenhague; l'électeur de Brandebourg, garder ses conquêtes en Poméranie, et la Suède, l'alliée de la France, rentrer en possession des provinces qu'elle avait perdues. Il n'était pas possible que la paix satisfît ces prétentions contradictoires; les puissances le sentaient, et elles voulaient

continuer le jeu sanglant de la guerre, dans l'espérance que les événements amèneraient des chances qui leur seraient favorables.

Ce qui tempérait leur ardeur guerrière, ou la rendait moins dangereuse, c'est qu'aucune d'elles n'avait les moyens de pousser les hostilités avec vigueur. La coalition ne pouvait agir que mollement. L'Espagne affaiblie, mal gouvernée, et divisée par des intrigues de cour, était hors d'état de faire de grands sacrifices pour la cause commune. Léopold manquait de ressources, ne pouvant en tirer de la Hongrie mécontente, prête à se révolter, et qui lui inspirait de justes inquiétudes. L'Empire, mal organisé pour l'action, ne savait pas se défendre, bien moins encore attaquer. D'ailleurs, les états coalisés étaient désunis et opposés d'intérêt; chacun d'eux voulait retirer tous les avantages possibles de la ligue, et ne voulait pas en porter les charges; ils se craignaient plus les uns les autres, qu'ils ne craignaient l'ennemi commun. En vain Guillaume employait tout ce qu'il avait de talents et d'activité à resserrer les liens de l'union; son âge ne lui permettait pas encore d'obtenir en Europe l'ascendant qui était dû à la supériorité de son génie, et qu'il acquit dans la suite.

Le contraste que présentent les prétentions

des puissances et leurs moyens, la mesure de leurs espérances et celle de leurs forces, expliquent la lenteur que le congrès mit à se former, ses délais, ses interruptions continuelles, et comment il amena la paix, malgré les répugnances secrètes de la plupart des états. Les plénipotentiaires français, qui avaient été nommés depuis un an, arrivèrent à la fin à Nimègue. C'étaient le maréchal d'Estrades, Colbert de Croissy, et le comte d'Avaux. Tous trois, et surtout les deux premiers, étaient d'habiles négociateurs qui connaissaient les choses et les personnes, saisissaient bien les unes, et maniaient habilement les autres. Instruits à fond des vrais intérêts de la France et des dispositions des alliés, fermes sur les points essentiels, faciles et accommodants sur le reste, avec des principes fixes, ils étaient féconds en mesures; et, sans jamais perdre leur but de vue, ils savaient varier leurs moyens. Ce fut principalement à leurs talents supérieurs que la France dut les avantages de la paix de Nimègue. Les divisions de ses ennemis avaient facilité les triomphes de Louis XIV, et facilitaient les succès des négociateurs français, qui se proposèrent d'isoler les alliés les uns des autres, afin de traiter séparément avec chacun d'eux, et de conclure des paix particulières. L'objet le plus important était

de s'assurer de la Hollande, de la gagner par des promesses brillantes, et de la détacher des autres confédérés. Les ambassadeurs français s'adressèrent d'abord à Beverningk, le ministre des Provinces-Unies, et offrirent à la république un traité de commerce, la restitution de Maestricht, et des conditions avantageuses pour le prince d'Orange. Beverningk, qui savait le besoin que la Hollande avait de la paix, et qui redoutait l'autorité croissante du stathouder, n'était pas éloigné de se prêter aux désirs de la France, et d'accueillir ses propositions; mais il craignait le parti du prince d'Orange, qui éclairait sa conduite, surveillait sa marche, ne se souciait pas de hâter la paix, et voulait, par cette raison autant que pour l'honneur et l'intérêt des Provinces-Unies, que la république fît cause commune avec tous les confédérés, et rejetât toute base de pacification qui serait contraire à ces principes.

De leur côté, les alliés, se croyant sûrs de la loyauté de la Hollande, et de son zèle à soutenir leurs demandes, ne se relâchaient sur rien, et exagéraient même leurs prétentions. Ils comptaient toujours sur les événements de la guerre, qui se continuait avec vivacité. La France y comptait aussi; mais sa confiance était mieux fondée, car la victoire n'abandonnait

pas ses armes. Valenciennes avait été emportée d'assaut, sous les yeux de Louis XIV; Cambrai, 1677.
St.-Omer s'étaient rendues, et le prince d'Orange, voulant sauver cette dernière place, avait été battu à Mont-Cassel par le frère du roi. La même année, le maréchal de Créqui avait été vainqueur du jeune duc, Charles V de Lorraine, près du Kochersberg, et la prise de Fribourg avait suivi de près la défaite des Impériaux. Les succès des Français rendaient la situation des alliés plus mauvaise; mais, bien loin de les engager à hâter la conclusion de la paix, ils les en éloignaient au contraire; plus les triomphes de la France se multipliaient, et moins les coalisés croyaient pouvoir négocier avec avantage. La France traînait aussi les affaires en longueur, à mesure que les circonstances lui devenaient plus favorables; elle attendait tout de la lassitude de la Hollande, et se flattait que, fatiguée de ses pertes et de ses sacrifices, la république ferait à la fin sa paix particulière, et lui abandonnerait les autres puissances.

Ainsi, les négociations languissaient à Nimègue, et menaçaient de durer encore long-temps sans amener de résultat décisif, lorsque le mariage du prince d'Orange et les événements qui le suivirent changèrent les dispositions de tous

les partis et accélérèrent le dénoûment. Le
1677. prince d'Orange s'était rendu à Londres, à la fin de la campagne, et au grand étonnement de tous les partis et de toutes les puissances, il y avait épousé Marie, fille du duc d'Yorck, malgré le duc qui le haïssait. Jacques n'avait pu refuser son agrément à son frère, qui le lui avait demandé avec instance, et Charles lui-même, qui n'aimait pas Guillaume, céda au vœu de ses conseillers, qui lui montraient dans cette union un moyen sûr de regagner l'affection de son peuple. En effet, ce mariage répandit en Angleterre une joie générale; les catholiques seuls en furent mécontents; Louis XIV en fut alarmé; les alliés s'en félicitèrent. La plupart des politiques croyaient que Guillaume, en le faisant, n'avait eu d'autre but que de préparer le renouvellement de l'alliance de l'Angleterre avec la Hollande, et ne se doutaient pas que cet événement changerait les rapports de toutes les puissances, et enfanterait de grandes révolutions. Le prince d'Orange fut peut-être le seul qui vît dans son mariage le principe d'une haute fortune; son génie profond lui donnait une vue longue et sûre, et il ne s'occupait jamais du présent que pour le féconder et y déposer les germes de l'avenir.

Par le mariage du prince d'Orange, le roi de France acquit la preuve que le roi d'Angleterre, quoique porté d'inclination pour lui et gagné par son or, allait lui échapper, et que l'opinion publique serait plus forte que ses intrigues. Il était facile de prévoir qu'une alliance entre l'Angleterre et la Hollande serait la conséquence nécessaire de cette union. Louis XIV le craignait, et voulant forcer les alliés à la paix par des expéditions promptes et heureuses, il entra 1678.
en campagne de bonne heure. La prise de Gand et celle d'Ypres furent les premiers exploits de son armée. La nouvelle de ces succès porta la consternation dans le congrès de Nimègue, mais en même temps elle fit une telle sensation en Angleterre, que Charles II se vit contraint de conclure un traité d'alliance avec la république des Provinces-Unies, pour ne pas soulever contre lui le parlement et la nation.

Ce traité serait peut-être demeuré sans effet, car Charles ne voulait pas sérieusement faire la guerre à la France; il se servit de cette mesure pour tirer des sommes considérables du parlement, et pour obtenir de l'argent de Louis XIV, à qui il promit en secret de trahir ses devoirs et de tromper son peuple; mais l'existence seule de ce traité donna de l'ombrage à la France, de

l'inquiétude aux Hollandais, et influa d'une manière décisive sur les négociations de Nimègue. La France, qui connaissait les rapports du roi d'Angleterre avec sa nation, craignit que Charles, forcé de tenir ses engagements, ne prît, tôt ou tard, malgré lui, une part active à la guerre. La Hollande voulait prévenir l'exécution du traité, parce que les stipulations pécuniaires en faisaient retomber tout le poids sur elle; d'ailleurs, le parti des de Witt qui s'était relevé et qui redoutait plus que jamais l'accroissement du pouvoir de Guillaume, depuis son mariage et depuis l'alliance de Londres, croyait qu'il était de l'intérêt de la république de se hâter de conclure. Les plénipotentiaires français insistaient avec beaucoup d'art sur ces considérations, et présentaient toujours aux envoyés des Provinces-Unies le fantôme du despotisme du prince d'Orange. La paix particulière de la Hollande avec la France devait être le résultat naturel de cet état des choses. Les alliés qui voulaient empêcher ce dénoûment, avaient fait fixer un terme, après lequel la guerre serait continuée, si la paix n'était pas signée; ce terme était le 10 août. Dès le 6 du mois, les Français et les Hollandais étaient entièrement d'accord. Les alliés l'ignoraient, et afin de les entretenir

dans l'erreur, les Français avaient habilement fait naître de nouvelles difficultés entre les Hollandais et eux. Ces derniers avaient été eux-mêmes dupes de cette tactique. Mais le soir du jour fatal, les ministres de France retirent leurs nouvelles demandes, déclarent qu'ils s'en tiennent aux premiers arrangements, et la paix est signée, entre onze heures et minuit, à l'hôtel de France.

Les alliés furent confondus d'un événement qui ruinait leurs espérances; Temple, étonné, fut obligé de convenir que les négociations de la France étaient un chef-d'œuvre d'adresse et d'habileté. Le parti du prince d'Orange, indigné de cette précipitation qui déjouait tous ses calculs, s'exhala en plaintes et en clameurs; on parlait hautement de refuser la ratification du traité; on accusait Beverningk de trahison: on le menaçait de lui intenter un procès criminel; mais cette fermentation générale se calma, et les avantages précieux que la paix assurait à la nation la rendirent sourde aux cris des passions, et l'emportèrent sur les manœuvres de l'esprit de parti. On prétend que le prince d'Orange, qui devait être instruit de la signature du traité, attaqua le maréchal de Luxembourg à Saint-Denis, près de Mons, dans l'espérance de le 14 août.

vaincre et d'amener une nouvelle rupture. Luxembourg, qui se reposait sur la foi de la paix, se vit attaqué au moment où il s'y attendait le moins. Sa présence d'esprit ordinaire le tira de ce danger, et il répara le désordre de la surprise; le combat fut sanglant; Guillaume n'obtint pas son but, et fut obligé de se retirer avec perte. Le sang qui fut versé inutilement dans cette journée, pèse sur lui. Dans tout autre temps, la France aurait ressenti et vengé ce renouvellement injuste des hostilités; mais alors elle voulait la paix; le traité qu'elle venait de conclure avec la Hollande lui était avantageux, et elle n'insista pas sur cette violation de toutes les lois.

La république des Provinces-Unies avait été voisine de sa ruine et d'une destruction totale, au commencement de la guerre; elle paraissait avoir tout perdu, et elle recouvra tout. La France lui rendit Maestricht, la seule de ses conquêtes sur la Hollande que Louis XIV eût encore conservée. Les deux puissances firent ensemble un traité de commerce très-favorable aux Provinces-Unies. L'abolition du droit d'aubaine et la liberté du commerce avec les ennemis mêmes de la France dans le cas d'une guerre maritime, étaient deux objets de la plus haute

importance pour les Hollandais. Les idées libérales qui dictèrent les différents articles de ce traité, méritèrent d'être érigées en maximes générales, et d'être avouées par toutes les nations pour servir de base à un code maritime.

La France, satisfaite d'avoir isolé la Hollande, et de l'avoir déterminée à une paix particulière, espérait bien de regagner sur les alliés désunis l'équivalent des sacrifices qu'elle avait faits à la république, et de se dédommager sur eux de sa modération apparente. La Hollande se flattait d'employer tout son crédit pour procurer à ses alliés des conditions avantageuses, et elle attendait beaucoup de sa médiation; mais la France, sûre des Provinces-Unies, se montra peu disposée à faire de nouveaux actes de générosité; les alliés furent obligés de céder à l'ascendant que lui donnaient ses victoires, ses forces et sa position.

L'Espagne conclut sa paix la première. Elle était la plus exposée de toutes les puissances belligérantes; elle devait se montrer la plus facile; ses provinces convenaient mieux à la France que toutes les autres, et ce que Louis XIV acquérait sur cette frontière de ses états, était un véritable accroissement de forces. Aussi ce fut l'Espagne qui paya, pour toutes les autres puis- 17 sept.

sances, les frais de la guerre. Si la France avait encore à cette époque possédé la Sicile, elle lui serait peut-être restée; mais cette île avait été évacuée par les Français bien avant la pacification. Leurs excès les avaient rendus odieux aux habitants; le faible et voluptueux Vivonne n'était pas fait pour conserver à la France cette importante conquête. On avait senti la nécessité de l'abandonner, et La Feuillade avait ramené les débris des troupes françaises. Il ne pouvait donc être question dans le traité que des Pays-Bas et de la Franche-Comté. La France rendit, à la vérité, à l'Espagne quelques districts et quelques villes qu'elle avait obtenus par la paix d'Aix-la-Chapelle, et qu'elle devait à ses victoires, savoir : Charleroi, Binch, Oudenarde, Courtrai, le duché de Limbourg, le pays d'Entre-Meuse, le fort de Rodenhen, St.-Ghilain, et Puicerda en Catalogne; mais le roi d'Espagne lui abandonna en échange Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai et le Cambresis, Aire, Saint-Omer, Ypres, Warwick, Poperingue, Warneton, Bayeul, Cassel, Bavay, Maubeuge; places bien autrement importantes par leur situation, leur force, leurs richesses, et qui n'attendaient que le génie de Vauban pour servir de boulevards à l'ancienne France, et pour devenir

autant de points d'attaque menaçants contre les Pays-Bas espagnols. La Franche-Comté tout entière fut cédée par l'Espagne à Louis XIV. Éloigné du centre de la monarchie, et séparé des autres provinces, ce pays, quoique fertile et habité par un peuple brave et intelligent, n'ajoutait pas beaucoup à la puissance de l'Espagne; mais c'était pour la France une acquisition du plus grand prix; elle garantissait la sureté de ses frontières, en lui donnant pour barrière de ce côté le Jura et la bonne foi helvétique. Ces provinces et ces villes furent abandonnées à la France avec tout ce qui en dépendait et avec la liberté de les échanger contre d'autres; termes vagues, du genre de ceux qui se glissent dans tous les traités, et qui, servant de raison ou de prétexte aux plaintes des faibles, aux excès et aux violences du plus fort, amènent toujours de nouvelles guerres.

L'empereur Léopold répugnait encore à la paix, et comptait toujours sur les chances favorables des armes. La campagne brillante du ma- 1678.
réchal de Créqui le désabusa de ses espérances, et lui inspira des intentions plus pacifiques. Cet habile capitaine avait fait échouer tous les projets du prince Charles, avait couvert en même-temps l'Alsace et le Brisgau, battu le comte de Stah-

remberg, pris Kehl d'assaut, conservé toutes ses conquêtes, et empêché l'ennemi d'en faire. Ces revers, et les troubles de la Hongrie qui demandaient toute son attention, fléchirent l'orgueil de Léopold, et les négociations s'entamèrent de
1679. nouveau. La paix fut bientôt conclue et signée. La France rendit Philipsbourg, et garda Fribourg, place forte qui lui ouvrait l'Allemagne. Le duc de Lorraine, Charles V, dépouillé de ses états, demanda qu'ils lui fussent restitués. L'empereur et l'Empire qu'il avait servis de son épée, et qui étaient intéressés au succès de sa demande, appuyèrent ses justes prétentions. Louis XIV lui offrit de le remettre en possession de ses états, aux termes de la paix des Pyrénées, ou de les lui rendre tous, à condition qu'il céderait Nancy, en échange de Toul, et que les chemins qui conduisent en Alsace resteraient toujours ouverts à la France. Charles refusa de recouvrer son duché, en signant lui-même l'acte d'une dépendance éternelle. Il aima mieux se réserver la liberté de protester contre l'injustice qui lui retenait tout l'héritage de ses pères, que de sanctionner de son consentement une usurpation partielle; une pauvreté fière et honorable lui paraissait préférable à une existence opulente et servile; cette noblesse, digne d'un souverain, est assez rare

pour qu'on ne néglige pas de la relever. Son refus n'empêcha pas la conclusion de la paix. L'empereur promit de rendre la liberté au cardinal de Furstenberg; l'évêque de Strasbourg fut réintégré dans ses biens; le traité de Munster fut confirmé. Le même jour où l'empereur signa la paix, le duc de Brunswic fit la sienne avec la France; l'évêque de Munster ne tarda pas à suivre cet exemple. 5 févr. 1679. 29 mars.

L'électeur de Brandebourg et le roi de Danemarck, abandonnés à eux-mêmes, restaient seuls sur le théâtre de la guerre. Ni l'un ni l'autre ne voulaient renoncer à leurs conquêtes, et la France ne voulait traiter avec eux qu'à cette condition. Frédéric Guillaume, qui, le premier, avait généreusement épousé les intérêts de la Hollande, et qui avait fait de grands sacrifices à la cause commune, aurait bien mérité de garder des provinces qu'il devait à sa valeur et à son génie; et la Suède, qui l'avait attaqué sans raison, aurait dû porter la peine d'une guerre injuste. Après sa malheureuse campagne en Alsace contre Turenne, en 1674, l'électeur avait encore eu le chagrin de perdre à Strasbourg son fils aîné, le prince Charles-Émile, dans lequel il se voyait renaître, et qui promettait de le recommencer. Affligé de ces revers, sans en être accablé, il

avait pris ses quartiers d'hiver en Franconie, et dans ce repos apparent son ame de feu méditait de nouvelles opérations, lorsqu'il apprit que la Marche électorale était ravagée par les Suédois. L'argent que Louis XIV avait su répandre à propos, l'ascendant de la France dans les conseils de la Suède, avaient engagé cette puissance à profiter de l'absence de l'électeur pour envahir ses états. La Suède regardait la France comme son alliée naturelle; toutes deux avaient combattu l'Autriche, avaient donné la paix à l'Allemagne et garanti le traité de Munster. Elles étaient trop éloignées pour se nuire l'une à l'autre; et la Suède, asséyant sur le rôle temporaire et forcé qu'elle avait joué pendant la guerre de trente ans, ses principes politiques, craignait l'Autriche, et ne voyait dans la France qu'une puissance capable d'attaquer l'Autriche avec avantage, sans penser que la France elle-même menaçait l'Allemagne et l'Europe entière. D'un autre côté, les accroissements du Brandebourg, la politique active et les talents militaires de son souverain, la part qu'il prenait à tous les grands événements, inspiraient à la Suède de l'inquiétude et de la jalousie. Elle voyait une nouvelle puissance se former dans le nord de l'Allemagne, et elle ne pouvait le voir avec indifférence. Fière

de ses souvenirs, elle crut avoir trouvé le moment favorable pour écraser un état qu'elle avait l'habitude de mépriser pendant la guerre de trente ans, et qui commençait à montrer autant de vigueur qu'il avait montré de faiblesse. Une armée suédoise avait pénétré dans la Marche, sous les ordres du général Wrangel. Le pays était absolument sans défense, et fut ravagé. Les paysans, excédés de ces violences, et pleins d'attachement pour leur prince et pour leur patrie, s'étaient armés d'eux-mêmes, afin de repousser ces étrangers avides; mais ils avaient combattu avec plus de bonne volonté que de succès, et rien ne s'opposait aux progrès des armes suédoises.

Frédéric Guillaume avait appris, dans ses quartiers d'hiver, les dangers de ses provinces, et, s'arrachant au repos, il avait fait des marches forcées pour porter du secours à ses malheureux sujets. Les Suédois avaient déja ressenti les effets de sa présence, lorsqu'ils le croyaient encore inactif et tranquille en Franconie. Dorflinger, un de ses généraux, qui, d'une condition obscure, s'était élevé, par son mérite seul, aux premiers grades, devançant l'électeur dans sa marche, les avait chassés de Rathenau. Leur armée, forte de douze mille hommes, s'était réunie et formée

prés de Fehrbellin. A ces troupes qui avaient vécu commodément dans les Marches, l'électeur ne pouvait opposer qu'une infanterie harassée et peu nombreuse et un corps de cavalerie de cinq mille hommes. Cependant la connaissance du terrain, d'excellentes dispositions et le jeu d'une artillerie bien servie, lui avaient donné la victoire. Elle avait été décisive, et les débris de l'armée suédoise s'étaient retirés avec précipitation dans le Mecklenbourg. Cette bataille ouvre glorieusement les fastes de la valeur des Brandebourgeois, et préludait à un siècle de triomphes. C'étaient les premiers essais d'une nation héroïque, destinée à de grandes choses.

La victoire de Fehrbellin fit une sensation prodigieuse dans le Nord. Un peuple nouveau venait de flétrir les antiques lauriers des Suédois. La Suède fut partagée entre l'étonnement et la honte de se voir battue par ceux qu'elle avait méprisés. L'Empire se félicita de voir s'élever dans son sein un vengeur de sa tranquillité et de ses droits. A la suite de cette défaite, la Suède avait été déclarée ennemie de l'Empire; à juste titre, car garante de la paix de Westphalie, elle l'avait elle-même enfreinte. Frédéric Guillaume, profitant de sa victoire, était entré dans la Poméranie suédoise; Wolgast, Stet-

tin, Stralsund même, quoique défendue par de bons ouvrages et par le talent du comte Königsmark, en un mot, toute la province avait subi la loi du vainqueur. Dans l'espérance d'effacer ces revers et d'opérer une diversion favorable, les Suédois étaient entrés dans la Prusse, au nombre de seize mille hommes; c'était du côté de la Livonie qu'ils avaient fait leur invasion, et elle avait réussi, car Görtz, qui commandait en Prusse pour l'électeur, n'ayant que trois mille hommes, n'avait pu leur résister. La saison était peu propre aux opérations militaires; on était au mois de décembre; l'hiver était rude; les fleuves étaient pris par la glace, et les chemins couverts de neige. Ces osbtacles que la nature lui opposait n'avaient pas arrêté l'électeur. Persuadé qu'il était de son devoir et de son honneur d'arracher la Prusse à ses ennemis, il était parti de Berlin le 30 décembre avec l'électrice; sa cavalerie, conduite par Dorflinger, le précédait; on avait chargé l'infanterie sur des traîneaux. Le 10 de janvier, Frédéric Guillaume était arrivé à Marienwerder. La nouvelle de son arrivée inattendue avait porté le découragement et la consternation dans l'armée suédoise; le maréchal Horn, qui la commandait, avait préparé sa retraite; mais l'électeur l'avait poursuivi avec vivacité; et, pour s'é-

pargner un détour de huit milles, les troupes brandebourgeoises, sous les ordres de leur prince, avaient passé le golfe nommé Curisch-Haff, qui était pris par la glace. Le général suédois voulait se retirer par la Samogitie. Les Brandebourgeois le suivent, le serrent de près, et engagent avec lui des combats journaliers, dont ils sortent toujours vainqueurs. Après sa malheureuse expédition, l'armée suédoise, réduite à peu près à deux mille hommes, rentra en Livonie. La rapidité des opérations de l'électeur fut si grande, que le 24 janvier il entra triomphant dans les murs de Königsberg, et que, dans l'espace de quatorze jours, la Prusse fut entièrement délivrée des Suédois.

Ces avantages décisifs pouvaient faire espérer à l'électeur une paix avantageuse, et il paraissait probable qu'il conserverait une partie de ses conquêtes. L'Allemagne et l'Europe tout entière y étaient également intéressées; mais la politique habile de la France, la désunion des alliés, l'ingratitude de la Hollande, la basse jalousie de Léopold, privèrent Frédéric-Guillaume du fruit de ses victoires. La république des Provinces-Unies, oubliant qu'il avait été son unique allié, dans le temps où elle n'avait pas un seul ami et où elle était menacée d'une ruine prochaine,

avait conclu sa paix sans lui, et n'avait rien stipulé en sa faveur, dans son traité avec la France; on ne pouvait pas s'attendre que l'empereur et l'Espagne moutreraieut plus de zèle pour ses intérêts que n'en avait montré la Hollande, et qu'ils auraient plus de générosité et de reconnaissance que la république qui avait des obligations particulières à l'électeur. Il se trouvait donc seul exposé aux vengeances de la France et à l'action de toutes ses forces. Déja Calvo s'était emparé de Clèves; le duc de Créqui était entré dans la Westphalie à la tête d'une armée. Léopold, dont le cœur était aussi étroit que l'esprit, jaloux du mérite de l'électeur et de la considération dont il jouissait, désirait de le voir humilié. Dans cette situation, Frédéric-Guillaume ne pouvait que céder à la force de la nécessité; c'eût été une folie d'engager une lutte aussi inégale; et l'électeur ne confondait pas la fermeté avec l'obstination, et le courage avec la témérité; il envoya Meinders à Paris pour négocier la paix. La France, sûre de sa supériorité, en dicta les conditions. Elle employa son ascendant en faveur de la Suède son alliée, et exigea de l'électeur de rendre à cette puissance les conquêtes qu'il avait faites sur elle. Cette conduite de Louis XIV était aussi noble que sage; la

Suède s'était sacrifiée pour la France; elle pouvait encore lui être utile; il fallait la récompenser de ses services, et lui conserver ses forces. Quelque dure que cette restitution dût paraître à Frédéric-Guillaume, il fut obligé d'y consentir; la paix fut conclue à Saint-Germain-en-Laye. L'électeur obtint avec peine de garder les villes de Camin, de Garz, de Greifenberg et de Wildenbruck; et pour l'indemniser en partie des pertes qu'il avait faites et du ravage de ses provinces, la France lui paya huit cent mille écus; faible dédommagement des sommes que la guerre lui avait coûtées, et qu'il aurait pu employer à l'amélioration de ses états; mais s'il n'avait pas gagné en puissance réelle, il avait gagné du crédit dans l'opinion, par sa valeur et par son habileté. On avait appris à connaître les ressources de ses états et celles de son génie; on estimait sa personne; on sentait que sa puissance était de quelque poids dans la balance politique. Elle n'était pas assez grande pour lui assurer une entière indépendance; elle l'était assez pour le tirer de la servitude et de la nullité.

29 juin 1679.

Le roi de Danemarck restait seul sur le théâtre de la guerre; il ne tarda pas à le quitter. Chrétien V était entré dans la grande coalition contre la France; il suffisait que la Suède fût l'alliée et

l'amie de Louis XIV, pour que le Danemarck fît cause commune avec ses ennemis. Ces deux puissances, voisines l'une de l'autre, à peu près égales en forces, et pouvant se nuire l'une à l'autre avec une égale facilité, ont rarement marché de concert. La guerre entre Chrétien V et Charles XI s'était faite en même temps sur terre et sur mer. La marine danoise avait conservé son ancienne supériorité; trois victoires navales avaient ajouté à sa gloire, et le pavillon suédois avait été humilié près de l'île d'Oelande, 1677.
près de celle de Langeland et de Kioegebucht. 1678.
Mais l'armée suédoise avait effacé les désastres de la flotte et vengé sa honte, en défendant le sol natal que le Danemarck avait envahi, et les troupes danoises, qui avaient fait une descente en Scanie, avaient été battues à Lund; dans une 1677.
seconde bataille près de Landscron, le sort des armes avait été indécis, et les Danois occupaient encore la Scanie. Après avoir dissous la ligue qui s'était formée contre lui, et dicté les conditions de la paix à tous ses ennemis, Louis XIV menaça le Danemarck, et exigea qu'il rendît à la Suède toutes ses conquêtes. Joignant l'effet à la menace, il envoya le marquis de Joyeuse, à la tête d'une petite armée, prendre possession du pays d'Oldenbourg et de Delmenhorst; ces

troupes y demeurèrent jusqu'à la paix. Le Danemarck ne pouvant et ne voulant pas continuer plus long-temps un combat inutile et disproportionné, accepta les propositions de la France,
2 sept. 1679. conclut avec elle le traité de Fontainebleau; et
26 sept. 1679. avec la Suède celui de Lunden; le nord et le midi de l'Europe furent pacifiés.

Ainsi la France sortit victorieuse d'une guerre qu'elle avait entreprise injustement, et dans laquelle une grande partie de l'Europe s'était conjurée contre elle. Arbitre de la paix, elle avait acquis, dans les négociations de Nimègue, une prépondérance plus décisive et plus alarmante que celle qu'elle devait aux succès de ses armes, car elle seule avait fait à chacun sa part, et déterminé les conditions de tous les traités. Elle avait obtenu tout ce qu'elle avait demandé. Si elle avait borné ses demandes, c'est que son intérêt bien entendu le lui conseillait, et sans se relâcher de ses prétentions, elle n'avait tenu aucun compte de celles des autres. Ce qu'elle avait ajouté à son territoire était peu de chose, à côté de l'ascendant qu'elle avait pris sur tous les états, et de l'accroissement prodigieux de sa puissance d'opinion. Elle dut tous ces avantages à la conduite équivoque et double du roi d'Angleterre, dont elle connaissait les pensées secrè-

tes, et à l'adresse avec laquelle ses négociateurs désunirent les états coalisés, pour avoir meilleur marché de chacun d'entre eux après l'avoir isolé de tous les autres. Les succès de cette tactique pourraient surprendre, si l'on ignorait que le plus souvent l'identité des intérêts permanents et invariables des puissances, qui devrait en former un véritable faisceau, est sacrifié à l'appât de quelque petit intérêt particulier qu'on leur présente; qu'une politique élevée, qui repose sur les grands rapports et sur des bases larges et solides, est aussi rare que les esprits vastes et les grandes ames; que pour la plupart des états il n'existe point de passé dans lequel ils aillent chercher les leçons de l'expérience, point d'avenir éloigné pour lequel ils travaillent, et que l'art de rendre le présent supportable, est tout à leurs yeux : maximes que l'on conçoit, sans les approuver, dans des individus qui ne vivent qu'un jour, mais qui sont inexplicables dans les états, qui ne peuvent échapper à la destruction qu'en croyant à leur immortalité.

On peut regarder le moment de la paix de Nimègue comme l'époque la plus brillante du règne de Louis XIV et comme l'apogée de la gloire de la France. Cette puissance dominait dans l'Europe; elle était l'objet de toutes les

craintes et de toutes les espérances, le centre de la politique. Ses guerres lui avaient coûté beaucoup d'argent; mais pendant que d'un côté on détruisait et dépensait la richesse nationale, on produisait et l'on amassait de l'autre. Le génie et l'activité de Colbert prévenaient ou réparaient le mal. Tous les pays étaient tributaires de l'industrie française; les inventions, les modes et les goûts de la nation se répandaient de plus en plus avec sa langue. Cette langue marchait à grands pas à l'universalité. C'était en français que Louis XIV avait dicté des lois à Nimègue. Bientôt le français fut presque généralement substitué au latin dans les transactions politiques, malgré la répugnance de quelques états, qui réclamèrent encore à Nimègue en faveur de l'idiome des anciens maîtres du monde. Les nouveaux maîtres l'emportèrent, et leur langue passa des cabinets dans la société. La prééminence politique des Français décida sa fortune; sa clarté, sa précision, sa simplicité l'assurèrent; la perfection toujours croissante de la littérature française étendit de plus en plus le règne de la langue.

A la paix de Nimègue, la France, victorieuse et triomphante, devait être l'objet de la jalousie de tous les autres états. Elle l'était en effet;

l'éclat de sa supériorité blessait les yeux de toutes les autres puissances; mais aucune d'elles n'avait les moyens de satisfaire sa haine et son envie. Leurs passions étaient impuissantes, et la France n'avait rien à craindre de ses voisins. Quelque sensible et même menaçante que fût sa prépondérance, si Louis XIV, revenant à des principes de modération et de sagesse, avait rassuré l'Europe sur ses projets gigantesques, et si l'on avait vu un terme à son ambition inquiète, l'Europe n'aurait point conçu d'alarmes; elle aurait contemplé sans inquiétude la grandeur de la France; ou du moins elle ne se serait pas armée pour l'affaiblir, et la paix du monde n'aurait pas été troublée. Mais l'orgueil de Louis, l'activité malfaisante de Louvois, le besoin de gloire et de mouvement, qui a de tout temps caractérisé la nation française, ne permirent pas à la France et à l'Europe de jouir longtemps de leur bonheur. Dans l'espace qui s'est écoulé depuis la paix de Nimègue jusqu'à la ligue d'Augsbourg, on peut dire, avec vérité, que la France, par son mépris pour tous les traités, par son ton impérieux, ses hauteurs insultantes, ses démarches violentes et injustes, parut provoquer le soulèvement général de l'Europe. Ce fut l'abus révoltant qu'elle fit de

ses forces qui tira toutes les puissances de leur léthargie, et les contraignit en quelque sorte à réunir leurs moyens pour lui résister. Sans ce concert, c'en était fait de l'indépendance politique des nations de l'Europe et de tous les avantages physiques et moraux qui tiennent à ce bien inappréciable. Louis XIV n'aurait jamais réduit tous les autres états en provinces, et ne les aurait pas incorporés à la monarchie; mais il les eût gouvernés par des ordres émanés de son trône; il eût entravé leur activité et leur industrie, ou les eût fait servir à son luxe et à sa gloire : la crainte de déplaire à la France fût devenue le principe et la règle des démarches de tous les cabinets; les princes, esclaves déguisés sous de beaux noms, eussent acheté par une soumission servile la permission d'exister sous une forme quelconque, et les peuples, perdant tout orgueil national, à mesure que leurs princes perdaient toute dignité, seraient tombés dans la langueur, le découragement et la nullité.

CHAPITRE XXII.

État des sciences et des lettres en France. Causes de leurs progrès. Caractères distinctifs de la poésie, de l'éloquence, de la philosophie françaises. Siècle de Louis XIV.

L'époque de la prépondérance de la France fut aussi celle de sa prééminence dans les lettres et dans les arts; elle tenait le sceptre du génie comme celui de la puissance, et régnait dans le monde littéraire comme dans le monde politique. On peut même dire avec vérité, que ces deux genres de domination exerçaient l'un sur l'autre une action réciproque, et se consolidaient mutuellement. L'éclat des talents rejaillissait sur la puissance, et la puissance concourait à étendre l'empire et les triomphes du talent. Afin de réunir sous un même point de vue tout ce qu'il y a eu d'éblouissant dans cette période de la grandeur française, nous plaçons ici le tableau du développement national. Il servira de point de passage et de repos entre l'époque où le travail, la richesse nationale, les succès des armes et les combinaisons de la politique avaient amené

le plus haut degré de puissance de Louis XIV, et celle qui nous offrira l'abus de la puissance, suivi de son affaiblissement, de sa décadence et de sa chute.

Les conditions du développement de l'esprit humain, sans lesquelles les génies heureux que la nature fait naître, inconnus à eux-mêmes et aux autres, sommeillent et ne sont pas même avertis de leur existence, se réunirent lors de la paix de Nimègue, pour produire de grands effets. Le beau ciel, le climat tempéré, la fertilité du sol, la richesse des sites, une nature sagement libérale qui veut être sollicitée par le travail, mais qui encourage l'homme par sa fécondité, étaient propres à favoriser en France le développement, mais ne suffisaient pas pour l'amener. Une imagination vive, une organisation délicate et mobile, une sensibilité facile à ébranler, un esprit actif qui comptait l'activité au nombre de ses besoins, une ame susceptible, peut-être à l'excès, de toutes les impressions, de tous les sentiments, de toutes les idées, avaient formé de tout temps les traits du caractère national. Ces dons du ciel promettaient aux Français de grands succès dans la carrière des lettres et des arts; mais il fallait que les circonstances et les événements dirigeassent leur atten-

tion et leurs forces sur ces objets intéressants.

Ces circonstances et ces événements parurent, et semblèrent s'être réunis pour faire du règne de Louis XIV un règne brillant. Les guerres civiles de la Ligue, les conspirations nombreuses que Richelieu avait passé sa vie à provoquer et à combattre, et les troubles de la Fronde avaient donné aux ames une forte impulsion; le peuple avait pris l'habitude des émotions vives et sentait le besoin d'être occupé. Cette habitude et ce besoin devaient tourner au profit du développement; l'activité ne pouvant plus trouver d'aliments dans les événements politiques, devait se porter sur des objets plus paisibles. Ce n'est pas au milieu des agitations politiques que les lettres et les arts prospèrent, mais l'histoire prouve que les troubles civils ont souvent donné l'éveil aux talents, et qu'ils fécondent l'imagination et la pensée.

Le gouvernement prit en France, dès que Louis XIV gouverna par lui-même, une assiette plus fixe, une marche plus régulière, un caractère de vigueur et de sagesse. Ce n'était plus l'anarchie féodale, où la force ne servait qu'à violer impunément le droit, et où il n'y avait de sûreté que pour ceux qui attaquaient celle des autres. Ce n'était plus le régime de terreur

que Richelieu avait substitué aux formes aristocratiques de l'ancienne constitution, régime qui devait servir de point de passage à la véritable monarchie, mais qui glaçait les cœurs et paralysait les esprits; c'était, dans la première partie du règne de Louis XIV, un gouvernement ferme et doux, une autorité tutélaire, qui garantissait la sûreté des individus, leur assurait à tous une active protection, et favorisait leur développement : il n'y avait pas de liberté politique, mais le premier besoin des sociétés, la liberté civile existait; et heureux de ce bienfait on ne désirait pas autre chose. Les arts et les lettres peuvent fleurir, et ont fleuri en effet dans les monarchies comme dans les républiques; la forme des constitutions est assez indifférente à leurs progrès, mais ils sont incompatibles avec le despotisme et l'anarchie. Le gouvernement de Louis XIV s'éloigna également de l'un et de l'autre, pendant la belle période de son règne. Sous le joug salutaire des lois se pliaient les têtes les plus puissantes. Un seul commandait, tous les autres obéissaient; mais les ordres n'étaient pas encore des ordres arbitraires; ils étaient dictés par l'intérêt public, et sous l'égide protectrice des lois générales, toutes les forces pouvaient agir sans inquiétude, et tous les ta-

lents produire dans une entière liberté. Aussi, graces à cette tranquillité précieuse et aux soins éclairés de Colbert, le travail se multiplia bientôt sous toutes les formes, et répandit dans toute la France les besoins du luxe et les moyens de les satisfaire. On ne travailla pas uniquement pour vivre, mais pour vivre agréablement. Il y eut bientôt en France un grand nombre d'hommes riches, qui eurent le temps, le désir et les moyens de s'instruire. On devint avide de tous les genres de jouissances; on connut l'ennui, la faim de l'ame, qui s'annonce lorsque tous les autres besoins sont apaisés; l'ennui et la richesse sollicitèrent le talent qui, sortant de sa léthargie, travailla pour le luxe de l'esprit, après avoir pourvu à tous les agréments et à toutes les commodités de la vie physique. La sûreté publique, le règne des lois et la soif de jouir, le plus puissant ressort de l'activité humaine, multiplièrent et perfectionnèrent le travail de l'agriculture, des arts et du commerce; il y eut bientôt un excédent considérable des productions sur la consommation; le travail enfanta les capitaux de la richesse; ces capitaux créèrent la puissance nationale, la puissance réveilla et encouragea le génie, et ses ouvrages devinrent la décoration de la puissance.

A ces causes générales, qui, de tout temps, ont été les conditions du développement de l'esprit humain, et qui, modifiées par les localités, agirent alors toutes en France, se joignirent encore des causes particulières, qui renforcèrent l'action des premières, et qui eurent beaucoup d'influence sur les progrès de la poésie, de l'éloquence, des arts libéraux, et même des sciences exactes.

Richelieu avait attiré les grands propriétaires dans la capitale, afin de pouvoir les surveiller de plus près, et sa politique jalouse avait fait de Paris la première ville du royaume. C'était rendre un grand service aux lettres que d'offrir aux sciences et aux arts un centre et un point de ralliement. Si l'esprit humain doit atteindre un haut degré de perfection, il est nécessaire de lui offrir beaucoup de points de comparaison, afin que la circulation des idées en augmente le nombre et la richesse, et que les têtes s'électrisent par le frottement. Les grandes villes ont été et seront toujours le foyer des talents et la serre chaude des arts. Le génie peut sans doute enfanter dans la solitude des conceptions sublimes; il est même des genres qu'on ne peut cultiver avec succès que dans l'isolement et la retraite; mais il en est d'autres qui

demandent un grand théâtre, et le goût, qui éclaire le génie, le guide et prévient ses écarts, le goût, qui appose aux ouvrages le sceau de la perfection, ne se forme que dans les lieux qui lui offrent un grand nombre d'objets de comparaison et une utile diversité de jugements. Paris était déja devenu une ville riche, peuplée, éclairée. Les grands propriétaires, que la politique de Richelieu avait arrachés à leurs terres, formaient dans la capitale une société d'hommes riches, à qui leur rang, leur fortune, leur genre de vie, donnaient le tact et le sentiment des convenances, qui pour charmer leur loisir demandaient des secours aux lettres et aux arts, et dont l'exemple, les leçons, les jugements se répandaient dans les classes inférieures.

Louis XIV ne tarda pas à donner le ton à ces sociétés, qui elles-mêmes le donnaient aux autres, et on doit lui rendre la justice de dire qu'il méritait d'être leur modèle, car il était heureusement né; son esprit juste, son tact exquis lui tenaient lieu d'études et de lumières. Il portait sur son extérieur l'empreinte de la noblesse de son ame et de son goût pour le beau. La plupart de ses injustes détracteurs, qui, à distance, le jugent avec un mépris bien commode pour leur médiocrité, eussent été en sa

présence gagnés par un souris, ou intimidés par un regard. Comme il avait un heureux équilibre de facultés, il mettait de la mesure dans ses démarches et de la dignité dans ses actions; il était surtout sensible aux charmes de la régularité, de l'ordre, de l'unité dans les ouvrages de l'art; il aimait que le style eût de la noblesse, et qu'il fût toujours à l'unisson du sujet; il haïssait l'exagération des expressions et des idées, quoiqu'il en eût un peu dans le caractère; il haïssait encore plus la trivialité, le mépris des convenances, la bassesse des sentiments et du langage. La simplicité, l'harmonie, l'élévation des pensées et des sentiments avaient pour lui un charme particulier, et son goût a eu une telle influence sur le développement national, qu'en parlant des traits caractéristiques de l'esprit et du goût de Louis XIV, on caractérise, sans le vouloir, le génie de la littérature française. Le plus souvent le public ratifiait ses jugements, et souvent il a jugé plus sainement que le public, et a désigné d'avance à la renommée les ouvrages qu'elle célébrerait un jour. S'il n'a pas rendu justice à La Fontaine, s'il a condamné la manière et le genre de Teniers, il faut l'excuser en disant qu'ils avaient, de tous les genres de mérite, celui qu'il pouvait le

moins sentir, parce qu'il n'avait aucune espèce de rapport avec le caractère de son esprit.

Non-seulement il goûta les ouvrages les plus parfaits, et il leur rendit hommage, mais il accueillit leurs auteurs et leur accorda des éloges flatteurs parce qu'ils étaient sentis et motivés, et des distinctions dictées par une estime réfléchie, qui seules ont du prix pour les hommes de génie, presque toujours indifférents aux richesses et aux honneurs. Racine et Boileau l'accompagnaient dans ses voyages; souvent ils faisaient sa conversation, et il était digne de les posséder, puisqu'il recherchait leur commerce. Il protégea Molière contre les attaques de l'hypocrisie, irritée de se voir mise en scène. Bossuet, Montausier, Beauvillier, Fénélon furent chargés par lui de l'éducation de ses enfants, et en les confiant au génie et à la vertu, il prouva qu'il admirait l'un, et qu'il ne craignait pas l'autre. On connaît les choses vraies et ingénieuses qu'il dit à Massillon, lorsque ce célèbre orateur eut prêché le carême à Versailles. Ces compliments ingénieux, ces hommages flatteurs, ces attentions délicates pour les gens de lettres, formèrent bientôt l'esprit général; les courtisans et les seigneurs, toujours imitateurs du prince, se firent gloire de cultiver la littéra-

ture, ou du moins lui rendirent hommage par un culte hypocrite, et vécurent avec les beaux esprits du siècle dans les relations les plus intimes. De la cour, ce ton, ce goût, ces habitudes se répandirent dans les autres parties de la France; la science et l'art devinrent les objets d'un véritable culte, et leurs représentants ou leurs favoris furent recherchés et respectés dans tous les cercles et dans toutes les sociétés.

En perfectionnant l'Académie Française, en créant celle des Sciences et celle des Inscriptions, Louis XIV offrit aux gens de lettres des encouragements et des récompenses; il réunit leurs talents et leurs forces divisées; il leur procura le précieux avantage de vivre avec leurs pairs, et d'être jugés par eux; il leur assura une existence douce et tranquille, un loisir laborieux et honorable. La langue fut protégée et défendue par un tribunal respectable, contre les invasions de ces écrivains qui croient avoir des idées neuves lorsqu'ils créent des mots nouveaux, et dont les hardiesses ne sont souvent rien moins qu'heureuses. La science s'enrichit par des observations assidues, des expériences nombreuses et de savants calculs. Le champ de l'antiquité fut défriché, et de vastes dépôts recueillirent et conservèrent des matériaux pré-

cieux, dont d'habiles architectes ont tiré dans la suite le plus grand parti ; l'établissement des académies fit de la noble profession d'homme de lettres un état honoré. On n'eut pas besoin de joindre d'autres titres à celui-là pour être reçu partout ; on ne jugea pas un homme inutile ou ridicule, parce qu'il était penseur ou poëte de profession, qu'il aimait mieux la vérité que l'or, et qu'il travaillait pour les besoins de l'esprit, comme d'autres travaillent pour ceux du corps.

Les grands événements politiques du règne de Louis XIV, les progrès et les succès de sa puissance, l'admiration ou la crainte que la France inspirait à toute l'Europe, fournirent non-seulement aux poëtes et aux orateurs des sujets dignes d'eux, mais ils créèrent dans toute la nation une fierté nationale, un besoin de mouvement, un enthousiasme de gloire, qui imposaient au génie des artistes et des poëtes de grandes obligations, et leur promettaient des triomphes. Chacun voulait contribuer à l'éclat de la France ; il y eut une concurrence d'efforts, une rivalité généreuse de talents, une abondance de productions parfaites, au-dessus de tout ce que le monde avait jamais vu dans ce genre. Les étrangers accouraient de toutes parts à Paris, pour être témoins des miracles que le

génie enfantait à la voix de Louis XIV. Ils s'empressaient de voir et d'approcher les grands hommes, qui ne laissaient pas à l'admiration le temps de se reposer; leur gloire devint une propriété nationale; ils acquirent la conscience de leurs forces; c'était acquérir le secret de les multiplier, et d'assurer leur réputation par de nouveaux ouvrages. Ils vivaient au milieu d'une nation qui s'associe à l'immortalité du génie en partageant ses succès, qui est tourmentée du besoin de sentir avec vivacité et d'exprimer avec force ses sentiments, et qui est capable de s'oublier elle-même pour contribuer à l'honneur national. Le génie excitait l'enthousiasme général, et cet enthousiasme augmentait le sien. Enfin, les gens de lettres, réunis dans une même ville, y formaient un corps d'élite, destiné à préparer les plaisirs délicats d'une nation sensible; ils s'éclairaient les uns les autres, se communiquaient leurs pensées, jugeaient réciproquement leurs ouvrages, et créaient l'opinion publique. Le feu du génie est difficile à allumer; mais dès qu'il a paru, il est facile de le répandre, et il se communique avec une prodigieuse rapidité.

Après ces réflexions générales sur les causes du développement des esprits en France, jetons

un coup-d'œil sur les richesses de la littérature française, et tâchons de saisir le caractère particulier de ses chefs-d'œuvre, dans les différents genres de poésie et d'éloquence.

Avant que la Grèce eût beaucoup de poëtes dignes de l'immortalité, elle a eu des poëmes épiques qui ont servi de modèles à toutes les nations. Sans autre maître que la nature, sans autres leçons que celles qu'il reçut de son génie, Homère enfanta l'Iliade et l'Odyssée. Ces deux grandes compositions, qui sont devenues les livres sacrés des poëtes grecs, se présentent à l'entrée de l'histoire de la littérature grecque, et le beau siècle de Louis XIV, si fécond dans tous les genres, n'a point produit de poëme épique qu'on lise encore, ni qui mérite d'être lu. La muse de Boileau a fait justice du Moyse sauvé de St.-Amant, du Childebrand de Sainte-Garde et de la Pucelle de Chapelain; ces poëmes ne vivent plus que dans ses vers, et ils y sont condamnés à une triste immortalité. Chapelain savait bien dessiner le plan d'un poëme, comme on dessine le plan d'un jardin, mais il ne savait pas le couvrir d'une riche végétation; son imagination créait des personnages et des actions, mais il ignorait l'art de faire parler les uns et de peindre les autres. Le Moine dans son St.-Louis

montre le talent de l'invention; il a plus de verve que Chapelain et moins de dureté que lui; mais son style est faible, lâche, incorrect, et le style seul assure aux ouvrages, et surtout aux poëmes, des succès durables. Le Télémaque est un ouvrage unique; aucune nation ne peut en offrir un pareil; on ne saurait lui disputer le titre de poëme, mais ce n'est pas un poëme épique. Fénélon lui-même se fût refusé à cet honneur, et s'il eût jugé son ouvrage comme un poëme, il y aurait condamné ces morceaux d'une politique simple et lumineuse, d'une morale pure et touchante, qui charment et instruisent le lecteur, mais que la poésie épique réprouve. Poëte du premier ordre quand il veut l'être, par ses fictions ingénieuses, la vivacité de ses images, la chaleur et la richesse de son coloris, il préfère souvent d'être philosophe, et sacrifie l'action de son poëme au plaisir de faire parler la sagesse de Mentor.

mort en 1715.

Si la France n'a pas réussi, à cette époque, dans le poëme épique (et l'on doit peut-être en accuser la langue, qui ne se prête que difficilement aux peintures de détail que ce genre exige, plus encore que la pénurie des sujets, le défaut de merveilleux, la vivacité et l'impatience du caractère national), le Lutrin de Boileau est un

mort en 1711.

chef-d'œuvre dans le genre de l'épopée badine. Le contraste de la majesté du ton, de la mesure imposante du vers, des grands ressorts que le poëte met en jeu, avec la petitesse du sujet, est une source inépuisable de bon comique dans laquelle Boileau a puisé avec succès. Cette production achevée est peut-être son plus beau titre à la gloire poétique; il y prend avec succès tous les tons, excepté celui du sentiment et de la passion, qui n'a jamais été le sien, et dans aucun poëme de ce temps la langue ne paraît plus souple, plus flexible, plus harmonieuse.

On a remarqué que les peuples civilisés et riches aiment la pastorale, comme on aime la peinture de l'âge d'or; le contraste la leur fait chérir; leur imagination et leurs sens se reposent sur ces simples et frais paysages. Mais il est rare qu'une société riche d'idées et de sentiments réussisse dans ce genre; soit qu'on prête aux bergers de l'esprit ou des passions, on dénature également le caractère que leur donne leur genre de vie; on court risque d'être faible et froid, ou de sortir absolument du ton qui convient aux personnages. Segrais et madame Deshoulières n'ont pas su éviter le premier de ces écueils; Fontenelle a échoué contre l'autre. La muse timide des champs devait être déplacée près du

mort en 1694.

né en 1657, mort en 1757.

trône éblouissant de Louis XIV; elle a cru devoir changer de mœurs et de langage; en le faisant, elle a perdu ses graces naïves.

La fable, qui appartient à la poésie didactique par son but, est un petit poëme épique, dont les plantes et les animaux sont les héros, les champs et les forêts le théâtre, et auxquels les incidents les plus insignifiants et les plus légers servent de sujet. L'inimitable La Fontaine aurait créé l'apologue s'il n'avait pas été inventé, car son génie portait naturellement des fables; et, comme disait l'ingénieuse la Sablière, c'était un fablier. Le *bon homme* ira plus loin que nous, répétait Molière à ses amis, et si La Fontaine ne les a pas laissés derrière lui, du moins il s'est placé à leur côté, et il est allé tout en contant et sans s'en douter, à l'immortalité. Quel admirable mélange d'imagination, de sensibilité et d'une philosophie douce et profonde! quelle simplicité inimitable! Il crée et répand ses richesses sans le vouloir et sans le savoir, et c'est cette heureuse ignorance qui lui donne cette facilité, cet abandon, cette naïveté, qui appelle tour à tour le souris et les larmes. On ne peut le comparer avec aucun auteur ancien ou moderne; on essaierait en vain de l'imiter; on doit désespérer de le voir reparaître, à moins que la

mort en 1695.

nature ne reproduise cette singulière combinaison. Chez tous les autres écrivains on peut distinguer l'homme de son talent, l'écrivain de son ouvrage; chez La Fontaine la chose est impossible; l'homme tout entier se trouve dans chacune de ses fables, et c'est là ce qui en fait le charme; chacune d'elles est une empreinte précieuse de sa physionomie, physionomie originale et vraiment unique; et si l'on avait pu pénétrer dans les secrets de son génie, et prendre, comme disait Fontenelle, son ame sur le fait, on aurait vu que les fables naissaient d'elles-mêmes dans son cerveau, et on en serait revenu au joli mot de madame de La Sablière : c'est un fablier.

C'est dans la poésie dramatique que la France a atteint, sous le règne de Louis XIV, le plus haut degré de perfection. Les troubles politiques qui avaient fait paraître de grands caractères, l'influence de la littérature espagnole, qui se distinguait par un ton élevé, mais dont l'élévation dégénérait quelquefois en enflure, et l'étude de l'histoire romaine, qui attirait Corneille par une affinité secrète avec le ton naturel de son esprit, expliquent les défauts et les beautés de ce grand homme, que le règne de Louis XIII revendique à juste titre. Il avait régné sur la scène par l'étonnement et l'admiration qu'inspi- mort en 1684.

rent ses personnages; c'était le grand ressort qu'il faisait jouer, et l'effet naturel que devaient produire son style mâle et dur, ses dessins fiers et hardis, ses pensées profondes et ses sentiments sublimes. Racine vint lui disputer la palme du génie, et il ne peut pas disputer à Racine le mérite de la perfection. Les ouvrages de ce dernier sont dans la poésie ce que l'Apollon et la Vénus sont dans la sculpture, éminemment beaux. Jamais homme ne reçut de la nature un cœur plus sensible et plus passionné; il puisait en lui-même la marche et le langage de tous les sentiments et de toutes les passions, ou plutôt son imagination le mettant à la place de tous les personnages qu'il met en scène, il s'identifiait avec eux; il était tour à tour Phèdre, Andromaque, Achille, Agamemnon, Athalie; il s'oubliait lui-même, et se fait oublier de ses lecteurs; on ne voit que ses héros. Nourri de la lecture des anciens, élevé à l'école de Port-Royal, qui était celle de la piété, de la raison et du bon goût; sensible à l'amour, et connaissant par expérience toutes ses agitations et toutes ses délicatesses; placé dans un siècle où les grandes passions n'étaient ni un scandale ni un ridicule, et où l'esprit de la chevalerie s'annonçait encore par le respect que l'on avait pour les femmes; rapproché d'une cour où tout devait

mort en 1699.

paraître noble, élevé, et où beaucoup de choses l'étaient en effet, où la décence et la dignité du langage et des manières étaient le ton dominant et passaient du souverain aux sujets; entouré d'amis éclairés et sévères qui ne lui refusaient pas l'éloge et ne lui épargnaient pas les critiques, Racine développa dans toute sa force le beau génie qu'il avait reçu de la nature, et il fera l'admiration et le désespoir de tous ceux qui essaieront de marcher sur ses traces. On lui a reproché d'avoir transporté l'art dans un monde idéal et conventionnel; mais l'objet de l'art n'est pas la nature, telle qu'elle se montre dans les individus qui composent la société; c'est la nature dans sa beauté, telle qu'elle existe dans les productions d'élite et les combinaisons les plus heureuses qu'elle ait jamais enfantées. D'ailleurs, si elle se surpasse elle-même quelquefois, elle se ressemble cependant toujours à elle-même. Toutes les amantes ne parlent pas précisément comme Hermione ou comme Junie, toutes les mères comme Andromaque; mais elles sentent de même, et du moment où elles seront en état de comprendre Racine, elles se reconnaîtront dans ses portraits. On a dit que Racine n'avait su peindre que l'amour; mais l'amour est de toutes les passions la plus intéres-

sante, parce qu'elle est la plus connue et se trouve à la portée de tout le monde; l'amour est de toutes les passions la plus tragique; ce n'est pas dans Bérénice, mais dans Hermione ou dans Phèdre qu'il faut la voir, pour être pénétré de compassion et de terreur. On a dit que Racine manquait d'énergie, qu'il attendrissait l'ame sans la remuer, et qu'il ne parlait pas assez aux sens. Il n'y a que ceux qui prennent l'effort pour la force, qui puissent accuser ce grand poëte de manquer de force; comme il est toujours simple et naturel, on peut aisément prendre le change. Britannicus et Athalie suffisent pour prouver que tous les tons lui sont familiers, qu'il sait peindre comme Tacite, avec des touches fières et hardies, et se place au degré d'élévation d'un prophète de l'ancienne loi. Il est bien plus facile, avec le secours du décorateur et du machiniste, de parler aux sens qu'à l'imagination; mais en parlant trop aux sens, on les fatigue ou on les révolte, et on paralyse le jeu de l'imagination; c'est à elle qu'il faut s'adresser; c'est elle qu'il faut savoir mettre en mouvement, et comme ce qui est n'est jamais aussi beau que ce qui peut être, ses tableaux seront presque toujours supérieurs à ceux des sens. Racine possédait ce don précieux à un de-

gré éminent, et il y joignait l'art de dessiner les caractères avec autant de correction que d'unité, de lier toutes les parties de sa création, de simplifier la marche, de graduer l'intérêt, d'animer toutes les scènes de ses tragédies; il avait surtout une magie de style dont il paraît avoir emporté le secret; il ne dit jamais ni trop ni trop peu; il n'est ni au-dessus, ni au-dessous de son sujet, et il règne toujours chez lui une harmonie parfaite entre les choses qui se font et celles qui se disent.

Les autres nations disputent à la nation française le mérite de ses tragédies, ou du moins la prééminence dans la tragédie; mais toutes les nations conviennent que les comédies françaises sont les premières de toutes, et en effet, jamais peuple n'a excellé dans ce genre comme les Français. Ce phénomène s'explique facilement. La comédie est la peinture des mœurs et des ridicules de la société. Le Français est naturellement sociable; les sociétés sont nées en France; elles y ont été de bonne heure un besoin de nécessité première. Une gaieté franche et aimable, une malice douce et spirituelle sont des traits du caractère national, et elles sont l'ame de la comédie. Un peuple vif jusqu'à la pétulance, et qui est dans un mouvement continuel,

prête peut-être plus au ridicule qu'un peuple flegmatique, qui n'a souvent d'autre ridicule que son flegme même; et ce même peuple doit saisir les ridicules avec plus de promptitude que tout autre. D'ailleurs, sous le règne de Louis XIV, la distinction des rangs, les bienséances d'état, les usages établis par une étiquette sévère, devaient multiplier les ridicules, en multipliant le nombre de ceux qui, avec plus de vanité que de tact, et de prétentions que de graces, voulaient sortir de leur état, et trahissaient leur origine et leur profession, en imitant les grands seigneurs. Les ridicules attendaient Molière; il vint, et ils furent tous produits sur la scène, et les originaux s'amusèrent aux dépens des copies. Rapproché des classes inférieures par sa naissance et par ses relations domestiques, des classes supérieures par la place qu'il occupait à la cour de Louis XIV, Molière fut admirablement placé pour observer les hommes de tous les rangs, et pour saisir entr'eux des contrastes frappants et comiques. A une force et une pénétration d'esprit à qui rien n'échappait, et qui devinait ce qu'elle ne connaissait pas, il réunissait une raison saine et lumineuse, un bon sens exquis, une grande gaieté d'imagination et de la verve comique. Il sacrifia quelque-

mort en 1673.

fois au goût du petit peuple, et surtout aux besoins de la troupe qu'il devait faire vivre; mais il expia ces torts, qu'on lui pardonne facilement, par les compositions sublimes du Tartuffe et du Misanthrope. Les Espagnols n'avaient eu que des pièces d'intrigue, il créa les pièces de caractère; en peignant l'homme individuel, il eut le grand art de peindre la nature humaine en général; en nous conservant le portrait fidèle des mœurs, du langage, des habitudes de son siècle, il fait celui de l'avare et de l'hypocrite de tous les temps et de tous les lieux. Sa philosophie profonde et morale, il ne la dut pas autant à Gassendi, dont il avait été le disciple, qu'à l'étude qu'il fit des hommes dans toutes les relations sociales, et au coup d'œil observateur qu'il jetait à la cour et à la ville, dans l'intérieur des maisons et dans le secret des cœurs. Dufresni et Dancourt, Regnard, et Destouches, ses successeurs et ses rivaux, n'ont que de la gaieté sans philosophie, ou de la philosophie sans gaieté, du talent et même un talent distingué, mais pas de génie.

La Grèce avait donné à la France des modèles de tragédie et de comédie. L'Italie avait créé un genre de spectacle, où tous les arts réunissaient leurs moyens et leurs richesses, qui s'é-

loigne de tout ce que les anciens ont connu dans ce genre, quoiqu'il les rappelle à certains égards; Quinault et Lully associèrent leurs talents pour transporter ce spectacle en France, et l'opéra prit naissance. La musique de Lully est oubliée, mais on lit encore avec plaisir les vers de Quinault, et malgré les traits que Boileau a lancés contre lui, la mollesse et la douceur de ses vers, l'usage admirable qu'il a fait des rhythmes, l'élégante simplicité de son style lui assurent une place distinguée parmi les auteurs français; quelques morceaux de ses poëmes respirent la douceur, la tendresse, la volupté, et sont dignes d'être chantés dans les jardins d'Armide.

mort en 1687.

mort en 1688.

La poésie didactique paraissait être faite pour le sage et sévère Boileau, qui avait plus de raison et de goût que d'imagination, et plus d'imagination que de sensibilité. Dans son Art Poétique, il donna en même temps le précepte et l'exemple. Ce genre de poésie a fait une grande fortune dans notre siècle antipoétique. Il paraît offrir entre la philosophie et l'imagination, entre le vrai et le beau, une alliance aussi utile qu'agréable; mais il présente de grandes difficultés; on risque toujours d'être sec et aride, ou superficiel et faux. Boileau a su tenir un sage milieu entre

ces deux extrêmes; il est solide sans pesanteur; il éclaire en amusant; ses idées, saines et justes, se succèdent en foule sous le masque agréable des images. Ses satires, qui paraissent appartenir au genre comique (car la comédie n'est qu'une satire en action), appartiennent plus encore au genre didactique, puisque leur but est d'instruire et de corriger. Celles de Boileau sont dans la bouche de tout le monde; la plupart de ses vers sont devenus maximes ou proverbes. Il n'a pas la sainte indignation de Juvénal, et il ne pouvait pas l'avoir, puisqu'il ne frappe que sur les ridicules. Il n'a pas non plus la philosophie d'Horace, son ton léger, son esprit fin et délicat; mais il a sa vivacité, ses tournures dramatiques, et la même correction de dessin, la même pureté de goût. On trouve dans ses satires plus de force que de grace, plus d'humeur que de gaieté, plus de sagesse que d'abondance; mais on y admire ce style mâle et ferme, cette simplicité vraiment antique, ce naturel précieux qui caractérisent les grands écrivains du siècle de Louis XIV. On regrette seulement que son talent ne se soit exercé que sur les mauvais auteurs, et qu'il n'ait pas plus ménagé les personnes en attaquant les choses.

Boileau a fait l'ode sur la prise de Namur; ses

partisans et ses amis désiraient qu'il ne l'eût pas faite, ou qu'on l'oubliât, et leur vœu a été rempli. En général, la poésie lyrique n'a pas été cultivée en France avec succès. Les grands événements du siècle de Louis XIV et les exploits des Français étaient bien propres à inspirer l'enthousiasme, dont l'ode est l'expression, mais le génie de la langue, qui ne permet pas les inversions hardies, et qui, plus que toutes les autres, se refuse même à un désordre apparent, n'est pas favorable à la marche irréguliere de la poésie lyrique. Cependant l'auteur d'Athalie et d'Esther a fait ces chœurs immortels où toute la richesse des images orientales se trouve associée au goût le plus pur, et où le génie des poètes sacrés a reçu l'hommage du génie. Rousseau, si fameux par les couplets qu'on lui attribua, si intéressant par ses malheurs, est justement célèbre par ses odes, dont l'harmonie ravissante, le ton noble et élevé commandent l'admiration de ceux même qui y désireraient plus d'abandon, plus d'enthousiasme, plus d'idées et de sentimens, et qui les voudraient plutôt sublimes que belles.

mort en 1741.

L'ode badine, la chanson, en un mot, tout ce qu'on est convenu d'appeler poésie légère, a obtenu en France un degré de perfection qu'il

est plus facile de sentir que de définir et d'exprimer. La gaieté, la vivacité, la légèreté nationales devaient inspirer aux poètes le goût et le talent de ces productions légères; ce sont des miniatures et des camées d'un fini achevé; enfants du plaisir et de l'occasion, ces vers sont si parfaits qu'on les croirait le fruit d'un long travail. La perfection de la société, la marche rapide de la langue, les relations habituelles avec les femmes, devaient multiplier en France ce genre de talents. Chapelle, Bachaumont, Saint-Aulaire chantaient leurs couplets, comme Anacréon chantait les siens, au milieu des festins, couronné des roses du plaisir; Chaulieu célébrait les mêmes objets avec plus de délicatesse et de sensibilité, mêlait aux peintures de la volupté une légère teinte de mélancolie, une philosophie douce et aimable, et il paraît avoir dérobé à Horace le secret des contrastes; la volupté est sur le devant de ses tableaux, et on aperçoit un tombeau dans l'éloignement. mort en 1720.

L'éloquence emprunte à la poésie une partie de ses moyens et de ses riches décorations; elle doit puiser avec beaucoup de sobriété dans le trésor d'images que la poésie lui ouvre, mais elle en a besoin pour persuader les cœurs, et pour faire trouver grace à la raison. Il est un

genre d'éloquence que la France ne pouvait pas connaître, c'est l'éloquence politique, qui ne peut exister que dans les républiques ou dans les gouvernements mixtes. La France adopta et connut l'éloquence du barreau; elle créa ou ressuscita l'éloquence de la chaire. Mais la première était souvent déplacée, là où il ne s'agissait que d'éclairer et non d'émouvoir, et elle manquait souvent de grands sujets qui lui permissent de déployer toutes ses forces. Patru, Cochin, et plus tard d'Aguesseau ont été les modèles du barreau. Patru n'était que sage et correct; c'était beaucoup de réformer le mauvais goût de son temps. Cochin, plus animé, ne fut pas étranger aux mouvements oratoires. D'Aguesseau, dans ses mercuriales, toujours pur, noble, élevé, offre plus d'idées que d'imagination et plus d'esprit que de sensibilité. Massillon, Bourdaloue, Bossuet et Fléchier disputent à Cicéron et à Démosthène, dans un ordre de sujets tout différents, la palme de l'éloquence. L'orateur sacré a des difficultés à vaincre qui étaient inconnues aux anciens, mais d'un autre côté il a des moyens de frapper, d'attendrir et d'émouvoir que la religion chrétienne seule pouvait fournir. Bourdaloue, logicien sévère, a dans son style un peu de l'austérité de ses principes; il paraît

mort en 1751.

mort en 1704.

craindre de profaner par des ornements la sainteté de ses sujets; il est plutôt pressant que touchant, et il semble oublier que la vertu est un art et non une science, et que la religion a des intelligences secrètes et puissantes avec l'imagination et la sensibilité. Il était réservé à Massillon, de saisir toute l'étendue de l'art, d'ébranler à la fois toutes les fibres de l'esprit et du cœur pour faire triompher la vérité. Jamais homme n'a jeté la sonde dans le cœur humain d'une main plus sûre et plus délicate, avec plus d'habileté et plus de cette bonté touchante qui rassure sur l'usage qu'il fera de ses découvertes. Ses admirables discours sont une lutte continuelle de l'orateur avec les passions; il les atteint sous toutes les formes qu'elles empruntent; il les saisit, les arrête, les oblige à raisonner avec lui, les serre de près, démêle leurs artifices, et les contraint à signer elles-mêmes l'arrêt de leur condamnation; d'autres se contentent de prouver qu'il ne faut pas vivre sous l'empire des passions; il fait mieux, il vous en dégoûte et vous les ôte. Majestueux et clair, quand il établit le dogme; doux, tendre, entraînant, quand il peint les charmes de la vertu; véhément, impétueux, terrible, quand il foudroie les passions, il est le Racine de l'éloquence. Comme lui il a tous les tons; comme lui

mort en 1742.

mort en 1704. il est toujours également parfait. Bossuet, faible dans ses sermons, ne paraît fait que pour les oraisons funèbres. Il fallait à ce génie sublime, à cette imagination vaste, à cette ame plus forte encore que sensible, le champ immense de la mort, du temps, de l'éternité, pour qu'elle fût dans sa véritable sphère. Tout ce qui est obscur et mystérieux, ou saisissant et sombre, ou infini dans son principe et dans ses suites, est seul à l'unisson de son génie. A la hauteur où il s'élève, on a peine à le suivre; après avoir promené l'orgueil de l'homme sur les tombeaux, il s'élève avec lui au ciel sur un char de feu. L'esprit de Fléchier ne plane pas dans ces hautes régions, ou ne s'y soutient pas longtemps; plus fini qu'abondant, plus élégant qu'énergique, il ne perd jamais son auditeur de vue, et son auditeur ne l'oublie jamais.

Chez la plupart des peuples, l'éloquence a été uniquement consacrée à certains sujets, et elle n'a pas quitté la tribune et la chaire; chez les Français elle n'est étrangère à aucun genre; le talent d'écrire avec élégance, avec chaleur, avec légèreté, avec force, suivant les matières, l'art d'adapter toujours le style au sujet que l'on traite, n'ont peut-être été chez aucune nation aussi communs qu'en France. Aucune littérature

ne possède autant de livres bien faits, solides, profonds, instructifs, et en même temps agréables. Nulle part on ne trouve autant d'ouvrages qui offrent un heureux mélange d'esprit et de raison, d'imagination et de sentiment, de faits et d'idées, où sans perdre de vue l'objet principal et l'unité de but, on répande plus de cette variété qui éclaire et délasse en présentant à l'esprit une foule de rapports divers; où le style, à la fois clair et précis, épargne au lecteur la fatigue de l'obscurité et l'ennui des longueurs, et où l'on arrive à des résultats frappants par une marche rapide et sûre. Quel que soit le mérite de la poésie française, la prose française en a peut-être encore davantage, et a contribué plus que la poésie à la prodigieuse fortune qu'a faite la littérature. La poésie est une espèce de luxe des nations civilisées; la prose est un objet de nécessité première; elle est le véhicule des idées et des sentiments sur lesquels roule la société. La perfection de la prose française tient également au génie de la langue et à celui de la nation qui la parle. Cette langue, qui suit l'ordre logique des idées, qui, pour éviter les équivoques auxquelles sa pauvreté l'expose, veut qu'on détermine avec soin le sens de chaque expression, qui débarrasse toujours la phrase princi-

pale de toutes les phrases incidentes, et ne permet jamais à un auteur d'être obscur, est éminemment la langue de la raison. Elle ne se refuse pas aux besoins de l'imagination; elle est même admirable pour peindre en poésie les mouvements des passions et les affections du cœur; mais la langue italienne est plus harmonieuse et plus tendre, l'espagnole plus majestueuse et plus romantique, l'allemande plus riche et plus métaphysique, l'anglaise plus hardie et plus libre dans ses inversions et dans sa marche, et aucune de ces langues n'est peut-être aussi propre que la française à porter l'évidence et la lumière dans l'esprit; à suivre et à rendre fidèlement les modifications de la pensée; car la précision et la clarté la caractérisent. Elle doit conserver ce caractère, et le conserve en effet dans les grands écrivains, quel que soit le ton qu'elle prenne; qu'il soit tendre dans Fénélon, véhément dans Bossuet, mâle et ferme dans la Bruyère, impérieux dans Rousseau, magnifique dans Buffon, léger et rapide dans Voltaire. L'heureux équilibre de raison et d'imagination, de sentiment et de finesse, qui constitue le fond de l'esprit national, et qu'on retrouve dans tous les bons auteurs, a passé dans la langue même, et a donné à la prose française la perfection qui la distingue; dans tous

les ouvrages classiques : elle paraît être le langage de la raison, parée des graces de l'imagination, et animée par les mouvements de la sensibilité.

Les travaux de l'érudition avaient préparé à l'histoire une prodigieuse abondance de faits. Saumaise, Scaliger, Casaubon et beaucoup d'autres avaient associé leurs noms à ceux des grands écrivains de l'antiquité en les expliquant, et quoique leurs volumineux et pesants commentaires soient plutôt des dépôts d'érudition que des ouvrages dictés par le goût ou par une saine critique, ils avaient répandu beaucoup de lumières sur l'histoire, les lois, les usages et les mœurs de la Grèce et de Rome. Ces savantes recherches avaient frayé la route aux traducteurs des anciens, et bientôt les Français purent lire la plupart des auteurs grecs et latins dans leur langue. A la vérité, la plupart de ces traductions, comme celles d'Ablancourt, étaient de belles infidèles; d'autres, comme celles des Dacier, étaient moins élégantes sans être plus exactes, et ne faisaient pas mieux connaître le génie de Plutarque et d'Homère, que d'Ablancourt n'avait réussi à rendre celui de Tacite; mais cependant ces traductions, tout imparfaites qu'elles étaient, enrichissaient la langue ou la perfectionnaient,

mort en 1664.

mort en 1720 et 1722.

faisaient du moins soupçonner la belle simplicité des anciens, et multipliaient les points de comparaison. Mabillon, Cordemoi, Valois, Lelong, Baluze, Ducange, rendaient à l'histoire moderne, et surtout à l'histoire de France, le même service que Saumaise et ses rivaux avaient rendu à l'antiquité. Leurs travaux dans cette partie sont véritablement immenses. Il fallait leur renoncement au monde, leur vie simple et uniforme, pour les entreprendre; il ne fallait pas moins que leur courage, leur patience, et quelquefois même les habitudes de leur état pour les exécuter. Leurs ouvrages effraient notre paresse et étonnent notre vanité qui ne veut produire que pour jouir. Ils suffisent pour fermer la bouche à ces détracteurs ignorants ou de mauvaise foi, qui ne pouvant enlever au siècle de Louis XIV la gloire du génie, disputent aux écrivains de cette époque le mérite du savoir. En général, il importe de rappeler que pour être pesant et diffus, on n'est pas nécessairement solide et profond, et qu'on peut être correct, élégant, agréable, éloquent même, sans être superficiel et inexact. Le tableau de l'histoire universelle par Bossuet, en offre la preuve la plus frappante. Cet ouvrage est le résultat d'une érudition profonde et d'un génie élevé,

qui porte dans le chaos des événements l'ordre, la lumière et l'harmonie. On peut regretter que Bossuet n'ait pas choisi un autre point de vue en traitant son sujet, mais on ne peut nier que celui qu'il a choisi ne soit grand et majestueux; on peut désirer qu'il eût montré moins exclusivement un seul peuple, et qu'il n'eût pas mis les autres dans l'ombre, mais on ne saurait lui disputer le mérite de l'exécution. Son génie hardi et fier semble dédaigner les détails; il ne voit que les masses, il néglige les nuances et il saisit les grands traits; on dirait que, comme une intelligence supérieure, il voit la terre à distance, et qu'il en écrit l'histoire sans apprécier les événements et les actions à la mesure commune. Deux mots lui suffisent pour peindre un caractère, quelques périodes pour décrire la décadence et la chute des plus grands empires; son style à la marche du temps, rapide et entraînant; partout il lutte de rapidité avec lui, et comme lui il embrasse tout et ne s'arrête nulle part. Au milieu du mouvement général des peuples qui se heurtent, se confondent et s'effacent, il semble le maîtriser; il assigne leur rang aux nations, et semble conduire et diriger leur course errante, depuis la naissance jusqu'au tombeau.

Les autres historiens du siècle de Louis XIV

sont à grande distance de lui. Tantôt ce sont des panégyristes fastidieux, tels que Limiers et d'autres; ils dénaturent les faits, et ne paraissent pas même soupçonner que l'histoire doive avoir un autre but que de caresser des hommes puissants. Tantôt ils sont entachés des préjugés de leur profession ou de leur ordre; ils oublient qu'ils sont hommes et qu'ils sont français, et se rappellent uniquement qu'ils sont jésuites. C'est de cette manière que le P. Daniel a traité l'histoire de France. Saint Réal, dans sa Conjuration de Venise, a quelquefois la vigueur et la concision de Salluste, mais souvent son imagination tient le pinceau, et il ne peut obtenir de lui-même de suivre l'ornière des faits. Vertot a été heureux dans le choix de ses sujets; il n'a pas été dépourvu de cet esprit philosophique qui saisit les causes éloignées de chaque événement, et ses rapports avec tous les autres; mais il manque de rapidité dans quelques-uns de ses ouvrages, de simplicité dans d'autres, et dans tous d'une vérité exacte et sévère. Le père d'Orléans fait des tableaux agréablement colorés, mais dont la composition est maigre et dont les figures sont dessinées sans exactitude. Son style est brillant, ou plutôt brillanté; mais aucun de ses ouvrages n'annonce un esprit supérieur, un

mort en 1728.

mort en 1735.

mort en 1725.

jugement sûr, une ame forte, ni même l'amour de la vérité. Rapin Thoyras, un de ces français que l'intolérance obligea de s'expatrier, consacra sa plume à l'histoire de la rivale de la France, de l'Angleterre, et l'écrivit avec beaucoup de liberté; il a puisé dans les sources avec autant de patience que de peine; il a pénétré les ressorts secrets des révolutions, mais il a été égaré dans ses jugements par sa haine contre la France et contre les Stuarts, et il n'a donné aucune attention aux progrès de la culture nationale: son style est lâche, traînant, diffus, sans noblesse, sans précision et sans chaleur. Cependant il a évité la plupart des défauts des historiens du règne de Louis XIV, qui généralement voyaient plus, dans l'histoire, celle du prince que celle des peuples, le tableau des événements militaires que celui du développement des lois et des mœurs, et qui consultaient plus l'intérêt de leur religion, de leur ordre, de leur patrie, que celui de l'humanité. mort en 1725.

Ce qui peut consoler et dédommager du défaut des grands historiens ceux qui étudient la littérature française de cette époque, ce sont les mémoires. Ce genre d'écrits, dans lequel les Français, causeurs, malins, empressés à parler d'eux-mêmes et des autres, ont mieux réussi que tous

les autres peuples, est peut-être le plus piquant et le plus instructif de tous. Les bons mémoires sont non-seulement les archives fidèles des petitesses et des faiblesses auxquelles ont tenu les plus grands événements, mais c'est un cours d'anatomie du cœur humain, une conversation familière avec des gens d'esprit sur les hommes distingués de leur siècle. En voyant les acteurs derrière les coulisses, et les ressorts de la magie des décorations, on perd sans contredit de douces illusions sur la vertu et sur la grandeur, mais on s'éclaire et l'on acquiert des connaissances pratiques. Les mémoires ont peut-être fait perdre à l'histoire de sa majesté, et ils ont fourni des armes au pyrrhonisme historique, en offrant souvent la parodie des révolutions et la caricature des personnages. Leurs auteurs traitent, à la manière des Calot et des Teniers, les sujets que les Raphaël de l'histoire avaient idéalisés. Mais peut-être n'est-ce qu'en rapprochant ces deux manières, et en corrigeant l'une par l'autre, qu'on peut parvenir à se faire une juste idée de la physionomie des grands personnages. Les anciens connaissaient peu ou point ce genre d'ouvrages. La forme même de leurs constitutions donnait à tout une sorte de publicité qui rendait les secrets du gouvernement moins pi-

quants et moins nombreux. Les affaires étaient plus faciles à pénétrer ; les factions étaient plus communes, et les intrigues plus rares.

Aucune époque de l'histoire n'offre plus de mémoires intéressants que le règne de Louis XIV. Les progrès des lettres et du goût avaient rendu le talent d'écrire assez commun dans la classe des magistrats, des ministres, des hommes d'état, des généraux. La foule des événements, la complication des intrigues, les révolutions de l'intérieur de la cour, occupaient trop les contemporains, pour qu'ils ne fussent pas jaloux d'en instruire la postérité. Ces mémoires sont entre les mains de tout le monde. La plupart ont une tournure originale ; le ton en est sérieux ou badin, énergique ou léger, indulgent ou sévère, soutenu ou négligé, selon le caractère des auteurs, qui, en faisant le portrait des autres, nous ont en même temps laissé le leur.

On peut associer aux mémoires les négociations et les lettres familières. Elles ont le même but, ou produisent du moins le même effet, celui d'éclairer les événements, et de faire connaître les hommes. Sous le règne de Louis XIV, la politique prit un langage clair, simple, noble, précis, digne du roi et de la nation qu'elle faisait parler, et les affaires mêmes furent traitées

avec une sorte d'élégance. Déja sous Henri IV, d'Ossat en avait donné l'exemple. Les collections des dépêches et des Mémoires de d'Avaux, de d'Estrades, de Torcy sont précieuses, non seulement pour ceux qui se forment aux affaires politiques, mais pour tous ceux qui veulent connaître l'esprit du gouvernement en France, sous le règne de Louis XIV. Les lettres de Bussy Rabutin, de madame de Maintenon, de madame de Sévigné, n'ont pas le même ton ni le même genre d'intérêt que celles de Cicéron et de Pline; mais elles en ont un autre qui, pour être différent, n'en est pas moins précieux, et elles servent à fixer la physionomie du siècle.
mort en 1693. Bussy ne manque pas d'esprit, mais il manque de naturel, et l'art ne pouvait pas lui inspirer ces heureuses négligences qui sont l'ame du style épistolaire. Les lettres de madame de Maintenon sont plus simples, mais elles ne le sont pas assez; on y reconnaît une femme qui vivait toujours dans la représentation et dans la contrainte, et qui craint que son secret ne lui échappe; il y a de la finesse et quelquefois du trait dans ses lettres, mais aucun de ces mouvements de l'ame, de ces accents involontaires du cœur, qui établissent une liaison intime entre l'écrivain et le lecteur, et vous font trouver et

regretter un ami dans une personne que des siècles séparent de vous. On ne peut rien ajouter aux souvenirs délicieux que réveille chez tout homme de goût, le nom seul de madame de Sévigné. Elle serait étonnée de sa réputation, si elle voyait que des lettres qui coulaient de sa plume avec tant de facilité et d'abandon, où elle s'oubliait elle-même en les écrivant, et qu'elle oubliait après les avoir écrites, lui ont acquis l'immortalité. Ces lettres sont une galerie animée et vivante qu'elle fait mouvoir par la magie de son style. Le sujet n'est rien, moins que rien quelquefois; la forme est inimitable. Cette femme avait au plus haut degré le génie du sentiment, et cette grace de l'esprit qu'on ne saurait définir. Il en est de ces beautés comme des parfums délicats; on ne saurait peindre ces sensations; il faut lire les lettres de madame de Sévigné, les relire encore et garder le silence sur ces plaisirs. morte en 1686.

Une femme non moins célèbre, mais moins étonnante que madame de Sévigné, madame de La Fayette a donné la première le modèle d'un bon roman. Ce genre tient le milieu entre l'histoire et le poëme épique; il se rapproche par son ton de la première, et de l'autre par ses fictions. Il était peu connu des anciens; la chéva- morte en 1693.

lerie le fit naître; l'empire des femmes, le rôle qu'elles jouaient dans toutes les sociétés, les formes mêmes des sociétés répandirent le goût, le besoin, le talent du roman, et en multiplièrent les sujets. On l'avait déja débarrassé du merveilleux de la chevalerie. Il était moins facile et plus instructif de peindre les mœurs de la société que d'imaginer des faits d'armes et des miracles de féerie. On avait substitué aux grands coups d'épée les longs discours, et l'ennui n'y avait rien perdu. Les amants parlaient et n'agissaient pas; ils se perdaient dans la métaphysique du sentiment, et ressemblaient à ces héros de l'Arioste qui, dans le palais enchanté d'Atlant, s'aperçoivent de loin, sans jamais se rapprocher. Zaïde et la princesse de Clèves s'éloignèrent de ce mauvais goût. Le roman changea de ton et d'objet. On observa le monde avec autant d'attention que de finesse, et l'on profita de ces observations pour composer le tableau de la société. Le roman devint l'histoire de la vie, tandis que l'histoire n'est souvent que le roman de l'espèce humaine; et il offrit des leçons vivantes et personnifiées aux hommes de tous les rangs, de tous les âges et de tous les états, tandis que l'histoire réserve les siennes pour ceux qui gouhernent. Mais en France, où les caractères tous

modifiés par les convenances sociales, offrent des dehors uniformes, où l'on voudrait tout saisir et tout peindre au vol, où toutes les affaires se traitent avec plus de vivacité et de rapidité qu'ailleurs, où l'on vit plus dans les cercles et dans les sociétés que dans les relations domestiques, on devait préférer les romans d'intrigue aux romans de caractère. Par les raisons contraires, les Anglais aiment mieux les romans de caractère que les romans d'intrigue. Dans ce genre, le roman de Gil Blas est un véritable chef-d'œuvre. C'est la scène mouvante de la société, avec tous ses ridicules, tous ses défauts, tous ses contrastes; tous les différents états y paraissent et y sont peints avec une telle vérité, que les auteurs, les ministres, les favoris, les intrigants de toutes les contrées, en dépouillant les personnages du costume espagnol, se reconnaîtront eux-mêmes dans l'archevêque de Grenade, dans Olivarez, Caldéron et Scipion.

A côté de ces fictions ingénieuses, qui supposent la connaissance de la nature morale de l'homme et qui servent à la répandre, les sciences qui étudient la nature des corps, leurs lois, leurs propriétés, leurs effets et leurs usages, multipliaient les observations et les expériences pour découvrir les qualités des objets;

et déterminaient par de savants calculs les quantités des corps. Varignon et le marquis de l'Hôpital faisaient faire des progrès aux mathématiques. Dominique Cassini déterminait la méridienne de Paris; l'Académie des Sciences les enrichissait toutes par ses paisibles travaux. Fontenelle, qui appartient à deux siècles, et qui eut le talent de mettre les résultats de la science à la portée des novices, étonnait les savants et les ignorants par la clarté et la précision de son style; rapporteur philosophe des découvertes des autres, il était fait pour réconcilier les gens du monde avec les gens de lettres. Dans l'Histoire de l'Académie, il déroula l'instructif et simple tableau des services que rendirent à la science les savants du siècle de Louis XIV, et, dans ses Éloges, il révéla les secrets de leur génie, et les secrets plus intéressants de leurs obscures vertus.

mort en 1804.

mort en 1712.

La philosophie morale n'élevait point de savantes théories des droits et des devoirs. Les premiers lui paraissaient suffisamment déterminés par les lois, les autres énoncés par la conscience, le bon sens et l'évangile, avec une évidence à laquelle on ne pouvait rien ajouter; mais elle observait avec art, analysait avec soin, peignait avec force les résistances que les pen-

chants et les passions opposent dans le cœur au triomphe de la règle. La morale fut plutôt traitée comme un art que comme une science. La Bruyère, Nicole, Pascal, La Rochefoucault, parcoururent toutes les sinuosités du labyrinthe du cœur, tous les détours de la caverne de la société humaine, et signalèrent l'ennemi sous des traits si frappants qu'on ne put le méconnaître, si odieux qu'on ne put que l'abhorrer.

morts en 1696. 1695. 1662. 1680.

La métaphysique, ou le grand problème de la nature des existences et de l'origine des principes des connaissances humaines, avait été abordée par Descartes. Ce philosophe en avait donné une solution, aussi peu satisfaisante pour tous les esprits, que celles que la Grèce en avait données avant lui et que toutes celles qu'on a hasardées après la sienne; mais son système avait enrichi la langue d'une foule de termes qui exprimaient les rapports des idées et les objets du monde intellectuel. La profondeur de Descartes lui gagnait les esprits actifs et réfléchis, qui en l'étudiant apprenaient à marcher sur ses traces. La hardiesse de ses hypothèses attachait à ses principes ceux mêmes qui ne voient dans la métaphysique qu'un amusement. Le plus célèbre des sectateurs de Descartes fut lui-même un homme de génie, qui s'engagea dans

mort en 1650.

ces hautes spéculations avec toute l'ardeur d'une imagination vaste et forte. Le père Malebranche a développé toutes les richesses de la philosophie cartésienne, et a multiplié les applications de ses principes; mais il lui a rendu un service plus essentiel, en l'embellissant de tous les charmes de son style. Personne, avant lui, n'avait encore écrit sur des matières abstraites avec autant de précision et de simplicité, de noblesse et d'élégance. Aujourd'hui, la partie systématique des ouvrages de Malebranche est abandonnée, et on les lit encore comme des modèles de style philosophique. D'ailleurs, les livres de la Recherche de la vérité qui traitent des erreurs des sens et de l'imagination, conserveront toujours leur prix; ce prix est indépendant de tous les systèmes; les systèmes tombent, mais les faits bien vus et bien exprimés demeurent. C'est un manifeste contre l'imagination, que l'esprit philosophique a dicté, mais pour lequel l'imagination n'a pas dédaigné de prêter son pinceau et ses couleurs à la raison.

mort en 1715.

Fénelon était aussi cartésien, et dans son traité de l'Existence de Dieu, il a présenté avec autant de clarté que d'éloquence plusieurs des idées favorites de Descartes. Il paraît que la métaphysique avait un attrait particulier pour l'es-

mort en 1715

prit pénétrant et la riche imagination de l'archevêque de Cambrai. Il n'a point fait de découvertes dans cette science, qui devrait servir de fondement à toutes les autres, et qui, malgré les efforts réunis de tant de siècles, n'est encore qu'une collection de problèmes; il ne s'est pas ouvert de nouvelles routes dans l'analyse des principes et des idées premières; mais il a exposé la doctrine de Descartes d'une manière lumineuse, solide, agréable, en homme qui est maître de son sujet, et qui arrange, dispose, énonce ses idées avec une liberté entière. Fénelon partage avec Malebranche l'honneur d'être un modèle de style philosophique. Ses Dialogues sur l'éloquence, sa Lettre à l'Académie française sur la poésie, ses Réflexions sur l'éducation des filles, annoncent un écrivain nourri de la lecture des anciens, et portent tous l'empreinte d'un esprit juste et sage, d'un goût sain et pur et d'une rare simplicité. Ses écrits sur la religion et sur ce mysticisme qui ne pouvait naître que dans un cœur tendre et dans une ame sublime, méritent encore d'être lus pour les charmes d'une diction toujours élégante et noble. Il règne dans tous ces ouvrages une chaleur douce et pénétrante, une molle onction, une piété sincère, qui, lors même qu'il s'égare, font

encore admirer le génie de l'auteur, et font aimer sa belle ame.

Huet, Bayle et d'autres philosophes français ne sauraient trouver leur place dans ce tableau. Huet qui, dans sa Démonstration évangélique, prétend prouver ce qui doit être l'objet de la foi, et qui dans son Traité de la faiblesse de l'esprit humain, paraît vouloir conduire le lecteur à un scepticisme absolu, était sûrement un érudit profond et un penseur d'une sagacité peu commune, qui marque dans les fastes de la philosophie. Mais Huet a écrit ses principaux ouvrages en latin, et ne se range pas parmi les écrivains français. Bayle, qui joignait à une lecture immense un esprit scrutateur, hardi et indépendant, qui avait étudié tous les systèmes et qui les a tous jugés et attaqués, qui a mis tant d'idées en circulation, et qui, par la foule d'objections qu'il a lancées contre toutes les sectes et contre tous les partis, a donné une si forte impulsion à la raison humaine, Bayle est peut-être la tête la plus étonnante de ce siècle étonnant sous tous les rapports; mais ce n'est pas ici le lieu de caractériser sa philosophie, et d'apprécier les éminents services qu'il a rendus à la science. Les sciences sont au fond étrangères à l'objet de ce tableau; nous ne faisons

mort en 1721.

mort en 1706.

ici qu'esquisser rapidement les progrès de l'esprit humain, sous le règne de Louis XIV, dans la poésie et dans l'éloquence. La raison en est simple et évidente. La littérature d'une nation appartient à la nation tout entière, emprunte d'elle son caractère, et lui donne le sien; ainsi, elle peut et doit être considérée comme le signe et l'effet de la richesse et de la puissance des états. Les sciences, au contraire, dans leurs développements, marchent souvent à côté de la nation, au sein de laquelle un petit nombre d'hommes d'élite les cultivent avec succès. Elles reçoivent bien moins que la poésie et l'éloquence, leur mouvement et leur direction de la situation politique d'un peuple et du caractère de son génie. A leur tour, elles ne le modifient que lentement et indirectement, et ne peuvent jamais être regardées comme l'expression de sa physionomie nationale. Les philosophes et les savants français ne devaient donc trouver leur place dans ce tableau qu'autant que leurs ouvrages faisaient partie de la littérature, et ils ne peuvent lui appartenir que par la perfection de leur style. Malebranche et Fénelon seront toujours de grands écrivains, quelle que soit la destinée de leurs opinions; le style de Bayle, souvent incorrect, presque toujours lâche et diffus,

n'a d'autre mérite que celui de la facilité, qualité d'un prix très-équivoque quand elle ne se trouve pas unie à d'autres.

Rien n'annonce et ne prouve mieux l'opulence nationale d'un état, et ne donne une plus haute idée de sa puissance, que les créations des arts. Aucun siècle, si ce n'est celui des Médicis, n'offre dans ce genre un plus grand nombre d'ouvrages justement admirés que le siècle de Louis XIV. Tous les arts du dessin, excités par de riches récompenses, encouragés par des distinctions flatteuses, inspirés par l'espérance d'obtenir l'admiration et par l'enthousiasme du beau, rivalisèrent d'efforts et de succès. Il suffit de nommer les artistes qui illustrèrent la France; leurs noms sont en possession de réveiller dans tous les esprits des idées de génie et de gloire. C'est au Winkelmann qui écrira l'histoire de l'art dans les temps modernes, à caractériser leurs talents, à assigner leur place, et à établir entre eux et les maîtres de l'art dans l'antiquité, d'utiles parallèles. L'architecture simple et majestueuse dans ses plans, hardie dans ses moyens d'exécution, riche et magnifique dans le choix de ses matériaux, donnait à tous les monuments publics le sceau de la grandeur et de la puissance nationales. Claude Perrault reproduisait dans la colonnade du Lou-

mort en 1688.

vre le goût pur de l'antiquité, qu'il savait imiter sans la copier servilement. Les deux Mansard, émules de gloire sans être rivaux, travaillaient de concert à des ouvrages dignes de l'immortalité, et Hardouin Mansard, le plus célèbre des deux, acquittait la dette de la nation, en élevant d'une main savante, à la gloire des braves guerriers que leur patrie reconnaissante voulait honorer, cette coupole hardie et magnifique qui couronne l'Hôtel des invalides. D'autres architectes se formèrent à leur école; eux-mêmes avaient été précédés par un artiste qui pouvait leur donner des leçons et des modèles, l'habile Desbrosses, dont le palais du Luxembourg atteste encore les talents. Le cavalier Bernin, à qui l'on ne saurait refuser un mérite distingué, mais qui se laissait quelquefois entraîner par son goût pour les choses extraordinaires et même bizarres, n'eut pas sur les architectes français une influence funeste; il excita entre eux une utile émulation, sans corrompre la pureté de leur style. Le pinceau du génie décorait les édifices qui avaient été construits d'après les dessins et les calculs du génie. L'école française prit naissance. Dans ce genre, les premières places étaient occupées par des hommes uniques, favoris de la nature et des circonstances,

morts en 1666.

1708.

mort en 1680.

placés au milieu des chefs-d'œuvre qui parlaient à leurs sens et de grands souvenirs qui fécondaient leur imagination, et qui, nés sous le ciel inspirant de l'Italie, resteront à jamais les dieux de l'art; mais au-dessous de leur rang il est encore de belles places, et quoiqu'au jugement des connaisseurs, les artistes français n'aient pas un caractère bien prononcé, cependant, ils ont produit beaucoup d'ouvrages qu'on ne voit pas sans un vif intérêt, et quelques-uns même qui commandent l'admiration. Le Brun dessinait avec correction et peignait avec noblesse les belles actions d'Alexandre; il savait donner au vainqueur de la modération sans faiblesse, de la dignité sans orgueil, et à la malheureuse famille de Darius, de l'abattement sans bassesse, et ce genre de douleur qu'on partage et qu'on respecte en même temps. Le Sueur, avec des touches plus mâles et plus fortes, présentait aux Chartreux, sur les murs de leur couvent, les combats et les victoires, les pénitences et les travaux de Bruno leur fondateur. Le Poussin effaçait Le Brun et Le Sueur par la richesse et surtout par la poésie de ses compositions. Son imagination sensible et mélancolique attachait des idées morales aux objets de la nature inanimée, et il a l'art d'en réveiller dans l'ame du

mort en 1690.

mort en 1655.

mort en 1665.

spectateur, de l'attendrir et de l'émouvoir, en le jetant dans une rêverie douce et profonde; comme à Virgile, il lui suffit de quelques traits pour nous révéler ou nous faire soupçonner du moins un monde infini de sentiments et d'idées, sous les formes finies et les êtres individuels qu'il fait passer sous nos yeux. Mignard excellait dans le portrait, et savant dans la perspective, il sait, dans un espace étroit, ouvrir à l'œil un horizon immense; en contemplant le dôme du Val-de-Grace, il semble que l'imagination plonge dans les cieux. mort en 1695.

Pendant que la toile s'animait sous le pinceau des grands maîtres, le ciseau faisait respirer le marbre. Il paraît que dans l'art divin de la sculpture les anciens seront à jamais inimitables, puisque les plus beaux génies de l'Italie, dans le temps de sa sève et de sa vigueur, n'ont pas pu les égaler; cependant les Italiens eux-mêmes conviennent que les Français peuvent disputer la palme dans la sculpture à tous les artistes de cette époque. Le Puget, le Moine, Girardon, Bouchardon, Coysevox, Coustou, vivent et vivront toujours dans des ouvrages supérieurs; même dans le temps où la France, enrichie par ses conquêtes, possédait ces monuments de l'art, la gloire de la Grèce et l'orgueil

de l'Italie, les productions du génie des artistes français n'étaient pas entièrement éclipsées par ce redoutable voisinage; elles paraissaient moins parfaites, mais elles conservaient de la beauté.

On ne saurait dire la même chose de la musique qui faisait les délices de la cour délicate et difficile de Louis XIV. Lulli a été, en France, le créateur de ce bel art, alors aussi peu connu qu'il est aujourd'hui devenu commun. Les compositions harmonieuses et brillantes de cet artiste charmaient l'oreille, ébranlaient toutes les fibres du cœur, excitaient des transports d'admiration, et elles sont oubliées. De nos jours, elles ne produiraient d'autre effet que l'ennui, et déplairaient même généralement, tandis que nous admirons encore et qu'on admirera dans tous les temps le tombeau de Richelieu et la façade du Louvre, Phèdre et Britannicus, le Misantrope et le Tartuffe, le Discours sur l'histoire universelle et l'Oraison funèbre du grand Condé: preuve certaine que la musique de Lulli était bien éloignée d'épuiser toutes les richesses de l'art, ou plutôt que le goût dans ce genre est et sera toujours variable, parce que le beau musical a quelque chose de plus vague et de plus indéterminé que le beau dans les autres arts, et que la puissance et le

mort en 1687.

charme de la musique dépendent, en grande partie, de circonstances locales et individuelles, et de causes accessoires qui n'offrent rien d'arrêté ni de constant.

Tels étaient les grands hommes qui, dans les jours de sa gloire, entouraient le trône de Louis, lui donnaient encore plus d'éclat qu'ils n'en recevaient eux-mêmes de lui, ajoutaient la considération à tous les autres moyens de puissance dont la France pouvait disposer, faisaient admirer et aimer leur patrie, tandis que les armes de leurs concitoyens la faisaient respecter et craindre, et exerçaient sur les opinions, les goûts, les sentiments des hommes, un empire qui n'était pas inutile à la prépondérance politique de Louis XIV. La nature ne fut peut-être pas plus féconde alors ni plus libérale pour la France qu'elle ne l'a été dans d'autres pays et à d'autres époques; mais les germes de talents et de génie qu'elle répand avec une apparente insouciance, et qui souvent meurent en naissant, trouvèrent, comme nous l'avons vu, un sol fait pour les recevoir et des circonstances uniques qui accélérèrent leur développement. A l'avènement de Louis XIV, le travail des esprits était déja fort avancé; toutes les espérances étaient en fleur; son règne fut la saison de la maturité.

Quels sont les traits distinctifs de la littérature française de cette époque, où, de l'aveu des générations suivantes, elle atteignit le plus haut degré de perfection dont elle fût susceptible? L'esprit humain, dans les moments brillants de son activité, chez les différents peuples qui ont jeté un grand éclat littéraire, n'a pas toujours excellé de la même manière, et n'a pas donné un caractère uniforme à ses productions. On peut donc demander quelles formes, quelle direction, quelle couleur a prises le génie national sous Louis XIV?

Les lettres et les arts furent cultivés avec plus d'art et de succès que les sciences. Les facultés créatrices de l'ame, l'imagination et la sensibilité, qui ne cherchent dans la nature réelle que les éléments de compositions nouvelles et idéales, et qui enfantent une foule de combinaisons ingénieuses, sans consulter d'autres lois que celles qui président à nos plaisirs, furent plus actives et plus fécondes que les facultés qui observent la nature, pour connaître, juger et expliquer ce qui existe. Les progrès de la raison, qui ne peut marcher sûrement qu'à l'aide de l'observation et de l'expérience, sont mesurés, lents et insensibles. Les sciences sont filles du temps; le génie ne suffit pas pour hâter leur

éducation et pour les faire avancer d'un pas rapide. L'homme ne doit pas deviner la nature, il doit l'étudier; elle lui révèle rarement ses secrets, il faut qu'il les lui dérobe avec art; et outre le talent de la patience, les découvertes supposent des circonstances favorables, des hasards heureux et des essais multipliés. Les leçons de l'expérence sont tardives et coûteuses, et d'ailleurs, l'imagination se développe toujours avant la raison. La plupart des peuples ont eu de grands poëtes et d'excellents orateurs, avant d'avoir des philosophes d'un mérite distingué. Il paraît que telle est la loi de la nature, et la France n'y a pas fait exception. Le premier mouvement d'une nation vive et spirituelle devait se diriger au dehors; elle devait naturellement être plus portée à produire qu'à réfléchir sur les productions des hommes et de la nature, et à répandre ses sentiments et ses idées dans le vaste champ des arts, sous des formes sensibles et intéressantes, qu'à ramener sa pensée sur elle-même, pour s'engager dans de profondes spéculations. Les chefs-d'œuvre devaient précéder les théories; les actions et les travaux divers de la vie sociale, devancer les règles et les principes. Le moment de les énoncer et de les lier systématiquement n'était pas encore venu;

on se contentait de soupçonner leur existence et de les apercevoir confusément. Sans perdre du temps à les prouver, le talent les suivait avec toute la confiance de l'instinct. D'ailleurs, une cour aimable, gaie et passionnée pour le plaisir, avait encore plus besoin de jouir que de s'instruire; elle était plus avide de sensations variées et de sentiments délicats, que de raisonnements et d'idées abstraites. Quiconque veut être lu par la postérité doit être supérieur à son siècle; mais, comme on ne parvient à la postérité que par l'entremise de ses contemporains, on doit tâcher de leur plaire, et dans le choix des sujets consulter un peu l'opinion publique.

Il n'est donc pas étonnant que la poésie et l'éloquence aient été cultivées en France, à cette époque, plus généralement que les sciences. Cependant, elles ne le furent pas exclusivement, et ce serait une grande erreur de croire que les sciences ne doivent rien au siècle de Louis XIV. Toutes celles qui observent et calculent les forces de la nature lui doivent beaucoup, et il les a enrichies d'une multitude de faits précieux. On n'avait pas encore la prétention de tout expliquer au moyen d'une ou deux formules, de construire des mondes avec quelques

éléments, et de résoudre l'éternel problème de la génération des êtres. Dans les sciences morales, qui traitent de l'homme, de sa nature et de ses lois, les philosophes français ont rarement embrassé leur sujet dans toute son étendue, et plus rarement encore y ont-ils mis cet ordre, cet ensemble, cette unité qui font le charme des ouvrages de ce genre; mais ici, les systèmes sont peut-être et plus séduisants et plus dangereux, et l'on doit pardonner à Pascal, à Nicole, à La Bruyère, à La Rochefoucault, de n'avoir pas écrit des traités complets de morale et de droit, en faveur d'une foule d'observations de détail, d'aperçus ingénieux, de pensées fines ou profondes, qui répandent du jour dans les sombres replis du cœur humain. On a reproché aux grands écrivains de ce siècle d'avoir négligé la législation, la science de l'administration, la politique. Les belles ordonnances de Lamoignon, les règlements de Colbert, et les négociations de Torcy, prouvent du moins que les vrais principes de ces sciences importantes n'étaient pas ignorés. Ces grands hommes d'état ont sur les philosophes des siècles suivants la supériorité due à ceux qui font de belles choses sur ceux qui se contentent d'en écrire. Leurs travaux avaient pour but de prévenir et d'écarter les

maladies de l'État par un sage régime; après leur mort le mal a prévalu, et l'on a composé de savantes théories sur l'art de guérir les corps politiques.

Dans la poésie et dans l'éloquence, ce qui distingue les écrivains justement célèbres du règne de Louis XIV, c'est une beauté régulière, soutenue, constante, qui n'exclut pas le sublime, mais qui repousse ce sublime qu'on n'obtient qu'aux dépens du beau, et auquel on sacrifie souvent la perfection de l'ouvrage. D'autres ne demandent et ne cherchent dans leurs productions que la force et l'énergie. Les poëtes et les orateurs français du beau siècle veulent aussi de l'énergie dans les pensées et les expressions (sans elles on ne saurait obtenir de grands effets dans les arts); mais ils sont plus jaloux de la mesure, des proportions, de l'unité, de l'ensemble. Lorsque la littérature d'une nation se forme, le génie est mâle et hardi, mais encore inculte et agreste; il enfante des traits sublimes, et il ne sait pas donner à ses ouvrages le mérite de l'harmonie des parties avec le tout. Ses productions, où les conceptions les plus étonnantes se trouvent à côté de grands défauts, enchantent et déplaisent, transportent et révoltent tour à tour. Il donne l'idée d'une force ex-

traordinaire, et qui excite l'admiration, mais c'est une force qui n'a point d'arrêt, de modération, et qui paraît marcher au hasard. A l'époque de la décadence de la littérature, lorsque les grands rapports ont été saisis et que dans tous les genres les premières places sont prises, on substitue l'esprit au génie; on veut être neuf, et l'on devient faux; hardi, et l'on n'est que bizarre; piquant, et l'on met à tout de l'affectation et de la recherche. Les ouvrages sont encore jolis, mais froids, petits et mesquins; on veut montrer de la force, et l'on ne montre que de l'effort. La littérature du siècle de Louis XIV, placée à une égale distance des deux époques que nous venons de caractériser, est restée fidèle dans tous ses ouvrages à ces belles proportions, qui seules satisfont toutes les facultés de l'ame, et entretiennent dans une libre et douce activité l'imagination et le jugement. Elle offre un admirable mélange de variété et d'ordre, de force et de grace, de la régularité sans sècheresse, de la richesse sans surcharge. Tous les grands écrivains de cette époque se distinguent par une simplicité majestueuse ou élégante, par une sobriété d'images, par une sagesse de pensées, par un style ferme et naturel qu'on ne trouve que chez eux et dans les grands écrivains de l'antiquité.

Les littératures des autres nations ont un caractère différent; elles peuvent paraître, dans leur genre, supérieures à la littérature française. Quiconque fait plus de cas de la richesse des idées et des sentiments que du goût qui les distribue et de l'ordre qui assigne à chaque chose sa place, de l'abondance et de la hardiesse des images que de leur justesse, de la force que de la beauté, ou pour qui des beautés de détail effacent les défauts de l'ensemble, pourra préférer les poëtes anglais ou allemands aux poëtes français; mais s'il est modeste, il conviendra que son goût particulier, qui tient à son caractère individuel, ne saurait être la mesure du goût général; s'il est juste, il sentira que pour bien juger la littérature française, il faut saisir le point de vue dans lequel les auteurs français ont envisagé les arts d'imagination et les plaisirs de l'esprit, et sous ce rapport, il sera difficile de ne pas leur accorder dans leur genre un haut degré de perfection; enfin, s'il est éclairé, il reconnaîtra que dans la poésie et dans l'éloquence, comme dans la nature, il est des qualités qui sont incompatibles, et des beautés qui s'excluent réciproquement. Le comble de l'art serait sûrement de fondre ensemble tous les contrastes, et d'unir, dans une composition unique et parfaite,

tous les genres de beautés; mais la chose est impossible, et celui qui le tenterait affaiblirait tout dans l'espérance de tout concilier, et ne produirait que des ouvrages sans caractère. On ne peut nier, du moins, que la littérature française ne soit dans un sens éminent une littérature nationale. On retrouve dans tous les grands écrivains français les traits distinctifs de l'esprit et du génie de la nation, épurés, élaborés, idéalisés, mais qui ressemblent toujours de loin à l'ébauche imparfaite et grossière qu'en offre la masse du peuple. Rien ne prouve mieux combien les auteurs français ont consulté, dans leurs poëmes et dans leurs ouvrages d'éloquence, les goûts, les besoins intellectuels et les habitudes morales de leurs compatriotes, que l'enthousiasme qu'ils leur ont inspiré et qu'ils leur inspirent encore. Tandis que chez d'autres nations les réputations littéraires, en apparence les mieux établies, n'ont qu'une durée éphémère, et qu'on les voit changer de goût comme on change de mode, passer de l'admiration à l'indifférence, et briser eux-mêmes les statues de leurs grands hommes, les Français, qu'on accuse d'inconstance et de légèreté, sont du moins constants et réfléchis dans les hommages qu'ils rendent à Bossuet et à Fénélon; à Racine et à Molière; on

les regarde toujours encore comme des modèles de génie, de goût et de raison; c'est qu'ils avaient saisi le vrai beau, et que, le modifiant; peut-être à leur insu, ils avaient rencontré en même temps le beau national; et la nation, dont le caractère primitif n'a point changé, se retrouve avec plaisir dans les écrivains qui ont travaillé pour elle.

Ces écrivains que nous avons essayé de montrer sous leurs véritables traits, et dont nous avons expliqué les succès brillants, étaient dignes d'en jouir, à peu d'exceptions près. Leurs mœurs et leur caractère moral étaient à l'unisson de leur génie. Vivant beaucoup entre eux et peu dans le monde, chérissant par dessus tout leur indépendance, dédaignant d'asservir leur esprit aux petites conventions de la société, préférant l'étude à la dissipation, la simplicité qui entretient la gaieté au luxe qui l'étouffe, ils conservaient ou contractaient facilement ces habitudes libres et mâles qui honorent les lettres et ceux qui les cultivent. En lisant les détails de leur vie et ces anecdotes précieuses qui nous les montrent tout entiers, on admire en eux cette fierté qui ne demande rien et qui se contente de mériter les faveurs de la fortune, cette bonhomie vraiment touchante quand elle se trouve jointe

à l'éclat des talents, cet amour pur de la gloire qui ferme le cœur à la vanité, ce goût du beau qui fait applaudir franchement au succès des autres, enfin cette noblesse et cette élévation de caractère, qui valent mieux que le génie, en tiennent quelquefois lieu, et sans lesquelles le génie même perd de sa dignité et de sa force.

QUATRIÈME PÉRIODE. 1679 — 1715.

CHAPITRE XXIII.

Louis XIV abuse de sa puissance, et commet des injustices multipliées. Chambres de réunion. Gênes. Luxembourg. Strasbourg. Révocation de l'édit de Nantes.

La réunion unique de génie et de talents que la France présentait, après la paix de Nimègue, semblait l'inviter à préférer aux triomphes militaires la gloire plus douce, et non moins éclatante, que donnent l'industrie, le commerce, les arts et les richesses. A l'abri de tout danger par sa position et par ses forces, objet de crainte, de respect ou d'admiration pour toute l'Europe, il dépendait de Louis XIV d'être juste impunément, de rassurer les esprits sur sa puissance par sa modération, et de jouir d'un repos plus honorable que ne pouvaient l'être de nouveaux succès. Il était même assez naturel de croire

qu'au défaut de motifs plus nobles, le goût du roi pour l'éclat des fêtes, les plaisirs des sens et les plaisirs plus délicats des arts, lui ferait désirer la durée du calme, et l'occuperait assez pour combattre cette inquiétude secrète et vague de l'ennui, toujours funeste aux princes et aux peuples. En effet, le mariage de mademoiselle de Blois, fille naturelle de la duchesse de la Vallière, avec Louis, prince de Conti, qui surprit la France, sans la scandaliser, et celui du Dauphin avec Marie-Anne-Victoire, princesse de Bavière, amusèrent la cour, et fournirent au roi l'occasion d'étaler tout le luxe de la royauté; les cérémonies furent magnifiques, les spectacles variés et brillants. Les bâtiments et les jardins de Versailles attiraient surtout l'attention de Louis XIV, qui présidait lui-même au choix et à l'exécution des plans. Ces ouvrages immenses, au milieu d'un désert, étaient une espèce de défi donné à la nature par la puissance et le génie; ils flattaient l'orgueil et l'ambition de Louis, et absorbaient des millions, qui auraient été employés plus utilement à multiplier les sources de la richesse nationale.

1680.

Cependant toutes ces dépenses de luxe n'empêchaient pas le gouvernement de fortifier les frontières, de perfectionner la marine; et d'en-

tretenir une force armée toujours menaçante. Le roi lui-même parcourut toute la lisière de la Flandre maritime, et ce voyage cachait, sous les dehors du plaisir, des vues plus sérieuses. On ajouta de nouveaux ouvrages à Dunkerque, à Ypres, à Menin, à Lille, à Tournai. Malgré la jalousie et les appréhensions des Suisses, Huningue s'éleva, à peu de distance de Bâle, pour couvrir la Franche-Comté et l'Alsace. Landau et Phalsbourg devinrent des places considérables, et du côté de la Lys, de l'Escaut, du Rhin, de la Sarre, de la Moselle, de la Meuse, sur tous les points par où les ennemis pouvaient pénétrer en France, Vauban construisait des barrières et des remparts. Colbert et Seignelai son fils, qui voyaient dans la marine royale la sauve-garde et le boulevard du commerce, n'épargnaient rien pour la rendre florissante. A l'embouchure de la Charente on agrandissait Rochefort; on donnait plus de solidité et de force aux fortifications de Toulon. Les arsenaux recevaient tous les jours de nouvelles richesses, et des vaisseaux nouvellement construits quittaient les chantiers. Soixante mille matelots, inscrits sur les rôles, pouvaient être prêts au premier signal, et afin de multiplier les officiers instruits et habiles, on avait multiplié le nombre des élèves dans les écoles de na-

vigation. L'armée de terre n'avait éprouvé, après la paix de Nimègue, que de faibles réductions; les troupes, bien disciplinées et payées régulièrement, se formaient tous les ans en camps d'instruction; des officiers-généraux les exerçaient aux évolutions militaires, et Louvois, qui ne voulait pas le céder à Seignelai, avait fait créer six compagnies de cadets, qui, placés dans les citadelles de Metz et de Tournai, devaient être une pépinière de bons officiers.

Toutes ces mesures pouvaient encore être justifiées, et même en les regardant comme des mesures défensives, on pouvait admirer la prévoyance et l'activité du gouvernement. Plus un état est jaloux de conserver la paix, et plus il doit préparer avec soin tout ce qui est nécessaire pour faire au besoin une guerre prompte et décisive à ses ennemis. D'ailleurs, les avantages que les derniers traités de paix avaient assurés à la France ne lui permettaient pas de croire qu'elle pourrait à la longue les conserver, si elle négligeait les moyens de les défendre. Mais de la défense légitime de ses droits à une guerre d'ambition, entreprise pour en acquérir de nouveaux, il n'y a souvent qu'un pas; on dépasse facilement les calculs d'une juste prévoyance; on crée des dangers pour les combattre; on prête

de mauvais desseins à son ennemi, afin d'avoir un prétexte de l'en punir. Une grande puissance militaire devient aisément agressive; il faut toute la force de la modération pour ne pas abuser de ses forces, et Louis XIV, fier de sa fortune, entraîné par les calculs de quelques-uns de ses ministres, et comptant sur une patience sans bornes de la part de ses voisins, prouva bientôt, par une suite d'attentats inouïs contre le droit des gens et la foi des traités, que jamais un état ne saura se réduire à ne vouloir que ce qu'il doit, du moment où il pourra tout ce qu'il veut.

Les traités de Westphalie, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue avaient donné à la France un grand nombre de villes et de districts, avec leurs dépendances. Ce terme était vague; on pouvait à volonté le restreindre et l'étendre; si les traités n'étaient pas clairs, il fallait le concert de toutes les puissances pour déterminer le sens des articles litigieux.

Louis XIV, s'établissant à la fois juge et partie, crée des chambres de réunion à Metz, à Brisac, à Besançon, à Tournai, et les investit d'un grand pouvoir. On les charge d'examiner et de rechercher quelles villes et quels pays limitrophes ont fait autrefois partie des pays cédés à la France; on érige en principe que ce qui a été uni dans

les temps antérieurs, doit y être incorporé de nouveau; ce principe, subversif de tout droit de possession, dirige les opérations des chambres, qui, disposant à leur gré des pays voisins, menacent ou frappent de leurs arrêts toutes les puissances dont les provinces excitent la cupidité du gouvernement français. Les commissaires du roi, dociles à ses ordres, s'arrogent une véritable suprématie et lui adjugent des districts considérables; on enlève Germersheim et plusieurs autres villes à l'électeur Palatin, Lauterbourg à l'évêque de Spire, la principauté de Deux-Ponts au roi de Suède, et on s'empare des comtés de Veldenz, de Hombourg, de Bitsche, et de la principauté de Montbeillard. Ces injustices multipliées excitent autant d'étonnement que d'indignation, et répandent la consternation en Allemagne; l'Empire proteste contre cet abus de la puissance, et gémit de ne pas pouvoir lui opposer des forces qui donnent du poids à ses protestations; les princes qui sont encore éloignés de la ligne fatale des réunions redoutent ses progrès et invitent l'empereur à prendre des mesures vigoureuses. Léopold, occupé à défendre ses états héréditaires, n'agit que mollement. La France, qui a le secret de la faiblesse de ce prince, en fait la mesure de sa propre audace,

marche en avant, et se porte à des usurpations nouvelles. Strasbourg, place importante par sa population, ses richesses et sa situation avantageuse, ouvre ses portes à Louvois, qui se montre devant ses murs à la tête d'une armée. Une partie des habitants est gagnée à prix d'or; le plus grand nombre est intimidé, et l'on présente à l'Europe cette reddition forcée comme volontaire. Le même jour où Strasbourg tombe, Boufflers entre dans Casal, que Charles IV, duc de Mantoue, a vendu à la France pour douze cent mille livres; cette forteresse lui assure un passage libre en Italie, et lui donne un moyen de plus d'attaquer l'Espagne.

30 sept. 1680.

Ainsi Louis XIV fait, en pleine paix, des conquêtes plus précieuses que celles qu'il doit à la guerre; des écrivains complaisants, vendus au ministère de France, emploient toute l'adresse de leur esprit et toutes les tournures insidieuses de la langue, pour pallier ces violences et leur donner les couleurs de la raison et de la justice. Cette insulte à la bonne foi insulte en même temps aux lumières des autres cabinets, qui ne sauraient être dupes de ses apologies artificieuses. Cependant l'Europe supporte ces injures en silence. La désorganisation de l'Espagne, l'épuisement de l'Autriche, ne laissent à tous les états

d'autres garants de leur existence que la Hollande et l'Angleterre. La première de ces deux puissances sent la nécessité d'une coalition, en forme le plan, et s'unit éventuellement avec la Suède; mais le roi d'Angleterre entre faiblement dans ces idées; ses engagements secrets avec la France ne lui permettent pas de sortir de son inaction; et il cherche des prétextes pour y rester.

Les mesures agressives de Louis XIV continuaient et devenaient de jour en jour plus alarmantes pour ses voisins. En conséquence d'une décision de la chambre de réunion, les troupes françaises occupèrent le duché de Luxembourg, et cernèrent même la ville. Les représentations de la Hollande et de l'Angleterre furent infructueuses, et l'on s'attendait à la reddition prochaine de cette forteresse, lorsque, sur la nouvelle des préparatifs redoutables que les Turcs faisaient contre la Hongrie, le roi de France affectant une fausse générosité, donna l'ordre à son armée de se retirer des murs de Luxembourg. Il voulait persuader à l'Europe qu'il craignait de distraire l'empereur de la guerre contre les infidèles, et cependant leurs armements immenses étaient en partie l'effet de ses négociations secrètes et des intrigues du ministre de France à Constantinople. Louis ajournait ses

projets, et comme il ne doutait pas des succès des Turcs, et que plus tard il compta même sur la prise de Vienne, il espérait que l'Allemagne serait obligée d'implorer son secours, qu'il lui aurait vendu chèrement.

Les exploits de Sobieski et la levée du siége de Vienne renversèrent ce vaste plan, et firent reprendre au cabinet de Versailles sa marche première. Sous prétexte que l'Espagne tardait à satisfaire le roi de France sur quelques articles du traité de Nimègue, le maréchal d'Humières entra dans les Pays-Bas espagnols. Le marquis de Grana, gouverneur de la province, ordonna aux commandants des troupes de repousser la force par la force; il ne pouvait agir autrement sans se déshonorer. Malgré la résistance légitime qu'il rencontre, Humières s'empare de Courtrai et de Dixmude, et pour effrayer les esprits et les contraindre à la soumission, il laisse ses soldats commettre impunément des ravages; les villages et les villes sont incendiés par ses ordres. L'Espagne, sous peine d'être effacée du nombre des puissances, ne pouvait plus garder le silence, ni tenter la voie des négociations; son honneur ne lui permettait pas de reculer, et
1683. elle déclara la guerre à la France. Elle était hors d'état de la faire sans le concours de l'empereur,

de l'Angleterre et de la Hollande. Léopold avait eu besoin de toutes ses forces pour soumettre les Hongrois révoltés et pour résister aux Turcs; l'Angleterre cachait, sous des offres de médiation, le projet arrêté de rester pacifique; la Hollande était dirigée dans ses démarches par le génie profond de Guillaume, et ce prince prévoyait bien qu'une guerre sérieuse serait le seul moyen de réprimer l'ambition de Louis XIV; mais à cette époque, tous les ressorts qu'il fit jouer dans la suite n'étaient pas encore dans sa main, et il fallait de grands événements en Angleterre pour qu'il pût engager la lutte contre la France avec quelque apparence de succès. L'essentiel était de gagner du temps, et comme l'excès du mal pouvait seul en amener le remède, Guillaume voyait peut-être, avec une sorte de plaisir, le roi de France accumuler outrages sur outrages, et lasser la patience de l'Europe.

Pour le moment, l'Espagne, abandonnée à elle-même, fut obligée de faire seule la guerre à la France. Le début ne fut pas heureux pour elle; Luxembourg se rendit au maréchal de Créqui; le maréchal de Bellefond pénétra en Catalogne, et battit les Espagnols près de Pont-Major. Tout promettait encore à Louis XIV de

plus grands succès, et le peu de résistance que ses armes rencontraient partout, semblait l'inviter à pousser ses avantages; mais le mauvais état de ses finances l'inclinait à la paix. La mort
1683. venait d'enlever Colbert à la France, et on s'apercevait déja de la perte de ce génie fécond en ressources. Il fallait au peuple quelques années de repos pour qu'il pût supporter le fardeau de la guerre. Les puissances amies de l'Espagne, qui ne pouvaient ou ne voulaient pas combattre pour elle, désiraient de lui épargner de nouveaux sacrifices et de prévenir sa ruine totale. Elles profitèrent des dispositions du ministère français pour entamer des négociations, et quelques fortes que fussent ses demandes, on sentit qu'il fallait que l'Espagne cédât sur tous les points, afin de détourner d'elle de plus grands malheurs. L'Angleterre et la Hollande proposèrent à la France de garder, dans les Pays-Bas et en Allemagne, tout ce qu'elle possédait avant le premier investissement de Luxembourg, et de conclure, avec l'Espagne et avec l'Empire, une trêve de vingt ans. La France ne regardait ce qu'elle avait acquis que comme un point de départ pour acquérir encore davantage, et ne demandait pas mieux que d'obtenir, des parties intéressées, la sanction de ses in-

justes conquêtes. L'Espagne et l'Empire souscrivirent à regret à ces conditions; la nécessité leur en faisait une loi. Ces puissances se consolèrent en pensant que le moment n'était pas éloigné où toute l'Europe vengerait leurs injures et leur ferait restituer leurs provinces. En effet, il était bien évident que cette trêve de vingt ans n'atteindrait pas son terme, et que, des deux côtés, on ne voulait que se préparer au combat. Le ton dictatorial que la France avait pris dans les dernières négociations, et les sacrifices qu'elle avait arrachés à la faiblesse, étaient de nouveaux torts qui n'étaient pas propres à effacer les anciens, et qui mettaient sa prépondérance dans tout son jour. La trève fut signée à Ratisbonne. 1684.

Dans le même temps où Louis XIV commettait des violences sans nombre et foulait aux pieds le droit des gens, il punissait les pirateries des Barbaresques qui avaient osé insulter le pavillon français. Ces corsaires, qui font de la guerre un état et du crime une profession, étaient déja le fléau de la Méditerranée et l'opprobre de l'Europe civilisée. Leur existence seule est un scandale et une tache honteuse pour toutes les puissances maritimes, car ils sont, dans la république des états et sur la grande route de la mer, ce que seraient dans une so-

ciété quelconque des brigands qui infesteraient les chemins, et avec qui les gouvernements transigeraient au lieu de les exterminer. Il est sans doute aussi difficile d'extirper ces pirates qu'il est facile de les châtier; le concert rendrait la chose possible, mais personne ne l'a jamais voulu sérieusement, et tous les états ont cru tour à tour trouver leur compte à les conserver. Louis XIV ne se proposait aussi que de les punir, et non de les contraindre à cesser leur métier, ou à cesser d'être. La France aurait cru compromettre sa dignité en négociant avec ces corsaires, ou en achetant sa sûreté; elle voulut les dompter par la terreur, et leur dicter des conditions qui fussent dans ces parages la sauve-garde de sa marine; elle réussit. Duquesne, le plus grand homme de mer que la France ait jamais eu, parut devant Alger avec une flotte
1680. considérable; les galiotes à bombes, invention nouvelle, produisirent un effet prodigieux. A la vue de leurs ravages, Alger s'humilia, demanda grace, et l'obtint en rendant sans rançon six cents prisonniers français. Le maréchal d'Es-
1684. trées fit éprouver le même traitement à Tripoli, qui promit de respecter les vaisseaux français. Bientôt d'Estrées se montra devant Tunis, et Tunis se soumit. Ces expéditions rapides et

heureuses flattaient l'orgueil de Louis, rendaient la sûreté au commerce de la France, et procuraient même des avantages indirects aux autres états; cependant, ils ne virent pas sans une jalousie et une inquiétude naturelles, ce grand déploiement de forces qui prouvait l'importance de la marine française et son état florissant.

Louis XIV devait travailler à se faire pardonner sa grandeur, et rassurer sur les dangers dont elle menaçait l'Europe; aveuglé par son orgueil et par son ambition, il semblait avoir le dessein de faire haïr sa puissance par des abus multipliés. Après avoir puni des états injustes de leurs injustices, il punit les états faibles de leur faiblesse, et leur imputa comme autant de crimes des mesures que l'intérêt de leur sûreté leur avait commandées impérieusement. Gênes, placée entre la France et l'Espagne, les redoutant toutes deux, et forcée de se déclarer pour l'une d'elles, avait épousé, dans la dernière guerre, la cause de l'Espagne, parce qu'elle avait prêté des sommes considérables à cette puissance, et qu'elle était intéressée au maintien de son existence et de son crédit; trop petite pour se soutenir sans appui, elle s'était attachée à l'Espagne, peut-être à raison de ce qu'elle craignait la France. La France aurait eu le droit,

pendant la guerre, de faire repentir la république de son choix; après la paix avec l'Espagne, il n'était ni généreux ni juste de ressentir d'anciennes offenses, plus apparentes même que réelles. Duquesne, l'exécuteur des vengeances de Louis XIV, part à la tête d'une flotte, et va
1684. bombarder Gênes. Cette ville, jadis puissante, encore superbe et magnifique, fière de ses souvenirs, ne veut pas souscrire sans résistance aux conditions injurieuses que la France lui prescrit; elle se défend avec vigueur; les forces étaient trop inégales; le feu des Français fait des ravages terribles dans cette cité populeuse, ses palais sont incendiés, ses habitants périssent sous leurs ruines. Seignelai, ministre de la marine, était lui-même à bord de la flotte pour hâter le succès des opérations. Gênes montra un courage digne d'un meilleur sort; elle refusa de se soumettre malgré les flammes qui la dévoraient, malgré la descente heureuse des Français dans le faubourg de St.-Pierre d'Arena, où ils mirent tout à feu et à sang. A la fin, la flotte ayant consumé toutes ses provisions, fut obligée de mettre à la voile, et retourna dans les ports de la Provence. La république, prévoyant bien qu'elle allait revenir avec de nouvelles forces, et ne pouvant espérer aucun secours de l'Es-

pagne, résolut de négocier avec le ministère de Versailles. Elle avait sauvé son honneur, elle voulut sauver son existence. Les conditions du pardon furent dures et humiliantes. Louis XIV, naturellement généreux, démentit son caractère dans cette occasion; ivre d'orgueil et de bonheur, il oublia que la fortune a ses vicissitudes, et les articles de la paix qu'il accorda aux Génois, étaient une véritable insulte au malheur et à la faiblesse. Il ordonna que le doge et quatre sénateurs se rendraient à Versailles pour lui demander pardon, dans les termes les plus soumis; que, par une exception aux lois de la république, qui voulaient que le premier officier de l'état ne pût jamais quitter la ville sans perdre sa place, le doge conservât la sienne; enfin, que Gênes rompit toute espèce de relations avec l'Espagne. Il fallut souscrire à tout. Les deux premières conditions coûtèrent le plus aux Génois, car elles n'étaient pas commandées par l'intérêt de la France; l'orgueil seul les avait dictées; elles n'avaient d'autre but que d'humilier gratuitement ce malheureux peuple, et il n'y a rien qu'un peuple, qui mérite encore ce nom, supporte plus impatiemment que le mépris. Cependant, le doge, Impériale Lescaro, fut obligé d'aller essuyer les hauteurs et les dédains

des ministres de Louis XIV ; on ne les lui épargna pas ; mais il montra plus de dignité que ceux qui lui prodiguaient les humiliations. Toute l'Europe partagea l'indignation secrète de Gênes ; les esprits les moins élevés furent révoltés de ce défaut total d'élévation et de noblesse. On pouvait expliquer les injustices de Louis XIV par l'appât de quelqu'intérêt réel, et dans ce genre, la plupart des hommes sont toujours disposés à excuser ce qu'ils expliquent ; le plaisir barbare d'obliger le premier magistrat de Gênes, au mépris de ses lois, de venir à Versailles faire amende honorable, était une véritable inhumanité, qui ne pouvait tenir qu'au délire de l'orgueil, et qui souleva tout le monde.

L'année suivante, le pape ne fut pas traité avec plus de ménagement que Gênes. Innocent XI était un souverain juste, un prêtre d'une régularité irréprochable ; comme pontife, il manquait de cette souplesse qui se prête à l'esprit du temps, et son attachement aux anciennes maximes du Saint-Siége tenait de l'obstination. Il avait eu avec Louis XIV des démêlés très-vifs, au sujet de la régale et de la confirmation des évêques, dans lesquels le roi, montrant autant de sagesse que de fermeté, avait prouvé au pape que pour être religieux, un prince ne devait

pas être servile; et appuyé du clergé de France, il avait défendu et proclamé avec force l'indépendance du trône et les libertés de l'église gallicane. Lorsqu'Innocent XI voulut abolir à Rome le droit d'asile, toutes les autres puissances y consentirent, la France seule s'y opposa. Cependant, le projet du pape était avoué par la raison, et pouvait même paraître à ses yeux un devoir sacré. Le droit d'asile, dont les ministres étrangers jouissaient à Rome pour leurs hôtels, et qu'ils étendaient à tout leur quartier, compromettait la tranquillité générale, favorisait le crime, et rendait toute police impossible. Sur les représentations d'Innocent XI, les états catholiques renoncèrent à un droit qui était un véritable attentat contre l'ordre public; Louis XIV seul fut inflexible : il invoqua la dignité de sa couronne, comme si elle avait consisté à couvrir des indignités de sa protection; le pape persista, et profita, pour publier l'abolition de cet usage, de la mort de d'Estrées, ministre de France. Louis nomma le marquis de Lavardin à cette ambassade, et l'envoya, à la tête de sept cents hommes, faire la loi au pape dans sa propre capitale, et se maintenir à main armée dans la possession de ce droit abusif.

Au milieu de ces violations du droit des gens

et des premières règles de la justice universelle, tandis que Louis XIV annonçait par toutes ses démarches qu'il ne respectait rien et ne craignait personne, et qu'il mettait les autres états dans la nécessité de tout supporter de sa part, ou de tout hasarder pour défendre leur indépendance, il attaquait lui-même sa puissance dans son principe, et l'affaiblissait par une suite de mesures aussi contraires à ses intérêts qu'à ses devoirs. En révoquant l'édit de Nantes, donné en faveur des réformés, il envoyait dans les cours de ses ennemis des hommes portés à nourrir la haine générale contre la France par leurs plaintes, et à servir cette haine par leurs talents.

L'édit de Nantes, donné par Henri IV au parti qui l'avait placé sur le trône, lui avait été dicté par la nécessité des circonstances. Il fallait apaiser, rassurer et récompenser les réformés, en leur offrant des consolations pour le passé et des garanties pour l'avenir. On leur accorda des avantages et des priviléges, qui étaient plutôt une arme offensive qu'un bouclier; incompatibles avec l'unité de l'état, dans la main de chefs habiles et ambitieux ils pouvaient devenir dangereux, et le devinrent. Richelieu, en ôtant aux réformés les villes de sûreté, et en leur en-

levant une organisation dont ils avaient abusé, avait fait une chose utile et commandée par la saine politique. Depuis lors, contents de la liberté civile et religieuse, ils avaient respecté les lois, enrichi l'état par leurs travaux, défendu le trône par leur valeur, et ils mettaient leur gloire à contribuer à celle de leur patrie. L'unité régnait dans l'état, où elle est nécessaire; elle ne régnait pas dans l'église, où elle est impossible et où elle serait peut-être funeste. L'esprit de la religion catholique est de ne pas composer avec ce qu'elle appelle l'erreur; se croyant éternelle, elle ajourne ses prétentions à un temps indéfini, sans jamais les abandonner ni les perdre de vue. La haine et la jalousie contre les réformés survivant aux causes qui les avaient fait naître, étaient plutôt assoupies qu'éteintes, et l'on travaillait sourdement à l'exécution d'un grand plan.

Depuis plusieurs années, les réformés, vus de mauvais œil par le gouvernement, étaient les objets de vexations sourdes ou même d'injustices ouvertes. Les évêques leur tendaient des piéges et leur présentaient sans cesse des appâts de conversion; les intendants leur suscitaient des embarras dans les affaires les plus simples, et faisaient peser sur eux, plus que sur d'au-

tres, le fardeau des charges publiques; les juges prononçaient contre eux, pour peu qu'ils le pussent sans violer les premières lois de la justice; on prêtait aux pasteurs des crimes imaginaires, et l'on envenimait leurs démarches, quelquefois imprudentes, afin de les perdre, de les décréditer et de les éloigner. On excluait les réformés de toutes les places et de tous les emplois publics, et sans consulter leur mérite ou les besoins de l'état, on leur enlevait les postes lucratifs ou honorables qui leur avaient été confiés. Colbert était le seul qui fût juste à leur égard; il les protégeait contre la haine aveugle et les entreprises du gouvernement, parce qu'il connaissait toute l'étendue des services qu'ils rendaient à l'état dans les arts et dans le commerce. Ce grand homme était trop habile administrateur pour ne pas être tolérant, et il avait senti que la liberté civile et religieuse était le principe du travail, de l'industrie et de la richesse des nations. A sa mort, on changea de système et de marche à l'égard des réformés. On substitua des moyens violents à de plus doux dont on s'était servi, et l'on érigea en maxime que l'intérêt de l'état exigeait la réunion des réformés à l'église catholique, que la sainteté du but légitimait toutes les mesures qui pouvaient

y conduire; et qu'il fallait forcer ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient être ni convaincus ni persuadés, à professer la religion dominante. Cette maxime devint bientôt celle du gouvernement, et Louis XIV crut qu'il était de son devoir et de sa gloire, de suivre un plan aussi contraire à l'une qu'à l'autre.

Tout se réunit pour aveugler, égarer ou séduire ce malheureux prince. On s'appuya de sa piété et de son orgueil, pour lui faire signer des ordres aussi impolitiques qu'injustes. Le roi avait toujours été sincèrement attaché à la religion; il tenait à elle par sentiment, par habitude, et même par principes. Au milieu des désordres de sa conduite, il s'était toujours condamné lui-même; trop esclave de ses passions pour les sacrifier à la règle, il avait toujours eu la force de reconnaître, et même de déplorer ses faiblesses, et il eût désiré pouvoir les expier par son respect et sa soumission pour l'église. Il ne fut pas bien difficile à son confesseur, le père La Chaise, de lui présenter la conversion des protestants comme un moyen d'effacer le passé et de faire son salut en faisant celui de ses sujets. Les ministres et les courtisans lui promettaient dans cette entreprise de grandes facilités, et flattant son ambition, lui garantis-

saient l'admiration de ses contemporains et celle de la postérité, s'il réussissait à faire ce que ses prédécesseurs avaient tenté inutilement. Madame de Maintenon les soutenait de tout son crédit, ou plutôt elle leur suggérait les idées les plus propres à frapper le roi; car c'était elle surtout qui voulait amener à tout prix la réunion des réformés aux catholiques.

Cette femme, née dans la misère, élevée dans l'obscurité, jetée en apparence hors de toutes les routes de la fortune, avait eu le bonheur de trouver des circonstances favorables à son ambition, le talent d'en profiter, et au grand art d'arriver à la première place, elle joignit l'art plus difficile de s'y maintenir. Petite-fille de d'Aubigné, serviteur de confiance de Henri IV et protestant zélé, elle avait embrassé de bonne heure la religion catholique, et elle mettait à la conversion des autres toute l'ardeur d'une convertie. Madame de La Vallière avait été sensible et touchante; madame de Montespan, piquante, spirituelle, éblouissante de beauté et d'esprit; madame de Maintenon n'avait ni la sensibilité de l'une ni les passions impétueuses de l'autre, et sa beauté était sur le retour. Avec de la pénétration et de la finesse, de l'instruction et de l'esprit de conduite, sans ce mouvement

d'imagination qui dérange tout, et sans cette chaleur de l'ame qui fait qu'on s'oublie soi-même pour les intérêts des autres, elle était faite pour observer tout avec justesse, pour attendre les événements avec patience, pour dissimuler et feindre avec un égal succès, et pour tirer des fautes des autres tout le parti possible; sa froideur même la servait admirablement, et son égoïsme, calculant toutes ses démarches, devait la faire triompher de madame de Montespan qui s'abandonnait à toutes les impressions, et la conduire à la fortune. Elle avait eu le temps de bien étudier le caractère de Louis XIV et celui de ses entours; elle connaissait le roi à fond; elle le voyait fatigué de jouissances, refroidi par l'âge et par l'abus des plaisirs, lassé des caprices et des inégalités de sa maîtresse, ouvert aux regrets, quelquefois voisins du remords, et sentant le besoin d'une relation intime qui occupât son esprit et son cœur, et où il pût aller déposer ses chagrins et surtout ses ennuis. Ce fut sur cette connaissance approfondie du caractère de Louis XIV qu'elle régla toutes ses démarches, et la veuve de Scarron devint l'épouse secrète du plus puissant et du plus fier des souverains de l'Europe. Sage par tempérament, bonne par réflexion,

simple et modeste par politique, sous le dehors de la réserve et de la discrétion tourmentée de la soif de dominer, elle sut attirer à elle les affaires les plus importantes, en gagnant toute la confiance de Louis XIV, et elle lui fit trouver de la douceur à parler de tout avec une personne qui lui paraissait entièrement dévouée et qui ne pouvait pas avoir d'autres intérêts que les siens. Si la seconde moitié du règne de Louis XIV n'a pas eu l'éclat de la première, on doit l'attribuer en partie à l'empire de cette femme, qui avait l'esprit plus fin que vaste, et qui, étrangère aux conceptions larges et grandes, rétrécit et allanguit insensiblement l'ame du roi, lui suggéra souvent de petites vues, et lui dicta de mauvais choix. Comme son âge ne lui permettait pas d'asseoir sur ses charmes l'espérance d'un crédit durable, elle tacha de bonne heure d'y suppléer en liant ses intérêts à ceux de la conscience du roi, et en appelant la religion à son secours; malheureusement ce n'était pas la religion tendre, douce, épurée, sublime de Fénélon. Soit que madame de Maintenon fût elle-même superstitieuse et dévote, ou qu'elle prît le langage et les habitudes de la dévotion, elle les donna bientôt au roi. Afin de l'occuper pendant que l'Europe était en paix, elle lui

présenta le plan de la conversion des protestants comme le vrai moyen de satisfaire à la fois sa piété et son amour pour la gloire, et les persécutions commencèrent.

Cependant, nous devons à la justice de dire que les horreurs dont la France fut le théâtre, bien loin d'être commandées par le roi et approuvées par madame de Maintenon, furent commises malgré eux, et probablement à leur insu. Rien ne prouve mieux combien les rois, même les plus vigilants et les plus actifs, sont sujets à être trompés, que de se rappeler toutes les barbaries qu'on a exercées en France contre les réformés, sous un prince qu'on ne saurait accuser d'inhumanité. Louis, mal conseillé par ses passions, égaré par quelques idées fausses mais éblouissantes, obsédé par ses ministres et surtout par le vieux chancelier Le Tellier, qui joignait au mérite d'un esprit supérieur le fanatisme d'un esprit borné, pressé par madame de Maintenon, et opposant aux réclamations sourdes que sa conscience et son bon sens naturel élevaient peut-être encore en faveur des réformés, le suffrage et l'avis du grand Bossuet, signa l'édit qui devait porter la désolation dans toute la France. C'était rompre un contrat solennel, manquer à sa parole royale, déchirer l'acte au- 22 oct. 1685.

quel les Bourbons avaient dû le trône, où du moins par lequel ils l'avaient payé, enlever à une portion nombreuse de ses sujets un droit inaliénable; car l'homme ne saurait jamais renoncer à un devoir sacré, et par un acte de sa volonté, cesser en quelque sorte d'être homme. Non-seulement l'édit qui révoquait celui de Nantes ôtait aux réformés leurs priviléges; il les privait encore de tous les avantages dont jouissaient les autres citoyens, ordonnait la démolition de tous les temples, défendait même la célébration du culte dans les maisons particulières, bannissait les ministres du royaume s'ils refusaient de se convertir, et violant toutes les lois de la nature, arrachait les enfants du sein de leurs parents, pour les faire élever dans la religion catholique.

On avait persuadé à Louis XIV que le nombre des réformés dans le royaume n'était pas bien considérable, et on en comptait des millions; on lui avait dit que la plupart n'attendaient que ses ordres pour se faire un mérite de leur changement de religion, et qu'il serait facile de les gagner par des espérances flatteuses, ou par la force de la vérité; et la fermeté des réformés était à l'épreuve des menaces, leurs vertus fort au-dessus de l'appât d'un vil intérêt; leurs lumières éclairaient les arguments par lesquels on

attaquait leur foi; l'honneur se réveilla dans les ames les moins fortes, et du moment où il y eut de la lâcheté à quitter la religion réformée, ceux même qui avaient été ébranlés par les raisonnements spécieux de Bossuet et d'autres défenseurs adroits de la religion catholique, restèrent fidèles au culte de leurs pères. Il ne se faisait que peu de conversions, et elles n'étaient rien moins que glorieuses.

Louvois, digne fils de Le Tellier, moins fanatique et tout aussi violent que lui, résolut de substituer la terreur et les supplices aux moyens de corruption, dont l'expérience prouvait qu'on avait trop présumé. Le ministre de la guerre paraissait devoir rester étranger à une affaire de religion et de culte; Louvois, jaloux d'être employé et de se rendre nécessaire, moins occupé en temps de paix, et ne sachant que faire de ses troupes, envoya des milliers de dragons dans les provinces, pour faire de nouvelles conquêtes sur les consciences. Il est difficile de croire que Louvois ait pu faire marcher ces troupes sans en prévenir Louis XIV; il fallait bien qu'il en reçût l'ordre ou du moins la permission; ce qu'il y a de sûr, c'est que Louvois trompa le roi sur la véritable destination de cette force armée qu'il envoyait contre des citoyens paisibles; il lui

persuada qu'elle était nécessaire pour réprimer quelques séditieux, et pour prévenir la révolte.

Les satellites de Louvois inondèrent toutes les parties de la France, d'abord les provinces du midi, puis celles de l'ouest et du nord, et traitèrent leurs malheureux concitoyens avec une barbarie que la guerre même n'aurait pas légitimée. Les réformés furent exposés à toutes les vexations, de la part d'une soldatesque effrénée, qui ne voyait en eux que des hérétiques et des rebelles, et que le fanatisme rendait sourde à la voix de l'humanité. Répandus dans les maisons des réformés, ils y vivaient dans l'abondance aux dépens de ces infortunés qui, pour fournir au luxe de leurs oppresseurs, étaient forcés de se priver des choses les plus nécessaires à la vie. On leur enlevait sans pudeur, leur or, leur argent, leurs bijoux, tous leurs meubles de prix; on arrachait les enfants du sein de leurs mères, on brûlait leurs livres sacrés, on condamnait à la roue les ministres trop fidèles et trop généreux pour abandonner leurs troupeaux; l'enfance, la vieillesse, la faiblesse du sexe, rien ne trouvait grace aux yeux du soldat. Après avoir exercé sur ces déplorables victimes tous les raffinements de la cruauté, on les traînait aux autels, on les contraignait à prononcer d'une voix

défaillante les paroles d'abnégation; les relaps étaient jetés dans les prisons et punis avec la dernière rigueur. On provoquait et l'on récompensait les délations domestiques; on recevait avec empressement les dépositions des serviteurs contre les maîtres, des enfants contre leurs pères, des femmes contre leurs maris; tous les liens de la nature étaient rompus. Une mort prompte et violente eût été un bienfait pour les objets de ces cruelles persécutions; on la leur refusait; on aimait mieux prolonger leur vie afin de prolonger leurs tourments et les conduire à la mort par des douleurs lentes, graduelles, toujours répétées; les soldats avaient ordre de ne tuer personne.

Au milieu de ces attentats multipliés du gouvernement contre ceux qu'il devait défendre et protéger, attentats dont le simple et authentique récit aura toujours la vraisemblance contre lui, la vérité l'emportait sur la force; Louvois ne parvenait pas à son but; ses triomphes étaient aussi rares que honteux. Il semble que la volonté de l'homme acquière plus de ressort à raison des efforts que l'on fait pour la comprimer et la briser; la fermeté et la persévérance des opprimés paraissaient augmenter avec la cruauté et la barbarie des oppresseurs, ou marchaient de pair

avec elles. Pour l'éternelle instruction des princes et des peuples, on vit les persécutions fortifier l'attachement des réformés à leurs principes, et le courage des martyrs rallier les esprits incertains à la bonne cause. Il y eut des conversions, mais elles étaient simulées, apparentes, autant d'artifices de la faiblesse pour se soustraire à la tyrannie de la force; et ceux des nouveaux convertis qui abandonnèrent véritablement la foi de leurs pères, étaient pour la plupart des hommes qui n'avaient d'autre principe que leur intérêt, et dont la conversion était un avantage et un honneur pour les autels qu'ils désertaient, et un opprobre pour ceux qu'ils allaient embrasser.

Tous ceux qui ne voulaient pas renier leur religion, et qui ne pouvaient pas échapper à des persécutions toujours renaissantes, malgré les sacrifices et les privations volontaires auxquels ils se soumettaient, résolurent de quitter le royaume et de fuir une patrie ingrate et cruelle, qui les traitait comme ses ennemis et non comme ses enfants. Ce projet était aussi sage que légitime; le gouvernement, en violant tous leurs droits, les avait libérés de toutes leurs obligations. L'exécution en était difficile, car c'est une erreur de croire que la France voulût contraindre les réformés à s'expatrier, ou même le leur

permettre. Elle paraissait à la vérité les repousser de son sein; mais par la plus barbare inconséquence, elle voulait dans le fait les y retenir, et leur rendre la fuite impossible. Il était défendu, sous peine de mort, à tout autre qu'aux ministres de la religion, de sortir du royaume. Les frontières étaient gardées sévèrement; on examinait les voyageurs avec la plus grande rigueur; les troupes réparties sur tous les points formaient un mur en apparence impénétrable, et Louvois se flattait d'avoir enveloppé toutes ses victimes dans un filet d'airain. La liberté fut plus active, plus ingénieuse, plus énergique à rompre toutes les barrières qui fermaient la France, que le despotisme à les multiplier et à les surveiller. Le grand intérêt du salut, joint à l'intérêt de la sûreté, donna du courage aux plus faibles, inspira des artifices aux plus simples, de l'audace aux plus timides, et fit braver la faim, la soif, l'intempérie des saisons, les dangers de la mer, la pauvreté, les séparations les plus douloureuses, aux malades, aux vieillards, aux femmes et aux enfants. Plus de cinquante mille familles s'expatrièrent; plus de deux cent mille fugitifs de tout ordre, de tout rang et de tout état, allèrent porter dans les pays étrangers, leurs forces, leurs talents, leur industrie, les débris de leur fortune et leur haine contre Louis XIV.

Cette émigration fut une véritable calamité nationale pour la France, porta un coup terrible à sa puissance, et lui fit plus de mal que n'aurait pu lui en faire la guerre la plus longue et la plus sanglante. Non-seulement elle perdit une partie de sa population; elle se priva d'une foule de citoyens dignes de ce nom, illustres par leurs services, recommandables par leurs connaissances et leurs talents, estimables par leurs vertus. Leur fermeté généreuse et les motifs qui les déterminaient à quitter leur patrie, donnaient à la France la mesure de leur mérite et devaient les lui faire regretter doublement. La plupart abandonnèrent leur fortune, car il était difficile de réaliser ses biens et de faire sortir ses capitaux du royaume; cependant, la somme d'or et d'argent qui s'écoula de la France à cette époque, fut considérable, et ce numéraire alimenta le travail des arts et augmenta le mouvement du commerce dans les pays voisins. La Suisse, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne s'empressèrent d'accueillir ces colons intelligents et laborieux, qui naturalisèrent sur un sol étranger de nouvelles branches d'industrie, et transplantèrent des productions et des procédés dont la France avait eu seule le secret, et dont elle avait seule recueilli les fruits.

Personne ne montra plus de zèle, plus de générosité et une politique plus active et plus saine dans cette occasion que Fréderic-Guillaume, le grand électeur. L'année même de la révocation de l'édit de Nantes, il publia l'édit de Potsdam, qui assurait aux réformés tous les avantages qui pouvaient servir d'aiguillon à leur activité. Comme la politique et la religion conseillaient également à l'électeur cette conduite, sa générosité put facilement avoir l'air d'un calcul d'intérêt propre; mais son ame, naturellement magnanime, n'était pas faite pour couvrir l'égoïsme du masque de la piété, et n'avait pas besoin de recourir à ces petits artifices; il vit en même temps l'honnête et l'utile dans cette grande mesure, et fut aussi sensible à l'un qu'à l'autre. Ce qu'il y a de certain, c'est que dans l'histoire de l'administration des empires, on trouve peu d'exemples d'avances de culture qui aient produit d'aussi beaux fruits, que celles qui furent faites par l'électeur aux réfugiés français. On ne saurait nier qu'ils ont eu une influence bienfaisante et décisive sur les progrès de l'économie rurale et des arts méeaniques, et qu'ils ont contribué à former le goût national, et à répandre dans le pays les agréments de la vie sociale. En créant, par leur exemple et par leurs

leçons, de nouveaux besoins; ils ont créé en même temps de nouveaux moyens de les satisfaire, et développé des principes de richesse encore inconnus. Sans eux, le génie des souverains de Brandebourg, le bienfait des circonstances et les lois mêmes de la nature auraient conduit la nation qui les reçut au même degré de civilisation, de lumières et de puissance; mais il faut convenir que les réfugiés français ont rendu ce travail plus aisé, et que dans la brillante carrière que la nation a fournie, elle leur doit quelques obstacles de moins et quelques facilités de plus.

Non-seulement les états voisins de la France et ses ennemis naturels s'enrichissaient de ses pertes volontaires, et recevaient d'elle-même des armes qu'ils allaient tourner contre elle; les réformés allaient encore partout allumer ou nourrir la haine contre Louis XIV. Les uns, par un esprit de vengeance, les autres, dans l'espérance vague que la guerre pourrait les faire rentrer dans leurs foyers et leur rendre la jouissance de leurs droits, soufflaient dans tous les cœurs leurs justes ressentiments, inspiraient aux princes et aux peuples, répandaient dans les villes et dans les campagnes une véritable indignation contre la France, et peignant des plus vives couleurs

le tableau de ses forces et celui de ses projets ambitieux, tâchaient de soulever l'Europe, et de prouver à tous les souverains protestants la nécessité d'un armement général.

Ce fut surtout en Hollande et en Angleterre, que la révocation de l'édit de Nantes et les émigrations qu'elle occasiona eurent une influence marquée sur l'opinion publique, et préparèrent de grands événements. Le fanatisme persécuteur de Louis XIV réveilla toutes les anciennes idées, à demi assoupies, sur l'esprit dominateur et la marche toujours progressive de la religion catholique; il fortifia, dans la république des Provinces-Unies et en Angleterre, les craintes générales sur le sort du protestantisme, craintes qui jusqu'alors avaient paru exagérées. Les Anglais connaissaient les relations intimes de la cour de St.-James et du cabinet de Versailles, et ne pouvaient douter du zèle aveugle de leur roi et de l'activité des jésuites qui l'entouraient; ils virent dans la catastrophe des protestants de France l'image des malheurs qui les attendaient eux-mêmes, s'ils ne prenaient des mesures vigoureuses pour les prévenir. La Hollande, liée avec l'Angleterre par la religion et par la politique, partagea ses craintes, que les réfugiés français ne cessaient pas d'entretenir, et se prêta à toutes

les démarches nécessaires pour conjurer le danger. Le prince d'Orange crut la même chose, ou fit semblant de le croire, et si la révocation de l'édit de Nantes ne fit pas mûrir dans sa tête le plan de la révolution qu'il méditait depuis long-temps, elle lui fournit du moins les moyens de l'exécuter. Beaucoup de soldats exercés et d'officiers du premier mérite avaient quitté la France par attachement à la foi de leurs pères; Guillaume en forma des corps entiers qui lui furent dévoués, et qui, joignant à la reconnaissance, à l'honneur, à la religion, une haine profonde contre Louis XIV, rendirent des services signalés au prince d'Orange, dans la grande expédition qui le plaça sur le trône d'Angleterre.

CHAPITRE XXIV.

Mort de Charles II. Règne de Jacques II. Mécontentement et troubles en Angleterre. Liaison de ces troubles avec la situation politique de l'Europe. Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange passe en Angleterre. Fuite de Jacques. Révolution. Coalition contre Louis XIV.

Cette révolution, qui enleva le sceptre de l'Angleterre à l'ami et à l'allié de la France, pour le donner à son ennemi irréconciliable, et qui fournit à Guillaume des moyens de puissance redoutables, fut à la fois le principe et le résultat, la cause et l'effet de la guerre que nous allons voir une partie de l'Europe entreprendre contre Louis XIV. Sans la chute et l'expulsion de Jacques II, il eût été impossible aux puissances coalisées de résister à la France, ou de la combattre; sans la guerre, la chute et l'expulsion de Jacques II eussent été plus difficiles, ou n'eussent été que momentanées, et Guillaume ne fût pas monté sur le trône ou ne s'y fût pas affermi; sans les injustices et les violences de Louis XIV, les autres états de l'Europe n'auraient pas se-

condé par des secours réels, ou favorisé par leurs vœux et par leur silence, l'entreprise du prince d'Orange; et sans le succès de cette entreprise, les injustices de Louis XIV seraient peut-être demeurées impunies, et l'indignation générale aurait été impuissante et stérile. La révolution d'Angleterre a donc modifié le système politique de l'Europe; elle a fait passer toutes les ressources de la Grande-Bretagne dans le bassin de la balance qui portait les puissances rivales et jalouses de Louis XIV, ou victimes de sa puissance, et elle a préparé son affaiblissement et amené sa décadence. Il importe de saisir sous ce point de vue les principaux traits de cette révolution, afin de pouvoir comprendre et expliquer ses suites et ses conséquences.

Pendant tout le règne de Charles II, la nation et le roi avaient presque toujours été divisés; et ces divisions continuelles étaient bien plus le fruit des vices et des défauts de Charles que des troubles auxquels la restauration avait mis fin; elles devaient nécessairement en produire de nouveaux. Fatigués des orages des guerres civiles, des crimes et des malheurs dont le renversement des anciennes lois et de l'autorité légitime avait été le principe, les Anglais avaient cherché le repos à l'ombre du trône; et plus

frappés des cruels souvenirs du passé et des maux du présent, que de pensées relatives à l'avenir, ils avaient rendu le sceptre à Charles, sans prendre aucune précaution en faveur de la liberté et de la sûreté publiques, contre les abus possibles du pouvoir royal. Tous les partis, las de leurs excès et de leurs souffrances, voulaient la tranquillité à tout prix, et n'étendaient pas leurs vues au-delà du moment. On croyait que la nation ne pouvait montrer trop de confiance au fils, ne fût-ce que pour expier ses attentats envers le père, et d'ailleurs on pouvait supposer, avec quelque apparence de raison, que Charles n'aurait pas été inutilement à l'école du malheur, et que le sort tragique de son père lui servirait de leçon. Les Anglais virent bientôt qu'ils s'étaient trompés.

La nation haïssait la religion catholique, qu'elle avait proscrite; Charles la favorisait. Les mêmes raisons qui la faisaient abhorrer du peuple, la rendaient chère au prince; l'un y voyait un principe d'oppression, l'autre un principe d'autorité. Dans le fond du cœur, Charles était indifférent à toutes les religions; on le savait, et cet indifférentisme religieux ne permettait à personne de se méprendre sur la nature de son attachement pour la religion romaine, et le rendait

aux yeux des Anglais plus coupable et plus odieux. Les intérêts de l'état sacrifiés aux vues ambitieuses d'une puissance qui était son ennemie naturelle, le ministère et le roi lui-même aux gages de la France et payés par elle pour trahir leurs devoirs, les mœurs déréglées de Charles, qui ne respectait pas même la décence, ses prodigalités ruineuses, l'emploi scandaleux qu'il faisait des revenus de l'état, l'impatience de toute espèce d'entraves et de limites, qui paraissait au grand jour dans sa conduite envers les parlements, tout avait concouru à rendre le mécontement de la nation général, et à redonner de l'activité aux anciens partis.

Ces partis n'avaient jamais cessé entièrement d'exister; ils sont inséparables de toute constitution politique qui repose sur le principe des contre-forces, et où l'élément démocratique et l'élément monarchique doivent se contre-balancer réciproquement. Dans le sein d'une organisation de ce genre, il existe nécessairement deux manières différentes d'envisager les besoins et les dangers de l'état, et ces deux points de vue opposés doivent donner naissance à deux partis. Les uns redoutent plus l'accroissement de la prérogative royale que la prépondérance du corps représentatif; les autres craignent, par-

dessus tout, les usurpations des parlements sur la prérogative. Les premiers paraîtront favoriser la licence et l'anarchie, et ils pourront être de sincères amis de la vraie liberté; les seconds seront accusés d'être les fauteurs du despotisme, et ils ne seront dans le fait que les partisans de l'autorité et de l'ordre, sans lesquels un peuple ne saurait être libre. L'action et la réaction de ces deux partis l'un sur l'autre entretiennent la santé et la vie dans le corps politique, tant que l'un d'eux ne domine et n'écrase pas l'autre, et qu'il existe entre eux une espèce d'équilibre; du moment où il est rompu, les partis dégénèrent en factions; le mouvement, qui était réglé, n'est plus qu'une agitation violente, et l'état, long-temps déchiré, tombe sous le despotisme de la multitude ou sous le despotisme d'un seul, et souvent les essaie tous avant de retrouver une assiette fixe et durable.

Ces deux partis avaient été, en Angleterre, dans une lutte sanglante, jusqu'à l'époque de la restauration. Pendant les guerres civiles on les avait distingués par les noms de cavaliers et de têtes rondes; les premiers étaient les royalistes, les autres les républicains. Ceux-ci par leur activité, ceux-là par leur inaction, avaient également contribué à faire remonter Charles sur le trône

de ses pères. On ne demandait pas mieux que de tout oublier; on avait vu où conduisait l'exagération des sentiments et des idées; on redoutait tous les extrêmes. Avec de la fermeté et du respect pour les formes constitutionnelles, avec de l'impartialité et de la sagesse, Charles aurait persuadé à la nation que la liberté était née du sein des orages; le règne de la justice et des lois aurait achevé d'éteindre tous les ressentiments, et d'inspirer à tout le monde la haine des innovations et surtout des mouvements populaires.

Charles ne fit rien de ce qu'il fallait faire pour produire ces heureux effets; au contraire, il traita les parlements avec autant de légèreté que de mépris, se joua des principes les plus chers à la nation, contraria ses habitudes, heurta ses opinions, alarma le zèle religieux et le zèle politique; bientôt les partis reparurent. Ils changèrent de noms sans changer d'esprit; ceux qui soutenaient le roi, et qui pour la plupart, sans être les amis de Charles et sans approuver sa conduite, défendaient la prérogative, furent appelés Torys; on nomma Whigs ceux qui voulaient opposer à l'autorité royale la barrière des lois, et rendre surtout les lois plus fortes et les parlements plus redoutables. Ces derniers devenaient plus nombreux et se prononçaient davantage, à

mesure que le souvenir du passé s'effaçait, et que les maux anciens ne se présentaient plus que dans l'éloignement.

Le parlement, qui avait été convoqué immédiatement après la restauration, siégea longtemps, et eut pour le roi, pendant plusieurs années, une déférence sans bornes et une obéissance presque passive. Cependant les craintes légitimes que la prédilection de Charles pour la religion catholique inspirait à la nation, avaient fait demander au roi par les Communes l'acte du Test, et le roi l'avait sanctionné, espé- 1673.
rant se libérer de ces entraves par de fréquentes exceptions. Cet acte tendait à éloigner de toutes les places les catholiques et tous ceux qui ne voulaient pas renier formellement la transubstantiation. Cette loi religieuse, qu'on ne saurait concilier avec les principes de la tolérance universelle, était dictée aux Anglais par les circonstances; elle était pour eux une loi politique, car elle devait mettre la constitution à l'abri de ses ennemis mortels; le retour à la religion catholique et l'établissement du pouvoir arbitraire étaient à leurs yeux synonymes et inséparables l'un de l'autre.

Les fautes multipliées de Charles, son attachement servile à la France, les complots con-

tinuels que formaient les catholiques, ou que leurs ennemis leur prêtaient gratuitement, répandant partout des inquiétudes, des soupçons et des murmures, l'opinion publique modifia celle du parlement, et lui donna l'esprit et le courage de la résistance. L'événement qui manifesta cet esprit dans toute sa force, fut la fameuse conjuration des catholiques, qui renfermait le projet d'assassiner le roi et son frère, celui d'incendier Londres et de massacrer les protestants. Ces trames, réelles ou prétendues, furent découvertes et dénoncées par Oates, homme perdu de principes et de mœurs. Les plus violents soupçons pèsent sur Shaftesbury, qui vraisemblablement a imaginé cette conspiration et en a arrangé tous les détails, ou qui du moins a fait d'une idée vague un plan déterminé, et d'un projet insignifiant dans l'origine, un complot aussi vaste que criminel. Shaftesbury était un prodige d'esprit et d'immoralité. Dans le temps où il avait été ministre du roi, il s'était montré souple, adroit, complaisant; il donnait à son maître de mauvais conseils, travaillait contre les intérêts du peuple, et paraissait n'avoir d'autre but que de se maintenir à tout prix. Cependant Charles l'avait sacrifié à la haine du duc d'Yorck, et Shaftesbury s'était jeté dans le

parti populaire, avec la ferme résolution de faire repentir le roi de sa faiblesse; il tint parole, et devint l'ennemi le plus dangereux de la cour. Indifférent sur la moralité des moyens, fécond en ressources, inépuisable en artifices, habile à préparer et à faire jouer une multitude de ressorts, sans montrer la main qui les dirigeait, disposant des esprits en génie supérieur, employant tour à tour l'audace et la ruse, et mettant dans toutes ses opérations une profondeur de scélératesse qui avait la vraisemblance contre elle, et le faisait quelquefois paraître innocent, il était l'ame du parti des Whigs, ou plutôt il le ressuscita, et lui traça la route qu'il devait suivre, cachant toujours sa vengeance sous le masque de l'amour de la liberté. Si la conjuration ne fut pas une fable qu'il inventa et qui fit périr beaucoup d'innocents, il s'en servit du moins habilement pour répandre parmi la nation les plus cruelles alarmes, et pour satisfaire sa vengeance contre le roi et son frère.

L'imagination, mise en mouvement par la crainte, ne connut plus aucune borne; le peuple ne rêvait que complots, meurtres et incendies; tous les esprits frémissaient à l'idée que la religion catholique monterait sur le trône avec le duc d'Yorck, et qu'avec elle, le despotisme

s'établirait en Angleterre pour toujours. Au milieu de cette fermentation générale, tous les cœurs se portaient vers le duc de Monmouth, le fils naturel de Charles et de Lucie Walters; la multitude le regardait comme le seul qui pût sauver l'état, et désirait que la succession lui fût assurée. Monmouth réunissait toutes les qualités propres à séduire et à éblouir le peuple, et il avait des vertus qui le faisaient estimer et aimer des hommes sages et réfléchis. Beau, brave, affable, libéral et généreux, ses manières étaient prévenantes; sa popularité avait d'autant plus de prix, que son extérieur était plein de noblesse et de dignité. Son esprit n'était ni vaste ni profond; chez lui, le cœur emportait souvent la tête, il prenait facilement des désirs pour des espérances; avec le besoin d'agir et la volonté d'entreprendre, il entrait dans tous les projets hardis et nouveaux, et mettait dans ses actions plus d'élan et d'impétuosité que de prudence. Un homme de ce caractère était, dans la main des Whigs, un admirable instrument pour inquiéter la cour, pour susciter des ennemis au duc d'Yorck, et pour augmenter la fermentation du peuple. Shaftesbury et les autres chefs du parti de l'opposition flattaient la vanité et l'ambition de Monmouth, et lui persuadaient qu'il

pouvait et devait aspirer au trône. Dans le fait, ils voulaient l'employer comme moyen, et lui s'imaginait être le but unique de leurs mouvements et de leurs démarches. Il crut qu'il serait facile d'obtenir de son père sa légitimation. Charles l'aimait véritablement; cependant sa tendresse ne l'égara pas; il résista aux instances formelles qui lui furent faites, et il déjoua toutes les intrigues et toutes les ruses par lesquelles on essaya de surprendre son consentement.

En général, depuis ce temps jusqu'à sa mort, Charles parut avoir changé de caractère. Soit que l'âge eût amorti en lui le feu des passions, et que l'abus des plaisirs l'y rendît moins sensible, ou que les dangers auxquels les projets du parti populaire exposaient l'état et surtout sa famille, lui fissent sentir la nécessité de conjurer l'orage par une conduite à la fois ferme et prudente, il montra plus d'application aux affaires, sembla sortir de son insouciance et de son indifférence habituelles, et opposa aux attaques répétées des ennemis de son frère et des siens, une résistance vigoureuse et même opiniâtre. Cette fermeté vint peut-être trop tard, et en exaspérant les esprits, elle prépara les malheurs de Jacques; mais elle offre un phénomène curieux;

elle prouve que les circonstances peuvent rendre de la volonté à une ame qui paraissait en avoir perdu l'usage.

Le parlement, qui siégeait depuis la restauration, s'était prononcé contre le duc d'Yorck; il
1679. fut dissous. Charles en convoqua un autre; il y retrouva le même esprit; cet esprit formait l'opinion publique. On proposa de porter un bill qui exclût du trône le duc d'Yorck et tout prince catholique; le roi opposa la même arme défensive à cette attaque directe, et ce parlement fut dissous comme l'autre. Cependant, avant de le dissoudre, Charles voulant calmer les passions de la multitude, et montrer qu'il était bien éloigné de porter atteinte à la liberté publique, sanctionna la loi justement célèbre, connue sous
1679. le nom de l'acte d'*habeas corpus*. Cette loi achevait de mettre à l'abri de toute mesure arbitraire la liberté des personnes, et de prévenir les emprisonnemens injustes, contre lesquels la grande charte et la pétition des droits avaient déja pris de sages précautions. Le parlement avait proposé cette loi, en partie par des motifs purs, en partie pour prouver que le patriotisme seul lui dictait ses démarches, et que dans ses entreprises contre le duc d'Yorck, il n'était dirigé par aucun intérêt personnel. Charles apposa dans les mêmes vues

le sceau de son acceptation à la loi; il voulait se faire pardonner sa résistance au bill d'exclusion, et persuader ses sujets de la pureté de ses intentions. Ce furent aussi des considérations du même genre qui déterminèrent le roi à éloigner le duc, en l'envoyant d'abord à Bruxelles, ensuite en Écosse; il espérait que son absence adoucirait la haine et les ressentiments de ses ennemis; mais il crut avoir acquis par ce sacrifice le droit de faire partir Monmouth, qui travaillait sans cesse contre le duc d'Yorck. Monmouth passa en effet en Hollande; bientôt l'un et l'autre revinrent en Angleterre, rappelés par leurs partis, qui croyaient que leur présence pouvait être utile à leur cause.

Cependant, Charles se flattait encore que l'opinion publique changerait, et qu'un nouveau parlement montrerait plus de modération, et ne parlerait pas d'intervertir l'ordre de la succession; il se trompait; la conjuration des catholiques avait déposé dans tous les cœurs trop d'aigreur et d'inquiétude; et les machinations de Shaftesbury, les intrigues du prince d'Orange, les liaisons du ministre de France avec les Torys, celles du ministre de Hollande avec le parti opposé, le caractère du duc d'Yorck et les craintes des vrais amis de la liberté, tout

concourait à entretenir la fermentation parmi le peuple et l'esprit d'agression dans le parlement. Deux fois, dans l'espace d'un an, Charles convoqua de nouveaux parlements, et deux fois l'affaire du bill d'exclusion fut reproduite. La
1680. première fois, la proposition passa dans la chambre des communes et aurait probablement eu le même succès dans la chambre des pairs, sans la résistance éloquente du comte Halifax. Son discours fit une telle impression sur l'assemblée, que les pairs rejetèrent le projet de loi, à une grande majorité. Le roi, qui ne voulait pas céder aux désirs des Whigs, et qui ne pouvait que difficilement se passer de subsides, avait convoqué
1681. un nouveau parlement à Oxford; il y avait retrouvé les mêmes principes et la même marche, et pour empêcher ses ennemis de triompher, il n'avait eu d'autre parti à prendre que de recourir encore à la dissolution.

Les partis étaient prononcés; les amis du roi regardaient toute déviation de l'ordre de la succession héréditaire comme un acheminement à la république, et le parti populaire voyait dans l'exclusion le seul moyen de sauver la liberté civile et religieuse. On ne pouvait pas espérer de rapprochement. Charles craignit de voir renaître les troubles dont il avait été le témoin et

la victime; en conséquence, il se proposa de se passer des secours du parlement, et de ne plus exposer l'autorité royale à lutter avec un pouvoir aussi redoutable. Il tint parole; le remède était violent, et peut-être aussi contraire à la prudence qu'il l'était à la constitution de l'Angleterre. C'était soulever contre le trône tout ce qu'il y avait dans le royaume d'esprits éclairés et d'ames indépendantes, irriter de plus en plus l'opinion publique, annoncer hautement des plans de despotisme, se mettre dans la cruelle nécessité de servir la France contre les intérêts de l'état, afin de recevoir d'elle l'argent dont on manquait; c'était au fond ajourner le danger pour le voir reparaître plus menaçant et plus terrible; car si Charles avait vécu longtemps, il aurait été forcé de recourir à ceux qu'il appelait ses ennemis, et qui auraient été d'autant plus redoutables pour lui, qu'ils auraient vu dans l'étendue de ses craintes la mesure de leur pouvoir.

Comme la résolution du roi enlevait, aux hommes à principes et aux hommes à passions, les formes légales qui offraient aux uns le moyen de se faire entendre, et aux autres un champ d'activité où ils pouvaient espérer de se satisfaire, les premiers crurent qu'il fallait em-

ployer des mesures extrêmes pour sauver l'état, et les autres en appelèrent à la force et couvèrent de noirs complots. La conjuration de
1683. la maison de la Rye n'aurait peut-être jamais existé, si l'on avait eu l'espérance d'un nouveau parlement. Shaftesbury, dont la cour avait voulu se défaire, en l'accusant de haute trahison, et qui avait été acquitté, quoique coupable, faute de preuves juridiques, joignant cette nouvelle offense à tous les autres motifs de haine qu'il avait contre le roi et contre son frère, fut le principal auteur de cette fameuse conspiration, qui tire son nom d'une maison de campagne, où le roi et son frère devaient être assassinés, sur le chemin de Newmarket à Londres. Le projet formé par Russel, Hambden, Algernon-Sidney et Essex était d'un genre bien différent; il paraît même qu'ils ne furent pas instruits de l'autre, ou que du moins ils n'y prirent aucune part; mais le complot formé par Shaftesbury, et qui manqua parce que le roi retourna à Londres plutôt qu'on ne l'avait cru, exista en même temps que le plan de Russel et de Sidney, dont Shaftesbury était aussi informé; de là vient que le nom donné à l'un sert encore à désigner l'autre.

Lord Russel, Sidney et leurs amis voulaient

opérer un soulèvement à Londres et dans les provinces, et s'en servir pour exclure le duc d'Yorck, et pour apporter à l'autorité royale des limites plus fixes et plus étroites. Sidney, qui avait puisé dans l'étude de l'antiquité l'amour des idées républicaines, espérait peut-être qu'on irait plus loin, mais il dissimula ses vœux. Long-temps leurs projets mûrirent dans le silence. Les motifs des chefs de l'entreprise étaient nobles et désintéressés; leur but était dans l'esprit de la constitution anglaise; leurs moyens leur paraissaient dictés par une impérieuse nécessité; ces moyens étaient dangereux, mais s'ils se trompaient, ils se trompaient de bonne foi. Monmouth et Howard furent initiés dans leurs secrets, et s'associèrent à l'entreprise. La plupart de leurs complices ne les valaient pas, et cette circonstance seule aurait dû leur donner des doutes sur la légitimité de leurs projets. Shaftesbury, dont l'esprit saisissait tout ce qu'il y avait de plus grand, dont le cœur nourrissait et cachait tout ce qu'il y a de plus vil, qui ne suivait que ses passions, et s'abreuvant de fiel, méritait moins que personne de marcher sous la même bannière que Russel et ses amis, tous plus illustres encore par leur génie et leurs vertus que par leur naissance, Shaftesbury pressait

le moment de l'explosion; il croyait être sûr de Londres, parce qu'il était le maître de la populace. Comme la contrariété des vues et des idées des conjurés occasionait des délais continuels, Shaftesbury perdit patience, ou craignit peut-être que ces délais n'amenassent la découverte de la conjuration; il passa en Hollande, où il mourut bientôt après, de chagrin et de colère, laissant la réputation d'un esprit supérieur et d'un homme méprisable.

Ses soupçons et ses pressentiments se vérifièrent; les conjurés furent trahis. On avait admis dans la conspiration plusieurs de ces hommes sans caractère et sans principes, capables de tout entreprendre, parce qu'ils ne tiennent à rien, et qui sont perfides à leur propre cause dès qu'ils trouvent leur avantage à l'être. Un vendeur de sel, nommé Keyling, dénonça au secrétaire d'état Jenkins ce qu'il savait des projets de Russel et de ses amis : d'abord on ne l'écouta pas; bientôt le lieutenant-colonel Waltot et le colonel Ramsey, de complices devenant délateurs, confirmèrent les dépositions de Keyling, en ajoutèrent de nouvelles, et il ne fut plus permis au gouvernement de douter de la réalité du danger. Charles, excité par le duc d'Yorck, naturellement implacable et qui haïs-

sait les conjurés, s'arma de la plus grande sévérité. Russel fut le premier arrêté; Howard effrayé fut assez lâche pour se sauver aux dépens de ses amis; sur ses aveux, on s'assura de Sidney, de Hambden; on voulut se saisir d'Essex; il s'affranchit de toute poursuite par un suicide; et en vrai Romain il ne crut pas devoir attendre un jugement qui, dans ses idées, ne pouvait être qu'inique. Le procès de Russel et de Sidney fut bientôt terminé; trop convaincus de la pureté de leurs intentions pour nier leur projet, trop fiers pour acheter la vie par des soumissions, trop courageux pour craindre la mort, ils avouèrent qu'ils avaient formé le plan d'une insurrection, et ne pensèrent qu'à ne pas compromettre leurs amis; mais ils soutinrent toujours qu'ils n'avaient jamais voulu attenter à la vie du roi. La loi les condamnait; cependant leur condamnation parut injuste, parce qu'il y eut des illégalités dans la procédure. Le gouvernement refusa de faire grace; l'intérêt de sa conservation, ou plutôt le désir de frapper les esprits de terreur, l'emportèrent chez le roi sur toutes les considérations qui auraient dû l'incliner à la générosité. Russel, après s'être défendu avec beaucoup de noblesse, montra une sensibilité touchante dans les derniers adieux

qu'il fit à sa famille, et une force d'ame héroïque en portant sa tête sur l'échafaud. Algernon Sidney, républicain par principes et par sentiment, qui servit ce qu'il croyait la bonne cause, par ses actions et par des écrits, dans lesquels on respire l'air et les maximes de l'antiquité, tâcha, avec une présence d'esprit admirable, de repousser la sentence dont ses juges allaient le flétrir, subit son jugement avec tout le calme de la vertu, et marcha au supplice comme d'autres marchent au triomphe.

Quand on meurt avec indifférence et avec dignité, on paraît toujours innocent aux yeux du peuple; l'attendrissement mêlé d'indignation qu'inspirèrent ces scènes tragiques fut général. Russel et Algernon-Sidney étaient coupables; mais Charles l'avait été avant eux. Selon l'esprit de la constitution anglaise, un roi qui voulait régner sans parlements violait les lois et portait atteinte au principe de la souveraineté; un partisan du gouvernement représentatif, un ami de la vraie liberté, tel que Russel, pouvait facilement se faire illusion, et croire défendre la constitution de son pays, tandis que dans le fait il attaquait le trône par des moyens illégitimes. Sidney rêvait toujours la république; invariablement attaché à ses

principes abstraits sur l'ordre social, il ne savait ou ne voulait pas voir les modifications essentielles que doivent y apporter les localités et les circonstances; les leçons de l'expérience étaient perdues pour lui. Le grand et malheureux essai qu'on avait fait de la république en Angleterre ne lui avait pas ouvert les yeux sur les véritables besoins de son pays. C'était un de ces esprits conséquents dans l'erreur, qui portent dans leurs idées toute la force de leur caractère, et accusent plutôt la nature des choses, que de se défier de leurs raisonnements. On doit condamner le but secret de Sidney, qui désirait de renverser la constitution de l'Angleterre pour réaliser sa théorie favorite; on peut blâmer Russel dans le choix des moyens qu'il employa pour sauver et pour affermir la constitution de son pays; mais, bien loin de les confondre avec ces hommes marqués par l'histoire du sceau du mépris, qui ont bouleversé les états afin de satisfaire leurs passions et leur vil intérêt, et n'ont invoqué les principes que pour les fouler aux pieds, on doit, tout en blâmant Russel et Sidney, rendre hommage à leur caractère simple, noble et pur, qui les rendait dignes d'un meilleur sort, et peut-être d'une meilleure cause. Ils ont été les enfants perdus

de la révolution à laquelle l'Angleterre doit son bonheur; elle a entrepris plus tard, avec succès et légitimement, ce que Russel et ses amis avaient entrepris trop tôt, mal, et sans y avoir un véritable droit. L'Angleterre leur a pardonné, et les compte au nombre des grands citoyens qu'elle s'honore d'avoir produits.

Quelques détails et quelques réflexions sur cette conjuration fameuse étaient nécessaires, car elle a eu une influence décisive sur les événements postérieurs. Les idées de Russel et de ses amis ne moururent pas avec eux; elles furent le germe de la révolution. Pour le moment, leur fin tragique, le supplice d'Armstrong et de plusieurs autres glacèrent les esprits d'épouvante, et parvurent disposer la nation à une obéissance entière et passive. Comme le remarque le profond et judicieux Dalrymple, des entreprises manquées contre le gouvernement fortifient toujours le pouvoir qu'elles voulaient réprimer ou anéantir. Le peuple montra une joie fausse, et dans les témoignages de leur amour pour le roi, les Anglais mirent cette exagération que dicte la crainte et qui décèle toujours l'hypocrisie. De toutes parts arrivaient des adresses de félicitations, qui rivalisaient l'une avec l'autre de flatterie et de bassesse; plus les

sentiments étaient faibles, plus les expressions étaient outrées; les plus coupables, pour se laver de tout soupçon, affectaient un dévouement sans bornes. Charles, qui avait fait grace à Monmouth, l'éloigna de l'Angleterre, sans que personne parût prendre le moindre intérêt à son sort. La puissance du roi avait pris des accroissements rapides; le duc d'Yorck la partageait avec lui; tous deux songeaient aux moyens de la consolider et de la rendre durable, lorsque Charles fut surpris par la mort. Avant d'expirer, 1685.
il se réconcilia avec l'église catholique. On peut peindre son caractère en trois mots; il fut particulier aimable, homme immoral, et mauvais roi. Son frère lui succéda tranquillement, sous le nom de Jacques II.

Ce prince monta sur le trône sous des auspices en apparence favorables. Le mauvais succès de la dernière conspiration, et la sévérité du gouvernement envers les conjurés, avaient effrayé tous ceux qui auraient été tentés de les imiter. L'ardeur des Whigs, qui avaient voulu exclure Jacques de la succession, paraissait éteinte. La partie laborieuse du peuple, qui s'enrichissait par l'industrie et par le commerce, craignait le renouvellement des troubles, et désirait le repos. En général, la nation n'aimait

pas le nouveau roi; elle redoutait les effets de son caractère despotique et de son zèle persécuteur, mais elle n'avait pas une idée désavantageuse de ses talents, ni même de ses vertus. On estimait son courage et sa capacité comme marin; on lui supposait un vif sentiment d'honneur national; il s'était fait une réputation de probité et de vigueur. Cette réputation n'était qu'usurpée, et Jacques ne tarda pas à dissiper les illusions du public. Son frère sacrifiait tout à l'argent, aux plaisirs, à l'indolence; Jacques était capable de tout sacrifier à son zèle pour la religion catholique. La superstition avait encore rétréci un esprit qui n'était pas naturellement vaste, et alangui une ame qui n'avait pas un haut degré d'énergie. Jaloux de son autorité, il l'était par attachement pour le culte qu'il professait, et c'était afin d'étendre et d'assurer l'empire de la religion, qu'il aurait souhaité un pouvoir absolu. Son extérieur n'était ni imposant ni distingué, et il n'avait ni les formes séduisantes, ni l'esprit aimable, ni l'humeur douce et gaie de son frère. Faible de caractère et de volonté, il le sentait, et confondant l'obstination avec la fermeté, la sévérité avec la rigueur, il ne savait ni résister ni céder à propos. Dans le début d'une entreprise, il semblait

qu'il eût de la hardiesse; dès qu'il rencontrait des obstacles, il devenait craintif et timide, espérait trop facilement, et désespérait trop tôt des affaires. Son projet était d'établir en Angleterre la religion catholique et le despotisme; il ne consulta dans ce projet ni son devoir, ni ses forces, ni son intérêt, ni celui de sa nation; il déshonora le trône, et le perdit honteusement.

Le commencement de son règne donna des espérances au peuple; il déclara formellement qu'il respecterait les lois et le culte de la nation; il parut appliqué, laborieux, avide d'instruction, économe des revenus de l'état et des siens; cependant les observateurs plus sévères, ou plus clairvoyants, trouvaient qu'il ne savait pas travailler en roi, que son application était minutieuse, et que son économie ressemblait à la lésine. Son empressement à donner des marques publiques de son zèle pour la religion catholique était de mauvais augure; il se rendit avec la reine à la messe, sous les yeux de tout le monde; il invita ceux qui l'entouraient à suivre son exemple; on pouvait craindre qu'il n'en resterait pas aux exhortations et aux instances, et qu'il ne respecterait pas toujours dans la nation cette liberté religieuse qu'il réclamait pour lui-même, et dont les Anglais

l'auraient laissé jouir tranquillement, s'il en avait usé de même à leur égard.

Bien loin de rencontrer de la résistance dans
1685. le premier parlement qu'il convoqua, il y trouva la plus grande docilité; la nation se réjouissait de voir, après une interruption de quatre ans, reparaître cette assemblée. La plupart de ses membres avaient voté pour l'exclusion de Jacques. Soit qu'ils fussent tout entiers à la joie de voir renaître leur existence politique, soit qu'ils fussent intimidés par le langage ferme du roi, ou rassurés par les promesses qu'il leur fit de régner selon les lois, ils montrèrent autant de générosité que de confiance en lui, et lui accordèrent le même revenu qu'à Charles. On ne fit aucune mention, dans l'adresse au roi ni dans les débats parlementaires, d'une infraction que Jacques avait faite aux lois du royaume, et qui portait même sur les bases de la constitution. D'abord après son avénement au trône, il avait émis une proclamation, qui enjoignait au peuple de continuer à payer les impôts, tandis que dans le fait, la mort du roi libérait le peuple de toute obligation de ce genre, et que l'impôt ne pouvait être légal, qu'autant qu'il était de nouveau librement consenti par les représentants de la nation.

Pendant que le parlement était assemblé, le roi reçut la nouvelle de la descente du duc d'Argyle en Écosse, et de celle du duc de Monmouth en Angleterre. Les deux chambres du parlement, témoignant le plus grand zèle contre les ennemis de Jacques, votèrent de nouveaux subsides, et firent en tout cause commune avec lui. Argyle et Monmouth, tous deux fugitifs, tous deux mécontents et ambitieux, s'étaient rapprochés en Hollande, peu avant la mort de Charles. Argyle, qui ne respirait que la vengeance, avait communiqué son ardeur à Monmouth; ils étaient convenus de leurs plans et des moyens qu'ils voulaient employer pour amener une insurrection dans les deux royaumes. Argyle comptait sur ses nombreux vassaux en Écosse, Monmouth sur ses amis en Angleterre et sur l'affection du peuple. Le prince d'Orange avait bien accueilli ces deux illustres exilés; il avait eu surtout pour Monmouth des prévenances et des attentions marquées, et il avait même favorisé secrètement l'expédition qu'ils méditaient. On ne saurait croire que Guillaume ait souhaité des succès à Monmouth; peut-être voulait-il au contraire se débarrasser de lui, ou désirait-il simplement d'exciter en Angleterre des troubles qui y rendissent sa présence nécessaire. Argyle

était parti le premier, et débarqua à Kintyre en Écosse; Monmouth lui avait promis de le suivre au bout de dix jours; arrêté par des vents contraires, il lui fut impossible de remplir ses engagements, et il ne fit sa descente dans le comté de Dorset, que cinq semaines après. La partie d'Argyle était déjà perdue, et ce défaut de concours fut une des causes qui firent manquer toute l'entreprise.

Argyle et Monmouth avaient mal calculé leurs moyens; la résistance qu'ils rencontrèrent fut bien plus forte, les secours et les facilités bien moindres qu'ils ne l'avaient espéré. Le parlement d'Angleterre et celui d'Écosse parurent dévoués à l'autorité légitime, et appuyèrent de tout leur pouvoir les mesures que prit le roi pour étouffer la révolte; le parlement d'Écosse poussa même le zèle au point de professer des principes qui tendaient au despotisme le plus absolu. Argyle avait compté que d'abord après son débarquement on viendrait le joindre de tous côtés; il se trompa. Le marquis d'Athol, son ennemi personnel, fut mis à la tête des troupes royales, et mit la plus grande activité à le poursuivre. Le malheureux duc avait inutilement publié dans son manifeste, qu'il s'armait pour défendre la religion et la liberté menacées,

et pour exclure le duc d'Yorck du trône; abandonné par le peuple, réduit à une partie de ses vassaux, battu à Dumbarton, blessé près de la Clyde, fait prisonnier, conduit à Édimbourg avec ignominie, il y fut décapité. Sa fin tragique ne fut point déshonorante; il sut mourir avec courage.

Le duc de Monmouth ne fut pas plus heureux, et ne méritait pas de l'être; car son imprudence, sa présomption, ses démarches précipitées, l'ivresse que lui causa un moment de prospérité, devaient nécessairement le perdre. A peine débarqué à Lime, il émit un manifeste qui contenait les mêmes principes que celui d'Argyle, mais dans lequel Jacques était chargé de calomnies plus atroces; il n'y avait pas de crime qu'on ne lui imputât. Le parlement, instruit de la descente de Monmouth, le déclara coupable de haute trahison, et mit sa tête à prix. Cependant la popularité du duc lui forma bientôt une petite armée, et il prit Bridport d'assaut. Les officiers auxquels il avait donné toute sa confiance, en étaient indignes; Grey était incapable et lâche, Fletcher violent et dur; le premier se laissa battre, le second dégoûta les partisans du duc par sa brutalité. Monmouth avançait assez rapidement; on le reçut à Taunton

avec des transports de joie. Au lieu d'agir et de gagner de plus en plus l'opinion publique, en montrant du désintéressement et de la modération, il se crut vainqueur; il perdit du temps, et aliéna tous les esprits par une suite de démarches fausses, et par une conduite insensée. Cédant aux pressantes sollicitations de ses partisans, il se fit proclamer roi, mit la tête de Jacques à prix, appela le parlement une assemblée séditieuse, et donna ordre au duc d'Albemarle, qui commandait les troupes royales, de poser les armes; en un mot, il parla en souverain légitime et puissant, et il ne parut plus aux yeux de la nation anglaise qu'un usurpateur plus ridicule que dangereux. Son rôle tendait à sa fin. De Taunton il se rendit à Bridgewater; battu à Sedgmoor par Feversham et Dumbarton, découvert dans sa fuite, il fut fait prisonnier; on le conduisit à Londres.

Le malheur avait brisé l'ame du duc; l'amour de la vie prit le dessus sur la fierté, et il n'y a rien qu'il ne fit pour éviter le supplice. Jacques eut avec lui un entretien qui, de la part de Monmouth se passa tout en bassesses, en prières, en marques de repentir. Le roi resta froid, et la colère ne fit pas place un moment à la sensibilité. Monmouth offrit de se faire catholique;

cette proposition ne fit que le déshonorer et irriter encore plus Jacques contre lui; il voulut racheter sa vie en révélant les mystères d'iniquités de Sunderland, qui trahissait la confiance de Jacques, et vendait ses intérêts au prince d'Orange; le ministre fut assez adroit pour détourner le coup, en rejetant les accusations sur la haine du duc. Monmouth avait des titres au pardon; sa naissance, le souvenir de la tendresse que Charles avait eue pour lui, son âge, ses qualités aimables, la folie même de son entreprise, son peu de succès, auraient dû plaider en sa faveur; mais Jacques ne savait pas pardonner; la mort du duc fut résolue. Le peuple aurait tenu compte au roi de sa clémence, car il aimait toujours Monmouth, et du moment où il fut malheureux, il parut plus intéressant que jamais. Une foule innombrable de spectateurs l'accompagna au supplice; il affecta de montrer plus de courage qu'il n'en avait, car il craignait la mort. Après une jeunesse brillante, à l'âge de la force et de la vigueur, dans toute la plénitude de l'existence, il pouvait lui paraître cruel de mourir. Le peuple ne vit pas tomber, sans une profonde émotion, la tête d'un fils de roi, d'un homme plus imprudent que criminel, à qui

tout avait promis le sort le plus heureux, qui avait paru digne du trône, et qui n'obtenait qu'un échafaud. La nation n'oublia jamais la mort de Monmouth, et le coup qui le frappa ébranla le trône de Jacques.

Après avoir donné ce grand exemple de sévérité, il fallait du moins s'arrêter, et faire semblant d'ignorer les complices du duc; une amnistie générale était une mesure dictée par l'humanité et par une saine politique. Le nombre des coupables était grand, et l'opinion publique n'était pas généralement prononcée contre eux. Jacques II excita contre lui de justes réclamations, en ordonnant de poursuivre avec rigueur ceux qui avaient pris part à la révolte, et les hommes de sang qu'il chargea de servir ses vengeances y mirent une cruelle activité. Le colonel Kirk et Jefferies connaissaient aussi peu la pitié que la justice; l'un trouvait un plaisir secret à répandre la consternation et la terreur partout où il portait ses pas; l'autre ne songeait qu'à satisfaire son avidité et son ambition, n'accordait le pardon qu'à prix d'or, et voulait prouver son zèle au roi en immolant ses sujets; tous deux portaient d'affreux raffinements dans la barbarie, insultaient par de froides plaisanteries aux prières et aux dou-

leurs de leurs victimes, et conservaient une atroce gaieté au milieu des supplices dont ils étaient les auteurs et les témoins. L'Angleterre fut révoltée d'une barbarie gratuite, qui paraîtrait incompatible avec la civilisation, si l'expérience n'avait pas prouvé que les peuples, comme les individus, peuvent réunir les extrêmes et les contraires. On serait injuste en imputant à Jacques toutes les cruautés de Jefferies et de Kirk; il en ignora une grande partie; quelque sévères que fussent les ordres qu'il leur donna, il est certain que leur violence et leur malignité naturelles les emportèrent beaucoup plus loin. Jacques lui-même se plaint dans son journal du tort que ces deux hommes lui firent dans l'esprit de ses peuples, et paraît même leur supposer le dessein de le rendre odieux. Cependant, on ne saurait nier que Jacques n'ait fait tout ce qu'il fallait pour partager avec ces misérables la honte de leurs sanguinaires expéditions dans les provinces; il en parlait avec une légèreté scandaleuse, et il sanctionna en quelque sorte tous leurs crimes, en élevant Jefferies à la charge de chancelier du royaume.

A dater de là, presque toutes les actions de Jacques furent illégales ou imprudentes. Fier

d'avoir triomphé de l'insurrection, se croyant inébranlable, il ne consulta plus qu'un zèle aveugle, et des conseillers perfides et mal intentionnés ou fanatiques comme lui. Catholique par conviction, il pouvait et devait le rester; la nation aurait même estimé sa fidélité à son culte, s'il n'avait pas annoncé clairement que l'intérêt de sa religion l'emportait à ses yeux sur tous les autres. On eût dit qu'il s'était proposé d'exciter les inquiétudes et les alarmes du peuple, tant ses préférences étaient marquées, sa partialité frappante, ses artifices grossiers, ses démarches en faveur des catholiques contraires aux lois de l'état et à l'opinion publique.

Le premier parlement que Jacques avait convoqué avait été complaisant et docile; le roi espérait y rencontrer toujours la même facilité, et il se flattait que ce corps, chargé de défendre la liberté nationale, deviendrait l'instrument de son despotisme, et apposerait le sceau de la légalité à des mesures qui menaçaient la constitution et les lois. Il se trompait; le parlement,
1686. dans sa seconde session, montra autant de prévoyance et de fermeté à défendre les droits du peuple, que de respect pour l'autorité du roi, et de déférence pour celles de ses prétentions qui étaient justes et légitimes. Jacques demanda

d'augmenter le nombre des troupes permanentes, sous prétexte que les derniers troubles avaient prouvé l'insuffisance de la milice; de nouveaux subsides pour couvrir les dépenses que cette augmentation occasionerait, et il ajouta qu'il y avait beaucoup d'officiers que l'acte du test excluait du service, mais qu'il conserverait parce qu'ils lui étaient connus. Le parlement vota le subside, tout en portant un bill qui tendait à organiser la milice de manière que cette force armée pût suffire aux besoins de l'état; et, dans une adresse remarquable par sa modération, il insista sur la nécessité d'écarter du service tous les officiers qui n'avaient pas satisfait aux conditions de la loi. Cette condnite était sage et patriotique. L'augmentation des troupes permanentes pouvait devenir funeste à la liberté publique: la milice seule pouvait garantir à la fois la liberté et l'ordre; accorder au roi le pouvoir d'employer dans l'armée des hommes que l'acte du test en éloignait, c'était lui accorder le droit de dispenser des lois; droit qui, dans sa généralité, équivaudrait à la souveraineté absolue, paralyserait le corps législatif, ou le rendrait dérisoire et inutile; droit terrible par les conséquences et les abus qu'il peut entraîner, que les rois d'Angleterre avaient quelquefois exercé

dans des moments critiques, mais que les lois ne leur avaient jamais conféré, et qui, dans la main de Jacques, serait devenu l'arme la plus malfaisante.

Le parlement, sûr d'avoir l'opinion publique pour lui, avait opposé aux désirs du roi une courageuse résistance. Les principes qu'il avait énoncés étaient ceux de la nation, et la voix générale avait été plus forte que les intérêts, les vues ou les idées particulières d'une grande partie de ceux qui le composaient. Quelque légitime et juste que fût cette résistance, Jacques II en fut aussi irrité qu'étonné, et toujours entraîné par la fougue de son fanatisme, qui lui exagérait ses forces, il ne vit dans le parlement qu'un contrôleur hardi et un censeur incommode dont il pouvait se débarrasser sans peine; il le prorogea; il était facile de prévoir que ce serait pour long-temps.

Cette démarche fit perdre à Jacques la confiance de la nation; elle mesura toute l'étendue de ses dangers, et ne put pas prendre le change sur les intentions du roi; il était clair qu'il voulait régner sans les lois de l'état, et se mettre au-dessus d'elles. L'autorité arbitraire devait frayer le chemin à la religion catholique, et la religion catholique consolider l'autorité arbi-

traire. Les hommes qui entouraient le roi ne lui donnaient que des conseils contraires aux intérêts de la nation et à ses propres intérêts. Sunderland, Peters et Jefferies avaient toute sa confiance. Lord Sunderland avait été assez adroit pour gagner de l'ascendant sur un prince qu'il avait desservi sous le règne précédent, et il n'employait cet ascendant qu'à le trahir. Avide d'or à raison de ce qu'il en était prodigue, il était à la solde du prince d'Orange, l'instruisait de tous les secrets de l'état, et suggérait à Jacques toutes les démarches qui pouvaient le perdre. Souple, flexible, insinuant, fécond en expédients et en artifices, Sunderland n'avait ni principes, ni conscience qui pût gêner l'activité de ses passions; indifférent à son prince et à sa patrie, il n'aimait personne, servait et trompait tout le monde. Son ambition était ardente, son génie malfaisant, sa marche toujours tortueuse et oblique; rien ne répugnait plus à son caractère perfide que la franchise et la hardiesse dans le crime. L'aveuglement de Jacques sur la conduite de cet artisan de sa ruine, ne peut être comparé qu'à l'impudence soutenue avec laquelle Sunderland en profitait. Cet indigne favori devait en grande partie sa faveur à sa conversion simulée; il s'était fait catholi-

que, et affectait pour son nouveau culte un zèle d'autant plus révoltant que dans son cœur il les méprisait tous. Sunderland appuyait de tout son crédit celui du confesseur du roi, du jésuite Peters, qu'il était charmé de conserver dans cette place redoutable, parce qu'il avait sur lui tout l'empire d'un esprit supérieur sur un esprit médiocre. Peters ne manquait pas d'instruction, mais il ne connaissait ni le monde ni les hommes, et la loquacité était son défaut dominant. Souvent son caractère fougueux l'emportait au-delà de toutes les bornes; il voyait l'intérêt de l'état dans celui de la religion catholique, l'intérêt de sa religion dans celui de son ordre, et l'intérêt de son ordre dans la mesure de son propre crédit. Quelque ardent que fût Peters, ses conseils étaient moins violents que ceux de Jefferies. Devenu chancelier, ce bourreau de ses concitoyens siégeait sur un tribunal devant lequel il aurait dû être traduit comme coupable. Prêt à tout entreprendre, il plaisait à Jacques par son audace; le roi pouvait tout demander et tout espérer de lui, car il était toujours disposé à faire des lois et de la justice l'instrument de toutes les injustices.

Ce fut Sunderland qui donna l'idée à Jacques de créer un conseil secret composé uniquement

de catholiques. Jacques saisit avidement cette idée qui était si analogue à sa passion dominante. Le comte de Powis, les lords Arundel, Bellasis, Dover, Castlemaine, le confesseur Peters, et Sunderland formèrent le comité catholique. Toutes ses démarches ne furent qu'une 1686.
suite de démarches fausses, illégales et impolitiques. Le lord Castlemaine fut envoyé solennellement au pape Innocent XI, pour demander que Peters fût nommé cardinal, et pour montrer en perspective au pape la réunion de l'Angleterre au Saint Siége. Innocent, plus sage et plus prévoyant que Jacques, ne croyait pas que des mesures imprudentes pussent servir la religion catholique, et refusa d'admettre le jésuite dans le sacré collége. Sans être découragés par cette leçon indirecte, Jacques et ses conseillers favorisèrent plus ouvertement que jamais leur culte et ses adhérents. La chapelle de Saint-James fut arrangée conformément au rite romain, et l'on y dit publiquement la messe. Le roi permit aux jésuites de fonder une maison d'éducation dans le quartier de Londres appelé la Savoie; aux récolets de bâtir une chapelle, aux carmelites d'établir un séminaire. Il logea même des moines dans son palais de Saint-James; et partout on voyait paraître en public des prêtres et

des religieux dans leur costume. C'était insulter à l'opinion, et donner une espèce de défi à la nation, que d'arborer ainsi les enseignes d'une religion formellement proscrite par les lois du royaume.

Ces inconvenances furent le prélude ou le signe de véritables attentats contre la liberté; elles devaient familiariser le peuple avec les desseins du roi, et le préparer à des opérations plus décisives. Le parlement avait refusé d'accorder à Jacques le pouvoir de dispenser des lois; Jacques se l'attribua lui-même, et les grands juges d'Angleterre, intimidés ou gagnés, furent assez infidèles à leur conscience et à leur patrie pour lui reconnaître ce droit abusif. Dans le fond, les juges, chargés uniquement d'appliquer la loi, et non de l'interpréter, de l'étendre ou de la restreindre, ne pouvaient donner par leur assentiment aucune espèce de légalité aux mesures illégales du prince; mais Jacques espérait que l'opinion des magistrats influerait sur l'opinion publique; il s'en prévalut pour conférer aux catholiques toutes les places que la constitution leur refusait, et il en éloigna les protestants, à qui seuls elles devaient appartenir. Les lords qui avaient composé le comité secret furent chargés de l'administration, et les

premières places de l'état leur furent confiées. Le gouvernement de l'Irlande fut ôté à Clarendon, et on le donna à Tyrconnel, catholique ardent et fougueux. Les protestants, qui formaient la minorité dans ce royaume, frémissaient de crainte de voir renaître de nouveaux massacres; déja on leur avait ôté leurs armes, et il paraissait qu'on voulait les livrer sans défense à leurs ennemis. On bannissait, ou du moins on écartait avec soin les protestants de l'armée, de l'administration, des tribunaux; il semblait que ce fût contre eux, et non contre leurs adversaires, que l'acte du test était dirigé. La retraite forcée du comte de Rochester, qui seul contrebalançait encore le crédit de Sunderland, et le rassemblement de troupes que Jacques fit à Honslow, sous prétexte de les exercer aux manœuvres, augmentèrent les alarmes, et firent redouter des attaques plus directes et plus violentes encore contre la liberté civile et religieuse.

A la fin, l'église anglicane elle-même sortit de sa léthargie; le haut clergé, effrayé des progrès de la religion catholique, se réveilla, et, par intérêt autant que par conviction, résolut de s'opposer avec force au danger imminent qui le menaçait. Dans toutes les occasions les évêques s'étaient montrés défenseurs zélés de la préro-

gative royale, et Jacques devait en partie le trône à leur attachement pour la loi de l'hérédité. Cependant ils ne croyaient pas que la prérogative s'étendît à substituer un nouveau culte et de nouvelles lois à la constitution du royaume, et ils devinrent les plus redoutables adversaires des projets du roi. Jacques, toujours aveugle sur les dispositions du public et sur la mesure de ses propres forces, se persuadait que pour réussir il fallait aller en avant, et que son obstination briserait toutes les résistances. Il créa une cour ecclésiastique, composée de ses créatures, spécialement chargée de sévir contre le clergé réfractaire à ses ordres, et ses ordres étaient de nature à provoquer la désobéissance, et même à en imposer l'obligation. Il ordonne
1687. aux universités de Cambridge et d'Oxford, de recevoir dans leur sein, et de conférer des titres et des dignités à des catholiques qu'il protége. Les universités, chargées particulièrement de veiller à la pureté de la foi anglicane, s'y refusent; les membres qui s'étaient opposés avec le plus de force aux volontés du roi, sont traduits devant la cour ecclésiastique, et punis. Compton, évêque de Londres, aussi respectable par ses vertus et ses lumières, que distingué par son rang, est suspendu de ses fonctions, pour

avoir défendu le docteur Sharp contre la cour, et cet ecclésiastique n'avait eu d'autre tort que de faire son devoir en écrivant contre la religion catholique.

Bientôt Jacques lève tout-à-fait le masque. Ne pouvant pas espérer de rendre le parlement plus docile et plus souple, il le dissout. Renonçant à l'idée de faire sanctionner ses injustices par les représentants de la nation, il se flatte d'échapper, par une économie sévère, à cette tutelle incommode, et d'emporter de vive force ce qu'il ne pouvait obtenir par son adresse. Il publie une déclaration qui proclame l'égalité politique des religions, la tolérance de tous les cultes, la dispense du test pour tous les dissidents. C'était proclamer l'établissement de la religion catholique, frayer les voies à la domination exclusive du culte le plus intolérant, sous le voile d'une tolérance universelle qui doit lui gagner les sectaires, et renverser, de sa seule autorité, toutes les lois du royaume. On ordonne au clergé de lire publiquement cette déclaration dans toutes les chaires, et les évêques doivent la répandre dans leurs diocèses. Les évêques auraient été de mauvais citoyens s'ils avaient obéi aveuglément aux ordres du roi, puisqu'il exigeait des choses formellement contraires aux

1688. lois de l'état. Six évêques, ceux d'Asaph, de Bath, de Chichester, de Peterborough, d'Ély et de Bristol, se réunirent chez l'archevêque de Cantorbéry, concertèrent la conduite qu'il leur convenait de tenir, et présentèrent à Jacques des représentations motivées, aussi pleines de dignité que de force. Jacques cacha son mécontentement sous l'air de la surprise, et sa colère augmenta quand il sut que l'adresse des évêques était répandue dans Londres. Sans examiner si cette publication était leur ouvrage, ou si elle s'était faite à leur insu, pour toute réponse il ordonna qu'ils fussent mis à la Tour, et par précaution on les y conduisit par la Tamise. Le peuple, qui respectait leurs vertus et approuvait leurs principes, les regardant comme des martyrs de la liberté publique, se porta en foule sur les bords du fleuve, leur demandait leur bénédiction, et les accompagnait de ses éloges et de ses regrets. Ces signes de l'opinion publique n'étaient pas équivoques; il fallait la ménager, ou être bien sûr de la victoire. L'intérêt général que la nation témoignait aux évêques ne fit qu'irriter Jacques, et l'obstination de son caractère l'emporta sur la prudence. Les évêques furent accusés au Banc du Roi d'avoir écrit un libelle contre le gouvernement. Ce procès amena

des plaidoyers dans lesquels les avocats appuyèrent sur de nouveaux arguments les principes des évêques, et invectivèrent avec force contre le droit de dispenser des lois. Le tribunal les acquitta. Le jour où l'on prononça qu'ils n'étaient pas coupables, fut une fête publique; la salle de Westminster, la ville de Londres et le camp même retentirent de cris de joie et d'applaudissements, qui auraient dû être pour Jacques les tonnerres de la censure et de l'indignation générales, et porter dans son ame la douleur, l'effroi et le repentir. Aveuglé par le fanatisme, égaré par ses conseillers, il persévera dans son malheureux système; plus on se prononçait contre lui, et plus il opposait de résistance à ceux qu'il appelait ses ennemis. Les juges qui avaient absous les évêques perdirent leur place; et la commission ecclésiastique reçut l'ordre de poursuivre tous les membres du clergé 1688.
qui refuseraient de lire la fameuse déclaration.

Ce mépris du roi pour ses serments et pour les jugements du public inspirait un juste mépris pour sa personne. Le droit qu'il s'arrogeait de dispenser des lois rendait les lois inutiles, renversait la constitution du pays, et enlevait au parlement sa part à la souveraineté. Le zèle toujours croissant de Jacques pour la religion

catholique, et ses mesures violentes, répandaient une alarme universelle. Les vrais citoyens craignaient la ruine de l'état; les esprits véritablement religieux, la perte du salut, et ces deux craintes agissaient ensemble sur la plupart des Anglais. L'opinion publique était aussi uniforme, aussi forte qu'éclairée et réfléchie; à l'exception des catholiques et des gens attachés à la cour par leurs places et leur intérêt personnel, la nation était unanime à désirer et à demander un changement.

La nouvelle de la grossesse de la reine acheva d'aigrir les esprits, augmenta l'inquiétude et l'impatience du peuple, et hâta de grands événements L'idée que Jacques n'avait point d'enfants mâles, que sa constitution n'était pas robuste, qu'à sa mort la couronne retomberait à sa fille Marie et au prince d'Orange, rassurait les esprits sur les dangers que couraient l'état et l'église; on croyait que le roi n'aurait pas le temps d'exécuter ses funestes projets dans toute leur étendue, ou du moins que le mal serait court, et le remède prompt et actif. Le présent paraissait insupportable, mais on attendait des jours plus heureux, et peut-être cette attente eût-elle suffi pour donner de la patience, et pour prévenir l'explosion du mécontentement. Lors-

qu'on apprit que la reine était enceinte, et bientôt après, qu'elle était accouchée d'un fils, la fermentation devint plus vive que jamais. Les ennemis de Jacques avaient répandu que la grossesse était feinte; ils élevèrent des doutes sur la légitimité de l'enfant, et prétendirent qu'il était supposé. La haine publique contre le roi accrédita ce bruit, et il augmenta la haine publique. Les amis de l'église et de l'état pensaient avec effroi que la religion catholique allait se perpétuer sur le trône d'Angleterre, et que le despotisme politique et religieux de Jacques passerait à son prétendu fils; les plus modérés dans leurs craintes ne doutaient pas que le roi, se voyant plus affermi et plus puissant, n'attaquât avec plus de force la religion et la liberté; la multitude partageait ces appréhensions, et les exagérait encore; tous les vœux appelaient le prince d'Orange; tous les yeux étaient fixés sur lui.

Depuis long-temps le génie profond de Guillaume prévoyait les événements, et combinait, dans le secret de sa pensée, les suites possibles ou probables des fautes de Jacques, et les chances avantageuses qui pouvaient en résulter pour sa propre fortune. Sa naissance, son mariage, plusieurs voyages qu'il avait faits à Lon-

dres, la liaison étroite du sort de l'Angleterre avec celui de la Hollande, tout avait concouru à diriger de bonne heure de ce côté les vues de son esprit, et les vœux de son ambition. Neveu de Charles et de Jacques, même avant qu'il eût épousé la fille de ce dernier, il avait pu se flatter de l'espérance vague de leur succéder, vu le défaut d'héritiers mâles dans la maison de Stuart. Après son mariage avec la princesse Marie, ses espérances s'accrurent avec ses titres à la succession, et il eut un intérêt plus direct à s'occuper des affaires de l'Angleterre, et plus de moyens d'y prendre une part active. De tout temps, sa fortune avait paru dépendre des maximes et du système politique du cabinet anglais; et les événements de sa vie avaient été déterminés par ceux dont cette île voisine avait été le théâtre. Il ne pouvait pas oublier que Cromwell avait fait exclure sa famille du stathoudérat, et que Charles s'était ligué avec Louis XIV pour détruire la Hollande. Ses relations avec les mécontents remontaient fort haut; elles avaient commencé avec son élé-
1672. vation et la guerre qui l'amena; elles devinrent toujours plus intimes; à mesure que la cour multipliait ses erreurs politiques et ses fausses démarches, le parti de l'opposition se renforçait,

et Guillaume se liait plus étroitement avec lui. Au défaut de toute ambition personnelle, l'intérêt de la Hollande lui imposait l'obligation de s'attacher aux Whigs, afin d'empêcher ou d'affaiblir l'influence que la France exerçait, par la corruption, sur le roi d'Angleterre et sur ses ministres. Charles, vendu à Louis XIV, inclinait ou travaillait pour lui, et les projets de Louis XIV menaçaient l'indépendance de l'Europe, l'existence de la Hollande et l'autorité personnelle du prince d'Orange.

Tout ce que Charles entreprenait en faveur de la religion catholique, et de l'accroissement de la prérogative, lui était suggéré par la France, et servait l'ambition de son alliée; tout ce que l'opposition faisait pour défendre la liberté civile et religieuse, et pour résister au ministère, servait la cause de la Hollande et de Guillaume. Ce prince adroit et habile dirigeait de loin la marche des Whigs, était instruit de toutes les mesures, les inspirait ou en profitait, et liait, avec lenteur et avec art, les fils nombreux de ses intrigues à tous les événements, et même à tous les projets auxquels il ne prenait pas une part directe. Insensiblement les Anglais attachaient au prince d'Orange leurs espérances et leurs vœux, et le voyaient dans le fond du ta-

bleau, comme un personnage important, qui sortirait tôt ou tard de ce demi-jour, pour paraître sur le devant de la scène, et y jouer le premier rôle. Les uns faisaient de lui le centre et le but de tous leurs plans et de toutes leurs entreprises; ils voulaient le porter à la première place; les autres le regardaient simplement comme un moyen qui, au besoin, devait leur servir d'appui et d'épouvantail pour la cour; tous comptaient sur l'activité de son ambition, et sur les ressources de son génie. Lui-même se familiarisait de plus en plus avec l'idée d'une révolution prochaine dont il serait le principe ou le dénouement, l'auteur ou le héros. Ses agens envenimaient la conduite de la cour, fomentaient le mécontentement, employaient l'or et l'artifice pour découvrir les vues et les projets de tous les partis, et lui rendaient un compte fidèle de leurs découvertes, ou de leurs suppositions. Lui-même suivait de l'œil tous les mouvements du parlement, du roi et des ministres, accueillait les mécontens, parlait à chacun sa langue, entrait dans leurs idées afin de provoquer des confidences, s'exprimait vaguement sur lui-même et sur ses plans éventuels, se ménageait, à tout événement, des amis et des alliés, ne méprisait personne de ceux qui s'offraient à le servir, pas

même les plus méprisables, et n'estimait personne assez pour lui ouvrir son ame tout entière.

Il serait difficile de dire à quelle époque il arrêta son plan invariablement, et traça sa marche en conséquence; quelque longue que fût sa prévoyance, et quelque profonde que fût sa dissimulation, on peut douter qu'il ait eu de bonne heure le but déterminé de parvenir au trône par une révolution violente, et il paraît que les circonstances donnèrent à des projets, vagues dans l'origine, un caractère précis, fixe et prononcé. D'abord il n'avait voulu, par ses intrigues, qu'enlever à la France l'appui de l'Angleterre; plus tard, l'attacher à la Hollande, et succéder à Charles II, en faisant exclure le duc d'Yorck du trône par un acte formel; et ce ne fut probablement que sous le règne de Jacques, lorsqu'il vit ce prince courir à sa perte, qu'il résolut d'en profiter, et même de l'accélérer. La naissance d'un prince de Galles, qui paraissait l'éloigner pour toujours du trône, acheva de mûrir son plan, et d'en hâter l'exécution.

A ne considérer même l'état des choses en Angleterre que sous le point de vue de la politique générale, le danger était imminent pour Guillaume. Les violences multipliées et les con-

quêtes injustes de Louis XIV avaient à la fin décidé une coalition contre ce prince, et la ligue d'Augsbourg allait opposer la force à son ambi-
1686. tion toujours croissante. Guillaume avait été l'auteur de cette ligue, il en était l'ame; mais il était clair que, sans le concours de l'Angleterre, cette coalition serait impuissante, et bien loin que Jacques parût disposé à se ranger du côté des alliés, on avait tout lieu de craindre qu'il ne se déclarât contre eux, pour peu que les circonstances le permissent. Il fallait donc arracher l'Angleterre à Jacques, afin de l'enlever à la France et de la donner aux alliés; cet événement seul pouvait affranchir l'Europe, assurer les triomphes de la coalition, et sauver la Hollande et Guillaume de la vengeance de Louis XIV.

Guillaume était trop clairvoyant pour ne pas connaître ses dangers et ses ressources, trop actif pour ne pas employer les unes à dissiper les autres, et trop ambitieux pour négliger des occasions brillantes. Les liens du sang qui l'unissaient à Jacques, et les jugements de l'opinion n'étaient pas faits pour arrêter un caractère de cette trempe. Guillaume était fermé aux sentiments de la nature comme à tous les autres sentiments; son esprit était vaste, son ame ferme et persévérante, mais son cœur glacé était inac-

cessible à toutes les émotions de la tendresse; son audace même était plutôt froide qu'ardente, et tenait uniquement à la force de sa tête et de sa volonté. Il ne lui a manqué, pour être un grand homme, qu'une imagination sensible, ce foyer de chaleur et de vie d'où partent les inspirations soudaines, les mouvements généreux et les élans de l'héroïsme. Quand on étudie sa vie, qui fut tout entière de calcul et d'action, on éprouve une admiration réfléchie, et jamais un moment d'enthousiasme. Des considérations de famille et de parenté devaient être bien insignifiantes à ses yeux à côté des grands intérêts de la politique. La princesse Marie, son épouse, paraît n'avoir jamais été fortement attachée au roi, son père; peut-être que dans l'état de contrainte où la tenait l'humeur despotique de Guillaume, elle apprit de bonne heure à dissimuler sa tendresse filiale, et qu'à force de la cacher, elle eut le malheur de l'éteindre entièrement; ou bien l'idée de détrôner son père lui était devenue familière, ou elle fit à son mari le sacrifice de l'horreur naturelle que cette pensée devait lui inspirer. Quant à l'opinion publique, le prince d'Orange savait bien que le rôle qu'il allait jouer devait paraître odieux à ceux qui ont des principes fixes et sévères, et qui ne croient

pas que la morale n'est faite que pour le vulgaire; mais la haine et le mépris qu'on avait pour Jacques pouvaient rendre en quelque sorte légitime l'entreprise de Guillaume, ou affaiblir ce qu'elle avait de révoltant. Le roi d'Angleterre, infidèle à ses serments, était coupable et paraissait petit; le prince d'Orange espérait de paraître encore plus grand que coupable; il connaissait trop bien les hommes pour ignorer qu'ils pardonnent tout au succès et rien au malheur; d'ailleurs il était trop fier pour consulter et suivre servilement l'opinion; il aimait mieux l'asservir et la maîtriser.

Cédant donc aux sollicitations pressantes du parti des Whigs, Guillaume résolut d'agir ouvertement en leur faveur; il forma bientôt un conseil d'Anglais mécontents, d'exilés volontaires, aussi illustres par leur naissance que par leur mérite; là, il interrogeait les pensées des autres sans révéler à personne toutes les siennes. Les uns favorisaient les projets de Guillaume par principes, d'autres par des motifs d'ambition et d'intérêt, d'autres encore uniquement par l'amour des choses nouvelles. La Haye était le point central de toutes les correspondances, de toutes les négociations, de tous les mouvements qui préparaient la chute de Jacques; et, quoique

beaucoup de monde fût du secret; tout se tramait dans le silence et dans l'ombre. Pendant que Dyckvelt, ministre des États-généraux à Londres, procurait tous les jours par son or et par ses intrigues de nouveaux partisans au prince d'Orange, et l'instruisait de tout ce qui se passait dans le cabinet du roi, Albeville, ministre d'Angleterre à la Haye, trahissait la cause de son maître, et lui donnait de faux avis. La proximité de la Hollande et de l'Angleterre facilitait les communications et les voyages, et les principaux d'entre les mécontents pouvaient avoir avec Guillaume des conférences qui avançaient beaucoup les affaires. Un des hommes que le prince employait le plus dans ces importantes négociations, était le célèbre Gilbert Burnet. Ce docteur, connu par des mémoires où il y a plus d'esprit que de justice, et de malice que de vérité, était bien plus homme d'état qu'homme de lettres, et possédait à un haut degré le génie de la politique. Ennemi des Stuarts et de la religion catholique, protestant zélé, du moins en apparence, ami des grandes entreprises, parce qu'elles offraient des aliments à son activité, et qu'il savait prévoir et préparer les événements, il avait quitté l'Angleterre, et s'était retiré à la cour du prince d'Orange;

qui concertait avec lui les moyens d'envahir le royaume.

La résolution de Guillaume était arrêtée; il se proposait de passer en Angleterre avec des forces qui le fissent respecter, de s'annoncer comme médiateur des différents qui s'étaient élevés entre la nation et le roi, et de profiter de toutes les circonstances qui s'offriraient à lui, pour pousser sa fortune aussi loin qu'elle pourrait aller. Tous les seigneurs anglais retirés en Hollande l'invitaient à cette expédition, et lui promettaient le succès le plus brillant. Guillaume était sûr de trouver beaucoup d'amis en Angleterre; cependant, il lui parut qu'avant de s'engager dans cette entreprise, il devait encore se faire adresser une invitation solennelle par les personnages les plus distingués du royaume. Le comte de Zülestein, que le prince d'Orange, avant d'avoir pris le parti de nier la légitimité du prince de Galles, avait envoyé complimenter Jacques sur la naissance de son fils, rendit à Guillaume le service de lui faire adresser un appel en forme par un grand nombre de seigneurs. Les plus considérables étaient Shrewsbury, Devonshire, Danby, les amiraux Russel et Herbert, dont le premier voulait venger la mort de son frère, et Henri Sidney, le frère de l'illustre

Algernon. Les Torys, qui différaient des Whigs sur tous les autres points, se réunirent à eux dans cette occasion, et prouvèrent que s'ils ne voyaient pas la liberté dans toutes les mesures que proposaient leurs adversaires, ils ne l'aimaient pas moins, et croyaient que, selon les principes de la constitution, du moment où le pouvoir royal envahissait tous les autres, la résistance était un droit, et quelquefois un devoir. A la vérité, quelque grande que fût la considération dont jouissaient les signataires de l'appel, ce n'étaient jamais que de simples particuliers, qui n'ayant eux-mêmes aucune autorité légale, ne pouvaient conférer à Guillaume de titre à se mêler du gouvernement d'Angleterre; mais leurs sollicitations étaient pour le prince d'Orange des signes et des garants de l'intérêt général, et pouvaient même égarer l'opinion publique sur la légimité de son entreprise.

La situation politique de l'Europe était singulièrement favorable aux projets de Guillaume. Les infractions nombreuses que Louis XIV avait faites à la paix de Nimègue, ses hauteurs et ses injustices avaient soulevé tous les états contre lui. L'habile Guillaume avait été l'auteur de la ligue dirigée contre la France, et, en lui préparant des ennemis, il s'était ménagé à soi-même

des alliés dans l'entreprise qu'il méditait, et y avait enchaîné les autres puissances. Jacques II était le seul prince du premier rang qui n'eût pas accédé à la ligue d'Augsbourg. Les états coalisés devaient désirer que l'Angleterre fût attachée à la cause commune; bien loin de contrarier les projets de Guillaume, la plupart faisaient des vœux pour lui et servaient sa cause, les uns par leur inaction, les autres par leurs préparatifs, d'autres encore par des secours réels.

A la vérité, le prince d'Orange avait perdu, dans la personne du grand électeur de Brandebourg, un allié fidèle et un ami sûr. Frédéric-Guillaume était fait par son génie pour traiter la grande politique qui décide de la destinée des états; son expérience consommée et le coup d'œil vaste et pénétrant qu'il portait sur les affaires de l'Europe, le rendaient digne d'être le confident et le conseil de Guillaume. Sa haine contre Louis XIV, son zèle pour la religion protestante, l'intérêt qu'il prenait à la prospérité de la Hollande et à la sûreté de l'Allemagne, tout se réunissait pour lui faire approuver les projets du prince d'Orange; il lui avait promis des troupes, et il allait prendre une part active aux grands événements qui se préparaient, lorsqu'il fut atteint par la mort. Il était descendu

au tombeau, emportant avec lui la gloire d'avoir été le créateur d'une puissance qui devait, dans ses développements ultérieurs, étonner le monde. Son successeur, Frédéric III, n'avait pas hérité de son génie, mais il avait hérité de ses principes politiques. Le caractère noble et généreux du nouvel électeur ne lui permettait pas d'abandonner une cause qui paraissait être celle de la religion et de la liberté; l'état florissant de son pays, que son père avait régénéré, l'ordre qui régnait dans ses finances, l'armée nombreuse et aguerrie dont il pouvait disposer, lui fournissaient les moyens de rendre à Guillaume des services importants. Ce prince lui avait envoyé le comte de Bentinck pour l'instruire de tous les détails de son entreprise, et Frédéric avait contracté les mêmes engagements que son père. Les troupes qu'il promit à Guillaume devaient être commandées par le maréchal de Schomberg, réfugié français, distingué par ses talents et devancé par une grande réputation, qui avait cherché et trouvé un asyle dans le Brandebourg.

Quelque précieuse que fût cette alliance, elle n'offrait au prince d'Orange que des ressources insuffisantes; ce fut surtout l'empire presque absolu de Guillaume sur les États-généraux, et

la confiance illimitée dont il jouissait en Hollande, qui lui permirent de rassembler toutes les forces qu'il fallait pour son invasion d'Angleterre, et qui, le rendant maître des vaisseaux, des troupes, des arsenaux, des trésors de la république, lui donnèrent les moyens de réussir. Les États étaient dominés par l'ascendant de son génie et par la fermeté de son caractère; le peuple voyait dans l'expulsion de Jacques le triomphe de la religion protestante, et dans Guillaume le sauveur de la Hollande; rien ne lui fut refusé. Il obtint des États, sous prétexte de réparer les fortifications du Brabant, quatre millions de ducats, payables en quatre ans, et les réfugiés français, qui avaient apporté beaucoup d'argent en Hollande, lui avancèrent sur le champ la plus grande partie de cette somme. On avait ordonné l'équipement de quarante vaisseaux de ligne, en apparence pour punir les Algériens qui avaient insulté le pavillon des Provinces-Unies. Le prince en mit douze de plus en commission; sur tous les chantiers et dans tous les ports on construisait des bâtiments pour le transport des troupes; on faisait des amas d'armes, de munitions, de vivres, et tout se préparait à la guerre.

L'essentiel était de couvrir du mystère la vé-

ritable destination de ces préparatifs immenses, de donner le change au roi d'Angleterre, et surtout à la France. La mort de l'électeur de Cologne, et les troubles qui s'élevèrent à l'occasion du choix de son successeur, fournirent à Guillaume d'excellents prétextes pour continuer ses opérations sans découvrir son secret. Louis XIV avait voulu placer sur le siége de Cologne le cardinal de Furstenberg, sa créature; l'empereur et l'empire soutenaient le prince Clément de Bavière; le chapitre avait été partagé. Innocent XI mécontent de la France, voulant se venger de Louis XIV, s'était déclaré pour le prince Clément. La France menaçait. Le voisinage ne permettait pas aux États-généraux de rester spectateurs indifférents et oisifs de ces démêlés; on parut craindre pour la sûreté des frontières de la Hollande; il fallait songer à les couvrir à tout événement. Guillaume ordonna un rassemblement de troupes à Nimègue, comme une mesure de précaution que dictait la prudence. C'étaient en grande partie celles qui étaient destinées à l'expédition d'Angleterre; tout s'acheminait au dénouement; déjà dans le mois de juin 1688, le prince d'Orange avait une flotte prête à mettre à la voile; le moment du départ était fixé à l'entrée de l'hiver,

où le prince croyait que la France pourrait le moins traverser l'exécution de ses desseins.

Jacques ne se doutait pas des dangers qui le menaçaient; dans une sécurité profonde, il reposait sur le bord d'un abyme, et se croyait affermi sur un trône qu'il allait perdre. Son orgueil était le principe de son aveuglement; les faux rapports de ses ministres et les artifices perfides de Sunderland entretenaient son ignorance. Louis XIV lui-même ignora long-temps la véritable destination des armements du prince d'Orange. A la fin, ses ministres, plus pénétrants et surtout plus fidèles que ceux du roi d'Angleterre, découvrirent la vérité, et en instruisirent leur maître. Le roi de France se hâta de faire passer ces nouvelles importantes à son allié, et lui offrit ses secours; Jacques refusa d'y croire, rejeta les offres de Louis, et de crainte que la seule idée d'une alliance avec la France n'irritât le peuple anglais, il fit déclarer à la Haye, qu'il n'avait contracté avec cette puissance aucune espèce d'engagements. Bientôt les projets de Guillaume ne furent plus un secret; la marche des troupes de Nimègue à Rotterdam, l'embarquement des armes et des munitions ouvrirent les yeux aux moins clairvoyants et Jacques fut forcé de se rendre à l'évidence.

Revenu de la première consternation dans laquelle le jeta cette cruelle certitude, il résolut de faire tête à l'orage, en gagnant le peuple par des faveurs, et en formant une armée et une flotte qui lui permissent de repousser la force par la force. Substituant la douceur à la sévérité, l'affabilité à la hauteur, des maximes libérales à des maximes despotiques, et les mesures de la prudence à la fougue du fanatisme, il suivit, pour combattre le danger, la marche qu'il aurait dû adopter de bonne heure, pour écarter de sa tête les malheurs qui l'attendaient. Il annonça qu'il convoquerait un parlement pour le 27 novembre 1688; il publia une déclaration par laquelle il reconnaissait en quelque sorte ses fautes et ses erreurs, et promettait de les expier, en soutenant l'église anglicane, et en éloignant les catholiques des places. L'évêque de Londres, qui avait été suspendu, fut réintégré dans ses fonctions; on rendit à la ville de Londres sa charte et ses anciens priviléges. Les évêques qui se trouvaient dans la capitale furent consultés; parmi eux étaient les prélats réfractaires; ils demandèrent le redressement de tous les justes griefs de la nation. Jacques les écouta avec bonté, parut frappé de la sagesse de leurs conseils, les assura, quoique dans des termes

le royaume fut mis dans un état de défense respectable ; l'armée fut augmentée jusqu'à quarante mille hommes; la flotte, forte de soixante vaisseaux, entre lesquels on en comptait trente-six de ligne, se réunit sous les ordres du lord Darmouth, qui était l'idole des marins, et elle se posta à Gunfleet, à la hauteur d'Harwich, pour attendre les Hollandais.

Tout étant préparé pour sa grande entreprise, le prince d'Orange prit congé des États-généraux par un discours énergique, leur recommanda son épouse, et répandit dans toute l'Angleterre un manifeste qui annonçait son but ostensible. Il voulait qu'un parlement libre et légal sanctionnât et garantît les libertés de la nation et les concessions faites en dernier lieu par Jacques. Le vent ayant enfin tourné au nord-est, il mit à la voile à Helvoetsluis. Sa flotte était nombreuse, bien équipée, superbe; cinquante vaisseaux de ligne, vingt-cinq frégates, plus de cinq cents barques de transport formaient un armement tel que la Hollande n'en avait jamais vu sortir de ses ports. Cette flotte portait quinze mille hommes, une excellente cavalerie et trois cents officiers français réfugiés, qui, en allant combattre Jacques II, croyaient combattre pour leur culte. Le prince, accompagné du maréchal

30 oct. 1688.

Schomberg, que le Brandebourg lui avait cédé, montait une frégate sur laquelle flottait le pavillon anglais avec cette devise : *Je maintiendrai la religion protestante et les libertés de l'Angleterre.* A peine la flotte avait-elle paru à la mer, que les éléments se déclarèrent contre elle; une furieuse tempête l'assaillit et dispersa les vaisseaux; le lendemain de son départ, le prince rentra dans Helvoetsluis. Peu à peu tous les bâtiments le rejoignirent, et il mit une telle activité, et le peuple un tel zèle à réparer le dommage, qu'au bout de sept jours il quitta de nouveau le port, avec toutes ses forces, sous les auspices les plus favorables.

Sa navigation fut heureuse et ne fut troublée par aucun accident. La flotte traversa le Canal, et s'y déployant dans toute son étendue et dans toute sa magnificence, offrit aux habitants des côtes de la France et de l'Angleterre, un spectacle imposant, qui excitait dans les deux pays des sentiments bien opposés. Ce grand corps employa sept heures à passer le détroit, et couvrait un espace de sept lieues. Guillaume avait fait voile vers le nord, afin de donner le change à Jacques et d'attirer son attention de ce côté; puis s'abandonnant au vent d'est qui le favorisait, il dirigea sa course du côté de Torbay.

Lorsqu'il fut à cette hauteur, il y eut un moment de calme qui, s'il s'était prolongé, aurait pu devenir funeste à Guillaume; mais le vent tourna au sud-est, et il fut porté sans obstacle dans le port. Darmouth, qui brûlait de servir la cause de Jacques et de se mesurer avec ses ennemis, était enchaîné à Gunfleet. La tempête ne lui avait pas permis d'aller chercher la flotte hollandaise, et le même vent qui favorisait Guillaume empêchait la flotte royale de sortir du port. Quelque mal disposée que fût en faveur de Jacques une partie des officiers de sa flotte, il est vraisemblable que, si les deux flottes avaient pu se joindre, l'exemple de l'amiral, leur bravoure naturelle et la jalousie nationale les auraient animés au combat; ce fut de la direction du vent que dépendit la chute de Jacques, la fortune de Guillaume et le sort de l'Angleterre.

Le premier début du prince d'Orange ne fut pas brillant. Ses troupes avaient débarqué tranquillement; leur situation n'en était pas meilleure; les pluies avaient rendu les chemins presque impraticables; l'armée manquait de beaucoup de choses, et personne ne venait joindre le prince. Dans le premier moment, la ville d'Exeter lui ferma les portes; le découragement gagna les soldats et les officiers. Huit

jours qu'il passa à Exeter ne changèrent rien à cet état de choses; déja l'on parlait de se rembarquer et d'abandonner les Anglais à eux-mêmes; le parti du roi triomphait; s'il avait pu ou voulu profiter de ce premier moment, il aurait peut-être frappé un coup décisif. Sa joie fut de courte durée. Les ennemis de Jacques et les amis de Guillaume attendaient seulement que quelqu'un se déclarât, pour suivre cet exemple et lever le masque. Le major Burlington fut le premier qui joignit le prince d'Orange, et bientôt arrivèrent en foule dans son camp des personnages de la plus haute distinction et des hommes de tout ordre et de tout état.

L'armée de Jacques II était réunie dans les plaines de Salisbury. Quoique l'esprit des troupes ne fût pas excellent, le roi pouvait cependant encore compter sur elles. Quelques officiers-généraux étaient gagnés; un plus grand nombre était ébranlé; les soldats n'aimaient pas la personne de Jacques, et beaucoup d'entre eux partageaient même l'animosité générale contre lui; mais l'habitude du respect et de l'obéissance existait encore dans toute sa force; on pouvait beaucoup attendre de l'honneur national; en flattant habilement l'orgueil de l'armée, et en lui peignant les Hollandais et Guillaume comme

des étrangers qui venaient faire la loi en Angleterre, on aurait pu allumer ses passions; l'essentiel était d'agir, de montrer de la confiance aux troupes pour affermir leur fidélité, de mettre dans ses opérations de la promptitude et de la hardiesse, et de ne pas laisser à Guillaume le temps de se reconnaître, de nouer ses intrigues et d'employer les moyens de corruption. Dans une guerre ordinaire d'invasion, la puissance attaquée, placée au centre de toutes ses ressources, peut trouver son compte à traîner la guerre en longueur contre un ennemi éloigné du centre de ses forces, et qui s'affaiblit à mesure qu'il avance. L'invasion de Guillaume était dirigée contre le roi et non contre l'état; c'était dans le pays même qu'il espérait se procurer des alliés et du secours; il fallait donc à tout prix l'écarter du foyer de l'opinion, et se hâter de le combattre et de le vaincre, pour l'obliger à quitter l'Angleterre; plus il y séjournait, et plus il devenait redoutable. Jacques ne fit rien de ce qu'il fallait faire pour défendre son autorité et pour conserver le trône; frappé d'aveuglement, il parut au-dessous de lui-même dans ce moment critique. Au lieu d'enchaîner à sa cause, par son courage, par son activité, et surtout par des victoires, les esprits flottants et

irrésolus, il ne montra que de la lenteur, de la crainte, de l'indécision, et lui-même entraîna la défection de son armée.

Un petit nombre d'officiers et de soldats avaient joint le prince d'Orange; la masse de l'armée tenait encore ferme. Jacques se rendit au camp, et le quitta bientôt après pour retourner à Londres, en ordonnant aux troupes de faire un mouvement rétrograde, et de se rapprocher de la capitale. Ce fut le signal du découragement et de la désertion. Churchill, dont Jacques avait commencé la fortune, et qui par son génie la poussa si loin dans la suite, fut un des premiers à donner l'exemple de la défection; le duc de Grafton et beaucoup d'autres officiers de marque le suivirent. Les troupes désorganisées, affaiblies, indifférentes au sort d'un roi qui ne paraissait pas s'intéresser à lui-même, se replièrent en désordre sur Londres; ce n'était déja plus cette armée avec laquelle Jacques aurait pu triompher de ses ennemis.

Cependant l'heureux Guillaume avançait toujours, et ne rencontrait presque point de résistance. De toutes parts arrivaient des adresses de félicitation et de remercîment; son camp se remplissait tous les jours de nouveaux partisans; la cour de Jacques devenait de plus en plus dé-

serte. Partout on formait des confédérations en faveur du prince d'Orange; dans tous les comtés les grands se déclaraient pour lui; l'opinion publique se prononçait hautement contre le roi; l'espérance de l'impunité donnait du courage aux plus timides; l'entreprise de Guillaume paraissait plus juste depuis qu'elle était couronnée par le succès; l'activité et l'audace du prince inspiraient autant d'intérêt, que la conduite de Jacques inspirait de mépris. La plupart des hommes se rangent toujours du côté du bonheur, et pour qu'ils épousent la cause du malheur, il faut que de grandes qualités commandent en quelque sorte leur estime. Ici c'était tout le contraire; Jacques montrait de la faiblesse, Guillaume était aussi habile qu'heureux.

Bientôt la confusion augmenta, et à mesure que le prince d'Orange approchait de Londres, le roi songeait moins à la résistance et se flattait vainement de se sauver par des négociations. Guillaume dissimulait sa joie, affectait le même désintéressement qu'il avait annoncé dans son manifeste, s'enveloppait de sa réserve et de sa froideur, et ne parlait pas de réconciliation. Dans le fait, il comptait profiter des circonstances, et ne mettait plus de bornes à ses désirs. Jacques, abandonné par ceux qu'il avait crus ses amis,

délaissé même par sa fille, la princesse Anne, qui s'était retirée à Northampton, sous prétexte de sa grossesse, envoya une députation au prince d'Orange, pour lui faire des propositions d'accommodement. Le prince avait assuré, de bouche et par écrit, qu'il ne voulait que la convocation d'un parlement libre et légal, qui mît la liberté générale en sûreté. Les commissaires de Jacques lui proposèrent de convoquer une assemblée de ce genre, et de lui soumettre la décision des affaires publiques. Les Anglais qui s'étaient attachés au prince lui formaient une espèce de conseil; il les chargea de répondre au roi; comme ils prévoyaient que dans ce moment ils ne pourraient pas exercer une grande influence sur les nouvelles élections, ils voulaient qu'on différât encore la convocation du parlement, et qu'il fût composé des amis et des créatures de Guillaume. Le prince d'Orange n'était pas de cet avis, mais les bases de l'arrangement provisoire qu'il envoya à Jacques, conçues dans le même esprit, étaient de nature à enlever à ce prince son autorité presque entière, et à la faire passer entre les mains de son gendre.

Le roi sentit plus vivement que jamais qu'il aurait dû en appeler à la force et qu'il ne pouvait rien attendre de la modération de Guillaume,

ni même de la pitié de ses ennemis. Recevant à chaque instant la nouvelle de quelque défection, tourmenté de défiance et de soupçons, ne pouvant s'ouvrir avec sûreté à personne, cet infortuné monarque ne voyait aucune ressource dans le présent; le passé lui offrait des souvenirs cruels, et de sombres pressentiments lui faisaient redouter l'avenir. Au lieu de prendre conseil de son désespoir, de combattre, fût-ce sur les marches du trône, et de périr les armes à la main, plutôt que de se laisser dicter des lois dans sa capitale, Jacques ne vit de salut que dans la résignation ou dans la fuite, et prouva par un grand exemple qu'on ne perd les couronnes que par faiblesse, et que ceux à qui l'on enlève le pouvoir suprême, méritent presque toujours leur sort par la facilité malheureuse avec laquelle ils abandonnent le sceptre.

La reine quitta l'Angleterre la première. Elle augmentait les craintes du roi par ses inquiétudes, et le conjurait de mettre le prince de Galles en sûreté; Jacques y consentit. Elle descendit la Tamise dans une barque; la nuit était orageuse, le temps affreux. Elle ne croyait guères voir Londres pour la dernière fois, et tenait dans ses bras cet enfant infortuné, dont les malheurs commencèrent avec la naissance. Le duc

de Lauzun, fameux par son esprit, par son audace, par sa bonne et mauvaise fortune, accompagna la reine dans sa fuite, et la conduisit en France, où il obtint, de cette manière, le droit de reparaître.

Après le départ de la reine, la solitude du palais devint plus profonde, la tristesse et le découragement s'emparèrent de plus en plus de l'ame du roi; tout le monde prévoyait sa chute, et tout le monde s'éloignait de lui. Les grands l'avaient abandonné; les soldats lui refusaient l'obéissance; le peuple même l'insultait. Le supplice de son père était toujours présent à ses yeux; il voyait l'échafaud, et il oubliait le trône; agité d'une terreur panique, il résolut de quitter l'un pour éviter l'autre. Les amis du prince d'Orange entretenaient les frayeurs de Jacques; ils lui persuadaient que sa vie était en danger, ou que sa fuite mettrait le royaume dans une telle confusion que l'Angleterre redemanderait à grands cris son retour. On le trompait; au défaut d'une résistance vigoureuse, son inaction, sa présence seules auraient rétabli ses affaires ou du moins arrêté le développement des projets de l'ambitieux Guillaume; mais il suivit les inspirations de la peur et les perfides conseils de ses ennemis. Le 10 décembre 1688, vers minuit, il sortit

déguisé du palais, passa la rivière en bateau, et prit des chevaux jusqu'à Embyferry. A peine s'y était-il embarqué qu'il fut saisi par des pêcheurs, qui ne le connaissaient pas et qui le conduisirent à Feversham; bientôt il fut ramené à Londres.

La confusion avait été terrible dans cette capitale au moment où l'on avait appris la fuite du roi. Il n'y avait plus de gouvernement; les lois étaient sans force, les magistrats sans autorité, et le peuple sans frein. La multitude se porta sur les chapelles catholiques, et les démolit. On craignait un massacre général des catholiques, et les passions de la populace déchaînées menaçaient la ville et l'état des plus effroyables catastrophes. Dans cette crise, il importait peu de respecter les formes, pourvu qu'on sauvât l'état. La nécessité d'un pouvoir quelconque, qui prévînt les crimes et les excès, était vivement sentie par ceux qui avaient des principes et des propriétés. Les pairs du royaume qui se trouvaient à Londres, au nombre de trente, se saisirent de l'autorité, et personne ne s'avisa de demander si cette mesure était légale. Les pairs donnèrent des ordres à l'armée royale et à toutes les villes; ils publièrent une déclaration, par laquelle ils invitaient formellement le prince

d'Orange à régler les affaires de l'état, et lui envoyèrent une députation chargée de lui remettre cet écrit.

Guillaume n'avait pas attendu cette invitation pour agir en souverain. Par une proclamation, il avait enjoint aux troupes royales qui s'étaient débandées, de se réunir de nouveau; des officiers prenaient en son nom possession des places fortes; son armée avançait toujours sans rencontrer d'obstacles. Déja il était à Windsor, lorsqu'il apprit que Jacques avait été reconduit à Londres, et qu'il y avait été reçu avec des acclamations. En effet, le peuple l'avait accueilli avec transport, soit que son retour lui parût le gage de la tranquillité publique, soit que les malheurs de ce prince, donnant un exemple frappant de la vicissitude des choses humaines, eussent disposé les cœurs à la pitié. Tout autre que Jacques eût habilement profité de ces dispositions heureuses, et eût fait jouer les ressorts de la compassion, de l'orgueil national, de la haine des étrangers, pour combattre Guillaume avec succès; Jacques resta dans son apathie, et bientôt le peuple se calma et revint peu à peu à sa première indifférence pour lui.

Le prince d'Orange, craignant les effets de l'inconstance populaire et l'intérêt que de grands

malheurs inspirent toujours aux hommes, résolut de hâter le dénoûment et d'éloigner Jacques à tout prix. Il lui fit déclarer par le comte de Zulestein, qu'il ne négocierait pas avec lui avant que les troupes royales eussent évacué Londres. Dans le même temps, les gardes de Guillaume marchaient pour s'emparer de Whitehall. Le vieux Craven, qui commandait les gardes du roi, voulait disputer le terrein; Jacques s'y opposa; ses braves soldats ne cédèrent leur poste qu'avec une fureur secrète. Les Hollandais prirent leur place et le roi fut prisonnier dans son propre palais. Sa présence seule à Londres donnait de l'inquiétude à son gendre; on le força de partir pour Rochester; là, on lui fournit toutes les facilités possibles pour s'évader; on lui en suggéra l'idée; on lui présenta de nouveau le fantôme de son père tombant sous la hache de l'exécuteur. Jacques eut la faiblesse de céder à ces craintes chimériques; il fut assez lâche pour prendre le parti de s'enfuir, et assez malheureux pour exécuter heureusement son dessein. Une barque le porta en France; il aborda près d'Ambleteuse, ayant avec lui un de ses serviteurs et son fils naturel, le duc de Berwick.

Cette fuite était décisive pour la fortune de Guillaume et pour la ruine de Jacques. En abau-

donnant sa propre cause, il assurait le triomphe de son ennemi, et lui permettait de se mouvoir librement dans la route qui devait le conduire au trône. Déserter le trône, c'était mettre les Anglais dans la nécessité d'en disposer en faveur d'un autre et les forcer en quelque sorte à faire une révolution. Le roi, livrant par sa retraite le royaume au désordre et à l'anarchie, libérait ses sujets de leurs obligations, et leur donnait le droit de pourvoir eux-mêmes à la conservation et au salut de l'état.

La fuite de Jacques paraissait exposer l'état aux plus terribles convulsions; le roi était la clef de la voûte politique, et la constitution entière semblait devoir crouler du moment où il n'y avait plus de pouvoir royal; car tous les autres pouvoirs supposaient son existence et son action. On pouvait craindre que les différentes classes de l'état ne fussent livrées à la merci de la populace, accoutumée à voir dans la personne du roi le représentant, le garant et le vengeur de l'ordre social, ou que du moins les deux partis opposés ne prissent les armes et que la guerre civile ne fût inévitable. Rien de tout ce qui était vraisemblable au premier coup d'œil n'arriva; l'événement démentit tous les calculs et toutes les craintes; Londres resta tranquille; l'Angle-

terre tout entière offrit un spectacle imposant et majestueux, celui d'une nation qui se respecte elle-même, et qui sait à la fois éviter la licence et combattre le despotisme. Les propriétaires qui, dans tous les pays civilisés, forment seuls le véritable peuple, se rappelaient les sanglantes leçons du passé, et redoutant tous les excès, ne demandaient que le règne des lois; la populace était contenue par le peuple lui-même et par l'armée du prince d'Orange; les partisans du roi, découragés et dégoûtés par sa fuite, manquaient d'un point de ralliement, et croyaient pouvoir sans scrupule abandonner un prince qui avait trahi sa propre cause. Les amis de Guillaume étaient en même temps ceux de l'état; ils voulaient que cette révolution tournât au profit de la liberté publique, et que tout fût tranquille, afin que la grande transaction qui se préparait fût libre et réfléchie, et que la force des armes ne décidât pas des changements qui devaient être le résultat de la raison publique. Guillaume lui-même était personnellement intéressé à prévenir, comme à éviter toute espèce de violence; toujours fidèle, en apparence, à son rôle de médiateur, et feignant de se soumettre à des circonstances qu'il amenait et qu'il ne paraissait pas même espérer, il était trop

habile pour ne pas sentir qu'il ne serait sûr du trône, qu'autant qu'il y serait porté par le vœu du peuple.

Jacques II, en quittant Rochester, avait adressé au comte de Middleton un écrit dans lequel il rendait compte à la nation du motif de sa fuite, et déclarait qu'il ne s'éloignait de l'Angleterre que pour y revenir et lui rendre la liberté. Quand cet écrit aurait été un chef-d'œuvre de force et de logique, il devait demeurer sans effet; la faiblesse et la lâcheté des actions décréditent toujours les raisonnements par lesquels on essaie de les justifier. Le conseil des pairs, à qui la lettre de Jacques fut remise, n'y fit aucune attention; il invita le prince d'Orange à se charger de l'administration provisoire, et à convoquer une convention qui réglât définitivement les affaires. Guillaume accepta; cette offre était un premier pas, et promettait encore à son ambition de plus grands succès; mais toujours jaloux de donner à son rôle les couleurs de la justice, et au pouvoir qu'il exerçait, les formes de la liberté, il voulut avoir l'agrément des communes, et convoqua tous ceux qui avaient siégé dans les deux derniers parlements du règne de Charles II. La chambre basse demanda, conjointement avec les pairs, un parle-

ment qui fût convoqué sous le nom de Convention, vu que, suivant les lois politiques du royaume, il n'y avait que le roi d'Angleterre qui pût assembler un parlement légal. Jusqu'à ce que la Convention se formât, le prince d'Orange donna tous les ordres dans le royaume, et y exerça toute l'autorité du souverain légitime; il confirma dans leurs places tous les officiers civils et militaires qui n'étaient pas catholiques, et intima à Barillon, ambassadeur de France, l'ordre de quitter l'Angleterre. Il écrivit des lettres circulaires aux comtés et aux bourgs pour l'élection de leurs représentants, et afin de remplir les caisses de l'état, qui se trouvaient vides au départ de Jacques, il emprunta de la ville de Londres une somme considérable. Tout succédait au gré de ses vœux; tous les ordres de l'état lui obéissaient; il fallait une autorité quelconque, et ses qualités personnelles, inspirant à la fois la confiance et la crainte, le rendaient digne de gouverner.

La Convention s'assembla le 22 janvier 1689. Les opinions étaient partagées sur la meilleure manière de pourvoir à la vacance du trône, mais on était généralement d'accord que Jacques en était déchu par sa fuite, soit qu'on la nommât une abdication ou une désertion. On n'était pas

d'accord sur la place et le titre qu'on donnerait au prince d'Orange dans le nouvel ordre de choses, mais tous sentaient la nécessité de lui confier l'administration, et il était facile de prévoir qu'il remporterait finalement un triomphe complet. Il avait la force en main, et il ne fallait pas l'exposer à la tentation de l'employer; on ne pouvait pas espérer de le gagner d'adresse et de lui donner le change sur sa position, encore moins de vaincre sa fermeté et d'obtenir de lui des complaisances et des sacrifices contraires à son intérêt particulier, qui paraissait se confondre avec l'intérêt national. Il voulait être roi d'Angleterre; il le devint. Les uns désiraient une régence; les autres penchaient à conférer la royauté à Marie, l'épouse du prince d'Orange; Guillaume déclara qu'il ne demandait rien, mais qu'il ne se contenterait jamais d'une place subalterne, ni d'une autorité empruntée et précaire. Les communes décrétèrent que le trône serait déféré à Guillaume et à Marie, et qu'ils régneraient conjointement. Dans la chambre des pairs, il y eut de longs et violents débats avant qu'on adoptât la résolution de la chambre basse. Les Torys voulaient qu'on déviât le moins possible de la loi de l'hérédité et de l'ordre de la succession; les Whigs leur firent sentir leur

inconséquence; dès qu'ils convenaient de la nécessité d'une déviation, le plus ou le moins était assez indifférent dans la théorie, et dans la pratique l'intérêt de l'état devait décider du degré. Il plaidait en faveur de Guillaume. Des conférences s'ouvrirent entre les deux chambres; le prince et la princesse d'Orange furent déclarés roi et reine d'Angleterre. Le pouvoir royal devait résider dans le prince seul; et il devait l'exercer sans partage; les héritiers de Marie, ceux de sa sœur la princesse Anne, ceux de Guillaume devaient, au défaut les uns des autres, occuper successivement le trône d'Angleterre.

Les communes avaient pourvu à l'ordre public, en proposant les premières cette loi de succession; elles pourvurent à la liberté en déterminant avec plus de précision les droits de la nation et ceux du trône. Cette occasion de fixer les limites du pouvoir du parlement et celles du pouvoir royal était belle; elle était unique. Les représentants du peuple pensèrent à la postérité, et ils présentèrent à Guillaume l'acte connu sous le nom de *déclaration des droits*; c'était la charte qui énonçait les conditions sous lesquelles Guillaume avait obtenu la couronne. Elles étaient conformes à l'esprit des monarchies mixtes, et un simple développement des principes de la

constitution de l'Angleterre. La déclaration des droits établissait que le roi n'aurait pas le pouvoir de dispenser des lois; qu'aucun impôt ne serait légal s'il n'était consenti par le parlement; qu'en temps de paix, pour lever une armée permanente, il faudrait l'agrément des représentants du peuple; qu'on assemblerait de fréquents parlements; que les élections seraient libres; que la plus grande indépendance régnerait dans les débats parlementaires, et que tous les Anglais auraient le droit de pétition. Guillaume accepta, et prit possession de la couronne.

La révolution était consommée. On peut dire avec vérité que Jacques, qui en fut la victime, en avait été l'auteur. Le premier, il avait entrepris ouvertement de renverser les lois de l'état, et d'usurper la souveraineté tout entière, que, selon la constitution, le parlement devait partager avec le roi. Non-seulement il s'était arrogé le droit de dispenser des lois, il avait encore essayé de régner sans parlement. Selon les principes de tous les gouvernements où la volonté souveraine doit résulter du concours de plusieurs éléments, si ces assemblées avaient été légalement convoquées, elles auraient eu le droit de refouler le pouvoir royal dans ses véritables limites. C'était ces assemblées tutélaires de la nation dont Jac-

ques voulait se passer; il fallait donc que la nation employât d'autres moyens pour conserver son existence.

Guillaume vint au devant de ses besoins et de ses désirs; il réussit parce qu'il était l'organe de la volonté générale, et l'opinion publique fit plus pour lui que son armée. Les Anglais redemandaient les parlements; le roi, qui seul pouvait les convoquer, rendit par sa fuite une marche légale absolument impossible, puisqu'il commettait lui-même la plus grande illégalité. Sans doute le premier parlement qui demanda la convention, et la convention elle-même, n'ayant pas été assemblés par le roi, auraient exercé un pouvoir usurpé si le trône n'avait pas été vacant. Mais le monarque avait disparu; partie intégrante du souverain, il aurait amené par sa fuite la dissolution de l'état, si les deux autres éléments du souverain avaient refusé d'agir, et n'avaient pas rendu à la constitution son intégrité en créant un nouveau roi. C'était le seul moyen de sauver l'état; il fallait sacrifier la lettre de la loi à l'esprit qui l'avait dictée; la nécessité avait créé les formes, les formes devaient céder un moment à la nécessité.

Au lieu d'incidenter sur la légalité de la marche que prit la révolution en Angleterre, on

doit s'étonner qu'elle ait été si peu illégale, et admirer la sagesse, la mesure, la modération qui caractérisent tous ses pas. Ce serait peu de dire qu'elle n'a pas été souillée par les injustices, les violences, les crimes qui ont ensanglanté tant d'autres mouvements de ce genre. La nation a supporté un moment l'absence de tout gouvernement, et quoiqu'il n'y eût plus de force coactive, elle a évité tous les excès; les représentants de cette même nation ont saisi le sage milieu dans lequel se réunissent la liberté et l'ordre, et au sein d'une de ces crises où souvent les têtes les plus saines se démentent, elle a évité toute espèce d'exagération de principes et d'idées. Elle vit la garantie de la liberté publique dans la prérogative royale, et dans les limites de cette prérogative; en transférant la couronne à Guillaume, à condition qu'il accepterait la déclaration des droits, elle stipula pour le peuple, et opposa des barrières au despotisme; en choisissant un roi dans la propre famille de Jacques, en plaçant sur le trône sa fille et son gendre, elle consacra la loi de l'hérédité, dans le moment même où elle paraissait y porter atteinte, et en respectant les droits, le pouvoir et la dignité de la couronne, elle stipula encore pour le peuple et éleva un boulevard

contre la licence. La convention vit le bien, le voulut, l'exécuta, et ne rêva pas un mieux idéal et chimérique; fidèle au système des contre-forces, elle se plaça et se maintint, avec une puissance d'arrêt admirable, sur la ligne qui sépare la monarchie limitée de la république. L'Angleterre, éclairée par sa propre expérience et par de tristes mais utiles souvenirs, perfectionna sa constitution, et y déposa le germe heureux de développements ultérieurs, qu'on doit regarder comme autant de conséquences de la révolution.

Cette révolution a été le point de départ de la grandeur et de la prospérité de l'Angleterre; elle en a encore été le principe et la source. Depuis cette époque, l'Angleterre a pris son essor vers tous les genres de gloire; et si elle a fait courir des dangers à l'équilibre politique de l'Europe, on ne doit pas oublier qu'elle l'a sauvé plus d'une fois. La sage hardiesse, le courage réfléchi, l'esprit public, la vigueur et la tenue de la volonté, tous les traits du caractère national se montrèrent dans la révolution, et la révolution a décidé et prononcé davantage ce caractère, qui fait des Anglais une véritable nation, et de cette nation un tout admirablement organisé. Nous allons la suivre dans les

efforts et les sacrifices qu'elle fit pour défendre son ouvrage contre les entreprises de la France, armant en faveur de Jacques et voulant donner des lois à l'Angleterre, afin d'asservir d'autant plus sûrement les autres états de l'Europe. Une nation de cette trempe achève ce qu'elle commence, soutient ce qu'elle a une fois mis en avant, et ne reçoit des lois de personne. Guillaume la connaissait, et les autres puissances de l'Europe se rallièrent à elle, pour arrêter l'ambition de Louis XIV ; une guerre générale était inévitable.

Digitized by Google

CHAPITRE XXXV.

La France rompt la trève de vingt ans. Nouvelles violences de Louis XIV en Allemagne. Grande alliance. La France combat contre la moitié de l'Europe. Tentatives infructueuses de Jacques, soutenu par la France, pour remonter sur le trône. Guerre maritime. Mort de Louvois. Campagnes et victoires de Luxembourg. Épuisement de la France. Mort de Luxembourg. Négociations et paix de Ryswick. Progrès de l'économie politique en Angleterre.

La ligue d'Augsbourg avait réuni contre la France, l'empereur, l'Empire, l'Espagne et la Hollande. Cette ligue, dans son principe, était purement défensive; la plupart des puissances qui y étaient entrées n'avaient ni les moyens ni la volonté de former des vues ambitieuses et d'exécuter des projets hostiles. Guillaume seul prévoyait qu'il faudrait bientôt que l'Europe prît une attitude offensive, et que la France forcerait les autres états à une résistance active et prononcée. Pouvant moins que jamais espérer la paix avec la France, depuis qu'il avait été élevé sur le trône d'Angleterre, il désirait que la

guerre devînt générale. En conséquence, il allumait avec art les craintes et les espérances des états qui s'étaient coalisés à Augsbourg; il calmait leurs ressentiments et leurs jalousies réciproques, et nourrissait leur haine contre Louis XIV. Sans la juste indignation et les alarmes légitimes que la France avait inspirées à l'Europe, Guillaume n'aurait pas réussi à soulever toutes les puissances et à les armer dans sa propre cause. Le danger d'une monarchie universelle, que le prince d'Orange présentait à tous les cabinets, aurait paru chimérique, et les autres souverains n'auraient vu dans son zèle pour la liberté générale que le masque d'un égoïsme honteux. D'un autre côté, sans l'activité infatigable de Guillaume, sans le besoin qu'il avait de faire épouser sa cause à toute l'Europe, surtout sans les forces et les ressources que son avènement au trône d'Angleterre mettait à sa disposition, les craintes des autres souverains auraient été stériles, et leur haine impuissante. Sans doute Guillaume agissait par intérêt propre; mais l'intérêt des puissances de l'Europe était lié au sien, et il avait le talent de sentir les rapports qui les unissaient étroitement, et le don de les rendre sensibles et frappants aux yeux de ses alliés.

Guillaume était peut-être aussi ambitieux que Louis XIV; il cachait habilement son ambition sous celle du monarque français; mais elle ne menaçait pas la liberté des états du continent; il mettait sa gloire à déjouer et combattre les projets de la puissance dominante qui semblait vouloir tout envahir. La haine personnelle du prince d'Orange contre Louis XIV, la différence de leur caractère et de leur position, rendirent l'ambition du premier aussi bienfaisante pour l'Europe que celle du second était dangereuse. L'une servait de contre-poids à l'autre; celle de Guillaume paraissait être le bouclier de l'Europe; celle de Louis XIV était un glaive toujours levé sur le faible. Il était heureux pour la liberté générale, que ces deux hommes fussent contemporains, rivaux et ennemis; leur lutte opiniâtre sauva l'indépendance des nations que chacun d'eux, s'il eût vécu séparément, aurait probablement attaquée et détruite. Si l'idée d'une puissance dominante, et même celle de la monarchie universelle, exista réellement dans la tête de Louis XIV, et ne fut jamais plus voisine d'être réalisée qu'à cette époque, on peut dire avec autant et plus de vérité, que le système des contre-forces et le beau projet d'asseoir l'indépendance des nations sur l'action et la réaction

de leur puissance, ne furent jamais saisis dans toute leur étendue, ni développés dans toutes leurs conséquences et leurs ramifications, comme elles le furent par le génie profond de Guillaume. Il avait vu de bonne heure, dans le principe des contre-forces, le seul moyen d'empêcher la prépondérance d'un état quelconque, le garant et la sauve-garde de la liberté générale. Cette pensée devint sa pensée dominante, le mobile de toutes ses entreprises, le centre et le but de tous ses travaux : dans la retraite, il y ramenait toutes ses pensées, l'envisageait sous tous les rapports, la creusait et l'approfondissait de plus en plus; sur le théâtre de la vie active, il ne la perdait jamais de vue, et lui subordonnait tout le reste. Le succès de son expédition d'Angleterre et son avénement au trône, l'intéressaient moins en eux-mêmes que par les suites qu'ils devaient avoir et qu'ils eurent pour la France, dont ils empêchèrent le despotisme, et pour l'Europe, dont ils assurèrent l'indépendance.

Jacques II était encore sur le trône, et Guillaume armait contre lui, que déja la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne : elle avait été la première à rompre la trêve de vingt ans, après l'avoir violée par une suite de vexations

sourdes et d'injustices multipliées; elle accusa l'Allemagne de ses propres torts, et elle mit le comble à toutes les violences qu'elle avait commises, par de véritables hostilités.

Au défaut de raisons, les prétextes même lui manquaient. La ligne de Simmern s'était éteinte dans le Palatinat; Louis XIV avait réclamé les 1685.
droits de sa belle sœur à la succession. Charlotte-Elisabeth, princesse de cette maison, qui avait épousé le duc d'Orléans, avait, en se mariant, formellement renoncé à l'héritage de ses pères. La cour de France revendiqua en son nom les biens allodiaux. Ils se réduisaient à peu de chose; mais la France étendait de plus en plus ses prétentions, et sous prétexte de faire valoir les titres de la duchesse, semblait vouloir s'emparer de tout le Palatinat. La diète protesta contre cette conduite illégale et contre ces usurpations répétées; Louis XIV traita ces protestations d'insultes, et prétendit qu'il devait à sa gloire outragée, de soutenir par les armes ce qu'il appelait ses droits.

La vacance du siége de Cologne lui fournit, pour justifier son agression, un prétexte plus mauvais encore que le premier. Le roi de France avait voulu y placer une de ses créatures, le cardinal de Fürstemberg, évêque de Strasbourg;

l'empereur favorisait le prince Clément de Bavière; la Hollande et les princes de l'empire l'appuyaient de toute leur force; leur sûreté demandait que l'électorat de Cologne ne fût pas dans la dépendance de la France. Selon les lois canoniques, Fürstemberg ne pouvait pas être élu tant qu'il ne résignait pas l'évêché de Strasbourg; d'un autre côté, le prince Clément n'avait pas l'âge requis par les lois. Aucun des deux n'eut dans le chapitre le nombre de voix qui seul pouvait légitimer son élection; quinze sur vingt-deux. Mais Innocent XI, encore irrité contre Louis XIV au sujet de l'affaire des franchises, saisit avec ardeur cette occasion de lui témoigner son mécontentement et sa colère; il donna au prince Clément un brevet d'éligibilité; ensuite il confirma son élection. Louis XIV, furieux d'avoir manqué son but, accusa l'Empire et l'empereur d'avoir intrigué contre lui, tandis que c'était lui qui avait fait jouer toutes sortes de ressorts pour mettre cette porte de l'Allemagne dans sa dépendance. On ne sait ce qu'il y a de plus étonnant dans ce procédé, ou la mauvaise foi qui fait imaginer de pareils reproches, ou l'impudeur qui les avoue et les énonce hautement.

Le plus spécieux des arguments de Louis XIV,

pour persuader à la France et aux autres pays qu'il se voyait forcé à la guerre, était la prétendue nécessité de prévenir les agressions de la ligue d'Augsbourg, qui se préparait à fondre sur lui. Cette ligue, dans son principe, était purement défensive. Guillaume, qui en avait été l'auteur, désirait vivement et espérait en secret s'en servir pour attaquer la France avec avantage; mais il suffisait d'un coup d'œil sur l'état des puissances coalisées, pour se convaincre qu'elles ne menaçaient pas Louis XIV d'un danger bien imminent; elles étaient ou trop petites pour entrer seules en lice, ou occupées ailleurs, ou jalouses de leurs propres alliés, ou trop affaiblies et trop malades pour hasarder un grand effort sans une nécessité urgente.

Léopold I combattait les Turcs et ses sujets. Le Croissant était encore redoutable, et le siége de Vienne avait prouvé que ses développements pouvaient encore être rapides et ses progrès alarmants. A la suite des victoires de Sobieski, les généraux de Léopold avaient remporté des avantages sur la Porte Ottomane; l'électeur de Bavière, qui commandait les troupes impériales, venait de prendre Belgrade d'assaut; cependant, la guerre n'était rien moins que terminée. La France excitait les Turcs à faire de nouveaux

efforts, et entretenait, par ses émissaires, l'insurrection des Hongrois. Cette nation brave, fière, jalouse de sa liberté et de ses lois, demandait à être traitée avec dignité et avec justice. Léopold avait travaillé, depuis son avénement au trône, à enlever aux Hongrois leurs formes électives et à étendre la prérogative du roi. Ce plan, conçu sans art et conduit sans prudence, avait soulevé les esprit des Hongrois, et Tòkely avait montré ce que peut un homme entreprenant, à la tête d'un peuple outragé. Sa résistance lui avait coûté la vie, mais l'insurrection lui avait survécu; Léopold était plus jaloux de la punir que d'en étouffer les restes, car il punissait les Hongrois en leur ôtant ces libertés dont il les accusait d'avoir abusé, et qu'ils n'avaient fait que défendre. L'accroissement de son autorité en Hongrie était le grand objet de l'ambition et de la politique de l'empereur.

L'Espagne était épuisée. Les passions de ses rois et leurs excès d'ambition et d'orgueil avaient affaibli ce superbe empire, dans le seizième siècle; ensuite, le défaut de régime l'avait empêché de reprendre de la vigueur; des maximes de tradition et des prétentions surannées avaient continué à miner l'état sous le règne de Charles II; il était menacé de mourir

d'extinction. Ce prince, faible d'esprit et débile de corps, n'était pas ce que les rois doivent être, un principe de vie, mais un principe de dépérissement et de mort. L'Espagne imposait encore par sa masse et par le nombre de ses provinces; d'ailleurs, l'état de la flotte, de l'armée, des finances annonçait des dispositions pacifiques, ou plutôt les rendait nécessaires, et il était évident que cette puissance ne sortirait de sa léthargie, que lorsque des insultes multipliées ne lui permettraient pas d'y rester sans opprobre.

Les princes de l'Empire germanique étaient divisés d'intérêt et partagés de principes. La plupart haïssaient et craignaient la France, et souhaitaient qu'elle fût affaiblie. Cependant ils désiraient et redoutaient en même temps la guerre; ils sentaient ce que leur situation, relativement à la France, avait de précaire et de triste; cette puissance maîtrisait l'Allemagne, et lui arrachait tous les jours, par la seule terreur, de nouveaux sacrifices; mais, d'un autre côté, ils sentaient aussi qu'une résistance faible et partielle ou malheureuse agraverait leur état, et que le remède serait pire que le mal. D'ailleurs, fidèles à leurs anciens principes, chacun d'eux voulait contribuer le moins possible à la défense générale; et quand toutes leurs forces auraient

été réunies, elles n'auraient jamais formé un tout homogène et formidable.

Frédéric III, électeur de Brandebourg, était le seul des grands princes d'Allemagne qui parût disposé à soutenir, avec un véritable dévouement, la cause de la liberté germanique contre les usurpations de la France. En léguant à son fils une puissance considérable, Frédéric-Guillaume lui avait transmis son zèle pour la religion protestante et sa haine contre Louis XIV. Le nouvel électeur n'avait pas reçu de la nature des formes imposantes et héroïques, et il croyait y suppléer par la pompe et l'éclat de la représentation; passionné pour le luxe et la magnificence, libéral et généreux, confiant et facile, il avait tous les défauts et même toutes les vertus qui dérangent les finances des états; avec de la bravoure sans talents militaires, des connaissances sans génie, de la bonté sans fermeté, il voulait faire le bien de ses peuples, mais il voulait surtout faire illusion à l'Europe sur l'étendue de ses ressources et sur la grandeur de sa puissance, afin de paraître digne du titre de roi, qui était déja l'objet secret de son ambition. Il était attaché à la maison d'Orange par le sang, à la révolution qui venait de s'opérer en Angleterre par la religion à l'Empire par son rang

et ses devoirs, à l'empereur par l'espérance éloignée d'obtenir de lui une plus haute élévation. On pouvait attendre d'un prince de ce caractère, si la guerre s'allumait, les plus grands efforts contre la France, et présumer qu'il serait un des ressorts les plus actifs de la coalition. Seul, il ne pouvait ni ne voulait rien entreprendre qui donnât de l'ombrage à Louis XIV.

Ce redoutable monarque était craint et haï en Italie comme en Allemagne; là, comme dans l'Empire germanique, les princes et les peuples faisaient des vœux pour son abaissement, et ils auraient volontiers prêté les mains aux puissances assez fortes et assez courageuses pour commencer la lutte avec la France; mais les états de l'Italie étaient trop faibles pour engager les premiers le combat et pour le soutenir longtemps. Venise, qui se défiait plus de la France que de l'Autriche, Gênes, qui n'oubliait et ne pardonnait pas son humiliation, ne pouvaient donner au besoin que de l'argent. D'ailleurs, l'une était trop éloignée du danger pour le juger imminent, l'autre en était trop près pour le conjurer par des mesures sérieuses. Innocent XI, plus souverain que pontife, était plus occupé des intérêts politiques de l'Europe que des intérêts de la religion; gagné par le prince d'Orange,

il s'était déclaré pour lui contre Jacques II, et avait même concouru au succès de son entreprise. Ennemi personnel de Louis XIV, qui l'avait traité, dans plus d'une occasion, avec beaucoup de hauteur, il brûlait de voir son orgueil puni; lui-même ne pouvait rien faire qu'encourager les autres états à la résistance; la puissance temporelle de Rome était peu de chose, et ses armes spirituelles ne répandaient plus la terreur.

Victor-Amédée II occupait le trône du Piémont et de la Savoie. Ce prince était tourmenté du désir d'étendre sa domination et de devenir la puissance principale en Italie. L'intérêt de sa sûreté lui dictait des projets d'ambition. S'il n'augmentait pas sa puissance par des acquisitions nouvelles, son existence politique restait dépendante et précaire; il fallait qu'il montât pour ne pas descendre; sa position lui faisait une loi d'aller en avant. L'essentiel pour lui était de ménager la maison d'Autriche et d'éloigner la France de l'Italie; placé entre ces deux puissances qui se haïssaient, et qui le serraient de près toutes deux, Victor-Amédée ne pouvait s'agrandir qu'en s'attachant à l'une pour combattre l'autre. La France paraissait être le principal obstacle à ses progrès. Une guerre qui af-

franchirait l'Italie de la domination de Louis XIV, pouvait favoriser l'exécution des plans de Victor-Amédée; il le sentait et n'attendait que l'occasion de se prononcer; les alliés pouvaient au besoin compter sur lui. Ses qualités personnelles rendaient son amitié précieuse; guerrier moins heureux que brave, politique profond, souple et ferme, persévérant dans ses vues, variable avec les circonstances dans le choix de ses moyens, tour à tour actif et temporiseur, Victor-Amédée avait tous les talents et toutes les vertus nécessaires pour élever la puissance de sa maison, et ses défauts mêmes, qui tenaient à sa position, pouvaient contribuer à la rendre plus brillante et plus sûre. Son caractère et son génie mettaient un poids considérable dans la balance politique, où ses forces pesaient peu de chose. Cependant, il pouvait, dans une guerre générale, occuper une armée française; mais quelque désir qu'il eût de sortir de tutelle, il ne fallait pas moins qu'un grand mouvement pour qu'il prît une attitude hostile.

Ainsi, l'Espagne, l'empereur, l'Empire, l'Italie présentaient bien les éléments d'une ligue offensive contre la France, mais ces éléments étaient encore désunis, et par conséquent sans activité. Toutes ces puissances désiraient et

craignaient la guerre, avaient des raisons d'attaquer Louis XIV et d'autres raisons pour rester tranquilles. La coalition d'Augsbourg, défensive dans son principe, n'était rien moins que menaçante, et n'aurait probablement pas changé de caractère sans l'agression de la France. Le manifeste de Louis XIV, pour justifier son invasion en Allemagne, décida les esprits indécis, rallia les intérêts divisés, et rendit au nouveau roi d'Angleterre un service signalé. Ce fut une grande faute du cabinet de Versailles que de déclarer la guerre à l'Allemagne, et de forcer l'Europe à épouser la cause de ses ennemis. Cette faute fut l'ouvrage de Louvois. Ce ministre superbe que madame de Maintenon haïssait, et qui fatiguait quelquefois Louis XIV, par ses hauteurs et ses contradictions, voyait baisser son crédit, et redoutait une disgrace prochaine. Il croyait que dans la guerre, où ses rares talents étaient véritablement à leur place, on ne pouvait pas se passer de lui; il résolut d'allumer lui-même l'incendie, dont les événements avaient amassé les matériaux; la guerre fut déclarée. Louvois ne se doutait pas qu'en préparant à la France et à l'Europe neuf années de malheurs et de combats, il creusait lui-même son tombeau.

Sous prétexte de prévenir la ligue d'Augsbourg, les Français entrèrent en Allemagne, et s'emparèrent de Kaiserslautern, d'Heidelberg, de Mayence; Philipsbourg se rendit au dauphin qui commandait l'armée dont Boufflers dirigeait les opérations. Soit ivresse de ses premiers succès, soit orgueil, soit désir de se rendre maître de la marche et des développements de la guerre, en prenant les devants sur toutes les puissances, Louis XIV lança des manifestes contre la Hollande, l'Espagne, le pape, l'Angleterre. Les déclarations de guerre se succédaient avec la plus grande rapidité; on aurait dit que la France voulait contraindre l'Europe à s'armer contre elle, et amener à tout prix une guerre générale. Cette fougue de l'orgueil servit admirablement le roi d'Angleterre; toutes les puissances, rendant hommage à son génie qui avait prévu et annoncé les projets de la France, reconnurent que la cause de Guillaume était la leur, s'unirent étroitement à lui, et formèrent entre elles l'alliance connue sous le nom de 1689.
grande alliance.

Les puissances qui formèrent à Vienne la grande alliance, ou qui y entrèrent successivement, s'engageaient à combattre la France de toutes leurs forces, sur terre et sur mer, à la

ramener sur la ligne où l'avaient placée le traité de Westphalie et celui des Pyrénées. Aucune d'elles ne devait avoir le droit de faire une paix séparée. L'objet de la guerre était déterminé et conforme aux principes d'une sage politique. Une simple approximation du but aurait déja été un grand bien. Le nombre des coalisés s'accrut; oubliant leurs anciennes inimitiés ou les ajournant pour faire face à un danger plus imminent, les états de l'Europe parurent tous n'avoir qu'un seul et même intérêt. Non-seulement l'Espagne et la Savoie entrèrent dans la grande alliance; Chrétien V, roi de Danemarck, qui avait été l'allié de la France, fut gagné par l'Angleterre à la cause commune. La Suède resta neutre; Charles XI ne crut pas que les anciennes et intimes relations de son royaume avec la France dussent céder à des considérations générales d'une importance majeure. Cependant son inaction seule était déja un avantage réel pour les alliés; le beau rôle de médiateur lui était réservé.

Quelque imposante que fût la coalition par le nombre des puissances qui y accédèrent, sa véritable force était dans la Hollande et dans l'Angleterre. Ces deux états, par leur situation, par leur richesse, par les hommes et les vaisseaux

dont ils pouvaient disposer, surtout par l'esprit qui les animait, étaient le lien de la ligue, et la rendaient formidable. Leurs moyens d'attaque et de défense étaient tous dans la main de Guillaume, et sa main habile et sûre les multipliait par la direction qu'il savait leur donner. Tout-puissant en Hollande, il l'était moins en Angleterre, où sa fortune excitait la jalousie, où son caractère froid et réservé inspirait de la défiance, et où le roi détrôné avait encore de nombreux partisans. L'orgueil des Anglais était le meilleur allié du prince d'Orange; la nation était intéressée à soutenir la révolution qu'elle avait faite, et s'indignait de voir que Louis épousât la cause de Jacques, armât pour le remettre sur le trône, et appelât Guillaume un usurpateur.

En effet Louis XIV avait reçu le roi fugitif et malheureux avec les égards dus à de grandes infortunes; il lui avait montré la sensibilité d'un ami, la générosité d'un monarque puissant, la délicatesse d'un cœur noble et vraiment royal. Sans doute, le roi de France voyait un attentat effrayant dans ce que la nation anglaise venait de se permettre, et, en soutenant le parti de Jacques, il croyait soutenir la cause de tous les rois. Mais ce ne furent pas ces idées qui lui

dictèrent ses démarches. Les bienfaits dont il combla l'infortuné Jacques et sa famille, les procédés qu'il eut envers eux, lui furent inspirés par une âme naturellement élevée et magnanime, et ne portent pas l'empreinte du calcul. Le château de St.-Germain, où le roi d'Angleterre s'établit, fut embelli, avec une prévoyance ingénieuse, par tous les raffinements du luxe. La cour de Jacques était plus brillante qu'à St.-James, et le disputait presqu'à celle de Versailles, pour la magnificence et l'éclat. Louis XIV voulut qu'on rendît à Jacques tous les honneurs qu'on lui rendait à lui-même.

Non-seulement il l'avait bien accueilli; il se proposait de le venger et de le rétablir sur le trône. Au défaut de la générosité, la politique seule suffisait pour lui faire adopter ce plan. Guillaume était l'ennemi le plus redoutable de la France. Créateur de la grande alliance, il en était le principe vital; sans lui, elle aurait bientôt été désorganisée, et ses éléments déjoints, obéissant à leur inertie, seraient retombés dans l'inaction. C'était donc en Angleterre que la France devait combattre la ligue, et le vrai moyen d'empêcher le nouveau roi de soulever et de diriger les puissances continentales, était de l'attaquer chez lui et de menacer sa couronne,

en appuyant le parti de Jacques, et en faisant une grande diversion en sa faveur. Guillaume avait armé le continent pour assurer la tranquillité de l'Angleterre; il fallait porter la guerre dans ses états pour dissiper les dangers que présentait le continent, et pour l'obliger à désarmer. Si la France portait toutes ses forces sur l'Angleterre, elle pouvait réussir à enlever le sceptre à Guillaume, et à le rendre au premier possesseur; alors l'Angleterre redevenait l'alliée, ou plutôt l'humble esclave de la France, et le reste de l'Europe se soumettait. Tels étaient le plan et les espérances de Seignelay, ministre de la marine et fils de Colbert, qu'il promettait d'égaler un jour. Il voulait que cette guerre fût principalement une guerre maritime, et que l'Angleterre devînt le point central de toutes les opérations. Ce système ne convenait pas à Louvois, qui, ministre de la guerre, voulait jouer le premier rôle, et insistait pour que les plus grands efforts se fissent sur le continent. C'était attaquer les membres du corps, au lieu d'attaquer la tête. Cependant, l'ascendant de Louvois empêcha le plan de Seignelay de triompher; on adopta un plan mitoyen; la France partagea ses forces; la guerre se prolongea; le roi Guillaume triompha des demi-mesures que

prit Louis XIV pour lui faire perdre le trône, et après avoir dissipé les dangers qui le menaçaient en Angleterre, il porta la guerre sur le continent, et la poussa avec vigueur, afin de prévenir le retour de nouveaux dangers du même genre.

La première expédition maritime de la France fut dirigée sur l'Irlande. Cette île était peuplée de catholiques, qui formaient la grande majorité de ses habitants, et qui étaient d'autant plus attachés au roi Jacques, que toutes les lois du pays étaient dirigées contre eux en faveur de la religion dominante. En Écosse, le fidèle Dundée, soulevant les braves montagnards du nord, faisait des prodiges de valeur pour soutenir les droits de Jacques. Aussi entreprenant, aussi généreux que Montrose, le défenseur chevaleresque de Charles I, il devait réussir aussi peu que lui, et la fortune de Guillaume devait l'emporter. Avant cette catastrophe, la plus grande partie de l'Écosse avait déja reconnu Guillaume; en Irlande, la ville de Londonderry seule s'était déclarée pour le nouveau roi. Jacques partit de France à la tête de tous les Anglais et des Irlandais qui s'étaient attachés à son sort; il avait refusé de reconquérir ses états avec d'autres que ses propres sujets; résolution plus sage qu'effi-

cace, et qui fut vaine par l'événement. Louis XIV lui dit, en prenant congé de lui, avec autant de grace que de noblesse : Ce que je puis vous souhaiter de mieux, est de ne jamais vous revoir. Château-Renaud, officier habile et heureux, protégea son passage en Irlande avec l'escadre qu'il commandait, et Jacques débarqua à Kinsale avec sa petite troupe. 1689.

Partout on le reçut avec des transports; son entrée dans Dublin fut magnifique. Il se laissa séduire par ces apparences de bonheur, et, au lieu de passer en Écosse, d'où il pouvait, avec le secours de Dundée et de ses amis, porter à l'Angleterre des coups terribles, il suivit les conseils intéressés des Français, et resta en Irlande. Le siége de Londonderry fut résolu. Cette place était mal fortifiée et mal approvisionnée; la garnison était composée de milices. Vingt mille hommes l'assiégèrent, et leurs efforts furent inutiles. Les assiégés bravèrent tous les dangers, la faim, la soif, les maladies, et par leur vigoureuse résistance, excitèrent l'intérêt de toutes les nations et l'admiration de leurs ennemis. Un officier subalterne, nommé Murrai, dirigeait les travaux et les opérations des habitants de Londonderry; Walkers, un prêtre, allumait leurs passions, et entretenait leur enthousiasme pour

la liberté et la religion. Jacques avait lui-même entrepris le siége; il s'en lassa bientôt, et en abandonna la conduite au maréchal de Rosen, qui se déshonora par des cruautés gratuites et réfléchies; elles tournèrent contre lui-même, car elles ne firent qu'ajouter une juste indignation à tous les motifs qui empêchaient les assiégés de se rendre. Malgré les renforts que Château-Renaud amena de France aux assiégeants, le siége traînait en longueur. A la fin, Kirk trouva le moyen de venir au secours de Londonderry, en faisant passer des troupes dans la ville, et le siége fut levé. L'Angleterre avait murmuré de ce que les flottes anglaises avaient permis aux vaisseaux français d'arriver en Irlande; elle fut irritée, et s'échappa en plaintes contre l'administration, quand elle apprit que l'amiral Herbert avait livré un combat à Château-Renaud, près
1689. de la baie de Bantry, et que la victoire n'était pas restée fidèle au pavillon anglais.

Malgré ces avantages que les alliés de Jacques avaient remportés sur ses compatriotes, et dont lui-même, plus jaloux de l'honneur de la marine anglaise que du succès de ses affaires, gémissait en secret, son entreprise n'avançait pas. Le siége de Londonderry avait été levé, et l'exemple de courage que cette ville avait donné, gagna des

partisans à la cause qu'elle défendait. Dundée avait péri dans la bataille de Killikranki, et sa mort avait fait rentrer les montagnards dans leurs foyers. Jacques aliénait de lui une grande partie des Irlandais par ses fausses mesures et par une sévérité déplacée. Il fallait montrer de l'impartialité envers les protestants et les catholiques, et surtout rassurer les propriétaires. Jacques porta une loi qui bouleversait tous les rapports civils, et qui ébranlait toutes les propriétés; il statua que les catholiques pourraient rentrer en possession de toutes les terres qui leur avaient appartenu autrefois, et qui étaient depuis longtemps entre les mains des protestants : sous le prétexte de réparer d'anciennes injustices, c'était commettre une injustice décidée et criante. Dans les troubles des guerres civiles, où les fautes et les erreurs ressemblent souvent aux crimes, et où, selon le point de vue des différents partis, on est tour à tour innocent et coupable, point de vertu plus nécessaire que la clémence; elle honore le vainqueur, et lui garantit les fruits de sa victoire. Elle convenait à plus forte raison à Jacques, qui voulait reconquérir ses états et regagner les cœurs de ses sujets; cependant, une de ses premières démarches en Irlande fut de publier une liste de proscription

qui contenait plus de trois mille personnes. En se montrant inaccessible au pardon, il mettait les Anglais dans la nécessité de ne jamais lui pardonner à lui-même, et d'achever leur ouvrage.

La France faisait des efforts multipliés pour soutenir le roi dépouillé, et pour occuper Guillaume dans ses propres états. Ce prince se repentait d'avoir négligé l'Irlande et d'avoir fourni, par cette insouciance, des armes à ses ennemis en Angleterre. Les mésintelligences entre lui et le parlement se prononçaient de plus en plus; les Whigs et les Torys voulaient tous une préférence entière et absolue; et, ne pouvant pas l'obtenir de Guillaume, qui plaçait sa politique à les contre-balancer les uns par les autres, ils se réunissaient contre lui. On soupçonnait ses motifs, on calomniait ses vues, on entravait la marche de l'administration; et, faute d'argent et de bonne volonté, les préparatifs languissaient. Ceux des partisans de la révolution qui avaient agi par intérêt personnel se plaignaient d'être oubliés; le nombre des places et des faveurs dont Guillaume pouvait disposer ne suffisait pas à leurs prétentions et à leur avidité; d'autres l'accusaient de prédilection pour les non-conformistes; d'autres encore lui trouvaient des manières hautes qui trahissaient du penchant au despotisme;

le mécontentement augmentait; il se forma même contre le nouveau roi des conjurations, étouffées dans leur naissance, mais qui pouvaient renaître: on lui imputait les succès de Jacques en Irlande et l'audace heureuse des Français, qui y faisaient sans cesse passer de nouveaux renforts, et qui venaient encore d'y envoyer cinq mille hommes de troupes d'élite, sous les ordres du duc de Lauzun; on reprochait à Guillaume l'humiliation du pavillon anglais; on murmurait de la lenteur de ses opérations. Ces murmures devenaient alarmants. Guillaume sentit que le seul moyen de tout réparer et de tout prévenir, était de frapper en Irlande un coup décisif, et que des victoires sur Jacques et sur les Français pouvaient seules condamner au silence ses ennemis, ranimer le zèle de ses partisans, fixer les esprits flottants et irrésolus, occuper l'attention et l'inquiétude du peuple, et enchaîner la nation entière à sa fortune. A force d'activité de sa part, et de sacrifices de la part des États-généraux, il parvint à rassembler les vaisseaux et les hommes nécessaires à ses vues, et il passa en Irlande à la tête de trois cents bâtiments de transport, qui débarquèrent une armée considérable. Quand ses partisans l'eurent joint, et que toutes ses troupes furent réunies, il compta près de quarante mille 1699.

hommes effectifs. Plus de la moitié était formée de Hollandais, de Danois, de Brandebourgeois; c'était sur la valeur et le dévouement de ces étrangers que reposait toute sa confiance.

Pendant qu'il avançait en Irlande, et que le roi Jacques se retirait devant lui, un événement malheureux porta la consternation dans son parti, et parut relever toutes les espérances de son beau-père. La flotte française, forte de plus de soixante-dix vaisseaux de ligne, était sortie de Brest sous les ordres du comte de Tourville, officier plein de talents, de bravoure et d'expérience. Seignelay, qui avait consacré des sommes immenses à cet armement, et qui en attendait beaucoup, voulait lui-même s'embarquer à bord de cette flotte, prendre part à ses victoires, et porter ensuite, avec ses brûlots, la flamme et la désolation dans les ports de l'Angleterre; une maladie l'en empêcha. Tourville chercha la flotte anglaise: Torrington la commandait; même après sa jonction avec les Hollandais, elle était encore d'un tiers plus faible que l'ennemi. Cependant Torrington reçut l'ordre de hasarder la bataille. L'impétuosité d'Evertsen, qui, à la tête de l'avant-garde composée des vaisseaux hollandais, s'engagea imprudemment dans la flotte française, jointe à l'infériorité de forces des Anglais,

donna la victoire à Tourville. Mais après cette défaite à Beachy-Head, Torrington empêcha les Français de profiter de leur victoire; et, en se plaçant à l'embouchure de la Tamise avec sa flotte, il calma l'agitation de Londres, et sauva l'état, dans un moment où tout paraissait perdu.

La nouvelle de la défaite de Torrington pouvait porter le découragement dans l'armée de Guillaume, si lui-même paraissait découragé, et s'il laissait à ces troupes le repos et le loisir nécessaires pour réfléchir. Il fallait paraître calme, et se hâter d'agir; Guillaume fit l'un et l'autre, et bientôt de nouveaux événements renversèrent toutes les espérances de Jacques et tous les projets de Louis XIV. L'armée de Jacques cédait le terrain à celle de son gendre, sans le lui disputer. Cette conduite était sage : Guillaume était pressé de terminer par une bataille; Jacques devait l'éviter et traîner la guerre en longueur. Malheureusement pour lui, les conseils des Français l'emportèrent sur ceux de ses véritables amis; ils l'engagèrent à changer de système, et à tenir ferme sur les bords de la Boyne. C'est ce que Guillaume demandait. Sans consulter son conseil, il résolut de livrer bataille, et fit tout ce qu'il fallait faire pour maîtriser la fortune dans la grande journée qui se préparait. On ne saurait

assez admirer ses savantes dispositions, sa prévoyance sûre et vaste, son infatigable activité, ses prévenances, ses attentions, ses soins pour le soldat, avant la bataille : dans l'ardeur de la mêlée, son courage qui le portait aux premiers rangs, son sang-froid qui lui permettait de tout voir et de tout juger, sa présence d'esprit qui lui suggérait les combinaisons les plus heureuses, le firent paraître digne du trône qu'il s'agissait de perdre ou de conserver. Il remporta une
1690. victoire complète, et il la méritait. Elle fut vivement disputée. Ce ne fut pas Schomberg qui donna le plan de la journée; il fut même un peu étonné de le recevoir de Guillaume comme un ordre, mais il mit sa gloire à l'exécuter. A l'âge de quatre-vingts ans, sa tête blanche chargée de lauriers, s'exposait au feu le plus meurtrier, et il attaquait l'ennemi avec l'ardeur d'un jeune homme qui aurait eu sa réputation à faire. Il fut tué en combattant; il mourut comme il avait vécu, en héros, payant à la gloire le tribut que la nature lui aurait bientôt demandé. Guillaume lui-même fut blessé; un coup de canon lui effleura l'épaule : on le crut mort à Paris; l'on y fit des réjouissances indécentes. La nouvelle de sa victoire y produisit d'autant plus de consternation. Bientôt Jacques II reparut en

France. Il s'était embarqué à Waterford, immédiatement après la bataille de la Boyne, abandonnant à leur malheureux sort les débris de son armée et ses partisans, et il retourna à Saint-Germain recevoir les consolations de Louis XIV, qui ne voyait que son infortune, les dérisions des courtisans et le mépris du peuple, qui ne voyaient que sa bigotterie et son incapacité. Pendant qu'il désespérait de sa propre cause, ses partisans ne perdaient pas courage. Dublin avait ouvert ses portes au nouveau roi; mais Limerick, défendue par une garnison nombreuse, fit une belle résistance, et obligea Guillaume à lever le siège, après quatorze jours de tranchée ouverte. L'année suivante, une seconde bataille décida du sort de l'Irlande. Le comte de Saint-Ruth, qui commandait les troupes de Jacques, fut battu près d'Ahgrim, par les Anglais, et lui-même périt dans la mêlée. A la suite de cette défaite, Limerick se rendit aux troupes de Guillaume; la capitulation fut honorable. Il fut permis non-seulement aux Français, mais encore aux Irlandais qui voulaient rester fidèles au roi Jacques, de passer en France. Près de quinze mille hommes, s'embarquèrent sur les vaisseaux de Château-Renaud, et arrivèrent à Brest.

Cependant Louis XIV, également fidèle aux

principes qu'il suivait dans la conduite de cette guerre, et à son amitié pour Jacques, résolut de faire un grand et dernier effort pour le replacer sur le trône, et pour distraire son heureux rival de la guerre du continent. Le comte de Tourville partit de nouveau de Brest, suivi de cinquante vaisseaux de ligne; le comte d'Estrées, qui était parti de Toulon à la tête d'une autre flotte, devait joindre ses forces à celles de Tourville : mais celui-ci avait reçu l'ordre d'attaquer la flotte ennemie, quelque part qu'il la rencontrât, sans attendre cette jonction. Les flottes anglaise et hollandaise réunies, fortes de quatre-vingts vaisseaux de ligne, et commandées par l'amiral Russel, se présentèrent sur les côtes de la Normandie, entre l'île de Whigt et Barfleur, près de la Hogue. On crut faussement sur la flotte française que la plupart des officiers des vaisseaux ennemis étaient partisans secrets du roi Jacques, et se battraient mollement; on prétendait même que Russel, mécontent de Guillaume, avait donné des espérances de trahison. C'était mal connaître le patriotisme de Russel et l'honneur national des Anglais. Les dispositions de la flotte étaient excellentes, et quand elles ne l'auraient pas été, elles le seraient devenues à l'approche des Français. Après une

bataille sanglante et long-temps disputée, Tourville, inférieur en force, fut battu; treize vaisseaux français, qui n'avaient pu gagner Saint-Malo, furent brûlés par les Anglais, à la Hogue et à Cherbourg. Le roi détrôné était en Normandie, occupé des préparatifs d'une descente, que le maréchal de Bellefonds devait faire avec lui, à la tête de seize mille hommes. Jacques fut spectateur du combat; il était partagé entre l'intérêt personnel et le patriotisme: d'un côté, il désirait que sa cause triomphât; de l'autre, il désirait aussi que la gloire de sa nation, à laquelle il tenait encore vivement, ne souffrît point d'atteinte, et l'on assure qu'il ne pouvait se défendre d'un mouvement de joie toutes les fois que la victoire penchait pour les Anglais. Le premier, il apporta à Louis XIV la nouvelle de la défaite de sa flotte. La victoire de la Hogue a été décisive pour assurer la supériorité de la marine anglaise, et depuis la bataille d'Actium, peu de batailles navales ont eu des suites plus importantes. La marine française était parvenue au plus haut degré de force et de perfection; elle tomba rapidement, et ne s'est plus élevée à la même hauteur. Les Anglais ne profitèrent de l'avantage que cette victoire navale leur donna pendant toute la guerre, que pour bombarder 1692.

les ports de France; Brest, Dunkerque, Dieppe, Saint-Malo éprouvèrent successivement les tristes effets de leur suprématie maritime. Dieppe seule souffrit considérablement; la machine infernale qui devait réduire Saint-Malo en cendres, manqua son but, et le dégât qu'elle fit ne fut pas proportionné aux sommes immenses qu'elle avait coûtées à l'Angleterre.

Pendant que la guerre de mer se faisait avec vivacité, la guerre se poursuivait sur le continent. On pouvait s'attendre à des opérations hardies, multipliées, décisives, de la part des forces considérables de la France, des talents de ses généraux et de l'impétuosité du caractère national; mais la lenteur des préparatifs des alliés, la faiblesse de leurs armées, le défaut de grands talents dans leurs chefs, inspiraient aux généraux français une confiance et une sécurité qui les conduisaient à l'inaction, ou qui du moins ralentissaient leur marche. Ce ne fut que lorsque les affaires d'Irlande permirent à Guillaume de passer sur le continent, que les forces de la coalition parurent se multiplier, ses plans s'étendre, et que l'ardeur et l'activité des armées françaises prirent un nouvel essor.

Cependant, même avant cette époque, on fit la guerre sur plusieurs points. Le nombre des

troupes de la France lui donnait les moyens d'attaquer ses ennemis chez eux, et de faire face de tous côtés. Louis XIV avait plus de trois cent mille hommes sous les armes. Depuis la destruction de l'empire romain, on n'avait pas vu d'armées disciplinées, soldées, permanentes, aussi nombreuses. Ce déploiement de forces était l'effet naturel des progrès de la puissance et de la richesse. Cet exemple fut contagieux, et devait l'être; tous les états rivalisèrent d'efforts : la guerre fut plus onéreuse pour les peuples; la paix même devint un fardeau. Des armées de cent mille combattants décidèrent des querelles que, dans le quinzième et le seizième siècles, trente mille hommes auraient terminées, et la population et le travail en souffrirent. La France même n'était ni assez riche, ni assez peuplée, pour que Louis XIV pût lever et entretenir ces masses énormes, sans faire gémir les campagnes. Les laboureurs et les artisans quittaient à regret les champs et les ateliers pour servir l'ambition de leur roi; mais, arrivés sous la tente et en présence de l'ennemi, ils se rappelaient uniquement qu'ils étaient Français; et, oubliant les raisons, les motifs et les suites probables de la guerre, ils soutenaient avec gloire l'honneur national. Le souvenir des anciennes victoires

électrisait les courages et enfantait de nouveaux succès. On se battait en même temps sur les bords du Rhin, en Catalogne, en Flandre, en Italie. Chaque armée opérait séparément; on ne combinait pas encore les opérations sur un plan vaste qui embrassât toutes les parties du théâtre de la guerre, et qui, mettant de l'unité et de l'ensemble dans les mouvements, permît de ne considérer les différentes armées que comme différents corps d'une seule armée répandue sur tous les points de la ligne. Luxembourg et Catinat conduisaient les troupes à la victoire, et continuaient la succession des grands talents militaires qui depuis un demi-siècle illustraient la France. Vendôme et Villars, élèves dignes d'eux, promettaient de les remplacer un jour.

La guerre avait commencé en Allemagne par
1688. le siége de Philipsbourg; cette place s'était rendue au dauphin, qui commandait l'armée en personne. La défense de Mayence et celle de Bonn avaient acquis l'année suivante une grande réputation au marquis d'Uxelles et au comte d'Asfeld, qui firent la plus belle et la plus savante résistance. La prise de Bonn fut l'ouvrage des troupes du Brandebourg, qui, sous les yeux de leur prince, montrèrent autant de patience que

de courage. Ces conquêtes étaient de faibles vengeances des attentats que les Français avaient commis en Allemagne par les ordres de Louvois. Sous prétexte de mettre les frontières de la France en sûreté, et de placer un désert entre elle et ses ennemis, ce ministre avait fait ravager et incendier le Palatinat; cruauté froide, réfléchie et gratuite. Heidelberg, Manheim, Worms, Spire, plusieurs autres villes, un grand nombre de villages qui couvraient et embellissaient cette contrée riante et fertile, véritable jardin de la terre, furent, en tout ou en partie, réduits en cendres; le feu consuma les fruits du travail et de l'art; le fer moissonna les troupeaux. Les habitants subitement ruinés, et passant de l'opulence à l'extrême misère, erraient et mendiaient sur les grands chemins. L'indignation de l'Europe fit justice de ce forfait; il s'éleva un cri général de réclamation. Le génie malfaisant de Louvois voulait étendre ces ravages jusqu'à Trèves. Louis XIV trompé avait ignoré ces ordres sanguinaires; il fut saisi d'effroi à l'idée de ces affreuses dévastations, et fit tomber toute sa colère sur le ministre qui l'avait égaré.

Depuis cette époque, Louvois perdit de plus en plus sa confiance. Son despotisme fatiguait l'orgueil de Louis XIV; haï et desservi secrète-

ment par madame de Maintenon, la chute progressive de son crédit annonçait une disgrace entière et prochaine; sa mort subite prévint les
1691. malheurs qui l'attendaient. On prétendit qu'il avait été empoisonné. La douleur de voir baisser son autorité, la crainte de la perdre entièrement, et les scènes violentes qu'il avait tous les jours avec le roi, peuvent expliquer la catastrophe qui termina sa vie. Louis XIV ne le regretta pas; il parut même charmé d'être délivré d'un fardeau dont il répugnait à se débarrasser par des mesures de rigueur. Cependant Louvois l'avait bien servi, et avait été le principal instrument de ses victoires. Impérieux, hautain, dur, envieux, les succès des généraux lui donnaient souvent de la jalousie; mais, par sa longue prévoyance, son ordre admirable et son activité de feu, c'était lui qui leur fournissait les moyens de vaincre. Il ne fut jamais remplacé; aucun de ses successeurs ne mérite même de lui être comparé. Louis XIV donna sa place à Barbésieux, son fils, jeune homme sans expérience, et dépourvu de ce génie qui devance et devine quelquefois les faits. Le roi se félicitait d'être sorti de la tutelle de Louvois, et sa vanité était flattée d'avoir sur Barbésieux une grande supériorité de lumières. Jusque-là il avait prouvé qu'il se

connaissait en hommes; il avait fait d'excellents choix. Depuis lors, au lieu de choisir ses ministres, il voulut les former, et il n'employa presque plus que des hommes incapables, ou du moins fort au-dessous de leurs fonctions. Afin d'augmenter sa propre influence, madame de Maintenon ne voulait dans les premières places que des esprits médiocres ou des hommes sans caractère, et dirigeait le choix du roi. Pour le malheur de la France, il suivit ses conseils intéressés. Avant la nomination de Barbésieux, à la mort de Seignelay, il avait donné le département de la marine à Pont-Chartrain, qui y était tout-à-fait étranger, et pour qui le ministère des finances était déja un fardeau disproportionné à ses forces. La France paya cher ces erreurs; heureusement pour elle que Luxembourg était à la tête des armées. C'était encore Louvois qui l'avait fait nommer au commandement; ce ministre ne l'aimait pas; mais il avait sacrifié dans cette occasion ses répugnances au bien de l'état.

Luxembourg commandait dans les Pays-Bas. Cette contrée trop célèbre, qui a été abreuvée de sang pendant trois siècles, et qu'on pourrait appeler, à juste titre, la terre classique de l'art militaire, était de nouveau le théâtre des combats. Tant que Luxembourg n'avait pas dirigé

les mouvements des troupes, la guerre s'était faite mollement, sans éclat, et sans amener d'événements décisifs. Dès qu'il parut, les opérations brillantes se succédèrent l'une à l'autre avec rapidité; et ce héros, encore plus passionné pour la gloire que pour le plaisir, triompha, par les combinaisons promptes et heureuses, véritables inspirations du génie, de la marche méthodique et froide, des calculs savants et profonds, qui, chez Guillaume, étaient le résultat de la réflexion et du travail. Le roi d'Angleterre ne se lassait ni de combattre ni d'être vaincu. De huit batailles qu'il livra dans sa carrière militaire, celle de la Boyne fut la seule qu'il gagna. Mais l'habileté de Guillaume ne paraissait jamais plus grande qu'après ses défaites; il enlevait à Luxembourg le fruit de ses victoires, et ne lui en laissait que l'honneur.

La première bataille que Luxembourg gagna
1690. dans cette guerre fut celle de Fleurus. Son adversaire était le prince de Waldeck. Les alliés perdirent dans cette journée près de treize mille hommes, et comptèrent six mille morts. Luxembourg dut la victoire à la supériorité de sa cavalerie; l'infanterie hollandaise se couvrit de gloire par sa belle résistance. L'année suivante, Louis XIV prit Mons, et cette conquête, qui

lui avait été ménagée avec art et à grands frais, eut, comme toutes celles qu'il fit en personne, plus de célébrité que de mérite. Le combat de Lens, qui n'était qu'une charge de cavalerie, répandit un nouvel éclat sur la réputation de Luxembourg, sans amener des suites importantes.

La campagne s'ouvrit par le siége de Namur. Lorsque le succès fut mûr, Louis XIV vint lui-même pour le cueillir, et pour assister à la prise de la ville. Luxembourg eut toute la gloire de cette conquête. Il avait empêché le roi Guillaume, qui était à la tête d'une armée bien plus forte que la sienne, de passer la Méhaigne, et de porter du secours à Namur. Le roi d'Angleterre, brûlant du désir d'effacer la honte de cet affront, ne dédaigna pas d'employer la ruse. Il espéra de vaincre Luxembourg par surprise, en lui faisant donner de faux avis. On avait découvert un des propres espions du maréchal dans le camp des alliés; on obligea cet homme à marquer à son maître qu'il y aurait le lendemain un fourrage général dans l'armée de ses ennemis. Ce stratagème réussit; Luxembourg était dans une entière sécurité; Guillaume se présenta à la vue du camp des Français avant qu'on sût qu'il s'était mis en marche; mais il s'était flatté vainement

de profiter de la surprise des Français pour les battre; Luxembourg répara son erreur par l'activité de son génie; son sang-froid et la vivacité de son esprit le sauvèrent; vainqueur
1692. dans les plaines de Steinkerque, il parut d'autant plus grand qu'il dut tout à lui-même et rien au hasard. Cette victoire improvisée excita un enthousiasme universel en France; Luxembourg devint l'idole de la nation. La bataille de Neer-
29 juin winde mit le sceau à sa réputation militaire;
1693. Guillaume la disputa long-temps à son heureux adversaire; à la fin, il fut contraint de céder à son ascendant. Ces batailles sanglantes, qui coûtèrent aux deux partis plus de soixante mille hommes, n'amenaient aucun événement décisif, et n'accéléraient pas le dénouement. Guillaume rendait, par ses savantes dispositions, les victoires des Français à peu près inutiles, et ses défaites étaient presque aussi honorables pour lui que des victoires. Il arrêtait l'impétuosité de Luxembourg par sa froide persévérance; c'était dans le malheur qu'il déployait toutes les ressources de son talent; lorsque la fin de la belle saison terminait les opérations militaires, il employait l'hiver à resserrer les liens de la coalition, et, au moyen des subsides qu'il répandait avec profusion, il recrutait son armée et réparait ses pertes.

Pendant que Luxembourg et Guillaume se disputaient les Pays-Bas, Noailles battait les Espagnols près du Ter; Roses, Girone, Palamos étaient conquises par les Français; le comte d'Estrées bombardait les ports d'Espagne, et Catinat faisait la guerre en Italie avec autant de sagesse que de valeur. Victor-Amédée, profond politique, guerrier brave et généreux, inclinait pour les alliés et haïssait la France; mais il aurait voulu servir leur cause sans se déclarer contre elle. Louis XIV ne lui permit pas de jouer ce rôle équivoque; il lui fit faire des propositions que le duc ne pouvait pas accepter, et ces propositions ayant été rejetées, Catinat reçut l'ordre d'attaquer Victor-Amédée, et d'entrer dans le Piémont. La nature du terrain, qui offre beaucoup de positions avantageuses pour une guerre défensive, et la faiblesse de l'armée de Catinat semblaient lui interdire les opérations brillantes. Cependant il remporta sur le duc de Savoie deux victoires complètes. La première fois, Victor, avide de gloire militaire, et qui n'avait jamais commandé dans une bataille, brûlait du désir de se mesurer avec Catinat. Ses talents ne répondaient pas à son ardeur; il fit de mauvaises dispositions, et fut défait près de l'abbaye de Staffarde; il resta plus de quatre 1691.

mille Piémontais sur la place, et Saluce ouvrit ses portes au vainqueur. Suze, Ville-Franche, Nice, Montmélian furent pris, après des siéges assez courts; celui de Coni fut levé avec précipitation par la faute de Bulonde. Les alliés avaient senti la nécessité de faire passer des renforts à Victor-Amédée, afin que les forces de la France fussent occupées plus long-temps en Italie, et demeurassent partagées. Avec les secours qu'il reçut, Victor-Amédée se vit en état de tenir la campagne à la tête d'une armée nombreuse; elle était de cinquante mille hommes. On crut qu'il allait agir offensivement, et pénétrer dans le cœur de la France par le Dauphiné. Ces démonstrations se bornèrent à prendre
1692. Embrun, et à brûler quelques lieux ouverts; après quoi son armée repassa les Alpes. L'année suivante, Catinat le punit d'avoir osé insulter les frontières de la France; Victor-Amédée n'avait pas envie de livrer bataille; Catinat l'y con-
4 oct. traignit, et la journée de la Marsaille couvrit
1693. d'honneur les armes françaises, et fut tellement décisive que, pendant tout le reste de la guerre, il ne se fit plus rien d'important en Italie.

Victor-Amédée, éclairé par les événements, sentit que la partie n'était pas égale; il ne pouvait pas compter sur des secours considérables,

ni sur des diversions puissantes de la part des alliés, et les dispositions du roi de France lui faisaient espérer d'obtenir des conditions de paix avantageuses. Il ne se trompait pas; Louis XIV voulait en effet entamer des négociations avec lui; il se flattait que cette paix particulière amènerait la paix générale, qu'il avait des raisons secrètes de désirer. S'il parvenait à détacher une des puissances de la coalition, il était vraisemblable que cet exemple serait suivi par d'autres; Victor-Amédée présumait avec raison, qu'il ferait un traité avantageux, si venant à la rencontre des désirs et des vues de la France, il s'empressait de conclure avant tous les autres. Quand on est intéressé des deux côtés à terminer la guerre, les négociations ne sont ni longues ni difficiles. Le comte de Tessé fit au duc de Savoie des propositions qui surpassaient ses vœux; le traité fut signé à Turin. Louis XIV 1696.
rendit au duc Nice, Suze, Ville-Franche, Montmélian, toutes ses conquêtes; il lui remit même Pignerol, que la France avait acquis par la paix de Quiérasque, à condition qu'il en ferait démolir les fortifications. Le mariage du duc de Bourgogne avec Marie-Adélaïde, fille de Victor-Amédée, fut arrêté, et ouvrit au duc de nouvelles perspectives de grandeur. Il s'enga-

gea d'obtenir des alliés la neutralité de l'Italie, jusqu'à la paix générale. Les alliés reprochèrent au duc de Savoie sa défection, et l'accusèrent d'infidélité ; cependant ils souscrivirent à la neutralité. La conduite de Victor-Amédée était en effet plus habile que loyale ; ses partisans alléguèrent qu'un prince se doit à ses sujets avant de se devoir à d'autres engagements, et que le salut de l'état doit être sa loi suprême. Dans le fait, le traité de Turin fut un bienfait pour l'Europe, puisqu'il hâta la fin de la guerre.

La paix particulière de la Savoie avec la France prépara la paix générale. La guerre ne pouvait plus durer long-temps. La France avait remporté des victoires nombreuses sur le continent ; mais ces succès mêmes l'avaient épuisée, et ses trophées éclatants cachaient une misère réelle et profonde, qui se faisait sentir dans toutes les parties du royaume. Luxembourg était
1695. mort au milieu de ses triomphes, et Villeroi, qui l'avait remplacé, n'était pas propre à consoler de sa perte, ni à la faire oublier. Cet enfant de la faveur ne savait pas inspirer de la confiance à ses soldats, ni de la terreur aux ennemis. Cependant le triste état de la France, et la mort du plus habile général de ses armées, n'auraient peut-être pas suffi pour faire désirer la

paix à Louis XIV, si les calculs de la politique ne lui avaient pas dicté une modération momentanée et apparente. On pouvait prévoir la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne. Il ne laissait pas d'héritiers, et cet événement devait amener en Europe de grandes révolutions. L'ambition de Louis XIV avait bâti sur cette mort de vastes plans. Soit qu'il voulût employer la force pour les exécuter, soit qu'il se proposât d'entamer la voie des négociations pour faire entrer les autres puissances dans ses idées, la paix lui était également nécessaire. Dans la première supposition, il fallait du repos au royaume pour qu'il fût en état de fournir aux frais d'une nouvelle guerre; dans la seconde, il était essentiel pour lui de rassurer l'Europe, et d'endormir la haine de ses ennemis en montrant de la modération.

La France fut la première à faire des ouvertures de paix. Le sort des armes lui avait été favorable; elle avait triomphé partout sur le continent; le désir de la paix lui fit d'autant plus d'honneur dans l'opinion publique. Charles XI, roi de Suède, offrit sa médiation, et elle fut acceptée. Ce prince jouissait en Europe d'une considération méritée; actif, éclairé, ferme, il avait consolidé la domination suédoise dans

la Livonie par la conquête de Riga, établi dans ses finances un ordre fixe et invariable. Respecté de ses voisins, il était plutôt craint de ses sujets qu'il n'en était aimé, et les vrais citoyens ne pouvaient lui pardonner d'avoir étendu la prérogative royale au-delà de ce qu'exigeaient le bien de l'état et l'intérêt de la liberté publique. On lui tenait compte de la neutralité qu'il avait conservée dans cette guerre, malgré les instances de la France et celles des alliés. Cette neutralité lui valut le beau rôle de médiateur; ce fut la France qui procura cet avantage à son ancienne alliée; ce moment fut le dernier de l'influence politique de la Suède dans les affaires du midi de l'Europe.

Les conférences s'ouvrirent au château de Ryswick en Hollande. L'empereur Léopold I insista long-temps pour que le lieu du congrès fût fixé en Allemagne; il céda finalement à la crainte qu'on ne fît la paix sans lui. Après l'arrivée des plénipotentiaires de toutes les puissances, on prit pour base des négociations les traités de Münster et de Nimègue. Le but de la coalition avait été de refouler la France dans les limites que ces traités lui avaient assignées. Les alliés ne pouvaient pas se flatter de tout obtenir. Le succès des armes de la France lui aurait

permis de se montrer peu facile; ses espérances et ses vues la disposaient à sacrifier le présent à l'avenir. Guillaume, qui prévoyait les événements, et qui avait deviné les projets de Louis XIV, trouva son intérêt à profiter de ces dispositions. Elles assuraient des avantages réels à l'Europe pour le moment; et l'avenir pouvait offrir de nouvelles chances favorables à la liberté générale. Quelque raisonnables que fussent les propositions de la France, les négociations traînaient en longueur; plus elle accordait, plus l'empereur demandait, et l'on employait les artifices usités pour compliquer ce qui est simple, et pour faire naître tous les incidents qui éloignent la conclusion des affaires. A la fin Louis XIV déclara, par l'organe de ses ministres, qu'il proposerait de nouvelles conditions moins avantageuses aux alliés, si l'on tardait trop à accepter les premières; cette déclaration produisit son effet; les négociations marchèrent plus rapidement. La nouvelle de la prise de Barcelone par le duc de Vendôme acheva de hâter le dénouement du congrès; la paix fut signée. 1697.

La France se soumit à des sacrifices considérables. Par son traité avec l'Espagne, elle lui rendit non-seulement toutes les conquêtes

qu'elle avait faites sur elle pendant la guerre en Catalogne et dans les Pays-Bas; elle lui restitua encore la plus grande partie de ce que les chambres de réunion lui avaient enlevé. La France espérait peut-être de recouvrer un jour ce qu'elle cédait, et convoitant déja l'héritage de Charles II, elle ne croyait pas qu'il fût de son intérêt de le démembrer.

Louis XIV avait voulu replacer Jacques II sur le trône d'Angleterre, et n'avait fait qu'affermir la couronne sur la tête de son heureux rival. Il le reconnut formellement à Ryswick roi légitime de la Grande-Bretagne, et s'engagea à ne donner aucune espèce d'assistance à ses ennemis. Cette reconnaissance coûta beaucoup au roi de France, car il s'intéressait au malheur et il haïssait Guillaume. L'Angleterre n'avait pas besoin de cette sanction pour légitimer ce qu'elle avait fait, mais elle eut raison de la demander, car il était de sa dignité de ne pas permettre que l'existence de son gouvernement fût regardée par d'autres états comme un problème. La France et elle se rendirent réciproquement ce qu'elles s'étaient enlevé pendant la guerre. Des commissaires devaient prononcer sur les prétentions des deux puissances à la baie de Hudson.

La France exigea que la Hollande lui rendît

Pondichéry, si souvent pris, si souvent perdu, et toujours recouvré par ses premiers maîtres. L'Allemagne rentra en possession des pays qui avaient été réunis à la France par des arrêts illégaux et injustes; Vieux-Brisach, Fribourg, Kehl, Philipsbourg furent des restitutions importantes. Le duc de Lorraine, Léopold-Joseph, fut réintégré dans ses états, tels que Charles IV les avait possédés, et ce prince éclairé et bienfaisant ne fut plus occupé que du soin de rendre son peuple heureux; sous son sceptre la Lorraine fut tranquille et florissante. La France avait formé des prétentions outrées sur la succession allodiale de la maison palatine, au nom de la duchesse d'Orléans; elle n'obtint que trois cent mille écus.

Ainsi se termina une guerre de neuf années, que la France avait entreprise par ambition, et que les alliés soutinrent avec vigueur, pour empêcher les progrès de la prépondérance toujours croissante de Louis XIV, et pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Leurs efforts ne furent pas inutiles; la paix de Ryswick assura l'existence indépendante des nations, et lui donna une nouvelle garantie. L'Angleterre, enlevée pour toujours aux Stuarts, fut soustraite à l'influence pernicieuse du cabinet de Versailles, et

devint, dans la balance politique, le contrepoids naturel et nécessaire de la France. Ces deux puissances, pouvant, par leur proximité et par leurs ressources, se nuire beaucoup l'une à l'autre, sont faites pour se craindre, et pour s'observer d'un œil attentif et inquiet, et semblent destinées, par leur jalousie réciproque, à servir de boulevard aux autres états. A cette époque sur tout, où la Prusse avait acquis plus d'éclat que de force, où la Russie sortait d'une longue enfance, où des deux branches de la maison d'Autriche, l'une était affaiblie, et l'autre menaçait de s'éteindre, ce fut un bonheur pour toute l'Europe, que l'Angleterre prît et conservât sur les mers un ascendant qui prévînt ou contînt le despotisme continental de la France. La force qui réprime l'abus de la force peut elle-même abuser de ses moyens, et de protectrice devenir oppressive; on doit le craindre, on doit même s'y attendre, du moment où elle triompherait entièrement de ses rivaux; le salut des états ne se trouve que dans la coexistence, et dans l'action et la réaction des forces principales. A la paix de Ryswick, l'Europe se rapprochait de cet heureux équilibre où les petits états peuvent reposer en paix, à l'ombre de la jalousie et de la surveillance des puissances du premier

rang. La sûreté de l'Europe gagna à cette guerre, parce que la France fut obligée de rendre une partie de ses injustes conquêtes, et plus encore, parce qu'elle fut arrêtée dans sa marche progressive et envahissante. Cet appel du droit à la force ne fut pas inutile. La force servit à repousser l'injustice, et à faire respecter le droit. Cependant la guerre n'atteignit pas entièrement son but; la France avait de nouveaux projets d'ambition, et elle était encore assez puissante pour essayer de les exécuter, malgré les autres états, et contre leurs intérêts; pour que l'Europe fût véritablement tranquille, il fallait encore de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices.

Ce fut depuis cette époque que les relations continentales de l'Angleterre devinrent permanentes. Regardant la France comme son ennemie naturelle, elle tâcha de former, avec celles des puissances continentales qui craignaient la France et qui désiraient son abaissement, des liens étroits et durables, afin que, dans le cas où la guerre viendrait à éclater, elles opérassent en sa faveur d'utiles diversions. Une des maximes fondamentales de la politique britannique fut d'occuper la France sur terre, pour l'empêcher de diriger toutes ses forces et toute son attention sur la mer. D'un autre côté, les puis-

sances du continent, toutes les fois qu'elles redoutèrent une rupture avec la France, ou qu'elles sentirent le besoin d'être appuyées et soutenues dans leurs démêlés avec cet empire, se confiant sur l'identité de leurs intérêts et de ceux de l'Angleterre, lui demandèrent du secours, et travaillèrent à l'engager dans leurs querelles. De ce moment, les guerres maritimes allumèrent presque toujours les feux de la guerre sur le continent, et les guerres continentales entraînèrent des guerres maritimes; on se battit en même temps sur les deux éléments et dans les deux mondes; suites inévitables des progrès de la culture et de la multitude de points de contact et des rapports qui lient toutes les nations, et qui font qu'elles se communiquent le mal comme le bien, et que solidaires les unes pour les autres, elles sont inséparables dans leur bonne et leur mauvaise fortune. L'indépendance générale des états exigeait que le continent et l'Angleterre fussent unis contre leur ennemi commun; et si l'Angleterre avait pu ou voulu s'isoler, dans ses longues et sanglantes luttes contre la France, elle aurait pu se passer de l'appui du continent plus facilement que le continent n'aurait pu se passer d'elle. Plus d'une fois la France aurait asservi ou opprimé le con-

tinent, si elle n'avait point eu de diversion maritime à craindre, et, quand elle n'aurait point eu de diversion continentale à redouter, il est difficile de croire que sa marine eût écrasé celle de l'Angleterre. On ne saurait sans doute nier que le continent n'ait quelquefois faussé la politique de l'Angleterre, et que l'Angleterre, par son or et ses intrigues, n'ait égaré quelquefois celle du continent, de manière que les deux partis ont agi concurremment là où l'un d'eux aurait dû rester dans l'action, et qu'ils ont confondu leurs intérêts, tandis qu'ils en avaient de distincts et même d'opposés; mais si des ministres aveugles ou corrompus se sont laissé tromper ou gagner, on ne doit pas en conclure que les relations politiques de l'Angleterre avec le continent ont été inutiles ou dangereuses à l'une et à l'autre; elles leur ont été aussi utiles qu'elles étaient naturelles. De nouveaux événements devaient dans la suite les rendre plus intimes, et leur imprimer un caractère particulier; dans ce temps elles étaient nationales, et reposaient uniquement sur l'intérêt de la Grande-Bretagne, car celui de la Hollande s'identifiait avec le sien.

Nous avons vu que ces deux puissances avaient porté presque seules le fardeau de la guerre. Les revenus ordinaires ne pouvaient

suffire à couvrir des dépenses qui dépassaient de beaucoup toutes celles des guerres précédentes. L'Angleterre avait combattu en Irlande et dans les Pays-Bas, soit avec ses propres troupes, soit avec les forces de ses alliés qui étaient à sa solde, et elle avait équipé des flottes nombreuses. A la vérité, ses ressources avaient augmenté avec ses dépenses; son agriculture était florissante. Pour concilier l'intérêt des cultivateurs, qui demandé la liberté des exportations, avec l'intérêt général du peuple et la prospérité des manufactures, qui souffrent toujours de la cherté excessive du blé, le parlement avait porté une loi très-sage, qui encourageait par des primes les importations, du moment où les grains s'élevaient au-dessus du prix moyen, et l'on ressentait déja les heureux effets de cette loi salutaire. L'industrie avait naturalisé de nouvelles branches de travail, et avait perfectionné la fabrication des laines. Les établissements fondés en Amérique depuis le commencement du siècle, les colonies nées du sein des guerres civiles, et formées en grande partie de mécontents fugitifs, devenaient des possessions importantes, et de véritables sources de richesses. Déja les colonies fournissaient à la métropole des productions qu'elle vendait avec avantage sur les

marchés de l'Europe; et elles offraient aux marchandises de la métropole un débouché considérable. Les développements du commerce avaient été rapides et vastes. L'état de la marine royale prouvait l'état florissant de la marine marchande. Au commencement du règne de Jacques I, on ne comptait que quarante bâtiments de guerre, qui portaient vingt-trois mille tonneaux, et dont l'équipement n'exigeait que huit mille hommes; sous le règne de Guillaume, la flotte montait à deux cents vaisseaux de toute grandeur, qui demandaient le service de quarante-cinq mille hommes. Les pertes même que le commerce anglais avait essuyées pendant la guerre que termina la paix de Ryswick, annonçaient ses richesses; les corsaires français firent près de deux mille prises; signe non équivoque d'une navigation fort active, et d'une grande circulation mercantile.

Cependant les progrès de la culture, les spéculations hardies que la richesse enfante, et qui à leur tour la multiplient, le mouvement du travail, et le crédit qui marche toujours de pair avec lui, ne permettaient pas de faire face aux dépenses de l'état en levant tous les ans, en impôts extraordinaires, une somme équivalente aux besoins publics; cette charge aurait été dis-

proportionnée aux forces du peuple. D'ailleurs, l'argent serait entré avec lenteur dans les caisses de l'état, et les dépenses ne souffraient point de délai. L'Angleterre n'avait pas de trésor, et n'était pas faite pour thésauriser. Dans un pays que la nature a destiné à un commerce immense, où les capitaux se reproduisent sans cesse par le travail, et où le travail demande toujours de nouveaux capitaux, on ne saurait, sans inconséquence et sans danger, retirer de la circulation le numéraire, qui est à la fois le signe de la richesse et l'agent de toutes les entreprises. Il ne restait donc à l'Angleterre, pour soutenir une guerre dispendieuse, que la voie des emprunts. En entrant dans cette route, qu'elle devait parcourir avec une hardiesse aussi heureuse qu'originale, et qui devait, en s'élargissant sous ses pas, la conduire à la puissance, sa marche fut timide, incertaine, mal dirigée, et portait l'empreinte de l'inexpérience. La richesse des particuliers offrait des ressources faciles pour remplir les emprunts; la constitution présentait aux prêteurs, dans la garantie du parlement, des sûretés qui devaient inspirer de la confiance, et élever avec le temps le crédit national au plus haut degré; mais le chemin n'était pas encore frayé; les idées des administrateurs

annonçaient que l'art était encore dans son enfance; l'opinion publique elle-même, étrangère aux combinaisons nouvelles qu'elle devait juger, n'accueillit pas favorablement les premiers essais de ce genre d'opérations. Le génie éclairé par l'expérience pouvait seul amener la perfection de cette théorie. Sous le règne de Guillaume, l'état empruntait à des conditions fort onéreuses, et les expédients mêmes dont il se servait pour sortir d'embarras l'engageaient dans des embarras nouveaux, car il promettait toujours de rendre le capital à des époques fixes; on ne se doutait pas même de l'avantage qu'il y avait, pour l'emprunteur et pour le prêteur, à substituer les rentes perpétuelles au remboursement des capitaux.

Afin de faciliter les emprunts du gouvernement, d'augmenter le crédit de la nation, et d'accélérer le mouvement de l'industrie et du travail, Paterson et Godfrey proposèrent au parlement la création d'une banque nationale. 1694. Leur plan fut agréé, et triompha des intrigues de l'envie et des calomnies de l'ignorance. Quelque imparfait et étroit que fût ce premier plan, comparé à ses développements ultérieurs, on doit admirer le génie de ces deux négociants, qui leur fit deviner des principes que l'économie

proportionnée aux forces du peuple. D'ailleurs, l'argent serait entré avec lenteur dans les caisses de l'état, et les dépenses ne souffraient point de délai. L'Angleterre n'avait pas de trésor, et n'était pas faite pour thésauriser. Dans un pays que la nature a destiné à un commerce immense, où les capitaux se reproduisent sans cesse par le travail, et où le travail demande toujours de nouveaux capitaux, on ne saurait, sans inconséquence et sans danger, retirer de la circulation le numéraire, qui est à la fois le signe de la richesse et l'agent de toutes les entreprises. Il ne restait donc à l'Angleterre, pour soutenir une guerre dispendieuse, que la voie des emprunts. En entrant dans cette route, qu'elle devait parcourir avec une hardiesse aussi heureuse qu'originale, et qui devait, en s'élargissant sous ses pas, la conduire à la puissance, sa marche fut timide, incertaine, mal dirigée, et portait l'empreinte de l'inexpérience. La richesse des particuliers offrait des ressources faciles pour remplir les emprunts; la constitution présentait aux prêteurs, dans la garantie du parlement, des sûretés qui devaient inspirer de la confiance, et élever avec le temps le crédit national au plus haut degré; mais le chemin n'était pas encore frayé; les idées des administrateurs

annonçaient que l'art était encore dans son enfance; l'opinion publique elle-même, étrangère aux combinaisons nouvelles qu'elle devait juger, n'accueillit pas favorablement les premiers essais de ce genre d'opérations. Le génie éclairé par l'expérience pouvait seul amener la perfection de cette théorie. Sous le règne de Guillaume, l'état empruntait à des conditions fort onéreuses, et les expédients mêmes dont il se servait pour sortir d'embarras l'engageaient dans des embarras nouveaux, car il promettait toujours de rendre le capital à des époques fixes; on ne se doutait pas même de l'avantage qu'il y avait, pour l'emprunteur et pour le prêteur, à substituer les rentes perpétuelles au remboursement des capitaux.

Afin de faciliter les emprunts du gouvernement, d'augmenter le crédit de la nation, et d'accélérer le mouvement de l'industrie et du travail, Paterson et Godfrey proposèrent au parlement la création d'une banque nationale. 1694. Leur plan fut agréé, et triompha des intrigues de l'envie et des calomnies de l'ignorance. Quelque imparfait et étroit que fût ce premier plan, comparé à ses développements ultérieurs, on doit admirer le génie de ces deux négociants, qui leur fit deviner des principes que l'économie

politique n'avait pas encore découverts. Il parait bien que la banque de Gênes, qui était alors la seule banque de circulation en Europe, leur donna des idées et des exemples dont ils profitèrent habilement. Le gouvernement anglais ne prévoyait pas alors les services que cette banque perfectionnée devait un jour lui rendre. L'établissement fut faible dans son origine; ses fonds ne montaient pas au-delà de douze cent mille livres sterlings. Le système des emprunts et la création de la banque furent pour l'Angleterre de nouveaux et grands moyens de puissance; les autres états suivirent son exemple; ces moyens de puissance créèrent de nouveaux dangers et de nouvelles ressources, et joueront un grand rôle dans l'histoire politique du dix-huitième siècle.

CHAPITRE XXVI.

Succession d'Espagne. Vues de la France. Premier traité de partage. Second traité. Testament et mort de Charles II. Philippe d'Anjou lui succède. Coalition contre la France. Mort de Guillaume III. La reine Anne lui succède. La guerre éclate en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas. Revers de la France. Elle demande inutilement la paix. La mort de Joseph I amène un changement de système. Intrigues en Angleterre. Négociations. Paix d'Utrecht. Paix de Rastadt. Mort de Louis XIV. La France a perdu sa prépondérance.

La France n'avait pas été replacée par la paix de Ryswick dans les limites que lui avaient assignées le traité de Westphalie et celui des Pyrénées; mais elle n'avait pas gardé toutes ses conquêtes; elle avait fait des sacrifices pour calmer les inquiétudes de l'Europe, et pour endormir les autres puissances sur ses projets ambitieux. Les esprits superficiels admiraient la modération de Louis; cette modération n'était qu'apparente. Louis XIV prévoyait le moment où la succession d'Espagne allait s'ouvrir, et il

voulait se ménager les moyens et les forces nécessaires pour faire valoir ses prétentions. Les préparatifs de guerre continuèrent après la paix; Vauban fortifiait Neuf-Brissac, et se surpassait lui-même dans ce chef-d'œuvre de l'art; le nombre des troupes n'avait pas été diminué; on rassemblait une armée considérable dans le Dauphiné, le Languedoc et le Roussillon. Sous prétexte d'instruire ses petits-fils dans l'art militaire, Louis avait formé un camp à Compiègne, où il avait étalé un luxe et une magnificence qui devaient donner de l'ombrage aux autres états, et exciter la jalousie ou les soupçons des puissances rivales de la France.

Charles II végétait encore sur le trône d'Espagne, mais sa santé s'affaiblissait de plus en plus, et cette ombre de roi allait bientôt disparaître. Il avait été marié deux fois, et il n'avait point d'enfants. La manière dont la succession de sa vaste monarchie serait réglée était un objet de la plus haute importance pour tous les états de l'Europe. Dans la plupart des monarchies il n'y a point de lois fondamentales, et là même où il en existe, la flatterie ou une fausse politique ont empêché de déterminer à qui le trône devrait appartenir dans le cas où la maison régnante viendrait à s'éteindre, et la

plus importante des questions a été abandonnée au hasard des événements. En Espagne c'eût été aux Cortès à décider ce point fondamental, si cette assemblée, qui représentait la nation, avait conservé son existence et ses droits. Mais depuis le règne de Philippe II, les États-généraux de l'Espagne étaient tombés en désuétude, et le prince avait concentré la souveraineté dans sa personne. Charles II pouvait et devait donc seul disposer de la couronne. Une conséquence naturelle pour lui de la loi de l'hérédité, de cette loi à laquelle tient le salut des monarchies, le repos, la stabilité et l'indépendance des états, était de choisir son successeur parmi les descendants de sa sœur, ou dans la branche collatérale de la maison d'Autriche. Tous ces partis présentaient des difficultés; Marie-Thérèse, la sœur aînée de Charles II, l'épouse de Louis XIV, avait formellement renoncé à ses droits; ceux de la sœur cadette, Marguerite-Thérèse, mariée à l'empereur Léopold, avaient passé à un enfant de quatre ans, son petit-fils, Ferdinand-Léopold, prince de Bavière. La maison d'Autriche voyait à regret que ce riche héritage allait lui échapper. Léopold alléguait les anciens arrangements de famille, et faisait valoir que sa mère était une fille de Philippe III; à la vérité, Anne d'Autriche,

mère de Louis XIV, avait été la fille aînée de ce prince; mais elle aussi avait formellement renoncé à ses droits, et ces renonciations volontaires excluaient la France de toute part à la succession; ainsi l'avait réglé le testament de Philippe IV.

Cependant on ne pouvait pas croire que Louis XIV respecterait beaucoup ces renonciations; il avait déja prouvé le peu de càs qu'il en faisait, et tout annonçait clairement que la force seule déciderait cette grande affaire. Les maximes qui servaient de base à la politique de la France lui dictaient de ne pas permettre que cette succession retombât à la maison d'Autriche, et l'intérêt particulier de Louis XIV lui faisait désirer que la France obtînt pour elle-même quelques-unes des provinces de la monarchie espagnole. Guillaume III connaissait trop les principes conservateurs de la sûreté et de l'indépendance des états de l'Europe, pour ne pas craindre également que la maison de Bourbon ou celle d'Autriche succédât à Charles II. Le roi d'Espagne inclinait pour l'archiduc Charles. Il voulait qu'on l'envoyât en Espagne avec dix mille hommes, mais l'état des finances s'y opposait, et l'orgueil du cabinet de Vienne ne voulait pas souffrir que l'archiduc se rendît en Espagne sans cortége et

sans pompe. Guillaume III était instruit de la prédilection du roi d'Espagne pour la maison d'Autriche, et, d'un autre côté, il savait que Louis XIV se préparait à la guerre pour soutenir ses prétentions. Afin de la prévenir et de sauver l'équilibre de l'Europe, il proposa secrètement à la France un traité de partage éventuel qui fut conclu à la Haye entre Louis XIV et les deux puissances maritimes. Par ce traité, le prince de Bavière devait hériter de la monarchie espagnole; on donnait au dauphin Naples et la Sicile avec Guipuscoa, et à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, le Milanez. Le cabinet de Madrid fut indigné en apprenant qu'on avait transigé de la monarchie; la nation espagnole partagea cette indignation, et Charles II, qui voyait qu'on disposait de sa succession, de son vivant, la donna tout entière, par un testament secret, au prince de Bavière.

11 oct. 1698.

Mais ce prince mourut de la petite vérole, et le ministère espagnol retomba dans ses incertitudes. Il inclinait encore pour l'archiduc Charles, mais l'archiduc n'arrivait pas en Espagne. La mort du prince de Bavière ayant changé tous les rapports, la France conclut un second traité de partage avec les puissances maritimes, dans lequel on ajoutait à la part du dauphin la

1700.

Lorraine, et on assurait la monarchie espagnole à l'archiduc Charles, ou, à son défaut, à tel autre prince de la maison d'Autriche qu'il plairait à l'empereur de nommer, avec la réserve expresse que jamais l'Espagne ne pourrait être réunie à l'empire ni aux états de la branche allemande de la maison d'Autriche. Ce traité était avantageux à Léopold, et aurait assuré la paix et l'équilibre de l'Europe. L'empereur fut assez aveugle pour ne pas l'accepter, espérant toujours obtenir de Charles la succession tout entière. La nouvelle de ce second partage irrita le roi d'Espagne plus que n'avait fait le premier, et réveilla les inquiétudes et l'animosité de la nation espagnole. L'essentiel lui paraissait avec raison que la monarchie ne fût pas démembrée. Le roi consulta le pape Innocent XII; il nomma à Madrid un comité de jurisconsultes et de théologiens pour débattre cette importante affaire; et sur leur avis, Charles fit un nouveau
12 oct. 1700. testament qui déclara héritier Philippe d'Anjou, second fils du dauphin, et petit-fils de Louis XIV. L'aversion des Espagnols pour les Allemands, la haine qu'avait inspirée la domination des reines autrichiennes, la lésine et l'inhabileté du comte d'Harrach, ambassadeur de Léopold, l'adresse, les graces, l'esprit souple et insinuant, et sur-

tout la libéralité du marquis d'Harcourt, envoyé de France, et l'activité du cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède, qui avait beaucoup d'ascendant sur l'esprit du roi, amenèrent ce grand événement; le testament fut tenu secret.

Charles mourut, ou acheva de mourir, le 1er novembre de la même année; car sa vie n'avait 1700.
jamais été qu'une végétation, et depuis longtemps elle était une lente agonie. Ses dernières volontés, qui appelaient Philippe d'Anjou au trône d'Espagne, étaient tellement conformes au vœu général de la nation, que toutes les provinces restèrent tranquilles, et demandèrent le nouveau roi. La monarchie devait passer tout entière à un prince que la France défendrait et protégerait de toutes ses forces; on croyait l'état sauvé. Le conseil que Charles avait établi par son testament, envoya à Louis XIV une députation chargée de le prier de faire partir incessamment son petit-fils pour l'Espagne. Le roi de France était indécis: lui convenait-il mieux d'accepter le testament ou de s'en tenir au traité de partage conclu avec les puissances maritimes? La question était difficile sous le rapport du droit et sous celui de la politique; dans le conseil qui se tint à Versailles, en présence de

Louis XIV, les avis furent partagés; à la fin celui de Torci l'emporta; le testament de Charles fut accepté. Louis envoya son petit-fils en Espagne, en lui disant : il n'y a plus de Pyrénées. Les troupes françaises prirent possession des Pays-Bas, au nom de Philippe, et accrurent les inquiétudes des Hollandais, qui craignaient de voir passer cette province sous le sceptre de la France. Philippe fut reçu en Espagne avec des transports d'allégresse, et avant la fin de l'année, toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'empereur, même les puissances maritimes, avaient reconnu le nouveau roi.

C'était chez les unes l'effet de l'étonnement, chez les autres celui de la politique. Il était impossible que l'Europe vît de sang-froid ce prodigieux accroissement de la France. Sa puissance était déja prépondérante, et menaçait d'asservir toutes les autres. Léopold accusait le testament d'être faux, et réclamait toute la succession. La Hollande et l'Angleterre se plaignaient de l'infraction des traités de partage, et voyaient avec douleur la mer du Sud ouverte aux spéculations et aux entreprises des Français, et les grands avantages que leur commerce allait retirer de l'avénement de Philippe au trône d'Espagne; toutes les craintes que la France avait inspirées

aux états de l'Allemagne et de l'Italie, et que la paix de Ryswick avait dissipées, se réveillaient avec plus de force. Guillaume, habile à former et à diriger des coalitions, employait toutes les ressources de la politique à créer des forces capables de combattre la France avec succès. Peut-être que l'Angleterre, qui seule pouvait être le lien de la ligue, et qui devait en être l'ame par ses subsides, ne se serait pas déclarée contre Louis XIV ou lui eût fait la guerre avec moins de vivacité, s'il n'avait pas provoqué son ressentiment par une insulte gratuite. Après la mort de Jacques II, Louis XIV reconnut son fils, Jacques III, roi d'Angleterre; cette démarche imprudente et insensée lui fut conseillée par madame de Maintenon; des habitudes d'orgueil et une magnanimité mal entendue contribuèrent à sa résolution; elle donna à la guerre qui se préparait un caractère national, et servit admirablement le dessein de Guillaume.

La ligue devint bientôt redoutable. Le but de la coalition était d'empêcher que jamais la France et l'Espagne ne fussent réunies, et d'obtenir de la première de ces puissances des dédommagements pour la maison d'Autriche, et des sûretés pour les puissances maritimes. Ce but était sage et raisonnable, mais on le perdit

bientôt de vue, et on parut vouloir donner toute la succession d'Espagne à l'Autriche, quoique rien ne fût plus contraire aux vrais intérêts de la Hollande et de l'Angleterre. Tous les ressorts des grands événements étaient prêts, lorsque celui qui les avait préparés fut subitement enlevé aux espérances et aux craintes de l'Eu-
702. rope; Guillaume mourut d'une chute de cheval qu'il avait faite à Kensington.

Sa mort paraissait devoir changer le système politique de l'Europe; ses principes, ses maximes, ses projets lui survécurent, et rien ne fut changé. La princesse Anne, sa belle-sœur, qui lui succéda, resta fidèle au plan qu'il avait tracé. Cette femme avait toutes les vertus domestiques, et n'avait aucune des qualités nécessaires à un souverain; à un esprit qui ne s'élevait pas au-dessus de la mesure ordinaire, elle joignait un caractère faible; bonne jusqu'à la facilité, indolente jusqu'à l'insouciance, elle était faite pour être gouvernée: elle le fut pendant tout son règne, et ne se maintint sur un trône environné d'orages, que par le mérite de ses favoris, et par sa grande popularité. Son mari, le prince George de Danemarck, fut uniquement son époux, et ne partagea pas le trône avec elle. Sans passion et sans activité, il ne demandait que le repos et

le bien-être, et il fut content d'obtenir l'un et l'autre. Dix-neuf enfants étaient nés de ce mariage, et aucun n'avait vécu. Heureusement pour l'Angleterre, Marlborough avait toute la confiance d'Anne. Churchill, dont Jacques avait commencé la fortune, la conduisit plus loin en trahissant son premier bienfaiteur, préférant son intérêt à ses devoirs, ou, comme le disaient ses amis, immolant à sa patrie les affections de son cœur. Guillaume le créa comte de Marlborough, et continua sa fortune; Anne l'acheva, et la porta au plus haut degré. Marlborough réunissait plusieurs des qualités qui constituent le grand homme; il était digne d'exécuter les vastes plans de Guillaume, car à son défaut il aurait été capable de les concevoir et de les former lui-même. Homme d'état et capitaine, il conduisait avec une égale habileté les négociations et les opérations militaires. Son extérieur et sa figure annonçaient un esprit supérieur, né pour gouverner les hommes. Il avait appris le métier de la guerre sous Turenne, et l'œil pénétrant du héros français découvrit et annonça que le bel Anglais serait un jour un des premiers héros de son siècle. Marlborough voyait en grand, à la guerre et dans le cabinet, et il ne négligeait pas les détails. Son heureux génie

enfantait avec facilité des combinaisons heureuses, et lui permettait de conserver dans les circonstances les plus difficiles toute la sérénité de son humeur. Actif, infatigable, il parcourait en hiver toutes les cours coalisées, pour se procurer les moyens de vaincre dès que la saison le permettait. Sous les dehors d'une franchise impétueuse, il cachait de la dissimulation et de la souplesse; fier sans hauteur, et poli avec dignité et avec noblesse, consommé dans l'art de manier les hommes de toutes les trempes, il obtenait tout d'eux en flattant leur amour-propre, et en leur dérobant l'éclat de sa supériorité. Cet homme extraordinaire devait tout à la nature; sa première éducation avait été négligée, et son ignorance allait au point de ne pas écrire sa langue correctement. Son caractère n'était pas à l'unisson de son génie. Son esprit était vaste, son ame étroite et petite; l'égoïsme était son vice dominant, et cet égoïsme était celui de l'avarice et de l'avidité. Les bassesses et les perfidies ne lui coûtaient rien pour accroître sa fortune; cette honteuse passion, jointe à l'orgueil et au défaut total d'unité de principes, le rendit ingrat envers tous ses bienfaiteurs, vacillant dans sa conduite politique, et le fit toujours flotter entre les Whigs et les Torys, entre la cour

de Saint-James et celle de Saint-Germain. Cependant, malgré ses défauts, il était fait pour un grand théâtre; les circonstances le lui offrirent, et il sut en profiter. La mort de Guillaume fut plutôt un bien qu'un mal pour l'Europe; Marlborough avait en partie ses grandes qualités, et il en avait d'autres que Guillaume n'avait jamais eues, ou que l'âge et les maladies lui avaient fait perdre.

Ce fut un bonheur pour lui de trouver dans le prince Eugène de Savoie la même ambition, les mêmes intérêts, autant de crédit sur l'esprit de Léopold, qu'il en avait lui-même sur la reine Anne, et surtout un esprit capable de le comprendre, et des talents au niveau des siens. Eugène était fait pour être le rival de Marlborough, et il fut son ami; ces deux esprits supérieurs travaillèrent de concert, et, pour la première fois peut-être, deux hommes de génie, comtemporains et concurrents l'un de l'autre, ne connurent pas la jalousie. Eugène était né capitaine comme Marlborough; cependant le mérite de l'un portait plus l'empreinte du calcul, de la réflexion, du travail; celui de l'autre tenait plus des inspirations d'un heureux naturel: mais Eugène avait l'ame plus élevée, le caractère plus généreux et plus noble

que son rival de gloire. Méconnu par Louis XIV, qui lui refusa du service, et qui plaisanta sur son départ de France, il lui fit payer cher un moment de prévention ou d'humeur. Eugène avait passé au service de l'Autriche, et, malgré son mérite, s'était élevé rapidement à cette cour ombrageuse. Léopold obéissait à l'ascendant de son génie, et l'Autriche ne se fût pas déclarée si facilement pour des mesures vigoureuses, si Eugène n'avait été l'ame de ses conseils, et si ses rares talents n'avaient inspiré à son maître la confiance de la victoire.

Marlborough et Eugène devinrent les véritables chefs de la coalition qui menaçait d'ébranler l'antique trône de Louis, et de renverser le trône mal affermi de Philippe V. Maîtres chacun de toutes les forces de l'état et de l'esprit de leur prince qui leur abandonnait ses intérêts, guerriers et hommes d'état, absolus dans l'administration et dans les camps, ils firent la guerre en souverains qui ne sont responsables qu'à eux-mêmes, et peuvent disposer de toutes leurs ressources, et non en sujets liés par des ordres, ou enchaînés par la crainte. Cette circonstance n'explique pas seule leurs succès, mais, sans elle, leur génie seul ne les eût pas amenés.

La ligue, dont ils dirigeaient les mouvements,

était imposante. Léopold, qui, grace aux victoires d'Eugène et du prince Louis de Bade, avait conclu, à Carlowitz, une paix avantageuse avec les Turcs, pouvait employer toutes ses forces 1699.
contre la France. S'il avait su respecter la constitution et les lois des Hongrois, cette nation fière et généreuse aurait dépensé pour lui avec joie son sang et ses forces; cependant les troubles étaient apaisés; et Léopold pouvait être tranquille du côté de la Hongrie.

La France avait un allié en Allemagne, l'électeur de Cologne. Une partie des princes de l'Empire était mécontente de la création de l'électorat d'Hanovre, mais Léopold pouvait compter sur Frédéric III, électeur de Brandebourg, qui venait de placer la couronne royale sur sa tête, en érigeant le duché de Prusse en royaume. 1701.
Le nouveau roi de Prusse devait principalement sa couronne à Léopold, et il ne croyait pas payer le trône trop cher en cédant toutes ses troupes à la coalition. L'argent de l'Angleterre devait lui fournir les moyens de se livrer à son goût pour la magnificence. La guerre fut une excellente école pour ses armées, qui, en combattant pour les intérêts de la maison d'Autriche, devaient apprendre à la combattre et à triompher d'elle un jour.

Le duc Victor-Amédée, qui redoutait l'ascendant que la France allait prendre, si Philippe V gardait, avec le trône d'Espagne, Naples et Milan, s'était déclaré contre Louis XIV, quoique le roi d'Espagne fût son gendre, et qu'une autre de ses filles eût épousé le duc de Bourgogne. La Hollande, qui craignait pour les Pays-Bas et pour son commerce, et que des liens multipliés attachaient à l'Angleterre, se préparait à faire les plus grands sacrifices; et malheureusement pour elle, elle pensait plus à augmenter son armée de terre que sa flotte. L'Angleterre, gouvernée par les Whigs, à la tête desquels se trouvaient Marlborough et son beau-père Godolphin, irritée contre Louis XIV qui voulait lui donner un roi malgré elle, était le principe vital de la coalition, par son activité, son zèle et ses ressources pécuniaires, qu'elle ne ménageait pas pour le succès de cette grande entreprise, et qui servaient à exciter l'ardeur des autres puissances.

Louis XIV ne pouvait opposer à cette ligue formidable, dirigée par le génie de Marlborough et d'Eugène, que des forces très-disproportionnées aux dangers qu'elles devaient conjurer. La France n'avait pas eu le temps de se remettre des efforts ruineux qu'elle faisait depuis quarante ans, pour satisfaire l'ambition et la ma-

gnificence de son roi. Les impôts étaient excessifs, mal répartis, et plus mal administrés. Le peuple n'avait plus ce premier enthousiasme que lui avaient inspiré la jeunesse de Louis, l'éclat de sa cour et ses premières victoires. On commençait à s'apercevoir que ses triomphes n'étaient que des malheurs brillants. Les armées étaient nombreuses et bien disciplinées; elles avaient de grands souvenirs, et croyaient encore être invincibles; mais les armées ennemies s'étaient formées par leurs défaites mêmes, et elles pouvaient opposer talents à talents, expérience à expérience, valeur à valeur. Les grands hommes qui créèrent la gloire des armes françaises, et qui répandirent l'éclat de leur génie sur le règne de Louis, avaient quitté la scène du monde. Louis ne voyait plus autour de son trône cette foule d'hommes de génie qui se disputaient l'honneur de le défendre, et ceux qui lui restaient encore, en butte aux intrigues d'une cour superstitieuse, gênés par les ordres de ministres ignorants, le servaient malgré eux, ou n'étaient employés qu'à regret et se trouvaient souvent contrariés dans leurs opérations. Le vainqueur de Staffarde et de la Marsaille, Catinat, avait le caractère trop simple et trop grand pour descendre aux complaisances, aux intrigues, aux

flatteries qui commençaient à devenir le seul chemin de la faveur. Vendôme, le petit-fils de Henri IV, voluptueux, brave, aimable comme son ayeul, négligeait souvent ses devoirs comme il négligeait son extérieur; inappliqué et insouciant, il se réservait pour les grands dangers, qu'il aimait mieux faire naître par son imprévoyante indolence, que de les prévenir par son activité; mais, dans un jour de bataille, il savait tout réparer. Adoré du soldat, qu'il ne fatiguait pas par une discipline sévère, et qui aimait en lui sa noble familiarité, il n'était pas aimé de la cour, parce qu'il se souciait peu d'elle, et qu'il n'allait pas régulièrement à la messe. Villars annonçait déja tout ce qu'il devait être un jour pour le salut de la France; mais son humeur indépendante, son ton brusque et son langage prononcé étaient, aux yeux des ministres, des torts graves, que de belles actions et des victoires ne pouvaient pas entièrement effacer. Berwick, le fils naturel de Jacques II, qui était entré au service de la France, joignait au flegme britannique un esprit réfléchi et profond; mais son caractère froid et taciturne le rendait peu propre à plaire à la cour et à conduire les Français à la victoire, ou du moins ils y marchaient sous ses ordres sans enthousiasme et sans plaisir.

Madame de Maintenon gouvernait la France, sans montrer la main qui dirigeait les affaires, et cachait son autorité sous une simplicité apparente. L'habitude avait augmenté son ascendant sur l'esprit du roi; son crédit s'élevait à mesure que Louis XIV baissait, et que les années affaiblissaient sa tête et ses organes. Il semblait avoir perdu ce tact heureux qui, dans les jours brillants de son règne, lui faisait deviner les talents, ce courage d'esprit qui le portait à consulter ses propres lumières, et la fermeté nécessaire pour les suivre. La femme qui le maîtrisait craignait les talents supérieurs; elle ne pouvait supporter dans ses entours la supériorité du génie; elle pardonnait tout aux hommes ordinaires, qui étaient à l'unisson de sa dévotion minutieuse; elle ne pardonnait rien au mérite, s'il se présentait avec confiance et avec dignité. Tous les choix qu'on fit pendant la guerre de succession furent l'ouvrage de madame de Maintenon. Ce ne fut que dans des moments critiques qu'on eut recours aux hommes seuls dignes d'être employés. Tallard et Villeroi à la tête des armées, Pontchartrain, Chamillard à la tête des affaires de l'administration et du cabinet, étaient à peine au niveau des événements les plus ordinaires, et tout-à-fait au-dessous des circon-

stances. Cependant la France était encore redoutable. Ses frontières étaient défendues par de savants ouvrages, et formaient une chaîne non interrompue de forteresses. Ses troupes avaient l'habitude de la guerre, et l'opinion générale était en leur faveur; on les croyait supérieures à toutes les autres; cette opinion leur frayait la route des succès. Les finances de l'état étaient délabrées, mais ses ressources étaient encore immenses; de grands dangers pouvaient réveiller l'enthousiasme de la nation, et la disposer à de grands sacrifices. L'Espagne était capable de la seconder. Elle semblait renaître, et sortir de sa longue et profonde léthargie; l'avénement d'une nouvelle dynastie au trône avait réveillé chez ce peuple généreux son énergie première. La nation voulait assurer à tout prix l'intégrité de la monarchie; elle aimait son jeune roi qui montrait de l'esprit et de la valeur; elle adorait la jeune reine, l'aimable Gabrielle de Savoie, qui dirigeait les affaires avec adresse, et captivait les cœurs par les graces de la figure et par celles de la bonté. A tous ces motifs de soutenir la guerre avec vigueur, les Espagnols joignaient encore la haine contre les états protestants qui s'armaient en faveur de l'archiduc Charles, et ils ne voulaient pas d'un roi offert par des hérétiques.

La guerre commença en Italie, et bientôt on 1701.
se battit en même temps dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne. Dans le premier acte de ce long et sanglant drame, on parut n'avoir d'autre but que d'enlever à l'Espagne ses possessions en Italie; le plan de l'Autriche s'étendit ensuite avec ses succès, et on la vit prétendre à l'héritage tout entier de Charles II. Eugène pénétra en Italie par les défilés du Trentin, et eut le bonheur de remporter un avantage sur Catinat, près de Carpi. Villeroi, qui n'avait d'autre 9 juillet.
mérite que celui d'être l'ami de Louis XIV, et de caresser, de partager ou d'affecter tous les goûts de son maître, commandait l'armée française. Ce général incapable, et que Louis XIV seul croyait malheureux, obligea Catinat, qui servait sous lui, à attaquer le camp retranché d'Eugène près de Chiari. Catinat fut repoussé avec perte. 1 sept.
Il avait prédit l'issue du combat, et alla se justifier à Versailles, sans accuser personne. L'année suivante, Villeroi justifia Catinat mieux 1702.
qu'il ne l'aurait fait lui-même; il se laissa surprendre dans Crémone, et fut même fait prisonnier au moment où, sortant du sommeil, il voulait rallier les troupes. Louis XIV envoya Vendôme en Italie pour réparer les fautes de Villeroi; il se mesura à Luzzara, avec un ennemi 15 août.

digne de lui, mais la victoire fut indécise. Les deux armées campèrent sur le champ de bataille; les suites prouvèrent que l'avantage avait été du côté de Vendôme, qui s'empara de Luzzara, et s'avança dans le Trentin. L'électeur de Bavière, l'allié de la France, devait opérer sa jonction avec le duc par le Tyrol; mais les paysans Tyrolois, braves, libres, et attachés à leur patrie comme le sont tous les montagnards, défendirent avec courage les boulevards que la nature a élevés autour de leur pays, et les grands événements qui se passèrent en Allemagne dirigèrent d'un autre côté l'attention et les efforts des armes françaises.

La guerre avait aussi éclaté en Allemagne et dans les Pays-Bas. Marlborough commandait les troupes anglaises et hollandaises réunies. Venlo, Ruremonde, Liége avaient été soumis par ses armes. Villars avait remporté deux victoires en
1702. Allemagne, l'une près de Friedlingue, sur le prince de Bade, qu'il dut uniquement à la supériorité
20 sept. 1703. de ses manœuvres, et l'autre, l'année suivante, sur le comte de Styrum, près de Hochstedt où il demeura vainqueur, malgré la mésintelligence qui régnait entre lui et l'électeur de Bavière. Ce prince, l'ami de la France, et qui devait tirer tout l'avantage des victoires de Villars, ne pou-

vait pas supporter cette mâle et franche liberté d'un soldat qui caractérisait le général français; celui-ci fut rappelé, et on l'envoya dans le midi de la France pour combattre les protestants persécutés, qui, sous le nom de Camisards, s'étaient cantonnés dans les montagnes du Languedoc, et avaient plus d'une fois fait reculer les troupes royales. Le fanatisme persécuteur avait allumé dans ces infortunés le fanatisme de la résistance; favorisés par le terrain et par les intelligences secrètes qu'ils avaient dans les campagnes et dans la plupart des villes, sûrs de gagner le ciel en mourant pour leur religion, animés par la valeur fougueuse de leurs chefs qui croyaient obéir à l'inspiration, enflammés par des chants religieux et par la présence de leurs femmes et de leurs enfants, ils combattaient avec fureur, et mouraient avec joie. Les ennemis de la France entretenaient, par des secours et par des espérances, ce foyer d'insurrection, et les vaisseaux anglais se montraient sur la côte du Languedoc pour soutenir le courage des insurgés, leur fournir des armes et des munitions, et obtenir d'eux la possession de quelques ports. La France pouvait être exposée de ce côté à un danger imminent. Il fallait, pour apaiser les troubles, de la fermeté et de la douceur, de la sévérité et de

la justice; il fallait porter l'épée dans une main, et l'olive dans l'autre; Villars parut propre à cette tâche difficile, qui demandait la réunion des talents militaires à l'art des négociations. Il fut envoyé dans le Languedoc, et il réussit à tout pacifier.

Ce fut là qu'il reçut le plan des dispositions que les généraux Tallard et Marsin, qui l'avaient remplacé en Allemagne, avaient faites pour combattre Eugène et Marlborough. Ces deux héros avaient réuni leurs talents et leurs forces. Eugène avait repassé en Allemagne, sans être suivi ni vu par Villeroi, qui devait l'observer et l'occuper. Marlborough avait quitté les Pays-Bas, où ses exploits s'étaient bornés à la prise de quelques villes, pour frapper un coup décisif en Allemagne. Villars, apprenant la position de Tallard et de Marsin, prédit du fond du Languedoc, que, s'ils ne changeaient pas de plan d'opération, ils seraient battus. Sa prédiction fut
13 août 1704. accomplie; la bataille de Hochstedt ruina les affaires des Français en Allemagne. Peu de victoires ont été plus complètes que ne le fut celle d'Eugène et de Marlborough. Tallard fut fait prisonnier; dix mille hommes des meilleures troupes françaises, qui avaient été oubliés dans le village de Blenheim, furent obligés de se

rendre sans résistance; les Français perdirent toutes leurs conquêtes, et furent repoussés au-delà du Rhin. Aprés la bataille de Hochstedt, la guerre ne fut plus poussée en Allemagne avec vivacité. Marlborough menaça, dans la campagne suivante, de pénétrer en France par la Lorraine et la Champagne; mais Villars, que la nécessité fit rappeler du fond du Languedoc, l'arrêta; alors la Flandre et l'Espagne devinrent le principal théâtre de la guerre.

Léopold I mourut l'année qui suivit la bataille 1705.
d'Hochstedt, mais sa mort ne changea rien au système politique de l'Europe. Son fils Joseph I lui succéda, et entra dans les mêmes engagements. Ce prince, plus vif et plus ardent que son père, mettait autant d'impétuosité dans ses démarches que Léopold y mettait de lenteur. Léopold avait voulu augmenter son pouvoir au dehors, et consolider son autorité dans l'intérieur de ses états, et, en irritant les Hongrois par ses actes arbitraires, il s'était ôté à lui-même les moyens d'agir avec vigueur sur le grand théâtre de l'Europe. Joseph ne commit pas les mêmes fautes, mais la monarchie autrichienne était dans un tel état d'épuisement, que l'Autriche, pendant toute la guerre de succession, fit peu de chose, et que ce fut uniquement avec l'argent

et les troupes de ses alliés qu'elle défendit sa propre cause.

Déja Léopold avait transmis tous ses droits à son second fils l'archiduc Charles, et ce prince
1702. avait passé en Portugal à bord d'une flotte anglaise. Pierre II, roi de Portugal, qui s'était déclaré au commencement de la guerre pour Philippe, revenant aux maximes d'une politique plus saine, épousait alors les intérêts de l'archiduc. Tant que la France avait été l'ennemie naturelle de l'Espagne, elle avait été l'alliée naturelle du Portugal, qui redoutait la puissance et la proximité de l'Espagne. L'avénement de Philippe d'Anjou au trône, rapprochant l'Espagne et la France, changeait les anciens rapports du Portugal; l'intérêt de sa sûreté lui dictait de se joindre à la coalition, de chercher de la protection et du secours dans le parti des alliés, et de tâcher de donner le trône d'Espagne à un prince autrichien. Le chevalier Methwen, ministre d'Angleterre à Lisbonne, politique profond et adroit négociateur, pressa ces considérations avec autant de force que de succès, et le résultat de
1705. son habileté et de ses efforts fut le traité célèbre qui porte son nom, et qui a ouvert à la Grande-Bretagne dans le Portugal une veine de richesses, dont ce dernier royaume a de son côté retiré des avantages réels et précieux.

La flotte anglaise qui avait conduit l'archiduc à Lisbonne, essaya de s'emparer de Barcelone; 1703.
elle ne réussit pas dans cette entreprise, et les bombes n'amenèrent pas la reddition de la place. En revenant de cette expédition, elle débarqua le prince de Darmstadt avec un corps de troupes qui s'empara de Gibraltar par surprise. La forteresse était mal approvisionnée, et il n'y avait qu'une garnison de cent hommes. Cette conquête était de la plus haute importance pour l'Angleterre; elle lui facilitait le commerce de la Méditerranée, et, malgré ses efforts, l'Espagne n'a jamais pu réparer cette perte, qu'il eût été si facile de prévenir. Une bataille près de Malaga, entre les Anglais commandés par Rook, et les Français sous les ordres de Tourville, ne décida rien, et n'eut aucune influence sur les opérations militaires en Espagne, mais elle permit aux Anglais de ravitailler Gibraltar. L'année suivante, ils firent de nouvelles tentatives pour engager quelques provinces de l'Espagne à se déclarer en faveur de l'archiduc, et ils réussirent. L'enthousiasme des Espagnols pour leur nouveau maître s'était un peu refroidi. Le cardinal Portocarrero avait persécuté, avec un acharnement aussi impolitique que cruel, tous ceux qu'il soupçonnait d'être les amis secrets de l'Autriche, et,

par ses mesures violentes, il lui avait procuré beaucoup de partisans. La princesse des Ursins, dont le caractère altier et l'esprit délié avaient subjugué la jeune reine et même l'esprit du roi, irritait les grands par ses caprices et par ses hauteurs. Orry, que Philippe avait demandé à son aïeul pour rétablir les finances de l'Espagne, ne connaissait ni le pays, ni les hommes, ni les formes de l'administration, et révoltait par sa dureté ceux mêmes qui n'étaient pas capables de juger ses fausses mesures. Louise-Gabrielle de Savoie était adorée, et méritait de l'être par sa bonté, ses graces et son dévouement à la cause de son époux; mais elle ne pouvait pas faire tout le bien qu'elle aurait voulu. Philippe avait des lumières, sans confiance en lui-même, et plus de bravoure que de talents militaires; son penchant à l'indolence, sa timidité, les bizarreries de son humeur, qui commençaient à s'annoncer, nuisaient aux affaires, et le livraient aux intrigants.

La Catalogne, toujours disposée à la révolte, et qui avait moins sujet d'être mécontente que les autres provinces, assez libre pour être remuante, et pas assez pour être satisfaite et tranquille, prit les armes contre la France. Les Catalans n'avaient pas oublié que dans la guerre

by Google

qui fut terminée par la paix des Pyrénées, la France les avait abandonnés; ils voulaient se venger d'elle, et ils croyaient les circonstances favorables pour assurer et pour étendre leurs priviléges politiques. Charles ayant débarqué dans la Catalogne, avec le secours des Anglais, un grand nombre d'habitants vinrent se ranger sous ses drapeaux; la capitale ouvrit ses portes, après un siége assez court, et bientôt toute la province le reconnut. Les Espagnols, sous la conduite de Philippe V, assiégèrent l'archiduc 1706.
dans Barcelone, mais une flotte anglaise qui parut, sous les ordres de l'amiral Leake, et les succès de lord Galloway qui avançait du côté du Portugal, obligèrent Philippe à lever ce siége. Galloway, Français réfugié, fils du marquis de Ruvigny, que le roi de Portugal avait mis à la tête de son armée, pénétra jusqu'à Madrid; l'archiduc y fut proclamé. Ces succès ne furent que passagers. La masse de la nation espagnole préférait Philippe à l'archiduc; la fierté nationale et l'intérêt les attachaient à la cause d'un souverain de leur choix. Berwick, à la tête d'une armée française, recouvra bientôt toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

La même année, les Français essuyèrent de grands revers en Italie. Le duc de Savoie, Vic-

tor-Amédée, qui avait pris les armes contre Louis XIV, et chez qui la politique l'avait emporté sur les liens du sang, n'avait encore éprouvé que des pertes et des défaites. Vendôme avait gagné sur lui la bataille de Calcinato sur
1706. la Chiesa, lorsqu'il fut rappelé pour réparer les affaires des Français en Flandre. Le duc de la Feuillade et le maréchal de Marsin l'avaient remplacé. Le siége et la prise de Turin devaient terminer la guerre. Chamillard, ministre de la guerre et oncle de la Feuillade, avait fait des préparatifs immenses pour assurer le succès du siége; l'incapacité de son neveu rendit tous ses soins inutiles. On commença par l'attaque de la citadelle, au lieu de commencer par prendre la ville; la garnison ayant toutes les facilités imaginables pour s'approvisionner, le siége traîna en longueur, et le prince Eugène eut le temps d'arriver du Trentin au secours de la place. Au lieu de sortir de leurs lignes pour le combattre, comme le voulait le duc d'Orléans, les assiégeants attendirent Eugène dans leur camp. Leur défaite fut complète. Les débris de l'armée se retirèrent au-delà des Alpes, laissant au pouvoir du vainqueur toute leur artillerie et un butin considérable. La perte de l'Italie fut la suite de la bataille de Turin; les Français furent obli-

gés de signer une capitulation, en vertu de laquelle ils évacuèrent toute la presqu'île. Eugène, voulant poursuivre ses avantages, pénétra en Provence, mais le maréchal de Tessé le força de se retirer. Naples fut encore occupé la même année par les troupes autrichiennes. 1707.

Le sort des armes n'était pas plus favorable aux Français en Flandre. Villeroi, à qui ses défaites multipliées ne faisaient perdre ni sa présomption, ni la confiance de Louis XIV, commandait une armée de quatre-vingt mille hommes contre Marlborough. Il pouvait éviter la bataille, mais il brûlait d'effacer l'affront de la surprise de Crémone. Ses soldats, qui le jugeaient bien, marchaient sous ses ordres sans espérance de succès. Sa position près du village de Ramillies rendit la victoire de Marlborough plus facile que glorieuse; la bataille ne dura que deux heures et demie; les Français perdirent vingt mille hommes, et, à la suite de cette défaite, toute la Flandre espagnole, jusqu'aux portes de Lille. Louis, attribuant au hasard des événements qui ne provenaient que de l'impéritie de son général, dit en voyant Villeroi : A notre âge, monsieur le maréchal, on n'est plus heureux. Ce fut alors que Vendôme fut rappelé 1706.

d'Italie. Tout paraissait perdu; il corrigea par son génie les fautes de Villeroi.

Dans la campagne qui suivit la bataille de Ramillies, les alliés ne gagnèrent rien; c'était beaucoup pour la France de ne rien perdre.
1708. L'année suivante, on envoya le duc de Bourgogne commander en chef l'armée de Vendôme; ce général devait encore diriger les opérations sous le nom du duc. Le duc de Bourgogne était le petit-fils de Louis XIV; élève de l'immortel Fénelon, il était à beaucoup d'égards digne de son instituteur, qui avait triomphé des obstacles que lui opposaient les passions naissantes du duc. L'art l'avait emporté sur la nature. Le duc de Bourgogne était instruit et appliqué, juste et ferme, simple et libéral; il observait religieusement ses devoirs; il aimait le peuple; il respectait l'opinion publique; il ne manquait pas de bravoure personnelle, mais il manquait de talents pour la guerre, et les courtisans qui entouraient le prince entravaient les opérations de Vendôme par leurs intrigues et leurs calomnies. Il ouvrit la campagne par la prise de Gand. Il voulut prendre Oudenarde; Marlborough accourut, et les Français furent encore battus. Les alliés assiégèrent Lille; ce siége célèbre

dura quatre mois, et Lille fut pris malgré la belle défense de Boufflers.

L'année 1709 fut pour la France une des années les plus désastreuses. Tous les malheurs réunis semblaient fondre sur elle. L'hiver avait été rigoureux et long. Les semences confiées à la terre avaient péri, et au retour de la belle saison, le sol parut frappé de stérilité. La famine était aux portes; la misère était extrême, le mécontentement à son comble. Sans l'activité vigilante et l'inflexibilité du lieutenant de police d'Argenson, la tranquillité eût été troublée à Paris, et cette ville serait devenue un foyer de soulèvements. D'Argenson cachait sous un extérieur rude, et même effrayant, beaucoup de finesse et de sagacité; instruit, laborieux, infatigable, adroit et rompu dans l'art de manier et de deviner les hommes, naturellement sévère, et paraissant l'être encore davantage, il était fait pour sa place importante; ce fut lui qui organisa la police de Paris, et on peut lui reprocher d'avoir, dans cette organisation, trop sacrifié la liberté des citoyens à la crainte de voir troubler l'ordre public. Toujours ce fut lui qui assura la tranquillité de la capitale, et peut-être de tout le royaume, pendant la guerre de suc-

cession. Dans le conseil, tous les ministres insistèrent sur la nécessité de la paix. Desmarets, contrôleur général, déclara qu'il ne pouvait plus subvenir aux frais de la guerre, et que la misère du peuple était telle que l'on devait craindre de le porter à des extrémités funestes. Chamillard, dont l'ineptie avait en partie amené les malheurs de la France, appuya l'avis de Desmarets. Torci, neveu du grand Colbert et ministre des affaires étrangères, insista surtout avec force sur la nécessité de négocier; c'était une tête lumineuse, un esprit sage et actif, un vrai citoyen. Il fit à Louis un tableau du royaume aussi sombre que vrai; Louis dut être frappé de voir ce que l'abus de la puissance avait produit, et il fut effrayé du contraste que présentait la situation de la France, avec l'état brillant dans lequel elle se trouvait à la mort de Mazarin, et surtout à la paix de Nimègue. Ce n'était plus le temps où la France dictait des lois à l'Europe. Il fallut se résoudre à demander la paix à ces mêmes Hollandais que Louis, dans les jours de sa gloire et de son orgueil, avait traités avec tant de hauteur et de mépris.

On envoya Rouillé à Anvers, où il eut des conférences avec Buys et Vanderdussen, députés de Hollande. Rien n'eût été plus facile que

de donner alors la paix à l'Europe. Louis XIV humilié, la France affaiblie étaient disposés à faire tous les sacrifices compatibles avec l'honneur et l'intérêt du royaume. Les alliés devaient souhaiter la paix, et il dépendait d'eux d'obtenir de la France tout ce qu'ils pouvaient raisonnablement désirer. L'Angleterre et la Hollande n'étaient pas épuisées, mais elles étaient fatiguées et appauvries par la guerre, dont tout le poids retombait sur elles. Elles ne pouvaient pas souhaiter que toute la monarchie espagnole passât à la maison d'Autriche; les mêmes principes d'équilibre qui leur avaient fait entreprendre la guerre, ne leur permettaient pas de vouloir que telle en fût l'issue. Louis XIV consentait à renoncer à l'Espagne pour son petit-fils; il se contentait pour lui de Naples et de la Sicile. Les Hollandais demandaient des places dans les Pays-Bas, qui leur servissent de barrière contre la France; Louis XIV voulait leur en accorder. Quelque intéressées que toutes les parties belligérantes fussent à la paix, elle ne se fit pas. Le triumvirat ne la voulait pas sérieusement; Eugène, Marlborough et Heinsius, le grand-pensionnaire de Hollande, trouvaient que la continuation de la guerre convenait à leurs intérêts; la paix leur ôtait leur puissance et leur crédit, les

moyens de s'élever ou de s'enrichir; des considérations personnelles l'emportèrent sur la cause des peuples et sur les intérêts de l'humanité; des flots de sang coulèrent parce qu'Eugène voulait de la gloire, Marlborough de l'argent, et Heinsius du crédit.

Les conférences furent transférées de Möerdick à Gertruydenberg. Torcy alla lui-même négocier avec les députés des alliés, et porta dans ces négociations de la droiture et de la franchise. Mais à peine avait-il accordé un point, qu'on formait de nouvelles prétentions, et ces prétentions étaient aussi injustes qu'impolitiques. On en vint jusqu'à exiger de Louis XIV non-seulement que la France ne gardât rien de la succession de l'Espagne, qu'il abandonnât son petit-fils, il y consentait; non-seulement qu'il donnât des sûretés de la cession de toute la monarchie espagnole, il y consentait encore; mais on voulait qu'il tournât ses armes contre son petit-fils, et qu'il s'engageât lui-même à le détrôner. Louis XIV répondit avec une juste indignation : Si je dois faire la guerre, j'aime mieux la faire pour mes enfants que contre eux; et les négociations furent rompues.

Louis y avait gagné un avantage précieux, c'était de prouver à sa nation qu'il avait voulu

la paix. Il est des circonstances où les princes les plus absolus sentent que l'opinion publique est une puissance qu'il faut ménager, et que des communications franches et paternelles inspirent de la confiance aux peuples et provoquent leurs sacrifices. On ne tient pas compte des mesures de ce genre à un gouvernement faible, mais on aime à voir la puissance prendre le ton de la persuasion. Torcy publia, par les ordres du roi, une adresse à tous les Français, dans laquelle on leur exposait les propositions déshonorantes que les alliés avaient osé faire. L'indignation fut générale; la fierté nationale se réveilla; on sentit que tous les sacrifices étaient préférables à celui de l'honneur, et bientôt une armée de près de cent mille hommes, sous les ordres de Villars, attesta que la France avait encore des ressources, qu'elle épousait les intérêts de son roi, et qu'elle voulait venger ses injures.

Cette armée méritait d'être victorieuse; elle ne le fut pas. Les alliés avaient pris Tournai; ils marchaient sous les ordres d'Eugène et de Marlborough pour prendre Mons. Villars s'avança pour sauver la place. La bataille s'engagea près du village de Malplaquet; elle fut sanglante; les Français la perdirent, mais ils se couvrirent 11 sept. 1709.

de gloire, et la victoire coûta cher à leurs ennemis; on compte qu'ils l'achetèrent par la mort de plus de vingt mille hommes. Villars fut blessé au moment où il voulait aller rallier le centre de son armée qui pliait; Boufflers commanda la retraite, et elle se fit en bon ordre; les Français ne perdirent ni drapeaux ni canons. La campagne suivante fut malheureuse encore pour la France. Marlborough et Eugène prirent Douai, Bethune, St.-Amant, Aire. Villars affaibli n'osa rien entreprendre pour faire lever ces siéges. En Espagne, les alliés avaient également des succès. Le comte de Stahremberg avait remporté une victoire complète sur les troupes de Philippe V, près de Saragosse. L'Aragon, la Navarre et la Nouvelle-Castille s'étaient soumises, à la suite de cette victoire. Déja depuis deux ans, la Sardaigne avait été conquise. Minorque avait été prise par les Anglais. Les affaires de Louis et de son petit-fils paraissaient désespérées. C'était inutilement que Louis avait fait de nouvelles propositions de paix. Les conférences avaient recommencé, et l'abbé de Polignac y avait développé de grands talents; mais les alliés en voulaient non-seulement à la puissance et à l'orgueil, mais encore à l'honneur de Louis XIV; les négociations furent encore rompues.

Cependant, la paix, qui paraissait très-éloignée, était préparée par d'autres événements. Au mois d'août, Philippe V se croyait si peu sûr de conserver son trône qu'il pensait à se retirer au Mexique. Il demanda Vendôme à Louis XIV; Louis le lui accorda, et les affaires changèrent de face en Espagne. Dès que Vendôme parut à Valladolid, la nation espagnole reprit courage et fit de nouveaux efforts. Il conduisit Philippe à Madrid au milieu des acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit Stanhope prisonnier, avec cinq mille Anglais. Il battit à Villaviciosa le comte de Stahremberg qui venait au secours de Brihuéga, et dans l'espace de quelques mois, il affermit Philippe sur le trône.

La France était affaiblie, mais elle n'était pas épuisée; l'impôt du dixième sur toutes les terres avait été enregistré et payé sans murmures. L'Angleterre avait encore des ressources, mais cette guerre lui coûtait des sommes immenses. Elle n'en voyait plus même le but; la France ne paraissait plus pouvoir donner d'inquiétude. La nation anglaise demandait la paix; l'opinion se prononçait de plus en plus en sa faveur; une révolution dans le ministère amena la pacification générale.

Le parti des Whigs, qui avait placé Guillaume III sur le trône d'Angleterre, avait gouverné l'état pendant le règne de la reine Anne. Marlborough était à la tête de ce parti; ses amis Godolphin et Sunderland étaient dans le ministère; ses partisans lui assuraient la majorité dans les deux chambres. Marlborough avait à sa disposition toutes les ressources de l'état; il régnait dans les camps, dans le cabinet, dans l'administration. Passionné pour la guerre, qu'il regardait comme le principe de sa puissance, il perdit de vue le véritable but de la grande alliance et plaça le but dans le moyen. La nation était mécontente. Elle soudoyait toutes les puissances, et les services qu'elle tirait d'elles n'étaient pas proportionnés aux subsides qu'elle leur payait. La dette avait augmenté rapidement de trente millions de livres sterlings. Le commerce et les manufactures étaient dans un état de langueur. La mort de Joseph I avait fait passer tous ses états et tous ses droits à l'archiduc Charles. Dès ce moment, toutes les raisons qu'on avait alléguées contre la maison de Bourbon devaient être appliquées à la maison d'Autriche, et pouvaient même, appliquées ainsi, paraître beaucoup plus fortes. Les intérêts des puissances maritimes leur défendaient plus que

jamais de combattre pour procurer à l'empereur Charles la monarchie espagnole tout entière; c'eût été travailler à créer une puissance capable de tout asservir, et faire renaître pour l'Europe les dangers dont la maison d'Autriche l'avait déja une fois menacée. Une saine politique voulait que les alliés se rapprochassent de la France; tel était en Angleterre le vœu général.

Il s'agissait de faire triompher ce vœu national en amenant un changement dans le ministère. Harley devint le chef de l'opposition. Il avait été secrétaire d'état, et Marlborough lui avait fait perdre sa place. Harley ne pouvait pas aimer le duc, et, indépendamment des raisons personnelles qu'il avait de se venger de Marlborough, le patriotisme lui dictait de faire cesser la guerre, et de tâcher, pour cet effet, de déplacer son ennemi. L'essentiel était de gagner la reine et de la faire changer de système. Les petites passions vinrent au secours de la politique. Anne supportait impatiemment les hauteurs de lady Marlborough. Lady Masham, que la duchesse avait elle-même placée auprès de la reine, avait su plaire, et son crédit donnait de l'ombrage à la duchesse, qui s'oublia envers la favorite en présence de la reine, et cette insolence acheva de la perdre dans son

esprit. Ce léger incident ne fut pas la cause, mais l'occasion du nouveau système que l'Angleterre adopta; il fut encore bien moins la cause principale des grands événements qui le suivirent. L'anecdote de cour à laquelle des esprits superficiels ou des hommes qui se plaisent à dégrader l'histoire et l'espèce humaine, attribuent la pacification de l'Europe, ne fut pas même le principe de l'éloignement d'Anne pour les Whigs. Depuis long-temps elle inclinait pour leurs adversaires, et l'on prétend même qu'elle avait l'idée d'appeler le prétendant, son frère, au trône d'Angleterre. Le procès de Sacheverel la rapprocha encore davantage des Torys. Cet ecclésiastique prêchant dans l'église St-Paul, en présence de la reine, s'éleva contre les principes qui avaient servi de base à la révolution; accusé devant le parlement, sa cause entraîna des débats, où les deux partis ne se ménagèrent pas. La reine fut frappée de voir que les Whigs attaquaient ouvertement son autorité, et leur chute fut résolue. Harley et lady Masham obtinrent de plus en plus toute sa confiance; Sunderland
1711. et Godolphin furent renvoyés. Marlborough ne fut pas encore destitué; mais il vit clairement que son crédit touchait à sa fin. Harley entra dans le ministère; on lui confia les finances.

Saint-John, devenu célèbre sous le nom de Bolingbroke, obtint le département des affaires étrangères. Ce beau génie, qui a porté dans les sciences plus de subtilité que de profondeur, montra dans sa conduite politique plus d'adresse d'esprit que de caractère; ses vues étaient fines et déliées; ses principes n'étaient rien moins que sévères.

L'Angleterre résolut de se séparer de ses alliés, ou du moins de les forcer à la paix, en négo- 1711.
ciant secrètement avec la France. Les premières ouvertures furent faites à Louis XIV, par un Français nommé Gaultier, qui avait eu des relations avec le maréchal Tallard, dans le temps qu'il était prisonnier à Londres. Elles furent reçues à Versailles avec empressement. Prior, plus célèbre par ses poésies que par ses travaux politiques, et qui, cependant, possédait à un degré éminent le talent des négociations, fut envoyé en France pour y porter les propositions de la reine Anne. Louis XIV chargea de ses intérêts Ménager, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il ne fallait pas donner de la publicité à ces négociations, en envoyant à Londre un plénipotentiaire avoué. Le parti des Whigs voulait toujours la continuation de la guerre; il menaçait même de mettre la cou-

ronne sur la tête du nouvel électeur d'Hanovre, Georges I, qui descendait d'Élisabeth, fille de Jacques I, épouse de Fréderic V, électeur Palatin. Par la loi de succession, l'électeur devait monter, après la mort d'Anne, sur le trône d'Angleterre; mais la reine et les ministres, sûrs de l'assentiment général de la nation, persévérèrent dans leurs principes, et triomphèrent de cette résistance. L'Angleterre négociait sans ses alliés; mais bien loin de les sacrifier à ses convenances, elle veillait scrupuleusement à leurs intérêts. Les négociations furent conduites avec une franchise et une bonne foi aussi rares que salutaires. D'un côté, on savait ce qu'on devait demander, de l'autre, ce qu'on pouvait et devait céder, pour que la paix fût solide et durable. Les négociateurs ne se tendirent point de pièges, et montrèrent un mélange admirable de fermeté et de sagesse. Tant que Marlborough commandait encore l'armée et qu'il conservait du pouvoir, la paix devait rencontrer de grands obstacles; cependant, on répugnait à frapper un coup décisif, parce qu'on en craignait les suites. A la fin, il fallut en venir à cette grande mesure, et l'éloignement de Marlborough de l'armée fut résolu; on le destitua de toutes ses
1712. places; le public applaudit; on avait oublié ses

victoires, et l'on ne voyait plus en lui que l'ennemi de la paix. Bientôt après, les préliminaires furent signés. On choisit Utrecht pour le lieu du congrès, et la reine instruisit alors les États-généraux de la marche des négociations et de ses intentions définitives.

Les bases de la paix générale, qui formaient les préliminaires, étaient sages et équitables. La France reconnaissait l'ordre de succession établi dans la Grande-Bretagne; elle consentait à ce qu'on prît des mesures justes et raisonnables pour empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne dans la personne du même prince; elle promettait d'assurer des avantages à tous les princes engagés dans cette guerre, et d'accorder des places de barrière à la Hollande et à l'Empire.

Cependant les États-généraux et l'empereur n'étaient pas disposés à bâtir sur ces bases. Ils s'imaginaient qu'il suffirait de quelques efforts pour achever d'écraser la France, et voulaient asseoir les négociations sur les principes que les alliés avaient mis en avant aux conférences de Gertruidenberg, et qui avaient entraîné leur rupture. Des querelles particulières s'élevèrent entre Ménager et Rechteren, l'un des plénipotentiaires de la Hollande, et les négociations

furent interrompues. La France le vit avec plaisir; elle continuait à traiter secrètement avec l'Angleterre, et se flattait, avec raison, que, si elle parvenait à conclure avec la Grande-Bretagne, elle obtiendrait ensuite des autres puissances des conditions plus avantageuses. L'article des renonciations était le plus important pour la liberté générale; seul, il pouvait empêcher la renaissance des dangers que l'Europe avait conjurés par une guerre longue et sanglante. Il était très-difficile de revêtir ces renonciations de formes imposantes, et de leur donner une garantie solide et durable. Philippe V renonça, dans les termes les plus positifs, à toute espèce de droits au trône de France, au défaut du duc de Bourgogne, en faveur du duc de Berry, son frère, de la branche d'Orléans et de tous les princes du sang de France. Cette déclaration se fit dans l'assemblée des Cortès convoqués pour cet objet, en présence du lord Lexington, ambassadeur d'Angleterre à Madrid. Le roi d'Espagne jura sur l'évangile de tenir sa promesse. Les ducs de Berry et d'Orléans renoncèrent de leur côté, d'une manière tout aussi solennelle, à prétendre jamais au trône d'Espagne. Les Cortès sanctionnèrent ces actes en les acceptant, et le duc de Shrewsbury se

rendit à Paris pour assister à l'enregistrement des mêmes actes dans le parlement. On ne pou- 1712.
vait témoigner plus de défiance dans la bonne foi des princes, et l'expérience du passé semblait la justifier; on ne pouvait montrer plus de confiance dans les corps qui représentaient la nation, que de les rendre dépositaires de ces renonciations réciproques, ni donner à ces actes un plus haut degré de publicité. Cependant, quelque sages que fussent ces précautions, l'événement prouva dans la suite qu'elles étaient insuffisantes, et si la réunion que l'on redoutait avec raison n'eut pas lieu, on en fut redevable à d'autres causes.

A cette époque, la grande affaire des renonciations paraissait terminée, de manière à ne pas laisser de doutes sur leur validité, et les négociations furent renouées à Utrecht. Les Hollandais espéraient toujours que de nouveaux revers mettraient la France dans la nécessité de souscrire à toutes les conditions qu'on voudrait lui prescrire. La bataille de Denain les rendit plus traitables; on peut dire avec vérité que cette journée sauva la France. Il y a eu des victoires plus difficiles, plus glorieuses, plus complètes que celle de Villars; il n'y en a pas eu de plus décisives. Le duc d'Ormond, qui avait suc-

cédé à Marlborough dans le commandement des troupes anglaises, avait reçu de sa cour l'ordre de se séparer des alliés, et de rester dans une entière inaction. L'armée anglaise se replia sur Gand. Eugène, piqué de sa retraite, voulut prouver qu'il pouvait sans elle pousser la guerre avec vivacité, et il investit Landrecies. La prise de cette ville ouvrait la Champagne et la Picardie aux Impériaux; on craignait pour Paris; le royaume paraissait menacé d'un danger imminent. Louis XIV, grand dans le malheur, et voulant du moins succomber avec gloire, pensait à rassembler sa noblesse, et à se mettre à sa tête, pour vaincre ou périr dans les derniers retranchements. Villars ne désespéra pas du salut de son pays, et marcha au secours de Landrecies. Ses succès, ses forces, la faiblesse de ses ennemis lui avaient inspiré une confiance qui approchait de la sécurité. Les quartiers d'Eugène étaient trop disséminés. Les mouvements des Français lui firent croire qu'ils attaqueraient le lendemain ses retranchements. Villars le trompe, et faisant passer l'Escaut à ses troupes, tombe
14 juill. 1712. sur le camp de Denain, qui assurait les communications du prince Eugène avec Douai. Le camp fut forcé avec autant d'impétuosité que de conduite. Le corps qui le défendait fut dé-

truit; le duc d'Albemarle, qui le commandait, fut fait prisonnier; les magasins d'Eugène, qui étaient à Marchiennes, tombèrent avec la ville au pouvoir de Villars; le siège de Landrecies fut levé; la prise de Douai, de Bouchain, du Quesnoi fut la suite de cette victoire; Villars devint l'objet de l'enthousiasme général des Français.

La journée de Denain hâta le résultat des négociations d'Utrecht. Les Hollandais, revenus de leurs orgueilleuses prétentions, agirent de concert avec l'Angleterre. L'empereur se refusait toujours à la paix. Cependant il avait été obligé de consentir à la neutralité de l'Italie; le duc de Savoie, à qui la Grande-Bretagne avait promis le royaume de Sicile, s'était détaché de la coalition. Les troupes impériales avaient aussi été forcées d'évacuer la Catalogne; les puissances maritimes les ayant abandonnées à elles-mêmes, elles ne pouvaient pas s'y maintenir. A la vérité, les Catalans, toujours obstinés et redoutant les vengeances de Philippe, préféraient de lui vendre cher leur obéissance, à le désarmer par leur soumission. Barcelone lui avait fermé ses portes; Berwick se vit obligé de l'assiéger en forme; 1713.
elle fut prise. La résistance opiniâtre de la Catalogne amena pour elle la perte de ses priviléges.

Ces événements étaient le résultat naturel de

la retraite des puissances maritimes. Elles sentaient que, comme elles avaient seules porté le fardeau et payé les frais de la guerre, en se hâtant de conclure avec la France, elles entraîneraient la pacification générale. On était convenu des principes, on voulait de bonne foi terminer. La France, d'accord avec l'Angleterre, qui désirait sincèrement la paix, employa sa tactique ordinaire dans ses négociations avec les puissances coalisées contre elle; ce fut de traiter avec chacune en particulier. Il n'y eut d'autre concert entre les membres de la grande alliance, que celui des bons offices réciproques. Le comte de Zinzendorf, ministre de l'empereur, s'écria dans l'assemblée, lorsque cette marche fut décidée: Cette journée sera fatale à la grande alliance! Ce mode n'en fut pas moins adopté; les négociations avancèrent plus rapidement; la paix fut signée à Utrecht, et se composa d'un grand nombre de traités.

11 avril 1713.

La France reconnut solennellement l'ordre de succession établi en Angleterre; les renonciations réciproques qui devaient empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne, furent déclarées une loi inviolable et éternelle des deux empires. Ces deux points avaient été proprement le véritable but de la guerre; du

moins ils importaient le plus à l'équilibre de l'Europe, et en les stipulant, l'Angleterre stipulait non-seulement pour sa propre sûreté, mais encore pour l'indépendance générale de tous les états. La même famille devait occuper les deux trônes, et il était possible que l'union des souverains amenât les mêmes effets que l'union réelle des deux états; mais ce danger n'était pas vraisemblable. L'identité du sang ne produit pas l'identité des intérêts; dans leurs relations politiques, les princes ne doivent pas consulter leurs relations de famille, et au défaut des vrais principes, les passions les en empêchent.

D'autres articles du traité de la France avec l'Angleterre ne regardaient que les intérêts de cette dernière puissance. Elle ne s'oublia pas. Depuis long-temps, Dunkerque, par sa situation, la nature de son port et de ses ouvrages, donnait de l'ombrage à la Grande-Bretagne, et paraissait menacer sa sûreté et son commerce dans la mer du nord. Louis XIV promit de raser les fortifications et de combler le port de cette place; condition humiliante, puisqu'elle empêchait la France de profiter de ses avantages naturels. Ce fut surtout en Amérique que l'Angleterre acquit des possessions importantes pour la défense de ses colonies, la prospérité de ses pêcheries et

l'activité de son commerce. La France lui restitua la baie et le détroit d'Hudson, l'île de St.-Christophe, la Nouvelle-Écosse ou l'Acadie, l'île de Terre-Neuve, avec les îles adjacentes. Depuis cette époque, la puissance des Anglais dans l'Amérique septentrionale devint de plus en plus prépondérante, et de plus en plus, les deux hémisphères influèrent l'un sur l'autre, et la guerre et la paix devinrent communes entre eux. La France conserva le droit d'exercer la pêche sur la côte de Terre-Neuve. Malheureusement cette liberté sera féconde en nouvelles dissensions.

Les avantages qu'obtint le Portugal, par le
11 avril 1713. traité que la France fit avec lui, étaient en même-temps des avantages pour l'Angleterre, depuis les liens étroits qui avaient été formés par Methwen entre ces deux puissances. Il fut décidé que les deux bords de la rivière des Amazones appartiendraient, en toute souveraineté, au roi de Portugal, et que les habitants de Cayenne ne pourraient y exercer aucune espèce de négoce. La France perdait une veine de richesses, car ses colonies avaient fait jusque-là avec le Brésil un commerce très-actif.

Frédéric I vivait encore lorsque le traité de
12 avril. la France avec la Prusse avait été entamé; il fut

conclu avec son fils Frédéric-Guillaume I, qui lui avait succédé. Rien n'était plus opposé que le caractère, les principes, les goûts, l'extérieur même de ces deux souverains. Frédéric-Guillaume I avait une ame saine et forte dans un corps robuste, et annonça bientôt qu'il substituerait, à la cour et dans le gouvernement, la simplicité au luxe, l'ordre au désordre, la fermeté à la faiblesse, des habitudes mâles et austères à la mollesse et au plaisir. Nous le verrons asseoir la puissance de la Prusse sur des fondements solides, donner du nerf à l'armée, de l'unité à l'administration, de la trempe aux ames, de la vigueur et de la consistance au corps politique et préparer les miracles du règne suivant. Si même les négociations n'avaient pas encore été commencées, ses maximes et son caractère l'auraient empêché de continuer la guerre. Le traité lui fut avantageux. Non-seulement la France le reconnut roi de Prusse; elle lui céda encore, au nom du roi d'Espagne, la Gueldre espagnole, en dédommagement de la principauté d'Orange, dont Louis XIV s'était emparé, que Frédéric-Guillaume réclamait comme héritier de Guillaume III, et à laquelle il renonça formellement à Utrecht. Les États de Neufchâtel et de Valangin avaient conféré au roi de Prusse la

1707. souveraineté de ce petit pays. A la mort de Marie de Longueville, duchesse de Nemours, beaucoup de prétendants s'étaient présentés. Frédéric I, qui descendait par sa mère, Louise-Henriette, de la maison d'Orange, alliée aux Nemours, avait été du nombre des concurrents. La France avait revendiqué ce pays, à titre de fief relevant de la Franche-Comté. Les États de Neufchâtel décidèrent la question en faveur de la Prusse; à raison de son éloignement et de sa puissance, elle ne pouvait que difficilement menacer la liberté du pays, et sa protection pouvait lui être utile. L'événement a prouvé la justesse de ces suppositions. Cet accroissement de territoire n'était dans le fond pour la Prusse qu'un accroissement de titres, et n'ajoutait rien à sa puissance. Louis XIV n'eut pas de peine à reconnaître à Utrecht Frédéric-Guillaume, souverain de Neuchâtel. La confédération helvétique, dont Neuchâtel était un anneau, le vit avec plaisir.

La Savoie, qui, par des accroissements successifs, tendait, comme la Prusse, à sortir de tutelle et à s'élever au rang de puissance indépendante, et qui, dans la suite, le fit avec bien moins de génie, de persévérance et de succès que son heureuse émule, gagna beaucoup plus qu'elle par la paix d'Utrecht. Il était de l'intérêt des puis-

sances maritimes de donner à Victor-Amédée une base assez large et assez solide, pour qu'il pût jouer un des premiers rôles en Italie, et s'opposer, au besoin, à la France et à l'Autriche. La France et l'Espagne, alliées par le sang à la maison de Savoie, voyaient son agrandissement avec moins de peine que celui de toute autre puissance. L'Angleterre et la Hollande voulaient mettre Victor-Amédée en état d'être véritablement le gardien des Alpes. Le duc obtint de la France la restitution de la Savoie et de Nice, et les cinq vallées de Pragelas, d'Oulx, de Sézane, de Bardonache et de Château-Dauphin. Les sommités des Alpes devaient servir de limites entre la France et le Piémont. Louis XIV garantit à Victor-Amédée la possession du royaume de Sicile, avec le titre de roi; acquisition importante par la fertilité, la richesse, la population du pays, mais que son éloignement du reste des états de Victor-Amédée rendait moins précieuse pour lui. La confirmation des cessions que Léopold lui avait faites par le traité de Turin, était d'une bien plus grande conséquence. Il ne s'agissait pas moins que d'une partie du Monférat, des provinces d'Alexandrie et de Valence, de la Lumelline, du Vigévanasque, de la vallée de Sézia, qui arrondissaient ses états et augmentaient doublement sa puissance.

L'objet principal pour la Hollande, était de procurer les Pays-Bas à une puissance éloignée d'elle, et qui fût en état de les défendre contre la France. Les laisser à l'Espagne, c'eût été, au jugement des États-généraux, les donner à Louis XIV; il fut décidé qu'ils passeraient à la maison d'Autriche. L'Angleterre y était aussi intéressée que la république des États-Unis. Si les Pays-Bas étaient tombés dans une dépendance directe ou indirecte de la France, elle aurait pu acquérir sur la mer du nord un pouvoir que la Grande-Bretagne devait redouter. En obtenant des provinces limitrophes de la France, l'Autriche restait son ennemie naturelle; la sûreté et l'indépendance des autres états tenaient en grande partie à cette inimitié active et continuelle. Non-seulement Louis XIV consentit à voir les Pays-Bas au pouvoir de l'Autriche; il céda même en sa faveur aux États-généraux une partie des Pays-Bas français, comme Menin, Tournai, Furnes, Dixmude, Ypres, Poperingue. Les États-généraux rendirent au roi Lille et ses dépendances. Après l'intérêt de sa sûreté, la Hollande n'en avait pas de plus grand que celui de son commerce. Louis XIV lui promit de lui faire obtenir de Philippe V tous les avantages de ce genre qui lui avaient été assurés par la paix de Münster;

et lui-même s'engagea à ne point solliciter de privilége exclusif en Espagne en fait de commerce, et à se tenir à cet égard sur une même ligne avec les autres nations.

Dans les traités que l'Espagne conclut à Utrecht avec les puissances coalisées, on répéta la plupart des articles qui se trouvaient dans les traités de la France. Le roi d'Espagne céda la Sicile au duc de Savoie, et à la Grande-Bretagne l'île de Minorque et Gibraltar, sans aucune jurisdiction territoriale. L'Angleterre avait toujours manqué de port dans la Méditerranée, et son commerce en avait souffert; elle obtenait l'objet de ses vœux; de nouveaux débouchés allaient s'ouvrir à son industrie, de nouvelles spéculations enrichir ses négociants. Quelque douloureuses que ces pertes fussent pour l'Espagne, elles étaient légères au prix du mal que devait faire au royaume le traité de l'*assiento*. Il assurait à l'Angleterre le droit d'importer, tous les ans, quelques milliers de nègres dans les colonies espagnoles, et d'envoyer, à la foire de Portobello, un vaisseau, d'une grandeur déterminée, avec des marchandises. Ces concessions enlevaient aux Espagnols des avantages importants, et les donnaient à une puissance étrangère, active et entreprenante; c'était un moyen sûr de favoriser la contrebande,

et une source de démêlés continuels entre les deux nations. Un pareil contrat, tout au détriment d'une des puissances contractantes, est toujours un abus de la force qui dicte des lois à la faiblesse, ou une surprise faite par l'habileté à l'imprévoyante ignorance.

Pendant que l'on négociait et qu'on signait tous ces différents traités, les négociations entre la France et l'empereur seules n'avançaient pas. Charles VI ne voulait pas se désister de ses prétentions sur la succession d'Espagne. Ses alliés l'avaient abandonné; ses finances étaient dans un état déplorable; mais le génie d'Eugène lui restait, et il espérait qu'une victoire changerait la
1713. face des affaires. Les hostilités recommencèrent, et il y eut encore du sang inutilement répandu. Villars, qui commandait l'armée française, prit Landau, malgré la vigoureuse résistance du prince Alexandre de Würtemberg. Le siége de Fribourg dans le Brisgau fut encore plus difficile et plus honorable pour les armes françaises; le baron de Harsch fit une superbe défense, qui lui acquit de la réputation, sans sauver la place. Les succès répétés de Villars inspirèrent finalement à l'empereur des dispositions pacifiques. Eugène et Villars, qui avaient conduit la guerre avec gloire, furent chargés par leurs

maîtres de la terminer; ce choix prouvait que les deux puissances voulaient négocier avec franchise et avec rapidité. Ces deux hommes, qui s'étaient souvent mesurés sur le champ de bataille, conférèrent ensemble dans le château de Rastadt; l'estime qu'ils avaient l'un pour l'autre, et la loyauté qu'ils portèrent dans leur travail, en accélérèrent le résultat. La France, placée plus avantageusement qu'à Utrecht, exigeait le rétablissement entier de son allié, l'électeur de Bavière, voulait conserver Landau, et démolir Kehl, le Vieux-Brisach et Fribourg. La diète de Ratisbonne ordonna de nouvelles levées et accorda à l'empereur cinq millions de florins; le vrai moyen de s'épargner de nouveaux sacrifices, était de les annoncer hautement. Cette mesure produisit son effet; la France se relâcha de ses premières demandes, et la paix fut signée entre 28 févr.
l'empereur et elle. Il fallait encore que les états de l'empire accédassent à ce traité. La diète chargea l'empereur de ses pleins pouvoirs; on choisit Bade, en Argovie, pour le lieu du congrès; les opérations ne furent pas longues; tout avait été réglé à Rastadt.

Ce traité fut confirmé. Il fut décidé qu'on prendrait la paix de Riswick pour base de l'état dans lequel l'Allemagne devait être replacée. La

France rendit à l'empire le Vieux-Brisach, Fribourg et Kehl. L'électeur de Trèves et l'électeur Palatin, l'évêque de Worms, celui de Spire, les maisons de Würtemberg et de Bade furent rétablies dans tout ce qui leur avait été enlevé. Les électeurs de Cologne et de Bavière furent réintégrés dans tous leurs droits. Ces deux princes avaient été, dès le commencement de la guerre, les fidèles alliés de la France; leur attachement avait été la cause de leurs malheurs; la France ne les oublia pas. Elle obtint pour elle-même Landau et ses dépendances. L'Autriche acquit les Pays-Bas, le royaume de Naples, le duché de Milan, l'île de Sardaigne; c'était une masse considérable d'états, en partie fertiles, riches et très-peuplés, mais qui, éloignés du centre de la monarchie, et disséminés sur une vaste surface, multipliaient les points d'attaque pour les ennemis de l'Autriche, lui rendaient à elle-même la défense de ses provinces plus coûteuse et plus difficile, et l'affaiblissaient tout en l'agrandissant. On lui permit encore de garder le duché de Mantoue, qu'elle devait rendre aux ducs de Guastalle, et qu'elle avait confisqué durant la guerre, sous prétexte que le duc de Mantoue, quoique vassal de l'Empire, s'était déclaré pour la France. Il semblait que Charles VI dût être

être satisfait d'avoir détaché de la monarchie espagnole des provinces entières, et que ces acquisitions fussent assez importantes pour qu'il renonçât formellement à l'héritage de Charles II. Cependant il ne le fit pas; et il ne fut pas question de cet objet dans le traité de Rastadt. La France ne vit dans ce silence qu'une faiblesse de l'orgueil humilié, qui ne voulait pas accorder par des paroles ce qu'il avait sanctionné par des actes positifs, et n'insista pas. Aux yeux de l'Autriche, ce silence était une réserve expresse qu'il serait possible de faire valoir dans d'autres circonstances, et en effet elle s'en prévalut dans la suite.

Le traité de l'Espagne avec la Hollande et le Portugal suivit de près la signature du traité de Rastadt. La paix avec la république des Provinces-Unies avait été différée par les prétentions et les intrigues de la princesse des Ursins. Cette femme fière, ambitieuse, adroite, voulait qu'on érigeât en sa faveur, dans les Pays-Bas, une souveraineté libre et indépendante. Elle avait abusé de son pouvoir sur l'esprit de Philippe V, pour l'intéresser fortement au succès de ses projets. A la fin, Louis XIV obtint de son petit-fils de se désister de cette idée, et de ne pas entraver la pacification générale par des considérations pu-

rement personnelles. De ce moment, les négociations avec les Provinces-Unies marchèrent rapidement, et la paix fut signée le 26 juin 1714. Le traité de Münster fut renouvelé dans tous les points où il pouvait l'être. La plupart des autres articles arrêtés à Utrecht, entre l'Espagne et la Hollande, furent relatifs au commerce. Les Provinces-Unies tâchèrent de s'assurer des avantages précieux, et d'empêcher les autres puissances d'en obtenir dans la suite de plus considérables.

De toutes les puissances belligérantes, le Portugal fut la dernière à conclure. L'ancienne inimitié entre les Espagnols et les Portugais fit traîner les négociations en longueur. Le Portugal demandait la ville de Badajoz, elle lui fut refusée; il voulait que l'Espagne lui restituât la colonie et le territoire du Saint-Sacrement, sur le bord septentrional de la rivière de la Plata; l'Espagne consentit à cette cession. Les rapports des deux
février 1715. puissances restèrent les mêmes.

On doit regarder le traité de la Barrière, conclu à Anvers la même année, comme la garantie et le complément de tous les autres traités signés à Utrecht. Son objet était d'assurer les Pays-Bas à la maison d'Autriche, et de lui en faciliter la défense, en accordant aux Hol-

landais le droit de mettre garnison dans un certain nombre de places, et de les défendre en cas de guerre. Les Provinces-Unies y gagnaient une frontière plus sûre; l'Autriche épargnait des sommes considérables; l'Allemagne acquérait un nouveau boulevard contre la France: Il fut décidé que l'empereur et les États-généraux entretiendraient dans les Pays-Bas une armée de trente à trente-cinq mille hommes, et que la défense des villes de Namur et de Tournai, de Menin, Furnes, Ypres, Warneton, et du fort de Knoque, serait uniquement confiée aux troupes de la république des Provinces-Unies.

Depuis la paix de Westphalie, aucune n'a réglé de plus grands intérêts et n'a eu des conséquences plus importantes que celle d'Utrecht. Peu de guerres ont mieux atteint leur but que la guerre de la succession d'Espagne; les bases des négociations furent larges et solides; la vue des négociateurs embrassa un vaste horizon; leur longue prévoyance, éclairée par l'expérience du passé, s'étendit à un avenir éloigné. Les traités conclus à Utrecht, à Rastadt et à Bade déterminèrent, avec autant de sagesse que de précision, les rapports de tous les états du midi et de l'ouest qui avaient pris part à la

guerre ; le système des contre-forces acquit un haut degré de perfection ; on en développa les principes ; on en multiplia les applications ; le raisonnement prouvait sa nécessité ; les faits avaient montré combien il était utile. Aucune puissance ne fut sacrifiée ; aucune n'acquit des avantages qui la missent hors d'équilibre avec les autres.

L'Espagne conserva son existence et son intégrité ; les provinces qu'on en détacha n'avaient jamais formé avec elle un tout homogène, et avaient souffert de cette union imparfaite, sans que la monarchie y gagnât ; c'étaient des branches parasites qui languissaient, et qui, cependant, affaiblissaient le tronc. La maison de Bourbon resta sur le trône d'Espagne ; mais on avait pris des mesures pour donner à l'Espagne des intérêts distincts de ceux de la France, et les divisions qui s'élevèrent, dans la suite, entre les deux états, firent voir que ces mesures avaient été habilement calculées.

L'Autriche avait renoncé à l'espérance gigantesque de réunir de nouveau, dans une même masse, tout l'héritage de Charles Quint ; privée de la couronne d'Espagne, elle avait acquis les Pays-Bas, Naples, le Milanez. Ces superbes et riches contrées étaient, sans contredit, un bel

accroissement de puissance; par leur position seule, elles pouvaient devenir plus précieuses pour l'Autriche qu'elles ne l'avaient été pour l'Espagne. Si elles avaient été contiguës l'une à l'autre et toutes rapprochées du centre de la monarchie autrichienne, elles lui auraient donné une prépondérance décisive et alarmante; séparées par de vastes espaces, éloignées du corps de l'état, ces provinces étaient à la fois des principes de force et de faiblesse, des moyens de défense et des points par où la monarchie pouvait être attaquée; elles multipliaient les ressources et les dangers de l'Autriche.

L'Angleterre n'avait jamais été plus puissante. Elle était sortie de la guerre de succession avec plus de forces réelles, et une grande force d'opinion, qu'elle devait à sa modération et à sa vigueur; elle avait prouvé qu'elle pouvait contre-balancer la France et l'Espagne, et c'était un grand bien pour la sûreté et l'indépendance des états de l'Europe. La paix allait donner un nouvel essor au commerce de l'Espagne et de la France, leur fournir les moyens de réparer leur marine; et l'Angleterre devait s'attendre à trouver, dans ces deux puissances maritimes, le contre-poids naturel de sa prépondérance. D'ailleurs, les acquisitions qu'elle avait faites,

en Amérique et dans la Méditerranée, l'obligeaient à de nouvelles dépenses, tout en ouvrant un vaste champ à ses spéculations, et les liens qui lui attachaient la Hollande s'étaient relâchés.

La mort de Guillaume III avait fait cesser la dépendance des Provinces-Unies. A la vérité, pendant toute la guerre de succession, la Hollande avait multiplié ses efforts et ses sacrifices pour la cause commune. Elle avait commis la faute de négliger sa flotte, pour agir avec plus de vigueur sur le continent. Les souvenirs de la guerre qui s'était terminée par la paix de Nimègue vivaient encore dans la mémoire des Hollandais. Ils voulaient, à tout prix, donner les Pays-Bas à l'Autriche, afin d'éloigner la France de leurs frontières. Le traité de la Barrière leur avait procuré les sûretés nécessaires. Plus tranquilles du côté de la France, les développements rapides de la puissance de l'Angleterre devaient attirer leur attention et exciter leur vigilance. Le parti anglais avait perdu de son crédit et de son ascendant par la suspension du stathoudérat, qui avait suivi la mort de Guillaume III. La fin prématurée du prince Jean-Guillaume-Frison, qui s'était noyé au passage
1711. de Moerdick, ne permettait pas à l'Angleterre d'espérer que cette dignité serait bientôt rétablie,

et si les Provinces-Unies avaient employé les loisirs de la paix à relever leurs finances, leur crédit, leur marine, ce pays, que le caractère national, les habitudes, le genre de vie de ses habitants rendent, de concert avec la nature, éminemment propre au commerce, serait redevenu le concurrent redoutable de la Grande-Bretagne.

Les accroissements considérables que la maison de Savoie avait obtenus par la paix d'Utrecht, le titre de roi qui était entré dans cette maison, et la royauté de la Prusse solennellement reconnue et confirmée, donnaient de nouveaux garants à la liberté de l'Italie et à celle de l'Allemagne. L'Autriche et la France menaçaient toutes deux l'Italie, et lui avaient fait également de mal; la puissance de la Savoie, qui venait de s'agrandir et de se consolider, pouvait, au besoin, s'opposer avec succès à l'une ou à l'autre, et rendre un peu de tranquillité à ces belles contrées, désolées par tant de guerres sanglantes. La création de la monarchie prussienne offrait à la liberté germanique un nouvel appui. La France, l'amie naturelle de l'Allemagne, qui avait combattu pour elle contre les Ferdinand, et qui avait eu l'honneur de dicter la paix de Westphalie, était devenue infidèle à ses principes;

renonçant au rôle de protecteur, elle avait elle-même attaqué l'Empire, et s'était agrandie à ses dépens. L'ambition de Louis XIV avait porté une irréparable atteinte à la considération de la France en Allemagne. Les vives inquiétudes et les justes alarmes qu'elle avait données aux états de l'Empire les avaient rapprochés de l'Autriche; cette puissance avait acquis plus de crédit à la diète, et elle en avait abusé dans les guerres contre Louis XIV, pour exiger de l'Allemagne des sacrifices disproportionnés à ses forces et qui n'étaient pas commandés par une nécessité impérieuse. Il importait donc à la sûreté et à l'indépendance de l'Empire germanique, qu'il se formât dans son propre sein un état capable de contrebalancer un jour l'Autriche et de tenir tête à la France.

Cette puissance n'était plus, à la paix d'Utrecht, la puissance dominante. Ses accroissements successifs et continuels, ses forces militaires, ses ressources et ses richesses, les grands talents de ses généraux et de ses hommes d'état, ses négociations habiles, ses nombreuses victoires, et ses prétentions toujours renaissantes avaient fait craindre à l'Europe de tomber dans une véritable servitude. On avait vu le moment où la prépondérance de ce colosse menaçant allait

tout écraser, et où une seule masse, entraînant et absorbant tous les états qui devaient exercer sur elle une réaction bienfaisante, aurait rendu toute espèce d'équilibre impossible. Plusieurs coalitions s'étaient formées pour éloigner ce danger imminent, et elles avaient manqué leur but, ou n'avaient produit que des effets partiels et des mesures insuffisantes. La situation des états de l'Europe restait toujours critique, et leur existence précaire. La dernière coalition obtint des succès brillants et complets, parce que les deux hommes qui la dirigèrent y mirent l'unité d'un tout organisé, et qu'ils furent à la fois des politiques profonds et de grands capitaines; réunion absolument nécessaire pour que la guerre remplisse son objet, et que cet appel à la force vengé, fixe et assure les droits des nations. La paix d'Utrecht fit descendre la France du degré d'élévation auquel les guerres précédentes l'avaient fait monter, et qui était incompatible avec l'indépendance politique des autres états. Cette paix replaça la France dans une position où elle pouvait exister sans craindre pour sa sûreté, et sans rien perdre de sa gloire; où elle était encore assez puissante pour se défendre contre toute attaque injuste, et même pour protéger les faibles, et où elle ne l'était pas assez pour abuser de sa

force impunément. Désormais, elle sera un des éléments principaux du système politique de l'Europe, sans en être le centre; elle sera essentielle au maintien de l'équilibre, au lieu de l'empêcher, de le combattre et de le rompre.

Il fallait sans doute, pour qu'elle exerçât cette influence bienfaisante et nécessaire au salut et à la prospérité de l'Europe, qu'elle réparât, par un régime sage et vigoureux, son sang appauvri et ses forces épuisées par de longs excès. Au sortir de la guerre de succession, le royaume se trouvait dans son intégrité, et n'avait ni perdu ni acquis du territoire; mais, s'il avait encore la même étendue, il n'avait plus la même vigueur. Les provinces étaient dépeuplées; les terres restaient en friche, faute de bras pour les cultiver; les ateliers manquaient d'artisans, et l'industrie languissait. Le commerce avait essuyé des pertes considérables; la paix lui avait rendu la sûreté, sans lui rendre les capitaux qui entretiennent son mouvement. Le peuple pliait sous le poids des impôts; l'état était chargé d'une dette de plus de deux milliards, qu'on devait rembourser à des époques fixes, sans qu'on en eût les moyens; le crédit était ruiné; la nation soucieuse, découragée, abattue; la cour déserte, triste, uniquement occupée des pratiques d'une dévotion

minutieuse. Louis XIV dut être douloureusement affecté du contraste mélancolique que formaient les derniers jours de son règne avec les jours de sa puissance et de sa gloire. La France, jadis éblouissante de tout l'éclat de la jeunesse, douée de toutes les forces d'une vigoureuse maturité, semblait avoir vieilli avec son roi, et dépérissait comme lui; la décadence du royaume avait marché de pair avec l'affaiblissement du souverain. La durée du règne de Louis XIV, ses longues et nombreuses erreurs faisaient parcourir sous ses yeux, à la France, le cercle entier des révolutions que les empires parcourent ordinairement avec plus de lenteur, et n'achèvent quelquefois qu'au bout de plusieurs siècles. Louis avait trouvé la France dans un état de croissance; lui-même, secondé par les événements et par le génie de ses ministres, l'avait élevée rapidement au plus haut degré de développement et de puissance; bientôt, abusant de cette puissance, il n'y avait vu qu'un levier pour soulever le monde; énervant la France par les déréglements de son ambition, et par une dépense excessive de forces, et provoquant contre elle la haine et la vengeance des autres peuples, il avait été le témoin de son dépérissement progressif; elle était tombée, sous les coups des nations justement irritées

de son injustice, dans un état de langueur et de faiblesse, dont le temps et la sagesse pouvaient seuls la retirer. Ce vaste corps avait encore la même grandeur et les mêmes proportions; mais, faute de sucs nourriciers, ses organes étaient affaissés, et son ardeur paraissait éteinte.

Louis XIV, promenant ses regards sur cette France, long-temps l'objet de la crainte, de l'envie ou de l'admiration de tous les peuples, et n'apercevant que des ruines ou de la misère sur ce sol autrefois couvert de richesses et de créations brillantes, devait éprouver d'autant plus de regrets, que les passions qui l'avaient égaré, et qui avaient amené ses malheurs, s'étaient éteintes dans son ame glacée par l'âge, et ne pouvaient plus l'aveugler sur les causes de ses désastres, ni le séduire par leurs illusions, ni le distraire et le consoler par leur activité même. Il avait non-seulement survécu à ses passions, à ses plaisirs, à ses goûts; il avait encore survécu à tous les grands hommes qui avaient environné, appuyé, embelli son trône, et à tous les objets de ses affections les plus douces et les plus innocentes. Avant lui, étaient descendus dans la tombe, les généraux auxquels il avait dû ses victoires, les ministres qui avaient su, dans des temps plus heureux, enrichir le peuple et le

prince, les poëtes qui avaient chanté les miracles de son règne, les artistes qui avaient animé le marbre, la toile, le bronze, pour immortaliser les événements dont ils avaient été les témoins; cette superbe décoration du trône avait disparu; ces feux du génie s'étaient successivement éteints; il ne restait de tant de grandeur, que de grands et tristes souvenirs. De tout son siècle, Louis XIV seul vivait encore, et sa seule consolation était de reposer ses regards avec complaisance sur sa nombreuse et florissante famille. Il espérait que son petit-fils, le dauphin, plus connu sous le nom de duc de Bourgogne, réparerait, par une administration sage et paternelle, les maux du royaume, et rendrait à la France sa vigueur première.

Ce prince, estimé des sages, respecté même des esprits légers, adoré de la nation entière, était juste, laborieux, pénétrant et ferme; sa piété était sincère; sa dévotion peut-être excessive; la sévérité de son caractère était tempérée par la douceur, les graces et la gaieté spirituelle de son épouse, Marie-Adélaïde, qu'il aimait avec passion. Cette princesse aimable, intéressante, adroite autant que bonne, avait gagné l'affection de madame de Maintenon, et inspiré au roi la tendresse la plus vive. Elle était l'ame d'une

cour, où, sans elle, une bigoterie sombre aurait tout envahi; par ses caresses enfantines, ses manières enjouées, son esprit fin et délicat; elle seule répandait quelque charme sur la vieillesse de Louis XIV, et lui faisait encore connaître des moments de sérénité. Il voyait renaître cette princesse dans des enfants qui étaient déja les objets de l'amour du peuple. Dans l'espace de quelques jours toutes ces espérances furent coupées par la racine, et la mort, dépouillant la France de tous ses appuis et de tous ses ornements, ensevelit dans un même tombeau le duc, la duchesse de Bourgogne et l'aîné de leurs fils. Louis resta seul au milieu de ces ruines; avec lui, un jeune enfant, le second fils du duc de Bourgogne, unique et faible rejeton d'une famille nombreuse.

Le trône de Louis XIV avait perdu son éclat; sa couronne avait pâli; sa maison allait s'éteindre; les années le minaient; la mort le menaçait; mais son ame ne parut jamais plus forte, plus élevée, plus héroïque que dans ces jours de deuil, et de tous les moments de sa vie, il n'y en a point où il inspire plus de respect et plus d'admiration. La grandeur qu'il déploya à cette époque ténébreuse lui appartient tout entière. Tout se conjura contre lui, et il ne fut point

abattu; il opposa aux succès des ennemis de la France, la généreuse résolution de périr en combattant sur les degrés du trône; aux malheurs de ses sujets, des regrets tardifs mais sincères et des efforts soutenus; à ses pertes domestiques, la sensibilité d'un homme, la dignité d'un roi, l'humilité et la résignation d'un chrétien. On doit oublier que les hérésies du P. Quesnel, les intrigues des Jésuites pour en obtenir la condamnation, la bulle *Unigenitus* qui les foudroyait, l'occupèrent et l'agitèrent dans ses derniers jours, tandis qu'il aurait dû les mépriser. Cette petitesse retombe sur ses conseils et ses entours, et la fermeté qu'il montra dans la maladie qui le conduisit au tombeau doit effacer cette tache. Il mourut comme il avait vécu, avec noblesse, sans qu'il lui échappât rien de faible, rien de petit, rien d'indigne de lui; il mourut, laissant dans la nuit des temps une trace à jamais lumineuse. Il y a eu de plus grands rois, il y en a eu de meilleurs que lui; mais la France n'a jamais été plus grande que sous son règne; elle vit encore de sa gloire, et elle en vivra long-temps.

CHAPITRE XXVII.

État de la poésie et de l'éloquence en Angleterre. Considérations générales sur la littérature anglaise. Parallèle des Anglais et des Français sous ce rapport. Marche et développement du génie sous les règnes de Guillaume III et de la reine Anne.

A L'ÉPOQUE où l'Angleterre combattait avec succès le despotisme de la France, lui enlevait le sceptre de l'Europe, et punissait Louis XIV à Hochstedt, à Ramillies, à Malplaquet, de l'abus qu'il avait fait de sa puissance, elle disputait aussi à la France la palme du génie, s'élevait à son exemple à une grande hauteur de développement, et rivalisait avec elle dans la carrière des lettres : rivalité douce, paisible, glorieuse pour les deux peuples, et utile à l'humanité. Pendant que le génie enfantait en France des créations brillantes, ou étudiait et expliquait les ouvrages de la nature, il s'occupait des mêmes objets, faisait les mêmes efforts, et obtenait les mêmes succès en Angleterre; mais il suivit dans chaque pays une marche différente, et l'un n'emprunta rien de l'autre.

Rien de moins étonnant. On sait que les Anglais, quoique placés près de l'Europe, et communiquant avec tous les peuples du globe, sont encore aujourd'hui, suivant l'expression du poëte latin, presque séparés du monde entier, tant ils diffèrent des autres peuples par une empreinte originale et vraiment unique. Rien surtout de plus opposé que le caractère national des Français et des Anglais, bien que ces deux nations ne soient séparées que par un étroit bras de mer. L'antipathie réciproque des deux peuples est née de cette opposition, autant que de leur inimitié naturelle, et cette antipathie a renforcé l'opposition des habitudes, des mœurs et des usages. Le Français a une sensibilité vive, qu'il est facile d'ébranler et que tout fait en quelque sorte frémir; l'Anglais a une sensibilité plus profonde, qu'il est plus difficile d'émouvoir et de calmer; elle reçoit moins d'impressions, mais elle les conserve plus long-temps. Le Français a une imagination facile, qui combine avec promptitude, et amène un grand nombre d'idées; l'Anglais a une imagination plus forte, qui opère avec moins de rapidité, ne passe pas sans cesse d'un objet à un autre, mais qu'un seul objet occupe, concentre, absorbe, et qui peint tout avec des

traits énergiques et prononcés. Le Français saisit beaucoup de rapports à la fois; son esprit comprend et conçoit sans effort; l'Anglais, moins distrait par l'abondance des idées, suit une pensée avec plus de tenue et de persévérance; il est plus propre à la ramener aux premiers principes et à la faire descendre aux dernières conséquences. Le Français est naturellement gai, badin, léger; l'Anglais est sérieux, réfléchi, et même sombre: l'un a un besoin continuel de société, et vit plus avec les hommes qu'avec la nature; l'autre recherche la solitude, et préfère la nature à la société. Le premier désire de plaire et de faire effet; au défaut de sa bienveillance naturelle, ce désir le rendrait prévenant, poli, officieux: le second se soucie peu de briller dans le monde; il paraît se suffire à lui-même. La France, voisine des autres peuples civilisés, et qui communique beaucoup avec eux, doit offrir des mœurs faciles, des formes douces, une égale disposition à prendre les usages des autres, et à leur donner les siens: les insulaires se ressemblent plus à eux-mêmes; ils sont plus portés à se préférer aux autres nations, et se regardant comme un monde à part, qui ne doit pas imiter les autres, ils paraissent suivre les indications de la nature. Généralement

en France, l'esprit national se compose d'un précieux mélange d'esprit, de raison, d'imagination, de sentiment, et présente un heureux équilibre de facultés : en Angleterre, plus souvent un trait domine ; une seule faculté acquiert un haut degré de prépondérance ; on y rencontre plus fréquemment une imagination excentrique et une sensibilité brûlante, que la raison et le jugement n'éclairent et ne dirigent pas toujours, ou une raison profonde et lumineuse, mais froide, austère, dénuée d'imagination et de sentiment. Ces traits de l'esprit et du caractère national tiennent sans doute aux circonstances physiques où se trouvent les deux peuples ; mais elles dépendent peut-être encore plus de l'origine différente des deux nations, des événements de leur histoire, de la nature de leur constitution, et de leur genre de vie. Ils doivent trouver leur place dans le tableau de la littérature des deux peuples, car ils se reproduisent dans les ouvrages des deux nations, leur impriment des formes particulières, expliquent leurs défauts et leurs beautés, et ont une grande influence sur ce qu'on appelle le goût national. La littérature d'une nation n'est jamais que le caractère et l'esprit national, élaborés au plus haut degré par des hommes de

génie, épurés et idéalisés dans des productions d'élite.

La poésie, chez les Français, vit dans un monde conventionnel; c'est la nature qu'ils peignent, mais la nature perfectionnée, telle qu'il faut la représenter pour satisfaire à la fois l'imagination et le jugement des hommes polis par la société; c'est la nature dans ses productions d'élite, soumise à des règles, et ramenée à des proportions qui ne sont pas arbitraires, mais qui paraissent l'être quelquefois, qui sont fondées, en dernière analyse, sur la nature du cœur humain, mais qui, au premier coup d'œil, ont un air de convention. Au contraire, la poésie anglaise ne se transporte pas dans ce monde conventionnel, où les passions, les sentiments, les objets ont des formes plus régulières; elle sort moins du monde réel, et quand elle en sort, c'est pour entrer dans le monde idéal; elle peint la nature tout entière, avec ses contrastes, ses imperfections et ses incohérences apparentes, dans les moments où elle enfante des ouvrages parfaitement beaux, et dans ceux où, obéissant à d'autres lois et tendant à d'autres fins, elle paraît se négliger et s'oublier elle-même. S'il faisait un choix sévère, l'Anglais croirait perdre du côté de la richesse des images et de la variété

des sujets; le désordre et les inégalités de la nature sont à l'unisson de son génie libre et indépendant, et s'il proscrivait le ton, les discours, les caractères, les détails qui, suivant l'expression française, ne sont pas nobles, il croirait établir une espèce de distinction de rangs dans l'ordre des idées et des sentiments, et faire contracter à son esprit une sorte de servitude.

De là vient une autre différence dans le goût des deux nations; l'une est plus sensible au beau, l'autre est plus frappée du sublime. Le Français sacrifiera souvent la force de l'expression à la beauté de l'ensemble; le poëte anglais sacrifiera plus volontiers la beauté de l'ensemble à la force de l'expression; le dernier s'adresse à une nation qui demande des émotions profondes, qui a des besoins d'imagination impérieux et insatiables, et à laquelle il faut des exercices violents; lui-même partage les besoins et les goûts de sa nation; il aura de l'énergie, mais il n'aura pas toujours de la mesure; les écarts de l'imagination lui paraîtront un signe de force, la mesure des expressions et des idées un signe de faiblesse, et en faveur de quelques traits vigoureux et hardis, il pardonnera tous les défauts, ou même il ne les apercevra pas. Le pre-

mier, qui parle à un peuple facile à ébranler, produira des émotions tout aussi vives, avec des moyens moins violents; s'il voulait en employer de pareils, il déplairait, il déchirerait et révolterait ses lecteurs. Ce peuple, ami des proportions et de l'harmonie, doué d'un jugement prompt et exercé, saisit aisément les rapports des parties au tout; il veut que l'esprit goûte le plaisir de l'ordre, là où l'imagination goûte celui de la variété et de l'abondance; il demande de l'énergie, mais il veut qu'elle soit sagement distribuée, que toutes les facultés jouissent, et que l'une d'elles ne soit pas inactive ou blessée, pendant que l'autre est peut-être fatiguée de la multitude d'objets qu'on lui présente. Des images, des pensées, des sentiments sublimes le transportent, mais ils ne suffisent pas à ses plaisirs, et il ne pardonnera pas à la force, qui de temps en temps excite son admiration et son étonnement par des traits sublimes, de blesser son goût pour le beau par des disparates, des invraisemblances, des exagérations ou des trivialités.

Enfin, il y a encore une différence essentielle entre la poésie anglaise et la poésie française, qui plus que toutes les autres paraît dépendre

du caractère et de l'esprit national. L'imagination des poëtes anglais se plaît à revêtir d'images des idées générales, à placer partout des maximes abstraites, qu'elle tâche de peindre et de colorer. Ainsi les poëtes dramatiques mettent dans la bouche de leurs héros des tirades morales, politiques, philosophiques, qui sont toujours applaudies avec transport, pour peu qu'elles offrent des pensées fortes et profondes; et dans la poésie descriptive, leurs plus grands écrivains ne peignent pas les objets de la nature, comme le font les poëtes grecs et latins, d'une manière directe et vivante, mais ils la peignent par les idées qu'elle réveille, par les réflexions qu'elle fait naître, par la disposition d'esprit dans laquelle elle met le spectateur. Ce genre peut avoir beaucoup d'attraits pour tel ou tel individu, mais il n'obtiendra pas des succès universels. Bien loin de tout généraliser, la véritable poésie doit donner à tout un corps et des traits individuels. Il serait difficile de dire laquelle des deux nations l'emporte sur l'autre, mais il est facile de décider laquelle a produit les ouvrages les plus exempts de défauts. On doit rendre hommage au génie des poëtes anglais, lors même qu'ils manquent de goût, mais

on ne doit pas disputer le génie aux grands poètes français, parce qu'ils ont le malheur d'être toujours fidèles aux lois du goût.

Le dernier trait du caractère de la poésie anglaise, dont nous venons de parler, tient à l'esprit réfléchi, méditatif, philosophique de la nation, et cette disposition naturelle a fait faire aux Anglais de grands progrès dans les sciences physiques et dans la philosophie morale. Vivant beaucoup avec eux-mêmes et avec la nature, ils ont le loisir de recueillir des faits, de multiplier les observations, de faire des expériences. Capables d'une attention soutenue, et d'une grande persévérance, ils s'occupent long-temps du même objet; ils suivent la même idée, l'envisagent sous toutes ses faces, et saisissent tous ses rapports avec celles qui y tiennent de près ou de loin. Le calme et le sang-froid de leur raison les garantissent, plus que d'autres, des conclusions précipitées, des exagérations de la pensée et de la manie des systèmes. Leur philosophie porte l'empreinte du caractère national, et se distingue également de celle des Français et de celle des Allemands, avec qui ils ont cependant plus d'un trait de ressemblance. Elle est plus profonde et moins brillante que celle des Français, plus nourrie de faits, plus sage,

plus modeste que celle des Allemands. Leurs bons ouvrages n'offrent pas les rapprochements ingénieux, les idées saillantes, les résultats frappants de Malebranche, de la Bruyère, de Pascal; ils ne possèdent pas l'art de traiter les matières les plus abstraites avec précision et avec agrément, et de jeter sur la vérité les draperies d'une belle imagination; mais dans leurs écrits, la marche des idées est plus serrée, plus méthodique, plus sûre; ils répandent la lumière sur toutes les parties du sujet qu'ils traitent, et ne se contentent pas d'éclairer une de ses faces; ils veulent moins éblouir et étonner qu'éclairer et instruire; c'est uniquement la vérité qui les intéresse; ils ne songent pas à l'effet qu'elle produira, ne pensent pas à lui ménager des succès par les charmes de l'éloquence, et ne lui supposent d'autres besoins que ceux de la précision et de la clarté.

Après ces réflexions générales, dans lesquelles j'ai essayé de saisir et de déterminer les caractères distinctifs de la poésie et de la philosophie anglaise, entrons dans quelques détails. Déja sous le règne d'Élisabeth, la sagesse du gouvernement, la sûreté générale dont on jouissait, les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, en un mot de la richesse natio-

nale, avaient favorisé le développement du génie. Shakespear et Bacon, qui ont paru sous ce règne, peuvent être regardés comme les représentants de l'esprit et du goût national.

Les heureux effets de l'exemple de Shakespear et des préceptes de Bacon ne se montrèrent que tard. Sous le règne pacifique de Jacques I, et pendant les quinze premières années du règne de l'infortuné Charles, on ne vit point paraître de talents distingués dans la littérature et les sciences, quoique la nation fût tranquille, florissante, et s'enrichît par le travail. Les esprits étaient absorbés par les querelles théologiques, et par les affaires de l'état. On ne pensait qu'à préparer la chute ou bien à assurer le triomphe de la religion anglicane, à empêcher ou à favoriser les progrès de l'autorité royale; personne ne s'occupait du vrai et du beau. Le feu des guerres civiles embrasa le royaume, et durant la sanglante lutte qui s'établit entre les principes et les passions, entre la liberté et la licence, on n'eut ni le temps, ni la volonté, ni les moyens de s'instruire et de s'amuser; les uns tremblaient pour leur existence, les autres faisaient trembler par leurs excès; il n'y avait que des bourreaux et des victimes. Mais ces convulsions politiques tirèrent les esprits de leur lé-

thargie, et leur donnant tour à tour de grandes craintes ou de grandes espérances, leur firent sentir le besoin de l'activité, et en multiplièrent les moyens. Lorsque Cromwell eut asservi, avec autant d'adresse que d'audace, la nation fatiguée, et que, pour expier son usurpation et la faire oublier, il eût élevé l'Angleterre au plus haut degré de puissance, de considération, de tranquillité et de richesse, on vit sortir du sein des orages des génies mâles et vigoureux que les malheurs publics et particuliers avaient développés. Ils ouvrent cette longue succession d'écrivains justement célèbres, qui, pendant un demi-siècle, fondèrent, par leurs travaux réunis, la gloire littéraire de leur nation.

Peu de poëtes peuvent disputer à Milton le premier rang. Entraîné par une imagination ardente et fougueuse, Milton s'était jeté dans le parti populaire; les agitations politiques, les crises violentes, les grands événements étaient l'atmosphère qui lui convenait, un champ d'idées et de sentiments assorti à son caractère. Il s'engagea dans la révolution comme dans un sujet poétique, par besoin d'imagination plus que par principes. Lors de la restauration de Charles II, il fut compris dans l'amnistie, quoiqu'il eût défendu l'assassinat juridique de Char- mort en 1674.

les I; mais on comprend facilement qu'il ne fut pas l'objet des bienfaits du roi, et il tomba dans l'indigence. A ce malheur s'en joignit bientôt un autre plus cruel encore : il était menacé depuis long-temps de devenir aveugle; il le devint, mais il se consola de la perte de ses sens par les richesses de son imagination, et il dicta à ses filles le poëme du Paradis perdu. Fermé aux impressions de la nature, et forcé de rompre toute communication avec elle, après lui avoir dérobé le secret de ses formes et de ses couleurs, il se retira dans un univers de sa création, où tantôt, dans ses conceptions sublimes, il dépassait toutes les proportions du monde physique et du monde moral, pour peindre les traits de Satan, et se jouait dans l'immensité du temps et de l'espace, tantôt il revenait sur la terre, la parait de fleurs et de fruits, pour servir de théâtre au bonheur d'Adam et d'Eve, et répandait sur ces tableaux une fraîcheur, une pureté, un calme, une innocence dignes de cet état et de ce séjour, qu'aucun âge n'a connu, et que tous les âges ont regretté. Il faut que Milton soit bien sublime dans certains morceaux, pour se faire pardonner la dureté de ses vers, l'incohérence de son plan, la

bizarrerie de ses fictions, son érudition pédantesque et déplacée, le mauvais goût de son style, le choix même de son sujet. Mais les poëtes anglais, fiers de marcher sous sa bannière, peuvent dire de lui avec raison : Notre maître est assez grand pour avoir des faiblesses.

Pendant que Milton donnait au talent, dans le poëme épique héroïque, de divins modèles et de dangereux exemples, Buttler, dans le Hudibras, versait le ridicule sur le fanatisme et sur l'hypocrisie du parti dont Charles II venait de triompher; il achevait de guérir la nation de la maladie du fanatisme et la consolait de ses malheurs. Hobbes, témoin des crimes et des maux qu'avait enfantés en Angleterre la destruction de l'autorité légale, crut que les droits et les obligations de l'homme reposaient uniquement sur l'ordre social et sur la force publique, au lieu de ne voir dans l'ordre social et la force publique que la garantie nécessaire des droits et des obligations que la raison morale et la liberté de l'homme lui imposent ou lui assurent. Il développa sa théorie dans son Traité du citoyen, où, tout en condamnant ses principes, on admire la marche de ses idées, l'ordre et la distribution de son ouvrage, et l'élégante clarté de son style.

mort en 1690.

Il a servi la bonne cause par ses erreurs mêmes, et sa fausse théorie a fait chercher et trouver la vérité sur ces questions intéressantes.

1660 à 1714. Depuis l'avénement de Charles II au trône jusqu'à la mort de la reine Anne, tombe la belle époque de la littérature anglaise. Les grands écrivains dont nous avons parlé avaient, en quelque sorte, préludé à ce siècle de gloire; d'autres les suivirent, les imitèrent, les surpassèrent à certains égards. La nation, lasse de ses propres désordres, ne songea qu'à en effacer la trace en se livrant aux travaux de tout genre; les inventions ingénieuses, les entreprises hardies, les spéculations vastes et brillantes se succédèrent avec rapidité; le travail amena l'aisance dans toutes les classes de la société, et la richesse nationale fut assez grande pour qu'on eût le temps, les moyens, le goût de s'instruire, et qu'on ne refusât pas aux sciences les avances de culture qu'elles exigent. Charles II aimait les lettres et les sciences qui étudient et expliquent la nature, comme il aimait tous les genres de plaisirs. Il s'entourait de beaux esprits qui ne respectaient pas les mœurs, la décence, la religion dans leur conduite et dans leurs écrits, mais qui, plus fidèles au bon goût qu'aux bonnes mœurs, répandaient l'un tout en cor-

rompant les autres. Un libertinage d'esprit, une perversité raisonnée, une profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes, caractérisaient Charles et sa cour. L'hypocrisie et le fanatisme, qui avaient abusé de tout, avaient dégoûté de tout beaucoup d'hommes légers et superficiels, et les avaient jetés dans l'extrême opposé. Ce philosophisme, qui renversait tous les principes, dégradait tous les sentiments, et plaçait l'art de bien vivre dans une sensualité raffinée, menaçait de pervertir les mœurs nationales, d'éteindre le goût du grand et du beau, et de dégrader le génie; mais heureusement qu'en Angleterre, moins que partout ailleurs, les mœurs et le ton de la cour forment le ton et les mœurs générales. D'ailleurs, le peuple revint bientôt de son ivresse pour Charles, et le mépris qu'inspira sa conduite politique rendit son exemple peu dangereux; la nation était encore trop saine et trop vigoureuse, pour être susceptible de ce genre de corruption.

Ainsi, les beaux esprits qui entouraient la personne du roi ne servirent qu'à épurer le goût national par leurs productions ingénieuses, et les grands poëtes profitèrent de leur exemple et de leurs leçons. La muse de Rochester et de Roscommon, toujours légère, spirituelle et vive,

mort en 1680.

mort en 1684.

s'égayait sur les ridicules du temps, ou peignait
mort en 1701. les plaisirs des sens en vers voluptueux. Dryden traduisait en beaux vers l'Enéide de Virgile, et, en répandant la connaissance des anciens, il montrait qu'il était digne de leur servir d'interprète; son ode sur la fête de sainte Cécile, que son propre génie lui inspira, suffirait pour l'immortaliser; les idées en sont grandes, l'har-
morts en 1719. 1744. monie riche, variée, ravissante. Addisson et Pope donnèrent à leur nation l'exemple d'une belle alliance entre la force et la grace, entre le talent et le goût, entre la richesse des idées et des images et la correction du dessin. Formés à l'école des Grecs, nourris de la lecture des grands écrivains français, ils surent mêler les beautés d'un autre sol et d'un autre climat à celles de leur terre natale, et furent à la fois beaux et sublimes. L'amour n'a jamais rien dicté de plus brûlant que l'épître d'Héloïse à Abailard; c'est l'amour nourri par le malheur, exalté par la religion, luttant avec le devoir, et peignant ses douleurs avec une hardiesse qui paraît d'autant plus forte qu'elle paraît involontaire. La tragédie de Caton n'attendrit et n'émeut pas; le héros de la pièce ne pouvait exciter des sentiments qu'il fait gloire de ne pas connaître lui-même, mais il règne sur la scène par l'étonnement et

l'admiration. La pièce se distingue des autres par sa marche et ses développements; elle est à peu près la seule en Angleterre qui ait un caractère de régularité: la Venise sauvée d'Otway et les tragédies de Rowe ont les mêmes défauts que celles de Shakespeare, sans avoir toutes ses beautés. La comédie, en Angleterre, n'a pas même atteint le degré de perfection auquel la tragédie s'est élevée. Le ton de la société n'y était pas assez perfectionné; les formes conventionnelles n'y existaient pas comme en France. Le défaut de gaieté nationale était seul un grand obstacle au succès dans ce genre de poésie; d'ailleurs les ridicules existent moins en Angleterre qu'ailleurs, du moins aux yeux des Anglais qui aiment les formes originales et qui ne s'étonnent pas des bizarreries.

L'éloquence y a moins fleuri à cette époque qu'en France, quoique la constitution de la Grande-Bretagne fût favorable à ce beau talent; l'éloquence délibérative connaissait peu encore les formes oratoires; en général, elle improvise presque toujours sur les objets qu'elle traite; ses discours naissent et meurent souvent dans la même assemblée, ou n'existent que par fragments dans les gazettes. L'éloquence de la chaire en

Angleterre ne mérite pas ce nom; les sermons des Anglais sont des discussions sages et solides, écrites avec élégance, mais dépourvues d'imagination et de sentiment; Tillotson, leur modèle dans ce genre, est étranger aux mouvements; c'est le plus souvent un corps bien dessiné, sans coloris et sans ame.

La science a fait des progrès brillants; il suffit de nommer Boyle et Newton dans les sciences de la nature, Locke dans la philosophie morale, qui ont fait époque, sans faire secte.

En Angleterre, ce furent les particuliers, bien plus que les souverains, qui s'acquittèrent de la belle tâche de récompenser les talents. Charles II et ses successeurs n'accordèrent aux gens de lettres que peu d'attention, encore moins d'encouragement et de distinction. Charles, indolent et voluptueux, ne manquait ni d'esprit ni d'instruction, mais il ne s'occupait sérieusement d'aucun objet utile. La société royale, formée avant la restauration par une association libre, n'obtint du roi que son nom. Cowley, Waller et Denham, dont les deux derniers avaient servi la cause de la monarchie, n'acquirent une sorte d'aisance qu'en acceptant des places civiles, qu'ils durent à leur habileté dans les affaires,

et non à leurs talents et à leurs succès distingués dans la poésie. Le célèbre Guillaume Temple, un des premiers écrivains qui aient formé la prose anglaise, fut employé dans des négociations importantes, parce qu'il était le premier homme d'état de son siècle. Rochester et Roscommon étaient vus de bon œil à la cour à cause du libertinage de leur esprit et de leur profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes; c'étaient autant de conformités honteuses qu'ils avaient avec le roi.

Jacques II n'était instruit que dans la marine, et l'on sait qu'il avait créé la langue des signaux. Partagé entre une dévotion minutieuse et la passion du despotisme, il connaissait à peine les muses de nom. Dryden obtint des faveurs par son changement de religion, qui, à l'époque de la révolution, fut une raison pour qu'il fût oublié par la nouvelle cour.

Le génie profond de Guillaume III était absorbé par la politique; d'ailleurs, son ame forte et froide était inaccessible aux douces illusions des lettres et des arts; il n'aima et ne récompensa dans l'évêque de Salisbury, Gilbert Burnet, que les services qu'il avait rendus à sa cause, par ses ouvrages et par son talent supérieur à conduire les affaires les plus délicates.

La reine Anne avait l'esprit cultivé et le caractère faible; gouvernée par ses favoris, elle ne voyait que par leurs yeux. L'ambition et l'avarice de Marlborough ne lui laissaient pas le loisir nécessaire pour cultiver les lettres; il fut célébré par les muses nationales, sans aimer beaucoup la poésie ni les poëtes. Cependant, le règne d'Anne offre un grand nombre de gens de lettres employés dans des places importantes; mais ils les devaient uniquement au besoin que l'on avait de leur activité dans les affaires publiques. Ce fut par des raisons de ce genre, que le chantre de Blenheim, le correct Addisson, l'aimable Prior, le sage et judicieux Locke, le profond Swift, l'éloquent Shaftesbury, le subtil Bolingbroke, devinrent les objets de la confiance d'Anne ou de son ministère. Tout ce qu'on peut dire avec vérité, c'est que leur mérite littéraire n'a pas nui à leur fortune, mais cette fortune même les attachait à des devoirs qui les ont empêchés de vivre uniquement pour les sciences et pour les lettres. Pope, Gay, Congrève et d'autres, qui n'étaient pas propres à fournir la carrière de l'ambition, ou qui lui préféraient la gloire, n'ont été redevables de leur honorable médiocrité ou de leur opulence,

qu'à des travaux littéraires que la nation payait magnifiquement, ou à la protection éclairée des particuliers opulents. Mais les Oxford, les Harcourt, les Clarendon, les Shaftesbury, les Bolingbroke, les Queensbury et tant d'autres seigneurs, qui se sont immortalisés en accordant aux grands écrivains une estime et une admiration senties, exprimaient par ces hommages les sentiments de la nation bien plus que ceux de la cour, et satisfaisaient les besoins de leur esprit et de leur cœur, sans consulter et sans suivre le ton de la société à laquelle ils appartenaient.

Ainsi le génie de la poésie et de l'éloquence, abandonné à lui-même en Angleterre, ne dut qu'à lui-même ses triomphes; il travailla pour la partie éclairée de la nation, et il en fut récompensé par son estime et par ses suffrages. Cet oubli de la cour, cette indifférence du gouvernement conservèrent peut-être au génie son indépendance et sa dignité, lui donnèrent une marche plus originale et plus fière, et le sauvèrent de la monotonie, de l'imitation et de la servitude des convenances. La France ressemble à un homme de génie dont le développement serait accéléré par des circonstances favorables, et dont un protecteur éclairé et puissant diri-

gerait la culture; l'Angleterre à un homme de génie qui se développe plus par l'énergie naturelle de ses forces et par l'empire des événements.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

TABLE

DU TOME QUATRIÈME.

Réflexions sur l'utilité de l'histoire.....Page 1

TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

DEUXIÈME PARTIE.
1618 — 1715.

SUITE DE LA DEUXIÈME PÉRIODE. 1640 — 1660.

Chapitre XVI. Nouveaux troubles dans le Nord. Christine. Son abdication. Caractère et vastes projets de Charles X. Guerre de la Suède contre la Pologne. Politique et conduite de Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg. Guerre de la Suède contre le Danemarck. Mort de Charles X. Paix d'Oliva..... 29

Chapitre XVII. La pacification du Nord est suivie d'un grand changement dans la constitution du Danemarck. Causes de cette révolution. Son principe. Sa marche. Son résultat..... 64

Chapitre XVIII. Fin de la guerre de l'Espagne avec la France. Paix des Pyrénées. La France au premier

rang. Sa puissance relative. Progrès de sa puissance absolue. État de l'Europe et de la France..... 82

TROISIÈME PÉRIODE. 1660 — 1678.

Chapitre XIX. Louis XIV règne par lui-même. Caractère de ce prince. La richesse nationale de la France fait des progrès rapides. Ministère de Colbert. Ses principes. Sa marche. Heureux effets de son administration. Influence de la puissance réelle de la France sur son influence politique. Son attitude à l'égard des autres états..... 113

Chapitre XX. La France abuse de sa puissance. Louis XIV prend part à la guerre de l'Angleterre et de la Hollande. Louvois. Première guerre injuste. Droit de dévolution. Conquête rapide des Pays-Bas et de la Franche-Comté. Triple alliance. Paix d'Aix-la-Chapelle. Louis XIV médite et prépare la guerre contre la Hollande pour se venger de cette paix forcée. 136

Chapitre XXI. Seconde guerre de Louis XIV. Conquête rapide de la Hollande. Mort tragique des de Witt. Le prince d'Orange est élevé au stathoudérat. La Hollande est sauvée. Coalition contre la France. Succès des armes françaises. Mort de Turenne. Retraite de Condé. Paix de Nimègue. L'électeur de Brandebourg est abandonné par ses alliés. Ses exploits. Paix de Saint-Germain..... 150

Chapitre XXII. État des sciences et des lettres en France. Causes de leurs progrès. Caractères distinctifs de la poésie, de l'éloquence, de la philosophie françaises. Siècle de Louis XIV..... 205

QUATRIÈME PÉRIODE. 1679. — 1715.

Chapitre XXIII. Louis XIV abuse de sa puissance, et commet des injustices multipliées. Chambres de réunion. Gênes. Luxembourg. Strasbourg. Révocation de l'édit de Nantes..... 270

Chapitre XXIV. Mort de Charles II. Règne de Jacques II. Mécontentement et troubles en Angleterre. Liaison de ces troubles avec la situation politique de l'Europe. Ligue d'Augsbourg. Guillaume d'Orange passe en Angleterre. Fuite de Jacques. Révolution. Coalition contre Louis XIV..... 307

Chapitre XXV. La France rompt la trève de vingt ans. Nouvelles violences de Louis XIV en Allemagne. Grande alliance. La France combat contre la moitié de l'Europe. Tentatives infructueuses de Jacques, soutenu par la France, pour remonter sur le trône. Guerre maritime. Mort de Louvois. Campagnes et victoires de Luxembourg. Épuisement de la France. Mort de Luxembourg. Négociations et paix de Ryswick. Progrès de l'économie politique en Angleterre. 395

Chapitre XXVI. Succession d'Espagne. Vues de la France. Premier traité de partage. Second traité. Testament et mort de Charles II. Philippe d'Anjou lui succède. Coalition contre la France. Mort de Guillaume III. La reine Anne lui succède. La guerre éclate en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas. Revers de la France. Elle demande inutilement la paix. La mort de Joseph I amène un changement de système. Intrigues en Angleterre. Négociations. Paix d'Utrecht. Paix de Rastadt. Mort de Louis XIV. La France a perdu sa prépondérance..... 453

Chapitre XXVII. État de la poésie et de l'éloquence en Angleterre. Considérations générales sur la littérature anglaise. Parallèle des Anglais et des Français sous ce rapport. Marche et développement du génie sous les règnes de Guillaume III et de la reine Anne.. 528

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

013113

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google